Daily Life in Great American Cities: expériences citadines de la ségrégation et de la gentrification

Sonia Lehman-Frisch

▶ **To cite this version:**

Sonia Lehman-Frisch. Daily Life in Great American Cities: expériences citadines de la ségrégation et de la gentrification. Géographie. Université de Nanterre - Paris X, 2013. tel-00804620

HAL Id: tel-00804620
https://theses.hal.science/tel-00804620

Submitted on 26 Mar 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

université
Paris Ouest
Nanterre La Défense

Daily Life in Great American Cities

Expériences citadines de la ségrégation et de la gentrification

Volume 1 : Synthèse

Habilitation à diriger des recherches

présentée le 15 février 2013 par

Sonia LEHMAN-FRISCH

devant un jury composé de

Jean-Yves AUTHIER, Professeur, Université Lumière Lyon 2

Marie-Hélène BACQUE, Professeure, Université Paris Ouest-Nanterre-La Défense

Guy DI MEO, Professeur, Université Michel de Montaigne Bordeaux 3

Sylvie FOL, Professeure, Université Paris 1-Panthéon-Sorbonne

Philippe GERVAIS-LAMBONY, Professeur, Université Paris Ouest-Nanterre-La Défense (parrain)

Michael JOHNS, Professeur, University of California, Berkeley

Remerciements

Je voudrais exprimer ici ma profonde gratitude à toutes celles et tous ceux sans qui ce mémoire n'aurait pas été ce qu'il est. Je tiens d'abord à remercier Philippe Gervais-Lambony pour avoir accepté de parrainer ce travail, et dont les relectures ont toujours été à la fois attentives et stimulantes – mais aussi, avant cela, pour m'avoir embarquée dans plusieurs projets qui ont profondément marqué mon cheminement intellectuel. Je veux aussi remercier Jean-Yves Authier, que je considère également comme un parrain (au sens spirituel du terme…), avec qui j'ai partagé mes recherches sur les enfants depuis quatre ans et auprès de qui j'ai énormément appris (et continue toujours d'apprendre). Merci plus largement aux membres du jury d'avoir accepté d'évaluer ce travail : je suis très honorée de leur présence.

Mes remerciements les plus sincères vont aussi à la Caisse Nationale des Allocations Familiales et à la Ville de Paris, pour avoir financé mes recherches sur les enfants, et, au sein de ces institutions, tout particulièrement à Catherine Vérité, Sophie Zuber et Laurent Kandel pour leur confiance et leur soutien constant. Merci aux collègues qui ont participé aux différentes étapes de ces recherches : Frédéric Dufaux, Anaïs Collet et Isabelle Mallon. Julie Robert a réalisé nombre de cartes ces dernières années, je lui en suis très reconnaissante. Merci aux étudiants, doctorants ou jeunes docteurs qui ont contribué à la collecte des données (Anaïs Collet, Colin Giraud, Gisèle Moret, Camille Valérion, Alex Schafran), ou qui ont travaillé à la mise en forme du volume des publications (Muriel Froment-Meurice).

Un grand merci à tous les habitants et à tous les acteurs des quartiers étudiés à San Francisco, ainsi qu'à Paris et à Londres, pour avoir accepté de participer à mes divers projets de recherche au fil des ans. Et, en particulier, merci à tous les enfants et à tous les parents ainsi qu'aux directeurs et directrices d'écoles et aux enseignant(e)s qui nous ont chaleureusement accueillis dans leur école et dans leur classe. Sans leur aide, aucune de ces recherches n'aurait pu avoir lieu.

Je suis très reconnaissante à mes collègues du département d'histoire-géographie de l'IUFM de Versailles, et tout particulièrement Patrick Garcia, Annie Duprat, Anne Hertzog, qui m'ont toujours soutenue par leur amitié et en m'accordant une grande liberté dans l'organisation de mon service d'enseignement afin de faciliter mes séjours en Californie. Plus largement, je veux remercier les collègues de mon laboratoire, le MRTE, ainsi que ses gestionnaires successifs et tout le personnel administratif de l'Université de Cergy-Pontoise à qui j'ai eu affaire dans le cadre de la gestion des différents contrats de recherche : tous ont été à la fois serviables et compétents.

Outre-Atlantique, mes chaleureux remerciements vont aussi à mes collègues de l'Université de Berkeley, et tout particulièrement à Michael Johns et à Richard Walker, pour m'avoir invitée et chaleureusement accueillie et soutenue au cours de mes différents séjours dans la Baie de San Francisco. Merci aussi à mes anciens collègues du City Planning de San Francisco, Miriam Chion, Teresa Ojeda, Jasper Rubin, AnMarie Rodgers, qui, des différentes positions qu'ils occupent aujourd'hui, m'ont constamment aidée à affiner ma réflexion et à obtenir les données que je recherchais. Plus largement, ma reconnaissance va aussi à mes amis de la Bay Area, qui se sont toujours efforcés de faciliter l'organisation de mes séjours familiaux successifs.

Enfin, merci à Colin et Salomé de s'être laissés embarquer dans cette aventure californienne récurrente, avec leur bonne humeur et leur enthousiasme habituels. Et merci à Christian, sans qui je ne serais jamais ni allée, ni revenue en Californie. C'est à lui que je dédie ce mémoire.

Introduction

Les villes états-uniennes imprègnent, en France, les discours savants comme les représentations ordinaires portant sur les villes. Les sciences sociales qui s'intéressent aux villes manquent rarement de s'y référer, notamment parce que les pensées sur la ville proviennent en bonne part des Etats-Unis – l' « Ecole de Chicago » en est l'illustration la plus fameuse, dont l'influence sur la sociologie, et plus largement sur les études urbaines, a été fondamentale. Les chercheurs ne sont pas les seuls à parler de la ville à l'aune des Etats-Unis et l'on a tous le sentiment de connaître les villes états-uniennes, leurs paysages et les modes de vie de leurs habitants. Comme l'écrivait justement Jean-François Staszak dans un texte d'ouverture à un numéro d'*Espaces et Sociétés* sur la question d'un « modèle urbain » états-unien :

> La ville américaine, ou plus exactement, certains de ses paysages, en sont venus à figurer le décor urbain, voire la ville par excellence. (…) [Elle est devenue] un objet d'étude et de phantasme privilégié (Staszak, 2001, p. 10).

Ces représentations vernaculaires ou scientifiques sont bien souvent assorties de jugements de valeurs implicites : quand les premières y voient, la plupart du temps, des villes modèles, caractérisées par « les paysages idéaux d'un imaginaire urbain qui allie la puissance, la richesse et la liberté », les secondes les désignent plutôt comme repoussoirs urbains, en en soulignant davantage « la face noire » que constituent la dégradation des centres-villes, la ségrégation et les violences urbaines (Staszak, 2001, p. 11). C'est en partie parce que j'étais intriguée par la puissance ambivalente de cette fascination française que j'ai résolu de me consacrer à l'étude des grandes villes états-uniennes à la fin des années 1990, alors que les productions scientifiques francophones sur cet objet étaient encore relativement rares. Jusqu'à ce jour et constamment, elles ont été au cœur de mes recherches, et la ville de San Francisco, en particulier, est demeurée mon terrain privilégié.

Aussi ce mémoire d'habilitation à diriger des recherches, en présentant un point d'étape à la fois théorique et empirique sur l'ensemble de mes travaux depuis ma thèse (sur la ségrégation et la gentrification dans les quartiers états-uniens) et en exposant les fondements et les premiers résultats de mes projets de recherche pour l'avenir (sur la place des enfants dans ces quartiers), a-t-il pour ambition d'approfondir les connaissances sur les villes états-uniennes.

Ce mémoire envisage les grandes villes états-uniennes telles qu'elle sont produites, vécues et remaniées par leurs habitants dans leur vie quotidienne. Autrement dit, comme l'indique son titre, il porte sur la « *Daily Life in Great American Cities* », c'est-à-dire sur « la

vie quotidienne dans les grandes villes américaines »[1] . Si j'ai choisi ce titre, cela n'aura pas échappé au lecteur, c'est en hommage au fameux livre de Jane Jacobs, *Death and Life of Great American Cities* (1961)[2].

Rappelons que l'auteure avait conçu cet ouvrage comme une attaque contre les principes de l'urbanisme moderne (qui avaient orienté les politiques de l'« *urban renewal* » (rénovation urbaine), de construction d'autoroutes intra-urbaines, etc.), qui mettaient gravement en danger, selon elle, les ressorts qui fondaient le succès des grandes villes états-uniennes à la fin des années 1950 :

> This book is an attack on current city planning and rebuilding. It is also, and mostly, an attempt to introduce new principles of city planning and rebuilding, different and even opposite from those taught in everything from schools of architecture and planning to Sunday suppléments and women's magazines. (…) It is an attack (…) on the principles and aims that have shaped modern, orthodox city planning and rebuilding[3] (p.3).

A partir d'une approche qualitative principalement fondée sur ses observations et son expérience personnelles de New York – elle n'était ni urbaniste ni universitaire –, elle cherchait à révéler « *the underlying order of cities* » (l'ordonnancement sous-jacent des villes) (p. 15) :

> The way to get at what goes on in the seemingly mysterious and perverse behavior of cities is, I think, to look closely, and with as little previous expectation as is possible, at the most ordinary scenes and events, and attempt to see what they mean and wheter any threads of principle emerge among them[4] (p. 13).

Jane Jacobs a donc examiné « *some aspects of decay and regeneration, in the light of how cities are used, and how they and their people behave, in real life* »[5]. En analysant les transformations urbaines des années 1950 et le succès ou l'échec des territoires qu'elles produisaient, elle en est venue à accorder une importance centrale au principe de « *diversity* » (qu'on peut traduire par « diversité » ou par « mixité » en français), qui

---

[1] Si le titre anglais, pour faire écho au titre du livre de Jane Jacobs, utilise l'expression « American Cities » ou « villes américaines », la suite de ce mémoire lui préfère les termes de « villes états-uniennes ». Bien qu'encore peu utilisée dans le language courant, cette appellation présente en effet l'avantage de ne pas assimiler indûment les seules villes des Etats-Unis à l'ensemble des villes du continent américain.

[2] La première édition française du livre a traduit le titre original en ces termes : *Déclin et survie des grandes villes américaines* (éditions Mardaga, 1991). Il vient d'être réédité, sous le même titre, aux Editions Parenthèses (2012).

[3] « Ce livre constitue une attaque contre l'urbanisme contemporain. Il constitue aussi, et principalement, une proposition de principes d'urbanisme nouveaux, différents, voire opposés à ceux qui sont enseignés dans les écoles d'architecture et d'urbanisme, et jusqu'aux suppléments du dimanche des quotidiens et aux magazines féminins. (…) C'est une attaque (…) contre les principes et les objectifs qui ont orienté l'urbanisme orthodoxe moderne ». *[A noter : les traductions proposées en bas de page de ce mémoire sont de mon fait – sauf autrement mentionné]*.

[4] « Pour saisir le comportement apparemment mystérieux et retors des villes, je pense qu'il est nécessaire d'observer attentivement, et avec le moins possible d'idées préconçues, les scènes et les événements les plus ordinaires, de chercher à comprendre leur signification et à discerner toute esquisse de principe qu'ils peuvent révéler ».

[5] « [J'examine] certaines dimensions du déclin et de la régénération urbaines, à la lumière de la manière dont les villes sont pratiquées, et dont leurs habitants et elles-mêmes se comportent dans la vie réelle ».

recouvre, selon le sens qu'elle lui donne, à la fois une dimension fonctionnelle et une dimension sociale. Pour elle, l'environnement urbain, et en particulier tout ce qui nourrit la « *diversity* », joue un rôle fondamental dans le dynamisme de la vie de quartier et, partant, dans le succès des grandes villes. Elle suggère même qu'il peut contribuer à lutter contre la ségrégation (cf. p. 71-72). Notons qu'elle a aussi consacré un chapitre entier à la place des enfants et des jeunes dans la ville, ou, plus exactement, à la manière dont les rues, les parcs, participent à leur intégration (ou, à l'inverse, à leur ségrégation) dans la ville.

Dès sa parution, son livre a connu un retentissement considérable dans les milieux académiques et de l'urbanisme professionnel : il a cristallisé le mouvement qui a conduit à l'abandon des principes de l'urbanisme moderne à partir des années 1970, et même s'il a suscité un certain nombre de critiques par la suite, il continue d'inspirer les visions les plus contemporaines de l'urbanisme (voir par exemple Lynne, Goldsmith, 2010).

Comme Jane Jacobs, je me concentre ici sur les villes-centre[6] état-uniennes contemporaines observées à travers les pratiques des habitants. Mais mon projet diffère sensiblement du sien à plusieurs points de vue. Tout d'abord, je m'intéresse moins aux formes matérielles de la ville qu'aux expériences citadines, entendues comme l'ensemble des pratiques, des représentations et des sociabilités à travers lesquelles les citadins construisent leur rapport à la ville. Le terme d'« expérience (vécue) », tiré du latin « *experiri* », signifie à la fois le fait d' « éprouver » et d' « essayer » ; ainsi, il « attire l'attention sur la place des processus de découverte, intentionnels ou subis, qu'engagent les êtres humains finis dans la rencontre de leur environnement » (Zaccaï-Reyners, 2006, p. 439). La notion d' « expérience citadine » me semble donc pertinente pour désigner la construction sociale et culturelle de la ville par ses habitants et usagers, au travers de leurs pratiques, mais aussi de leurs représentations et de leurs sociabilités, l'ensemble étant en constante évolution. Signalons au passage, que si elle est peu utilisée par les auteurs français, l'expression « *the urban experience* » est au contraire très répandue dans la littérature urbaine anglophone, comme en témoigne notamment l'un des ouvrages de David Harvey qui porte ce titre (1989).

Autre nette démarcation de ce mémoire par rapport à l'ouvrage de Jane Jacobs, et c'est aussi l'une de ses principales originalités, il examine les expériences citadines des habitants au regard des transformations socio-spatiales majeures qui ont affecté les villes-centre depuis les années 1960. De nombreuses recherches ont en effet montré la manière dont la mondialisation a entraîné une polarisation sociale croissante qui s'est matérialisée dans des processus de ségrégation spatiale de plus en plus visibles dans les grandes villes états-uniennes (et plus largement dans de nombreuses grandes villes du Nord) : des quartiers riches deviennent de plus en plus exclusifs, alors qu'un certain nombre de quartiers modestes sont en voie de paupérisation (Sassen, 1990). En même temps, le processus de gentrification a transformé de nombreux quartiers centraux anciennement populaires et dégradés, avec l'arrivée de ménages issus des couches moyennes qui ont

[6] La « ville-centre » (*Central City*, puis *Principal City* depuis le recensement de 2010) est définie aux Etats-Unis comme un noyau urbain comptant au minimum 50 000 habitants (10 000 depuis le recensement de 2010) et autour duquel s'organisent les comtés qui composent l'agglomération (*Metropolitan Statistical Area*, ou *Core Based Statistical Area* depuis le recensement de 2010). Certaines agglomérations peuvent compter deux voire trois villes-centre, comme c'est le cas de l'agglomération de San Francisco-Oakland-San Jose.

réhabilité l'habitat et sensiblement modifié la vie de quartier (Ley, 1996 ; Smith, 1996 ; Lees, Slater, Wyly, 2008).

Si certains auteurs ont souligné les liens entre les dynamiques de ségrégation et de gentrification dans les métropoles contemporaines (Donzelot, 2004), très rares sont les travaux à avoir tenté de saisir concrètement ces liens dans les villes états-uniennes – le seul à le faire, à ma connaissance, se place de surcroît dans une approche exclusivement quantitative et à petite échelle (Freeman, 2009) –, et les travaux sur la ségrégation et ceux sur la gentrification se sont développés de façon très autonome. L'intérêt de mon approche est donc de pallier cette carence des études urbaines, en appréhendant dans un même mouvement les processus de ségrégation et de gentrification tels qu'ils sont à la fois reflétés, vécus, produits et remaniés par les habitants des villes-centre états-uniennes.

Dans cette perspective, le quartier semble l'échelle d'analyse la plus appropriée, dans la mesure où d'une part c'est à cette échelle que les dynamiques différenciées de la ségrégation et de la gentrification se manifestent territorialement, et où d'autre part plusieurs auteurs ont montré récemment qu'elle constitue une échelle pertinente, entre le logement et la ville, de la vie quotidienne des citadins (Authier, 2001). Aussi ma recherche s'est-elle concentrée sur différents types de quartiers, ségrégués et gentrifiés, à partir desquels j'ai interrogé les expériences citadines. Elle ambitionne ainsi de saisir l'importance des territoires (des quartiers en l'occurrence) dans la différenciation des expériences citadines, et inversement, de révéler le rôle des habitants et de leurs stratégies dans la production de quartiers différenciés. Ce faisant, je n'adopte pas l'approche relativement généralisante et normative de Jane Jacobs – une approche à la fois pertinente et efficace dans son cas, au vu de son objectif, qui consistait à déconstruire les discours modernistes et à délégitimer les politiques urbaines à grande échelle qui en avaient résulté. Je m'attache au contraire à montrer la grande diversité des expériences citadines en relevant toutes les nuances et les ambiguïtés de leurs représentations, de leurs pratiques et de leurs sociabilités.

Enfin, à la différence de Jane Jacobs qui a construit son argumentation essentiellement à partir du cas de New York – « *because that is where I live* » (parce que c'est là que j'habite), justifie-t-elle (p. 15) –, ma recherche porte principalement sur la ville de San Francisco. Je reviendrai plus longuement dans le premier chapitre sur les raisons qui m'ont conduite à choisir cette ville et sur la question de son « exemplarité » concernant les villes états-uniennes. Je voudrais simplement rappeler ici que « parler de la ville américaine pour en identifier les spécificités, c'est – en creux – évoquer ce qui fait la singularité de la ville européenne et renvoyer à notre conception, et quelques fois même, à notre définition de la ville » (Staszak, 2001, p. 10). Ce mémoire vise donc également à contribuer à l'analyse des villes européennes, indirectement – en saisissant les caractéristiques propres aux villes-états-uniennes, et en mettant en évidence la spécificité des discours théoriques visant à les expliquer –, mais aussi plus directement – à travers les recherches que j'ai entreprises ces dernières années, qui reposent sur la comparaison de plusieurs quartiers de San Francisco avec des quartiers de Paris (et de Londres).

Ce mémoire est structuré en quatre chapitres. Le premier chapitre se place dans une perspective autobiographique qui lui donne un ton particulier, et montre à quel point mon

cheminement intellectuel est redevable de la confrontation de mon éducation française avec ma première expérience états-unienne (entre 1998 et 2001). Je décris la manière dont ma pensée, s'est précisée et infléchie au contact des différents milieux que j'ai fréquentés à San Francisco : le département de géographie de l'université de Berkeley, le département d'urbanisme de San Francisco (le *San Francisco Planning Department*), et la ville de San Francisco elle-même. Ces rencontres ont fortement orienté mes problématiques et mon approche (à la fois théorique, méthodologique et sensible) de la recherche jusqu'à aujourd'hui ; elles ont construit, en quelques sortes, les cadres durables (mais non figés) dans lesquels ma recherche continue d'évoluer aujourd'hui. Mes recherches doctorales ont été le premier produit de ces influences croisées, le premier déploiement de ma pensée de chercheure. C'est là que j'ai commencé à investir des questionnements sur les expériences contrastées des citadins dans les quartiers états-uniens, qui ont ensuite traversé toute ma recherche.

Avec le chapitre suivant, je m'intéresse à la manière dont la ségrégation a affecté les quartiers des grandes villes états-uniennes et leurs habitants. Je reviens d'abord sur les grandes théories élaborées par les sciences sociales, depuis plus d'un siècle, pour saisir les mécanismes de ce processus et ses conséquences socio-spatiales. Puis je me penche sur les *barrios* (quartiers hispaniques pauvres), en tant que l'une des figures des quartiers ségrégués. A partir du cas du quartier de la Mission à San Francisco, j'analyse la construction progressive d'un *barrio* et j'interroge son identité ethnique tout en montrant la diversité des rapports des habitants à ce quartier et à sa transformation. En élargissant la réflexion à d'autres quartiers des Etats-Unis et d'autres pays, je questionne la ségrégation non seulement en termes de contraintes mais aussi en termes de ressources. Au bout du compte, je montre qu'il devient nécessaire de déconstruire la fréquente assimilation entre la question de la ségrégation et la notion d'injustice, un questionnement qui s'inscrit dans une réflexion plus large (et collective) sur les rapports entre espace et justice.

Tandis que les grandes villes états-uniennes sont encore aujourd'hui largement travaillées par des processus de ségrégation (hérités et/ou encore actifs), et que la vie quotidienne de nombreux citadins se déploie dans des quartiers ségrégués pauvres, certains quartiers sont, depuis les années 1970, 1980 et plus encore depuis les années 1990, modelés par une dynamique « inverse » de gentrification, qui aboutit à l'augmentation de la mixité socio-ethnique de la population résidante. Le chapitre 3 se tourne vers ces quartiers particuliers. Comme le chapitre précédent, il commence par exposer les théories élaborées par les sciences sociales pour rendre compte de ce phénomène inédit et par en détailler les approches les plus contemporaines avant de présenter les apports de mes recherches sur deux quartiers inégalement gentrifiés de San Francisco. Je montre ainsi la manière dont le processus affecte ces quartiers d'une même ville de manière différenciée, suivant une chronologie et des modalités distinctes. Puis j'analyse les manières d'habiter et de cohabiter des gentrifieurs et des gentrifiés, révélant des rapports des habitants à la gentrification qui ne sont pas les mêmes d'un quartier à l'autre, et, au sein d'un même quartier, d'un groupe d'individus à l'autre.

Les enfants sont des citadins peu étudiés par les sciences sociales francophones. Pourtant, ce sont des acteurs importants des transformations urbaines et ils peuvent être très visibles dans certains quartiers gentrifiés ou ségrégués des grandes villes. Le quatrième et dernier chapitre propose de contribuer à leur revalorisation dans les études urbaines, en s'appuyant sur la présentation de deux recherches collectives (dont l'une en cours) que je

dirige et qui mettent en regard trois quartiers de San Francisco avec trois quartiers de Paris (et un quartier de Londres). Elles visent à saisir la manière dont les enfants (et leurs parents) vivent au quotidien la ségrégation et la gentrification tout en contribuant à les produire ou à les remanier à l'échelle du quartier. Finalement, il s'agit d'analyser la différenciation des expériences citadines des enfants et d'évaluer le poids des déterminants sociaux et spatiaux dans ces inégalités.

CHAPITRE I : « I left my heart in San Francisco »[8]

On peut relier l'évolution de ses intérêts scientifiques à des expériences, à des échanges que l'on a eus avec des individus rencontrés à un moment et en un lieu donnés, voire à des lectures qui nous marquent et qui ne relèvent pas nécessairement du champ universitaire, comme l'écrit Allan Pred :

> Under contemporary circumstances, the 'life content' and the spatial and temporal attributes of an individual's life path are apt to be highly influenced by the sequence of independently existing specialized rôles – created by institutions and technology – that a person is able to occupy... For the academic whose writings are rooted complexly in the past, it is evident that the content of those works would be different if the individual's life path had been linked differently with a variety of specific, independently existing limited-access roles of both an academic and a non-academic character[9] (Pred, 1979, cité dans Johnston, Sidaway, 2004, p. 375).

Dans ce chapitre autobiographique, je reviens sur le séjour que j'ai effectué à San Francisco entre 1998 et 2001 dans le cadre de ma thèse. Ces trois années constituent, à mon sens, l'une de ces « *life paths convergences* » (convergences des sentiers de vie), pour reprendre l'expression d'Allan Pred, qui ont profondément marqué ma vie. Cette convergence a été celle de mon expérience française avec mon expérience états-unienne, mais aussi celle du champ professionnel (étudier et faire de la recherche) et du champ personnel et familial (découvrir un environnement et l'habiter au quotidien sur une période relativement longue, non pas seule mais avec mon mari). Elle s'est enrichie et consolidée par des rencontres, des lectures et des anecdotes, liées ou non au monde académique. C'est cette convergence fondamentale, qui, rétrospectivement, permet de comprendre l'émergence des questionnements scientifiques et de l'approche théorique et méthodologique qui ont traversé l'ensemble de ma recherche jusqu'à aujourd'hui.

---

[8] Le titre de ce chapitre est emprunté à la chanson de George Cory et Douglass Cross, dont l'interprétation par Tony Bennett au début des années 1960 est demeurée célèbre. Le deuxième couplet va comme suit :

« I left my heart in San Francisco / High on a hill it calls to me / To be where little cable cars / Climb halfway to the stars / The morning fog may chill the air / I don't care / My love waits there in San Francisco / Above the blue and windy sea / When I come home to you San Francisco / Your golden sun will shine for me ».

[9] « Dans les circonstances actuelles, le contenu de la vie et les attributs spatiaux et temporels du sentier de vie d'un individu peuvent être fortement influencés par la succession des rôles spécialisés et indépendants les uns des autres – créés par les institutions et la technologie – qu'une personne peut jouer… Pour l'universitaire, dont les écrits s'enracinent dans le passé de façon complexe, il est évident que le contenu de ses travaux serait différent si le sentier de vie de cet individu avait été relié à d'autres rôles délimités, spécifiques et indépendants les uns des autres, de nature universitaire ou non-universitaire ».

Je suis incontestablement un pur produit du système éducatif français. Mes trois années de classes préparatoires littéraires au lycée Louis-le-Grand ont été pour moi des années fondatrices. Dans le cadre privilégié de classes réduites et sous la houlette d'enseignants déterminés à préparer de leur mieux leurs élèves à un concours difficile, c'est là que j'ai appris à (beaucoup) apprendre, à lire, à écrire (moins à intervenir à l'oral, j'y reviendrai), à analyser, à synthétiser, à problématiser, à structurer ma pensée et à organiser mon travail. Ce n'est qu'après cette formation généraliste en lettres et sciences humaines et sociales[10] que je me suis spécialisée en géographie, c'est-à-dire relativement tardivement, à la fois dans le cadre de l'Ecole Normale Supérieure (ENS) de la rue d'Ulm et dans celui de l'Université (Paris 4-Sorbonne et Paris 10-Nanterre). Là, en préparant l'agrégation puis en m'initiant à la recherche avec la maîtrise et le DEA, j'ai acquis les fondements de la géographie telle qu'elle était conçue et enseignée en France au milieu des années 1990. Autrement dit, j'abordai le moment de la thèse munie des compétences (intellectuelles et géographiques) que tout le système éducatif français vise à développer, mais très incertaine quant au choix du terrain et des questionnements sur lesquels les mettre en pratique – et plus largement, faut-il l'avouer, pas tout à fait sure encore de ma vocation à faire de la recherche.

Saisissant l'opportunité d'un programme d'échange entre l'ENS et l'Université de Berkeley (et parce que l'agglomération de San Francisco constituait aussi un lieu envisageable professionnellement pour mon mari – il faut le souligner, cette « convergence » entre le champ professionnel et le champ familial des possibles a eu un rôle très important dans la trajectoire de mon « sentier de vie »….), je décidai d'élaborer un sujet de thèse autour de la question du commerce ethnique dans la ville de San Francisco, avec l'aide de mes deux directeurs de thèse, Jérôme Monnet et Alain Musset. La bibliographie francophone sur les villes états-uniennes (et *a fortiori* sur San Francisco) s'est vite révélée très mince. Dans les années 1990, les lecteurs français disposaient essentiellement de trois ouvrages généraux sur la géographie des Etats-Unis : un livre de géographie historique retraçant l'évolution de l'Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada) jusque dans les années 1980 (Claval, 1989), une géographie régionale chez l'éditeur universitaire Masson (Béthemont, Breuil, 1989), et une section au sein de la monumentale *Géographie Universelle* dirigée par Roger Brunet (Bailly, Dorel, 1992). Les travaux portant spécifiquement sur les villes états-uniennes étaient encore plus rares : seuls deux ouvrages s'intéressaient à une ville américaine – Los Angeles en l'occurrence – (Ghorra-Gobin, 1997), ou à une thématique urbaine – notamment l'insécurité – (Body-Gendrot, 1998). Il existait également un texte analysant finement la « renaissance » des villes-centre états-uniennes (Chevalier, 1994) ; mais, intégré dans un ouvrage consacré aux recompositions des centres des villes en France et ailleurs, il était peu visible. Globalement, les géographes français s'étaient encore très peu intéressés aux Etats-Unis en général, et aux villes états-uniennes, en particulier[11], et les

[10] Je désigne sous la catégorie « sciences humaines et sociales » l'ensemble des disciplines rassemblées dans l'Institut des sciences humaines et sociales du CNRS, à savoir l'histoire, les sciences du langage, la philosophie, l'économie, le droit, les sciences politiques, la sociologie et la géographie. La classe préparatoire littéraire classique donne un bon aperçu sur un certain nombre d'entre elles (histoire, géographie et philosophie notamment).

[11] Le géographe français Jean Gottmann a certes écrit son fameux ouvrage sur la mégalopole de Boston à Washington au début des années 1960 (Gottmann, 1961). Mais l'ouvrage n'était pas disponible en français et

« américanistes » français étaient en réalité constitués principalement de chercheurs spécialistes de l'Amérique Latine. J'avais donc conscience d'investir un terrain encore largement ignoré par les géographes français, ce qui, pour un(e) jeune chercheur(e) est un sentiment à la fois intimidant et stimulant.

Arrivée à San Francisco en juillet 1998 pour y étudier un an à Berkeley tout en y réalisant mes recherches doctorales, j'y suis finalement restée trois ans et demi. J'ai découvert en même temps un terrain (une ville et un pays), un système éducatif et une tradition disciplinaire qui m'étaient jusqu'alors à peu près inconnus. Toute la richesse de ce séjour réside dans le fait qu'il m'a permis de confronter la formation que j'avais reçue en France, et que je tenais presque pour « naturelle », à un terrain étranger, et surtout à des formes d'enseignement et d'apprentissage, et à des approches scientifiques et à des regards, sensiblement différents. C'est finalement dans la confrontation entre mon éducation française et cette expérience américaine que se sont dessinées, en bonne partie, les grandes lignes de mes activités scientifiques (voire pédagogiques) ultérieures.

Je reviens d'abord dans ce chapitre sur l'université de Berkeley, qui était la raison originelle de mon départ en Californie du Nord, avant de m'arrêter sur mon expérience à San Francisco en-dehors de l'université, comme stagiaire au département d'urbanisme de la mairie de San Francisco, et aussi comme citadine ordinaire puisque j'y ai habité tout le temps de ce séjour. J'évoque aussi le rôle de mes recherches doctorales, qui, nourries par ces expériences, m'ont à leur tour permis de construire les objets de recherche qui m'ont occupée jusqu'à ce jour.

Je voudrais préciser enfin que j'adopte dans ce chapitre un ton particulier, parfois très personnel et subjectif, qui pourra paraître en décalage avec certaines pratiques d'écriture en vigueur dans le milieu universitaire français. Comme d'autres géographes anglophones (principalement féministes) le proposent (voir Gregson, Rose, 1997), je m'autorise un style d'écriture capable de saisir la dimension sensible et émotionnelle non seulement des objets que je décris, mais aussi du regard que j'ai développé sur eux.

Une formation aux études urbaines « made in Cal »

Dans le cadre de ma première année de thèse et de ma quatrième année de l'ENS, j'ai été accueillie comme *graduate student* (c'est-à-dire dans les formations de Master et surtout, à Berkeley, de Doctorats) au département de géographie de l'Université de Berkeley pour l'année 1998-1999. J'y ai été confrontée à un milieu universitaire sensiblement différent de celui que j'avais fréquenté en France : tout, dans le paysage du campus, l'organisation des études ou les méthodes pédagogiques, attestaient d'un autre rapport au savoir. C'est dans ce contexte que je me suis formée aux études urbaines, et que j'ai commencé à approcher la question des villes américaines, sur laquelle la littérature scientifique francophone était encore si peu diserte.

rappelons que son auteur, qui a par la suite enseigné à Princeton et à l'Institut de Sciences Politiques de Paris et n'a jamais dirigé de thèses en France, est finalement resté relativement en marge de l'université française.

Etudier la géographie à Berkeley

Lorsqu'on arrive en BART (le *Bay Area Rapid Transit*, c'est-à-dire le train express régional qui relie notamment Berkeley à San Francisco) par la station Downtown Berkeley, après avoir longé un court pâté de maisons où se succèdent quelques cafés et autres petits magasins, on fait enfin face à l'Université, installée au pied des collines de Berkeley. Le campus de l'Université de Californie à Berkeley (volontiers désignée par le diminutif « *Cal* » par ceux qui y sont passés) est vaste et la grande entrée symbolique du campus, la Sather Gate est en réalité située sur la bordure sud du campus, dans le prolongement de l'avenue Telegraph. Aussi faut-il encore, quand on arrive par le côté ouest, gravir un petit chemin serpentant à travers les arbres avant d'apercevoir les premiers bâtiments de l'Université. Sous un ciel bleu intense rafraîchi par une légère brise marine et l'ombre odorante des eucalyptus, on croise des étudiants, seuls ou en groupe, vêtus de shorts et arborant volontiers des T-shirts aux symboles bleu et or de l'université, pieds nus dans leurs tongs ou sandales. Puis, émergeant à peine du petit bois, on aperçoit quelques bâtiments, dont la variété des styles architecturaux est frappante : l'arrière imposant du Valley Life Sciences Building, la bibliothèque Moffitt, les façades latérales du Dwinell Hall et du California Hall, puis l'impressionnante Doe et Bancroft Library. On traverse encore les vastes pelouses qui aèrent un peu plus le campus en son centre, où d'autres étudiants lisent, discutent ou jouent au ballon ou au frisbee, avant d'atteindre le McCone Hall, alors en réfection et masqué sous des échafaudages, où est installé le département de géographie.

Figure 1 : Le campanile de la Sather Tower sur le campus de Berkeley (Catherine Blocher, 2012)

Plus tard, au gré des cours, des recherches ou des inévitables démarches administratives, on est amené à explorer le reste du campus : Sproul Hall (le bâtiment originel de l'université) et Sproul Plaza (la place qui lui est associée et où ont eu lieu notamment les manifestations du *Free Speech Movement* dans les années 1960), la Sather

Gate et le campanile de la Sather Tower (les deux monuments emblématiques du campus), les installations sportives (dont la délicieuse piscine de Strawberry Canyon). On arpente les interminables rayons des bibliothèques centrales de Moffitt et Bancroft qui s'empilent sur plusieurs étages de leurs bâtiments respectifs ; on explore quelques-unes des nombreuses bibliothèques spécialisées disséminées sur le campus, notamment celles dédiées à l'Environmental Design, aux Ethnic Studies, à l'Education ou à l'Anthropology ; et on utilise les innombrables ordinateurs mis à la disposition des usagers des bibliothèques pour consulter les catalogues en ligne, télécharger des articles, faire des recherches sur internet ou rédiger un texte. Bien sûr, on fréquente aussi la cafétéria ouverte sur Sproul Plazza, la librairie de l'université, voire le magasin de souvenirs qui lui est attaché, où sont vendus toutes sortes d'objets et de vêtements à l'effigie de l'université...

Chaque activité, chaque déplacement sur le campus est l'occasion de découvrir des lieux et des paysages qui affirment ostensiblement la puissance et l'excellence de l'université de Berkeley. Autrement dit, le campus de Berkeley est une parfaite illustration d'un « *landscape of power* », pour reprendre la formulation de Sharon Zukin (Zukin, 1993), c'est-à-dire d'un paysage exprimant des relations de pouvoir et de domination (entre l'université et l'Etat de Californie, entre l'université et la ville de Berkeley, entre les différentes institutions de l'université, etc.). Or ce « paysage du pouvoir » ne peut se comprendre indépendamment de l'histoire et des dynamiques de la Californie et, plus localement, de celle de la Baie de San Francisco. Cal, en effet, est une université de l'Etat de Californie et elle tire son originalité (et sa puissance) de sa double identité d'université publique et d'université d'élite.

Encadré 1 : Cal, université publique, université d'élite

Avec près de 36 000 étudiants et plus de 1 500 enseignants-chercheurs, avec 130 départements disciplinaires et 80 centres de recherche interdisciplinaires, Cal est une université prestigieuse.[12] Le National Research Council classe 48 de ses *doctoral programs* parmi les 10 premiers des Etats-Unis (sur 52 classés). Le classement annuel établi par *US News* en 2011 la place au 22ème rang national, derrière des universités comme Harvard, Princeton, Yale ou Stanford mais devant toutes les autres universités publiques du pays. Université d'élite, Cal est en effet également une université publique, dont les droits d'inscription (environ 10 000 $ par an pour les résidants de Californie et 33 000$ pour les autres en 2011) sont bien inférieurs à ceux des universités privées du sommet du classement (aux alentours de 40 000 $). La prééminence scientifique de l'Université de Berkeley est intimement liée à la puissance de l'Etat, à son histoire, à son économie et à sa démographie, et inversement, les crises récentes traversées par la Californie ont eu des impacts conséquents sur l'université.

Créée par l'Etat de Californie en 1868, *l'University of California* s'est installée au pied des collines alors plantées de chênes dans l'est de la baie de San Francisco, et le campus et le noyau urbain qui s'est développé autour de lui ont alors été nommés « Berkeley ». Comme tous les *land-grant colleges* impulsés par le Morrill Act de 1862, elle visait d'abord à former les talents agricoles et mécaniques

---

[12] Les données mentionnées dans cet encadré sont issues de UC Berkeley, « "Cal facts »", 2011 (http://berkeley.edu/about/fact.shtml), et UC Berkeley, Office of Planning & Analysis, « "Campus Statistics »", 2011 (http://opa.berkeley.edu/InstitutionalData/data.aspx). Par ailleurs, cet encadré m'a été en partie inspiré par l'excellent je remerciemémoire de M2 de Camille Vergnaux, dont le mémoire de M2, en cours de rédaction à l'heure où j'écris, porte sur l'Université de Syracuse, que j'ai co-dirigé avec M. Houssay-Hoschuch (Vergnaux, 2011) et m'a inspiré ces quelques réflexions sur l'Université de Berkeley.

nécessaires au développement de la nation et plus particulièrement à celui de la Californie récemment conquise sur le Mexique en 1848.

L'Université de Californie a réalisé les objectifs qui lui étaient assignés, et elle a indiscutablement contribué à nourrir la croissance économique de l'Etat. Au début du XX^{e} siècle par exemple, le *College of Mining*, le *College of Civil Ingeneering* (qui s'adjoint bientôt un département d'*Irrigation*) et le *College of Commerce* nouvellement créés constituent, avec le *College of Agriculture*, les fers de lance de l'université et participent à la construction et à la consolidation de l'Etat en fondant sa puissance agricole, minière et commerciale. A partir des années 1930 et surtout des années 1940, l'université a bénéficié de l'essor de l'industrie de la défense en Californie : de nombreux programmes ont été mis en place, et c'est le cas par exemple du laboratoire de Los Alamos, qui dépend de l'université, et à qui l'on doit la mise au point de l'arme nucléaire. Autre illustration de cette osmose entre l'Etat et l'Université, Cal a mis en place, dans les années 1960, un institut dédié à l'administration publique, qui s'est spécialisé dans la recherche sur les métropoles et sur l'Etat, elle a aussi encouragé le développement de recherches sur la crise urbaine, au moment où les villes états-uniennes connaissent des bouleversements spectaculaires. Bref, la multiplication et la diversification de ses domaines académiques se sont faites en réponse directe aux besoins économiques de l'Etat.

Le développement de l'université est aussi nettement lié à l'essor démographique de la Californie. Au début des années 1920, l'université compte déjà 14 000 étudiants (soit plus que l'Université de Columbia à la même époque). Mais les migrations internes vers l'Ouest des Etats-Unis continuent à accentuer la pression démographique sur l'université. Tandis que la multiplication d'autres *colleges* et universités en Californie renforce la compétition, l'Etat de Californie octroie de nouvelles aides pour créer un deuxième vaste campus à Los Angeles, ainsi que d'autres, plus petits, dans les villes secondaires en forte croissance. Aujourd'hui, l'Université de Californie compte dix campus : Berkeley (créé en 1868), San Francisco (1873), Davis (1908), Santa Barbara (1909), Los Angeles (1919), Riverside (1954), San Diego (1960), Irvine (1965), Santa Cruz (1965) et Merced (2005). La chronologie et la distribution des campus donne finalement une bonne image des dynamiques économico-démographiques de l'Etat tout au long du 20ème siècle. Précisons que la multiplication et le développement des campus rendant la gestion de l'université de plus en plus complexe, les présidents de l'université ont progressivement décentralisé l'administration. Le campus de Berkeley, berceau originel de l'Université de Californie, jouit donc aujourd'hui d'une grande autonomie au sein du système. C'est aussi de loin le plus prestigieux (devant UCLA).

La composition ethnique de son corps étudiant et les débats y afférant reflètent également l'histoire migratoire de la Californie. La Bay Area, principalement peuplée de Blancs (dont nombre d'immigrants européens) jusque dans les années 1930, accueille un nombre croissant d'Afro-Américains originaires du Sud du pays à partir des années 1940, puis s'ouvre à des vagues d'immigration massives en provenance d'Asie et d'Amérique Latine à partir du milieu des années 1960. En 1969, à la suite de manifestations d'étudiants contre l'absence de représentation de ces minorités sur le campus, un département d'*Ethnic Studies* est finalement créé. La politique d'*Affirmative Action* mise en place par le Conseil de l'université (*Board of regents*) l'année suivante parvient à augmenter la part des minorités parmi les étudiants (20% en 1973, contre 9 % en 1968). Malgré son abandon en 1995 après de virulents débats, les Afro-américains, les Indiens-Américains et les Hispaniques représentent autour de 15 % de la population étudiante en 2010, tandis que les Asiatiques en composent près de 46 %.

Enfin, l'Université de Berkeley (et au-delà, tous les campus de l'Université de Californie), financée historiquement en bonne partie par la Californie, est logiquement liée à ses tribulations économiques et financières. Aussi les crises (celles des années 1970 et du début des années 1990) ont-elles toujours été suivies de fortes diminutions du budget de l'université, et celle de 2008 a eu un impact particulièrement brutal. Globalement, le financement de l'Etat n'a cessé de diminuer, passant sous son niveau de 1965 (il ne contribue plus au budget de l'université qu'à hauteur de 20 % en 2010). L'université a donc cherché à compenser en augmentant les frais de scolarité. De plus, les

salaires des universitaires, qui avaient dans les années 1980 commencé à combler leur retard sur celui de leurs collègues des universités (privées) de niveau équivalent, leur sont à nouveau inférieurs de 22 % dès le début des années 2000 (Schemo, 2011). Bref, les impacts du désengagement progressif de l'Etat de Californie inquiètent de nombreux observateurs, qui y voient de sérieux obstacles à la compétitivité de la première université publique des Etats-Unis.

Au sein de l'université, le département de géographie, s'il est relativement petit (15 enseignants titulaires en 2011), est aussi l'un des plus anciens et des plus réputés des Etats-Unis. Historiquement, il reste associé à la figure de Carl Sauer et à la dite « école de géographie de Berkeley ». Créé en 1898, il est à ses débuts très fortement orienté vers la géographie physique et la cartographie, tout en faisant une place à la géographie dite « commerciale » ; mais il demeure de taille réduite, avec un seul professeur titulaire pendant plus de deux décennies (George Davidson puis Ruliff S. Holway). Carl Sauer, recruté en 1923 de l'Université du Michigan, dirige ensuite le département jusqu'à sa retraite en 1954, et lui imprime une identité originale, isolée de la géographie qui se développe dans le reste des Etats-Unis et en particulier dans les universités du Midwest, et au contraire très informée de la géographie européenne, principalement allemande et française. Dans son sillage, nombre de ses disciples s'intéressent ainsi au « paysage culturel » et à son façonnement historique : pour eux, la géographie doit montrer comment les « paysages culturels » résultent de la transformation des « paysages naturels » par un « groupe culturel ». L'approche régionale classique, dans cette perspective, leur semble sans intérêt car trop restrictivement dévolue à la description et dénuée de toute problématisation. Si Sauer est resté une figure quasi-paternelle et l'incontestable mandarin (« *the Old Man* ») du département de géographie pendant plus de trente ans, notons que ses disciples et collègues ont récusé, par la suite, l'appellation d'« école de Berkeley », rappelant qu'aucun programme de recherche n'a jamais été établi pour le département de géographie, que les méthodologies et techniques étaient laissées à la libre appréciation de chaque doctorant en fonction de sa recherche, et que les étudiants sont toujours restés libres de choisir leurs lectures et leurs séminaires (Leighly, 1979 ; Parsons, 1979).

Lors de mon séjour au département de géographie, l'héritage de Carl Sauer est pour le moins ténu. Paul Groth est l'un des seuls peut-être à s'inscrire dans sa lointaine filiation, avec une approche cependant profondément renouvelée de la notion de paysage culturel, j'y reviendrai brièvement. L'équipe d'enseignants conserve encore des traces en revanche du tournant marxiste qui a fortement marqué le département dans les années 1970 et 1980. Après le recrutement de James E. Vance en 1958, qui atteste de l'émergence de l'approche urbaine en géographie, c'est Allan Pred qui arrive en 1962. Formé à l'université de Chicago, berceau de la géographie urbaine américaine et haut-lieu de la nouvelle géographie quantitative et théorique, il écrit dans les années 1960 trois ouvrages sur la théorie des villes états-uniennes, dans lesquels il met en lumière les liens entre urbanisation et industrialisation au XIX^{e} siècle (Pred, 1966, 1973 et 1980). Richard Walker, puis Michael Watts, sont recrutés respectivement en 1975 et en 1979, tous deux inscrivant leurs recherches plus explicitement et plus durablement dans la perspective marxiste, le premier en géographie économique et urbaine (il écrit notamment, avec Michael Storper, *The Capitalist Imperative* en 1989), et le second en géographie du développement (inégal). Michael Johns, qui a fait sa thèse avec David Harvey, est recruté dans cette perspective en

1990, même s'il ne se réclame pas de cette mouvance. A la fin des années 1990, la tendance marxiste s'est incontestablement affaiblie (Allan Pred s'est notamment tourné vers d'autres thèmes de recherche dès les années 1980), même si ses trois figures principales conservent une certaine sensibilité pour les approches radicales. Les recherches menées au sein du département couvrent par ailleurs une pluralité de grandes régions du monde : les Etats-Unis bien sûr (Paul Groth, Michael Johns et Richard Walker) et au-delà, l'Amérique Latine (Michael Johns), l'Asie du Sud-Est (Robert Reed), l'Europe scandinave (Allan Pred) et l'Afrique (Michael Watts). Enfin, l'autre moitié du corps enseignants relève de la géographie de l'environnement, avec qui j'ai eu très peu de contacts.

Au total, l'identité du département de géographie est relativement difficile à saisir en cette fin du XX^{e} siècle. La description du département de géographie en 1957 par Carl Sauer lui-même correspond tout à fait à l'image que je me suis faite de lui quarante ans plus tard :

> It's a kind of nice little deparment, with all its queer characters, where eveyone pretty much works at what he wants to work at[14] (cité par Parsons, 1979, p. 10).

Rétrospectivement, je peux avancer plusieurs hypothèses pour expliquer cela. D'abord, après la marque forte imprimée par Carl Sauer jusque dans les années 1950, puis la tonalité marxiste qui a prédominé dans les années 1970 à 1980 mais qui n'a pas résisté aux années 1990, peut-être le département traversait-il une crise identitaire, qui se manifestait d'ailleurs concrètement dans un certain nombre de dissensions internes. Une autre raison relève peut-être aussi de la structuration de la recherche à l'université de Berkeley, qui n'est pas organisée autour de départements disciplinaires mais autour d'unités de recherche pluri-disciplinaires. Enfin, l'organisation de l'enseignement ne contribue pas à favoriser une forte identité des départements, puisque les *grad students* sont invités à construire leur propre parcours à la carte, certes en accord avec le responsable des études, et au-delà d'un certain nombre de cours ou séminaires obligatoires pour tous. Autrement dit, ils ne suivent pas une formation prédéfinie (avec des options) sur le mode des Masters actuels de l'Université française, mais sont amenés à choisir parmi les cours et séminaires offerts sur l'ensemble du campus en fonction de leur intérêt et de leur sujet de recherche. Dans les séminaires de géographie, les géographes ne sont donc pas majoritaires, et chaque étudiant en géographie a la possibilité d'assister à des séminaires relevant d'autres disciplines. Il s'agit là d'une ouverture interdisciplinaire structurelle que j'ai d'ailleurs profondément appréciée.

Quoiqu'il en soit, il est important de noter que mon expérience universitaire américaine n'est pas celle d'une institution moyenne, mais d'une université (et d'un département) clairement consciente de son « rang » dans les classements nationaux et internationaux. Autrement dit, j'ai été amenée à confronter mon expérience d'institutions universitaires très élitistes de part et d'autre de l'Atlantique, et il est donc difficile de prétendre généraliser cette comparaison à l'ensemble des systèmes éducatifs américain et français.

Villes états-uniennes à la carte

C'est dans ce contexte que j'ai été amenée à choisir, au premier semestre d'abord, puis au second, un certain nombre de cours magistraux (*lectures*), habituellement réservés

[14] « C'est un petit département sympathique, avec tous ses personnages bizarres, où chacun travaille à peu près sur ce qui l'intéresse ».

aux *undergraduate students*, et de séminaires (*seminars*), dédiés aux *graduate students*. Naturellement, je les ai sélectionnés en cohérence avec l'idée que je me faisais alors de mon sujet de thèse, souhaitant me construire à la fois un bagage de connaissances contextuelles (sur les Etats-Unis, sur la Californie, et sur les villes américaines) et un bagage théorique adéquat. Ces enseignements ont influencé mon regard et mes méthodes actuelles.

Parmi les cours magistraux *undergrads* (ou *lectures*) que j'ai suivis, trois m'ont particulièrement marquée. Le cours intitulé « *California* », enseigné par le géographe Richard Walker, proposait un large panorama des transformations de la Californie depuis le début du 19ème siècle jusqu'à ses enjeux géographiques les plus contemporains. Outre les éléments de contextualisation historico-géographiques qui permettaient de camper plus fermement les recherches doctorales que je commençais à mener sur la ville de San Francisco, j'ai retenu de cette série de cours plusieurs choses. D'abord, l'accent mis sur le passé pour comprendre la construction de l'espace contemporain et de ses significations. Sans nier la présence et l'importance des sociétés indiennes qui peuplaient depuis longtemps déjà la Californie au moment de l'arrivée des Mexicains puis des Yankees, le milieu du XIXe siècle et la découverte de l'or dans la région était présenté comme le tournant de la Californie moderne. Ensuite, ce cours visait à rassembler, dans l'analyse d'un vaste territoire, les dimensions économique (Richard Walker est à l'origine un spécialiste de géographie économique), politique, culturelle, « raciale »[15], sociale et environnementale, et à montrer comment ces différents aspects s'imbriquent les uns dans les autres pour modeler l'espace. Dans un constant jeu d'échelles, la Californie était replacée dans le contexte national et international tout en saisissant les dynamiques de territoires de grande échelle.

Ma sensibilité aux paysages (urbains) s'est éveillée en partie grâce à Paul Groth, alors professeur au département de *City and Regional Planning* de l'université. Son cours sur « *History of the U.S. cultural environment* » revenait sur l'évolution des paysages vernaculaires des Etats-Unis du début du XVIIe siècle jusqu'à la fin du XIXe siècle. Il se posait là dans la filiation implicite de Carl Sauer et de son analyse culturelle des paysages, et surtout de John Brinckerhoff Jackson, qui a contribué à élargir les *cultural landscape studies* à d'autres perspectives au lendemain de la Deuxième Guerre Mondiale et qui a régulièrement enseigné à l'université de Berkeley dans les années 1960 et 1970. En analysant très concrètement les formes de l'habitat, des voies de circulations, des fermes, des usines, des magasins, des parcs, etc., Paul Groth démontrait donc magistralement que les paysages vernaculaires, ruraux et urbains, sont la matérialisation de processus sociaux passés et présents, et faisait saisir la dimension culturelle de l'espace produit par les sociétés.

Enfin, mon intérêt pour les villes états-uniennes a trouvé une caisse de résonnance essentielle dans « *The Urban Experience* », le cours enseigné par Michael Johns, professeur au département de géographie. Dans une approche historique là encore, il brossait un vaste panorama de l'évolution des villes états-uniennes depuis l'époque puritaine du XVIIe siècle jusqu'à nos jours, en passant par l'ère de la révolution industrielle. Il montrait comment les villes, leurs paysages et leur culture, résultent de forces économiques, sociales, politiques et idéologiques, dont il saisissait le déploiement dans le temps, le flux et le reflux, de manière

[15] Je commençais là à réaliser l'importance de la dimension ethnico-raciale comme clé de lecture de la société états-unienne, à l'opposé de la conception française de la société, qui résiste à penser de telles différences de peur de les essentialiser, et qui ne veut voir que des différences sociales.

très concrète. Surtout, de façon beaucoup plus centrale que les deux cours précédents et comme le laissait entendre le titre du cours, emprunté à un livre de David Harvey (1989), il plaçait les citadins, célèbres ou anonymes, riches ou pauvres, natifs ou immigrés, blancs ou « de couleur », hommes ou femmes, au cœur de l'analyse des villes et de leurs transformations. Autrement dit, il faisait vivre et imaginer (au sens premier de « mettre en image ») les grandes figures urbaines (grandes villes, petites villes ou quartiers, aux profils socio-économiques différenciés) telles qu'elles ont été produites, mises en scènes, vécues et transformées par leurs habitants.

De facture assez classique au premier abord pour un étudiant français, ces trois cours (magistraux) partageaient un certain nombre de points communs, relativement originaux par rapport à mon expérience française antérieure. Tout d'abord, leur recours systématique et assumé à l'histoire pour comprendre les territoires et les paysages contemporains, sans scrupules à outrepasser les limites disciplinaires (un vieux complexe de la géographie française, hérité d'antiques querelles qui n'ont pas cours aux Etats-Unis). Ensuite, tous ces cours étaient abondamment illustrés par des cartes, et surtout par des photos qui appuyaient le propos des orateurs, présentés au fur et à mesure des cours ou à la fin de chaque séance. Une pratique qui animait les cours et leur donnait de la chair, et que rendait possible l'équipement de chaque salle d'appareils de projection performants. Enfin, l'ensemble des cours magistraux présentaient la particularité, étonnante pour une étudiante venue de France, de laisser une place non négligeable à un échange avec l'auditoire : systématiquement invités à poser des questions ou à commenter les propos de l'enseignant, les étudiants se sont toujours saisis de la parole, sans honte ni timidité, posant des questions diverses et ne répugnant pas à débattre publiquement. Dans les années qui ont suivi, chacun de ces enseignements ont donné lieu à des publications, signe d'une forte proximité entre recherche et enseignement : Richard Walker sur la Californie (2004 et 2007), Paul Groth sur les paysages américains (2003), et Michael Johns sur les villes américaines et la culture urbaine des années 1950 (2003).

A côté des cours magistraux destinés à poser les connaissances de base d'un domaine, les *seminars* ont quant à eux une toute autre visée et reposent sur des méthodes pédagogiques totalement différentes, qui n'avaient pas d'équivalent dans la formation que j'avais reçue en France. Principalement à destination des *graduate students*, ils se présentent comme des séances hebdomadaires de discussion en petits groupes (une quinzaine d'étudiants en général), fondées sur un programme de lectures donné à l'avance par l'enseignant. A chaque séance correspond un thème, abordant l'objet général du *seminar* sous un angle particulier, et auquel est associée la lecture soit d'un livre complet, soit de plusieurs articles ou chapitres d'ouvrages rassemblés dans un *reader* composé par l'enseignant. Le rôle de ce dernier est d'animer la discussion : l'ouverture des séances peut être ou non confiée à un ou plusieurs étudiants, mais quoiqu'il en soit, chacun des participants est invité à restituer son interprétation du (ou des) texte(s) à la lumière du thème de la séance, à en critiquer le contenu et la méthode. L'enseignant oriente la discussion, pousse les étudiants à étayer leurs arguments et fournit des contrepoints utiles sur la problématique, l'ouvrage ou l'auteur.

J'ai donc participé à un certain nombre de *seminars*, dont certains m'ont durablement marquée. C'était le cas notamment des deux séminaires de Michael Johns que j'ai eu l'occasion de suivre. Le premier, intitulé « *Philosophical and Methodological Issues in Human Geography* » avait pour ambition de faire réfléchir sur les principes et méthodes des

sciences sociales à travers la lecture et la discussion de grands classiques (*Le dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte* de Karl Marx, *L'Ethique protestante et l'esprit du capitalisme* de Max Weber, *The Great Transformation* de Karl Polanyi, *The Moral Economy of the Peasant* de James Scott, *The Rational Peasant* de Samuel Popkin ou *The Sociological Imagination* de C. Wright Mills pour n'en citer que quelques uns). A partir de deux lectures offrant des perspectives divergentes, chaque séance permettait ainsi d'explorer quelques grandes questions épistémologiques : qui sont les acteurs de l'histoire ? Comment rendre compte des grandes transformations de la société ? Quelles sont les différentes interprétations d'un même objet ? Qu'est-ce que l'objectivité scientifique? Pourquoi écrire ? Les étudiants étaient finalement invités à prendre du recul par rapport aux lectures qui constituent le pain quotidien de leurs premières années de *PhD* (doctorat), à distinguer les faits de la théorie, à réaliser les enjeux sous-jacents aux théories, et à comprendre leur propre relation à la théorie. Autrement dit, ils étaient invités à mieux lire pour mieux écrire.

Dans le prolongement, et en lien direct avec mes préoccupations doctorales, j'ai ensuite suivi le séminaire « *The City and Social Theory* », également proposé par Michael Johns. Il s'agissait là, toujours à partir de la lecture d'ouvrages ou de textes classiques (*Lineages of the Absolutist State* de Perry Anderson, *All That is Solid Melts Into Air* de Marshal Berman, *The Gold Coast and the Slum* de Harvey Warren Zorbaugh, *The Urban Experience* de David Harvey, *The Death and Life of Great American Cities* de Jane Jacobs, etc.), de s'arrêter sur la façon dont les sciences sociales ont pensé la ville, à partir de quelques grandes questions et dans une perspective plus historique : les liens entre la ville et le capitalisme (de l'Antiquité jusqu'à la période moderne), la notion de modernité aux XIX^{e} et XX^{e} siècles, la question raciale dans les villes américaines, ou le tournant urbain des années 1950.

Le séminaire de Manuel Castells, « *Comparative Analysis of Urban Policies* », visait à saisir l'impact des politiques publiques sur l'organisation des territoires. De facture plus classique pour un étudiant français, puisqu'il se présentait sous la forme d'un cours magistral suivi d'une discussion, il visait à analyser quelques grandes caractéristiques des villes à « l'ère de l'information », en montrant le rôle des différents niveaux d'acteurs publics (la ville, la région, l'Etat), dans une perspective de comparaison internationale. Concrètement, chaque séance était consacrée à un type de politique (dans le domaine du développement régional, du transport et des télécommunications, du logement, de l'environnement, etc.), et montrait son application et ses conséquences socio-territoriales successivement dans trois pays : aux Etats-Unis, dans un autre pays développé et dans un pays en voie de développement.

Je dois aussi mentionner ma courte expérience du séminaire d'Allan Pred sur Henri Lefebvre et intitulé « *The Production of Space, Everyday Life and Social Practice Theory* ». Intriguée par la vogue, dans la géographie américaine, d'un sociologue français qui ne figurait pas parmi les références de la géographie française qu'on m'avait enseignée dans les années 1990 (je n'avais encore jamais entendu son nom au cours de mes études, ni en classes préparatoire, ni à l'ENS, ni à l'université de Paris 4-Sorbonne, ni même l'Université de Paris 10-Nanterre, où Lefebvre avait pourtant enseigné), je décidai de m'initier à la pensée de ce compatriote qui semblait jouir d'un tel prestige sur le campus. Je fus vite déçue : l'assistance était trop nombreuse (bien au-delà des 15 étudiants habituels), ce qui témoignait certes de la renommée à la fois d'Henri Lefebvre et d'Allan Pred à l'université, bien au-delà du département de géographie, mais qui rendait aussi toute discussion difficile,

voire stérile, les interventions d'Allan Pred étant à mon goût (français) trop parcimonieuses. De plus, après avoir hésité, j'avais résolu de lire la *Critique de la vie quotidienne* en français (1958). Je m'en félicitai d'abord, en découvrant un texte déjà ardu dans ma langue maternelle ; mais ce choix rendit la discussion finalement très difficile à suivre pour moi, sachant mal comment les concepts étaient traduits d'une langue à l'autre. Dans ces circonstances, je renonçai rapidement à me familiariser à l'œuvre de Lefebvre pour me concentrer sur les autres cours et séminaires, qui m'occupaient déjà largement. Ce n'est que plusieurs années plus tard, à la faveur d'un regain d'intérêt de certains milieux géographes français pour la pensée de Lefebvre, que je découvris réellement ses travaux (j'évoquerai dans le chapitre suivant l'influence de sa pensée sur le groupe de chercheurs qui s'est formé en France autour de la question de la « justice spatiale »).

L'ensemble de ces cours et séminaires ont constitué pour moi un apport considérable tant en termes de connaissances factuelles qu'en termes de réflexion théorique et méthodologiques. Les méthodes pédagogiques que j'y voyais à l'œuvre, et le contraste qu'elles offraient avec ce que j'avais connu en France, m'ont également inspiré des réflexions que je voudrais élaborer maintenant.

Readers et manuels universitaires : deux outils, deux rapports au savoir

J'ai déjà évoqué la façon dont se déroulent les *graduate seminars*, qui reposent sur une série de textes rassemblés dans un *reader* (anthologie) – en plus bien sûr des livres qu'il faut alors se procurer en librairie – expressément composé par l'enseignant dans la perspective de l'objet de son séminaire. Il est important de préciser que ces *readers* sur mesure ne sont pas un produit spécifique aux *grad studies*, mais qu'ils sont plutôt la version élitiste des *readers* dont regorge le marché éditorial universitaire anglo-américain dans toutes les disciplines des sciences humaines et sociales. Or les *readers* s'opposent aux manuels tels qu'on les connaît en France, ces derniers (appelés *textbooks*) étant relativement moins courants aux Etats-Unis. Il me semble que ces deux outils pédagogiques symbolisent de façon éclatante deux façons contrastées de penser l'enseignement, et au-delà, deux façons de penser le savoir et d'écrire les sciences sociales.

En France, la tradition des manuels scolaires, et plus largement, des manuels universitaires, est solidement établie, au point qu'un récent rapport les qualifie d'« objets sacralisés » (IGEN, 2010). Des recherches ont montré qu'elle était étroitement liée aux idéaux républicains, selon lesquels l'Ecole a pour mission de transmettre un savoir uniforme, destiné à garantir l'éducation scientifique, humaniste et morale de tous les citoyens. Le livre scolaire est apparu dès lors comme un outil privilégié de l'uniformisation des contenus et des méthodes d'enseignement, et a rapidement émergé comme un symbole emblématique de l'Ecole et de la nation (Choppin, 1992), entraînant par ailleurs une autonomisation de l'édition scolaire.

Certes la définition du livre scolaire est moins évidente qu'il n'y paraît au premier abord (Choppin, 2008). Le concept de livre scolaire est en effet récent, et il existe historiquement en français une multitude de termes utilisés pour désigner cette catégorie d'ouvrages (c'est également vrai pour les autres langues des pays occidentaux). Aujourd'hui encore, le français possède un lexique varié, quoique réduit par rapport aux siècles précédents, dont les acceptions ne sont ni précises ni stables. Les termes « manuel », « livre scolaire », « livre de classe », « livre de géographie » ou « de lecture », etc., pour n'en citer

que quelques-uns, sont souvent employés indifféremment, et pourtant, chacun renvoie à des significations différentes (à la forme matérielle, au contexte d'utilisation, ou aux contenus d'enseignement, dans les exemples cités ci-dessus), soulignant la complexité du statut du livre scolaire dans la société. De plus, les frontières avec d'autres catégories éditoriales ont longtemps été hésitantes, les usages des livres scolaires pouvant relever de la sphère scolaire, de la sphère domestique, de la sphère professionnelle, de la sphère sociale (les livres de vulgarisation), voire de la sphère religieuse.

S' « il n'est pas facile de dire si un ouvrage est ou non un livre scolaire » (Ian, 1990, p. 5), le constat est encore plus pertinent peut-être en ce qui concerne les manuels universitaires aujourd'hui, qui s'inscrivent dans le prolongement direct de la tradition des livres scolaires. Tout d'abord, les usages des manuels universitaires sont variés : ainsi les éditeurs de livres universitaires en géographie, comme Armand Colin, Hachette ou Hatier ciblent-ils explicitement, sur leurs quatrièmes de couverture, non seulement un lectorat d'étudiants, mais aussi un lectorat de professionnels (issus par exemple, pour la géographie, de bureaux d'études, d'administrations publiques ou de collectivités territoriales, et la plupart du temps dans le domaine de l'aménagement, de l'urbanisme) et un lectorat plus large (le public dit « éclairé »). Cette diversification du lectorat, qui présente l'avantage évident pour les éditeurs d'accroître leur marché potentiel, contribue à brouiller la ligne de partage entre le manuel universitaire et d'autres types d'ouvrages. En outre, la frontière entre ouvrages de synthèse et ouvrages scientifiques est loin d'être nette (ce qui pose d'ailleurs la question délicate de la reconnaissance de ces publications par la communauté scientifique) : certains manuels, signés par des chercheurs reconnus dans leur spécialité, constituent, plus que de simples ouvrages de vulgarisation, de véritables thèses scientifiques voire des propositions théoriques ou des visions programmatiques d'objets ou de champs donnés. C'est le cas par exemple, dans la collection U chez Armand Colin, de *Géographie Culturelle : une nouvelle approche des sociétés et des milieux* de Paul Claval (2003), de *L'espace social : lecture géographique des sociétés* de Guy Di Méo et Pascal Buléon (2005), ou encore, dans une perspective régionale, de *L'Afrique Subsaharienne: une géographie du changement* de Alain Dubresson et Jean-Pierre Raison (1998 et sa nouvelle édition augmentée en 2011).

Quoiqu'il en soit, aussi complexe et mal défini qu'apparaisse le manuel universitaire, il a pour caractéristique de se présenter en France, de façon quasi-exclusive, sous la forme de textes constituant « un discours clos, achevé et a-historique » (Lebrun, 2007). Ainsi les manuels se présentent-ils la plupart du temps comme des synthèses prétendant à une certaine exhaustivité des dimensions de la question abordée. Les preuves du discours en sont plus ou moins gommées, alors même que les recherches académiques ne valent que par elles (citation des références bibliographiques sur lesquelles un texte s'appuie, mention des sources des données utilisées, explicitation des méthodes employées, etc.). Et les évolutions de la pensée sur la question au cours des décennies, les débats contemporains de la communauté scientifique, tout cela est effacé ou y tient une place marginale. Les manuels construisent donc un savoir univoque et tendent à masquer le contexte scientifique, social, politique et idéologique dont ils sont pourtant le produit. Les remarques suivantes, qui concernent le manuel scolaire d'histoire, valent plus généralement, de ce point de vue, pour le manuel universitaire :

> Le manuel d'histoire présuppose à la fois une certaine organisation de l'enseignement (...), mais aussi un mode déterminé de structuration des savoirs, un stade donné de

développement technique et commercial, et plus largement, un type défini de culture, au sens d'ensemble de valeurs fondatrices : respect du savoir, notamment sous sa forme imprimée, foi dans la forme scolaire d'éducation, conception de la spécificité des âges de la vie, etc. (Bruter, 1994, cité dans Choppin 2008, p. 25).

Autrement dit, les manuels reposent sur un certain nombre de présupposés qui sont rendus invisibles, et ce n'est qu'au prix d'un véritable effort de distanciation que l'on peut « voir les implicites, juger de ses fondements scientifiques et (les) comprendre en fonction de son époque » (Lebrun, 2007).

Aux Etats-Unis, les manuels scolaires et universitaires (*textbooks*) existent aussi bien entendu. Mais ils sont loin d'occuper, dans l'enseignement primaire et secondaire, et *a fortiori* dans l'enseignement supérieur, la place écrasante qui est la leur en France (IGEN, 2010). En effet, au côté d'un certain nombre de manuels dont l'objectif, tout à fait similaire à celui de leurs équivalents sur le marché français et francophone, est d'établir la synthèse des recherches contemporaines sur une question, les éditeurs de livres universitaires du monde anglo-américain (au premier rang desquels les deux poids lourds que constituent Wiley-Blackwell et Routledge/Taylor & Francis) proposent couramment d'autres formes de livres universitaires: les *companions* et les *readers*.

Les premiers sont composés d'un ensemble d'essais inédits écrits par des auteurs présentés comme des « autorités » dans la spécialité considérée et spécifiquement commandés par les coordonnateurs du livre. Ainsi, le premier titre de la série « Blackwell Companions to Geography », qui rassemble dix ouvrages à ce jour, porte sur la ville[16] : *A Companion to the City*, coordonné par Gary Bridge et Sophie Watson (2000), comprend les textes de sommités telles que Ed Soja, Andy Merrifield, Susan Fainstein, Peter Marcuse, Saskia Sassen, Chris Hamnett, Richard Sennett, pour n'en citer que quelques-uns, qui livrent leurs analyses sur un certain nombre d'enjeux fondamentaux caractérisant les villes contemporaines. On est donc là dans une logique très sensiblement différente de celle du manuel de synthèse puisque tous ces essais sont signés, c'est-à-dire qu'ils expriment explicitement, et de façon assumée, une multiplicité de points de vue, ceux d'auteurs reconnus, issus de surcroît d'horizons disciplinaires variés (cinéma, philosophie, économie, géographie, urbanisme, etc.).

Allant plus loin dans cette direction, les *readers* sont une autre forme de livre universitaire répandue dans le monde anglophone : il s'agit dans ce cas de recueils de textes, ou anthologies, visant à donner un aperçu sur l'évolution et la diversité des pensées : ils présentent en général des extraits de textes considérés comme majeurs (ou « classiques ») en les regroupant à la fois de façon chronologique et thématique. Les auteurs expliquent leurs critères de sélection et de classement dans une introduction générale relativement développée, puis chaque texte est précédé d'une présentation épistémologique succincte. Routledge possède ainsi une collection spécifique intitulée « *Routledge Urban Reader Series* » qui comprend au moins une dizaine de titres parus ces quinze dernières années

[16] Outre *A Companion to the City,* les autres titres de la collection explorent les divers champs de la géographie anglo-américaine: *A Companion to Economic Geography, A Companion to Political Geography, A Companion to Cultural Geography, A Companion to Tourism, A Companion to Feminist Geography, A Companion to Environmental Geography, A Companion to Health and Medical Geography, The Wiley-Blackwell Companion to Human Geography.*

portant sur le seul objet de la ville[17]. Notons que dans un certain nombre d'universités, comme à U.C. Berkeley par exemple, les enseignants construisent leurs *syllabus*, c'est-à-dire le plan de leur cours séance par séance, assorti d'une liste de lectures obligatoires (*required readings*) liées à chacune d'entre elles. Surtout, ils composent leurs propres *readers* spécialement adaptés à leurs enseignements, où ils rassemblent les textes (chapitres de livres universitaires ou littéraires, articles de recherche, articles de journaux, etc.) qu'ils jugent pertinents, pour lesquels ils doivent obtenir les droits de reproduction, et que les étudiants peuvent alors acheter dans un magasin de reprographie.

Très communs dans les universités américaines, les anthologies sont beaucoup moins courantes dans les départements de sciences sociales en France, et en géographie tout particulièrement. L'une des rares entreprises de cette nature en géographie a été menée par Philippe Pinchemel, Marie-Claire Robic et Jean-Louis Tissier en 1984. Avec *Deux siècles de géographie française : choix de textes*, les auteurs ont mis à la disposition des lecteurs français une sélection de textes publiés entre les années 1830 et le début des années 1980, accompagnés chacun d'un bref commentaire les replaçant dans leur contexte et soulignant leurs apports pour la discipline. « Chaque page, chaque œuvre doit être relue en considération du moment où elle a été écrite et des événements qui ont entouré sa conception », rappelle Pierre George dans sa préface. Mais son invitation à un « retour à des lectures oubliées ou négligées » a-t-elle réellement été suivie par les géographes français, alors que longtemps l'ouvrage est resté épuisé, avant sa réédition récente[18] (Tissier, Robic, Pinchemel, 2011) ?

Les anthologies spécifiquement dédiées à un champ ou à un courant de la géographie sont tout aussi rares, et les deux seules exceptions, à ma connaissance, concernent les études urbaines. Ce sont deux sociologues qui, les premiers, se sont attelés à cette tâche. Yves Grafmeyer et Isaac Jacob ont en effet publié, en 1979, *L'Ecole de Chicago : Naissance de l'écologie urbaine* : dans cet ouvrage, ils ont rassemblé et traduit en français (pour la première fois) des textes d'auteurs présentés comme liés à l' « Ecole de Chicago »[19] : William I. Thomas, Robert E. Park, E. W. Burgess, Roderick D. MacKenzie, Louis Wirth, mais aussi Georg Simmel, Maurice Halbwachs, etc. L'objectif était de diffuser les travaux de chercheurs, sociologues états-uniens pour la plupart, qui avaient profondément marqué la pensée de la ville aux Etats-Unis dans la première moitié du XX^{e} siècle, mais qui étaient encore largement méconnus dans les sciences sociales françaises dans les années 1970, en raison notamment de l'obstacle linguistique. Sans doute en lien avec la notoriété grandissante de cette tradition intellectuelle en France, cet ouvrage a rencontré un certain succès de librairie,

[17] L'un des premiers ouvrages de la collection, publié en 1996, en est à sa 6ème édition, ce qui atteste du succès de cette forme de livre: Richard LeGates et Frederic Stout, *The City Reader*, Routledge, 2011 ; parmi les autres titres de la collection on trouve notamment *The City Cultures Reader*, *The Cybercities Reader, The Sustainable Development Reader, The Urban Geogrpahy Reader, The Urban Sociology Reader, The Global Cities Reader, The Urban Politics Reader, The Urban and Regional Planning Reader.*

[18] La nouvelle édition de l'anthologie a repris la sélection de textes et la structure du livre de 1984, tout en ajoutant une section composée de textes postérieurs à 1983 afin de donner quelques aperçus sur la géographie française contemporaine.

[19] Une appellation contestée ultérieurement par des auteurs comme Jean-Michel Chapoulie (2001), comme on le verra plus loin. Précisons également que le livre comprend un texte du sociologue français Maurice Halbwachs, bien connu, lui, en France, et assimilé ici aux sociologues de Chicago d'une façon que certains chercheurs ont estimée pour le moins discutable depuis (Chapoulie, 2001).

puisqu'il a été réédité plusieurs fois, notamment récemment dans un format poche chez Flammarion (collection Champs, 2004 et 2009). Mais le format du recueil de textes a fait ensuite peu d'émules.

Seuls Marcel Roncayolo et Thierry Paquot, un peu plus de dix ans plus tard, se sont essayés à élaborer une anthologie de textes, visant cette fois à donner un aperçu plus global sur les écrits relatifs au phénomène urbain. Dans *Villes et civilisation urbaine, XVIII*^{e} *- XX*^{e} *siècles* (Roncayolo, Paquot, 1992)[20], ils ont rassemblé des textes écrits sur les trois derniers siècles, par des auteurs issus de pays différents (Allemagne, Etats-Unis, mais principalement la France) et d'horizons disciplinaires variés (sociologie en majorité, mais aussi philosophie, architecture, histoire, géographie, etc.). Mais le plus récent de ces dix-huit textes, écrit par Paul Claval, date de 1968, et après avoir eu un écho relativement limité, l'ouvrage aujourd'hui épuisé n'a pas été réédité.

Il faut enfin citer l'effort entrepris, au début des années 2000, par un groupe de géographes ayant pour ambition... d'initier le public francophone à quelques grands courants récents de la recherche anglophone. Dans *Géographies Anglo-saxonnes : Tendances contemporaines* (Staszak *et al.*, 2001), Jean-François Satszak, Béatrice Collignon, Christine Chivallon, Bertrand Debarbieux, Isabelle Géneau de Lamarlière et Claire Hancock introduisent longuement puis proposent la traduction en français de quelques extraits de textes jugés illustratifs d'une sélection d'objets, concepts et courants de la recherche anglo-américaine d'aujourd'hui (les questions des minorités, du féminisme, et du postcolonialisme, géographie radicale, géographie économique, et concept de paysage et de lieu).

Au total, malgré ces quelques exceptions, il n'existe pas en France à ce jour l'équivalent des *readers* des anglo-saxons sur la ville, ou plus largement sur la géographie (ou la sociologie) française. Le manuel de synthèse reste incontestablement une forme privilégée du livre universitaire à destination des étudiants de premier cycle, comme en atteste le succès de collections comme « U » chez Colin, ou « 128 » chez Nathan, « Initial » chez Hatier, ou « Atouts » chez Belin.

Cette opposition entre la prééminence du manuel de synthèse dans le premier cycle universitaire en France et celle du *companion* ou du *reader* aux Etats-Unis possède plusieurs explications. D'abord, elle est sans doute en partie à relier avec les grandes traditions intellectuelles qui prévalent encore aujourd'hui dans ces deux pays. On peut en effet voir à l'origine de cette différence entre la tradition du *reader* et celle du manuel, un prolongement du souci protestant de donner au peuple un accès direct aux Ecritures, tandis que la Contre-Réforme catholique centrait l'instruction primaire sur le catéchisme par questions/réponses, comme l'exprime l'anthropologue anglais Jack Goody (2007). La vague postmoderniste qui a deferlé dans les années 1980 et 1990 sur les sciences sociales américaines, en remettant en cause les discours universalisants et dominateurs construits par les sciences sociales au cours des siècles, a probablement contribué à renforcer la volonté de se confronter aux textes originels, considérés alors comme autant de voix ou de regards, clairement situés, sur des questions de recherche. Dans cette conception du savoir, ces formes de manuels permettent d'éviter des intermédiaires et d'éclairer à la fois la

[20] Cette collection, qui n'existe plus aujourd'hui, comprenait également une anthologie intitulée *La sociologie* (Van Meter Karl, 1992) ainsi que d'autres recueils de textes en histoire, en psychiatrie, en économie, en sciences politiques ou en sciences humaines, mais aucun en géographie...

multiplicité des approches possibles de la ville et leur évolution, en mettant directement le lecteur au contact des auteurs et de leurs écrits. Reste qu'il faut bien garder à l'esprit que ces types de manuels, *companions* ou *readers*, sont eux aussi le résultat d'une opération de sélection (de textes spécialement écrits pour les *companions*, ou de textes choisis parce que considérés comme « classiques » ou comme représentatifs des recherches contemporaines) et partant, d'un processus d'interprétation de la part des directeurs de l'ouvrage.

Les politiques des éditeurs universitaires en France et aux Etats-Unis sont aussi, assurément, un élément d'explication important de la part respective des manuels de synthèses et des *readers* dans les paysages éditoriaux des deux pays. En France, le système des concours (concours de l'enseignement et concours d'entrée aux grandes écoles), dont les questions sont renouvelées très régulièrement, constitue une véritable manne pour les maisons d'édition, qui se pressent pour publier chaque année des manuels de synthèse directement utilisables pour la préparation des épreuves. Aux Etats-Unis, où ces concours nationaux n'existent pas et où l'enseignement est au contraire très décentralisé, les éditeurs sont moins tentés de publier de tels manuels. Là, la prééminence des *readers* repose peut-être davantage sur l'abondance de textes libres de droits, certaines universités plaçant stratégiquement certaines publications dans le domaine public, dans l'objectif marketing de faciliter la diffusion des travaux de ses enseignants-chercheurs, et partant, d'accroître sa visibilité sur la scène universitaire nationale et internationale. Ce serait ici un aspect intéressant à creuser davantage.

De plus, l'opposition manuel / *reader* reflète une nette différenciation dans les pratiques d'enseignement et d'apprentissage. J'ai déja souligné le lien fort des *readers* avec la pratique des séminaires, conçus comme des discussions à partir de textes originaux, animées par les enseignants. Habitués très tôt à lire les « maîtres », les étudiants apprennent en même temps à les critiquer et à se positionner par rapport à eux. Ils sont formés à la discussion, y compris avec leurs enseignants, et interviennent sans complexe devant quelque auditoire que ce soit. Les étudiants français de leur côté lisent moins souvent les textes originaux (ou plus tardivement dans leur formation) ; formés dans le « culte du respect » (si j'ose forcer un peu le trait) du savoir dispensé par leurs enseignants, ils ont la parole plus contrainte et osent moins critiquer un texte dont on attend plutôt d'eux qu'ils soient capables d'en analyser le contenu et le contexte.

Le destin contrasté des manuels et des *readers*, enfin, peut être mis en relation avec les formes différenciées d'écriture des sciences sociales, et de la géographie en particulier, aux Etats-Unis et en France : les publications anglo-américaines accordent une place considérable aux débats théoriques (il est impensable de ne pas s'inscrire par rapport aux travaux antérieurs et à leurs théorisations, d'où la nécessité de bien connaître la littérature sur le sujet, d'où, alors, l'utilité d'outils tels que les *readers*), alors que les travaux français passent souvent plus rapidement sur cette dimension et donnent plus d'importance au terrain et au contenu de la recherche particulière qu'ils exposent. Si cela est sans doute en train de changer aujourd'hui, il n'en reste pas moins que l'héritage des ces traditions d'écriture différenciées rend souvent difficile l'accès aux revues anglophones pour les chercheurs français (indépendamment de l'obstacle strictement linguistique). Finalement, on peut faire l'hypothèse que ces formes contratées d'écriture scientifique entraînent, en amont, des façons différentes de faire de la recherche : ainsi les chercheurs doivent-ils, aux Etats-Unis, commencer par se positionner dans un champ théorique et par formuler des hypothèses avant de se confronter au terrain, qui risque parfois d'être réduit à la portion

congrue ; ils sont sans doute aussi plus libres de développer leur propre approche, indépendamment des frontières disciplinaires, qui sont moins étanches qu'en France.

Ces réflexions, que m'ont inspirées mon expérience états-unienne mais aussi, quelques temps plus tard, mes années d'enseignement de l'histoire et de l'épistémologie de la géographie (française), m'ont convaincue que cette question des formes du livre universitaire, et au-delà, des formes de rapport au savoir et à la recherche, mériterait de plus amples investigations, et qu'il serait intéressant que des géographes s'en saisissent. En attendant, je me suis appuyée sur ces pensées pour monter un séminaire à destination d'étudiants en Master 2, qui a cherché à explorer une voie pédagogique moyenne entre la tradition américaine et la tradition française (voir Encadré 6, chapitre 3). Enfin, et cela constitue l'un des projets que je caresse depuis quelques temps déjà, j'aimerais travailler à mettre à la disposition d'un public (francophone) d'étudiants, de collègues et d'autres lecteurs intéressés par les questions urbaines, une anthologie pluridisciplinaire d'écrits, anciens mais aussi et surtout contemporains, montrant la richesse des approches du phénomène urbain par les chercheurs et intellectuels francophones.

Dans « les rues de San Francisco »[21]

Etudiante à l'Université de Berkeley, je n'en avais pas moins décidé, pour des raisons à la fois personnelles et professionnelles (habiter au plus près de mon terrain de recherche), d'habiter de l'autre côté du Bay Bridge, à San Francisco. C'est donc là que, pendant trois ans et demi, j'ai vécu et travaillé. Au-delà du campus, la ville elle-même a constitué pour moi un cadre essentiel de la construction de ma recherche, à court terme pour le doctorat, et à plus long terme puisque San Francisco est encore aujourd'hui l'un de mes principaux terrains d'investigation.

Expériences subjectives de San Francisco

Mon cheminement scientifique jusqu'à aujourd'hui doit beaucoup à ma « rencontre » avec San Francisco. Je reviens ici sur l'expérience personnelle qu'ont représenté pour moi cette rencontre, ou plutôt les multiples dimensions de ma rencontre avec cette ville, parce que c'est de là qu'est né mon intérêt durable pour ce terrain, et parce que c'est autant en l'étudiant qu'en y vivant quotidiennement que j'ai construit mon approche de recherche.

Les publications scientifiques francophones sur San Francisco, une ville pourtant très appréciée par les touristes, étaient si rares à la fin des années 1990 (elles le sont encore aujourd'hui) que j'y suis arrivée (avec mon mari) munie simplement de quelques images mentales tirées de journaux, de films ou de livres. J'avais lu notamment les romans d'Armistead Maupin, *Les Chroniques de San Francisco*, sortis aux Etats-Unis entre 1978 et 1989, mais dont les traductions figuraient au rayon Nouveautés des librairies françaises précisément l'année de mon départ[22]. Je m'étais délectée de la lecture des dialogues

[21] J'emprunte ici le titre de la fameuse série télévisée « Les rues de San Francisco » réalisée par Quinn Martin et diffusée en France à partir de 1974.

[22] Le roman a été initialement publié sous forme de feuilletons dans le quotidien *San Francisco Chronicle*, puis dans l'autre grand journal local, le *San Francisco Examiner*, avant d'être édité par Harper & Row en 1978 (*Tales*

enlevés que s'échangeait toute une galerie de personnages hauts en couleurs : tous stéréotypiques d'un groupe social de la ville (mais avec la quasi-absence, assez surprenante, de figures afro-américaines ou issues de l'immigration hispanique ou asiatique) et associés à des quartiers et à des lieux particuliers, ils dessinaient une intéressante représentation de la géographie sociale et culturelle de la ville dans les années 1980.

Figure 2 : Le downtown de San Francisco vu des Twin Peaks (SLF, 2010)

Au moment de réserver un hôtel pour les premiers jours, le temps de trouver un logement à louer, mon mari et moi avions choisi un quartier à proximité du *downtown* pour faciliter nos explorations de la ville. C'est donc dans le Tenderloin que nous avons posé le pied à San Francisco pour la première fois. Arrivés à la tombée de la nuit dans une ville que nous ne connaissions pas, les premiers San Franciscains que nous avons rencontrés furent une population de déshérités, majoritairement afro-américains, certains affectés par des problèmes de santé physique ou mentale patents, d'autres sous l'emprise de l'alcool ou de la drogue, les uns sans domicile fixe, les autres résidant probablement dans l'un des hôtels meublés des environs : ils « donnaient le ton » à ce quartier dense d'immeubles datant du début du XX^{e} siècle, hauts de cinq à six étages et souvent dégradés. Notre premier contact

of the City), 1980 (*More Tales of the City*), 1984 *(Further Tales of the City*), 1987 (*Babycakes*) et 1989 (*Significant Others*). Deux tomes supplémentaires ont été publiés ensuite en 2007 (*Michael Tolliver Lives*) et en 2010 (*Mary Ann in Autumn*), et cette fois immédiatement traduits en français (respectivement par les éditeurs Point et L'Olivier).

avec San Francisco s'est donc fait par ce quartier de centre-ville paupérisé[24], typique d'une géographie sociale des villes américaines que nous ignorions encore largement, nous exposant d'emblée à la complexité et aux contradictions socio-spatiales de la ville, que sa réputation touristique tendait à masquer.

La recherche d'un logement a été l'occasion de vivre de première main et sans attendre, d'autres facettes urbaines de San Francisco. Nous avons d'abord vite pris la mesure de la crise du logement, en constatant le faible nombre d'annonces concernant la location, le coût élevé des loyers (et qui n'allait cesser de grimper tout au long de notre séjour), et pour certains logements, une file d'attente de candidats à la location, prêts à remettre au propriétaire leur dossier financier à l'issue de leur première visite. Les visites d'appartements nous ont permis de découvrir un large secteur de la ville, notre contrainte étant d'habiter à distance raisonnable du BART qui m'emmènerait à l'Université. Dans ce secteur, les seules offres accessibles à notre budget étaient situées soit sur les hauteurs de Twin Peaks, soit dans le quartier de la Mission. C'est au cœur de ce dernier que nous nous sommes finalement installés, alors qu'à plusieurs reprises, nous avions constaté sa mauvaise image auprès d'un certain nombre de San Franciscains : un employé de l'office du tourisme, lors de son passage en revue des quartiers de la ville en fonction de leur niveau de sécurité, nous l'a formellement déconseillé ; quelques temps plus tard, le taxi qui ramenait l'une de nos visiteuses de l'aéroport a refusé de la laisser seule devant notre logement en attendant notre retour, craignant pour sa sécurité dans un quartier qu'il décrivait comme infesté par les gangs *latinos* (un gang portait même le nom du carrefour où nous logions : *22B*, pour le carrefour de la 22ème rue et de la rue Bryant) : il a insisté pour la confier personnellement aux soins du propriétaire du *corner store* voisin. Plus tard, j'ai réalisé, à la lecture des journaux locaux et lors de discussions avec d'autres étudiants de Berkeley, que certains le considéraient au contraire comme un quartier hispanique « animé » (*vibrant*) et « authentique » (*authentic*). Au fur et à mesure que les jours passaient, nous avons développé nos habitudes dans le quartier : le supermarché *Safeway* sur la 16ème rue bien sûr, et bientôt les commerces hispaniques de la 24ème rue, dont les vendeurs ne parlaient pas anglais le plus souvent : primeurs, boulangerie mexicaine, traiteur mexicain également, et même boucherie (nous étions quasiment les seuls clients non hispaniques à la fréquenter). Le choix de la Mission comme l'un des terrains de ma thèse découle en grande partie de cette expérience personnelle quotidienne et des représentations contradictoires dont je réalisais que le quartier était l'objet.

Etrangers à San Francisco, nous aimions consacrer une bonne partie de notre temps libre, les weekends surtout, à explorer la ville au-delà de notre quartier. Très vite, nous avons éprouvé un fort sentiment de familarité et d'appropriation. La ville de San Francisco[25] en effet, sur une surface équivalente à celle de Paris *intra muros*, comptait alors 776 000 habitants (contre 805 200 habitants aujourd'hui, selon l'*American Community Survey* de 2005-2009). Autrement dit, c'est une ville de taille moyenne, dans une agglomération certes beaucoup plus vaste (7 millions d'habitants dans les dix comtés de la Bay Area en 2000), mais au sein de laquelle elle se distingue nettement, en raison notamment de sa situation à

[24] Ce quartier, défini comme Downtown/Central, compte encore 25 % de la population au-dessous du seuil de pauvreté en 2009 (San Francisco Planning Department, *San Francisco Neighbohoods : Socio-Economic Profiles*, mai 2011).

[25] La ville (*city*) de San Francisco (*city*) correspond aux limites du comté (*county*) du même nom (*county*).

l'extrémité de la péninsule fermant sa baie. Surtout, elle nous est vite apparue comme une ville très « lisible » au sens où l'entend Kevin Lynch (1960), avec ses *paths*[26] (comme la rue Market ou l'avenue Van Ness), ses *edges* (le trait de côte en est le plus emblématique, qui délimite environ les trois-quarts de son périmètre), ses *nodes* (le Ferry Building par exemple, au croisement de la rue Market et d'Embarcadero), ses *landmarks* (le Golden Gate Bridge, les Twin Peaks, le Golden Gate Park ou la tour Transamerica) et ses *districts* (le Business District, Civic Center, mais aussi des quartiers résidentiels comme Haight-Ashbury ou le Mission District).

Figure 3 : Union Square, dans le centre-ville de San Francisco (SLF, 2012)

Nos promenades urbaines nous ont fait saisir, en particulier, la forte identité des *districts* de la ville (pour reprendre la terminologie de Lynch), qui sont plutôt qualifiés localement de « *neighborhoods* » dès lors qu'ils sont en partie résidentiels (par opposition aux espaces urbains dont les logements sont quasiment absents, comme le *business district* par exemple, où les surfaces de bureau prédominent). Ce sentiment est d'ailleurs partagé par les habitants de San Francisco, qui rappellent volontiers la façon dont, pour eux, San Francisco se distingue de la plupart des villes états-uniennes en ce qu'elle est une « *City of Neighborhoods* », c'est-à-dire une « ville de quartiers ». Cette expression étonnante (car existe-t-il des villes sans quartiers ?), plusieurs fois saisie au détour de conversations ou de

[26] Dans leur édition française du livre aux éditions Dunod (1999), Marie-Françoise Vénard et Jean-Louis Vénard traduisent *paths* par « voies », *edges* par « limites », *districts* par « quartiers », *nodes* par « nœuds » et *landmarks* par « points de repère ».

lectures, ainsi que ces explorations répétées, au-delà des pages des guides touristiques, ont été pour moi l'occasion de m'interroger sur la notion de « quartier », autour de laquelle j'allais bientôt construire ma thèse.

Encadré 2 : La notion de quartier

En effet, si le terme de « quartier » est d'usage courant dans les discours savants, politiques, ou vernaculaires, il est loin de constituer un concept clairement défini encore aujourd'hui (Authier, Bacqué, Guérin-Pace, 2007). Soulignant l'insuffisance des caractéristiques historiques, esthétiques, topographiques ou socioprofessionnelles traditionnellement avancées par les sciences sociales pour tenter de définir le quartier, Pierre Mayol proposait ainsi de l'envisager comme suit :

> Il est moins une surface urbaine transparente pour tous ou statistiquement mesurable que la possibilité offerte à chacun d'inscrire dans la ville une multitude de trajectoires dont le noyau dur reste en permanence la sphère du privé (Mayol, 1994, p. 21).
>
> Le quartier est donc au sens fort du terme un objet de consommation que s'approprie l'usager sous le mode de la privatisation de l'espace public. Toutes les conditions y sont réunies pour favoriser cet exercice : connaissance des lieux, trajets quotidiens, rapports de voisinage (politique), rapports avec les commerçants (économie), sentiment diffus d'être sur son territoire (éthologie), autant d'indices dont l'accumulation et la combinaison produisent, puis organisent le dispositif social et culturel selon lequel l'espace urbain devient non seulement l'objet d'une connaissance, mais le lieu d'une reconnaissance (Mayol, 1994, p. 24).

Autrement dit, pour Mayol, le quartier est l'espace social construit et approprié par les habitants à travers leurs trajectoires, et plus largement, à travers leurs pratiques quotidiennes de proximité. Bien sûr, cette définition pose question dans la mesure où elle a été établie à partir de l'étude d'un quartier donné à un moment donné de son histoire (le quartier ouvrier de la Croix-Rousse à Lyon au début des années 1970)[28], et qu'en tant que telle, elle se réfère surtout à une figure du quartier particulière, celle du « quartier-communauté » (mise en avant par des chercheurs simultanément en France, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis dans les années 1950), qui a depuis été critiquée par certains chercheurs (Topalov, 2003).

Je retiens cependant de cette définition l'idée que le quartier n'est pas un espace (fût-il social) *a priori*, auquel on pourrait attribuer des limites objectives en fonction de divers critères, mais qu'il est un territoire construit par chacun de ses habitants et usagers. J'y ajoute aussi l'idée qu'il n'est pas une simple construction individuelle, mais qu'il a aussi une consistance collective. Pour reprendre les termes de Guy Di Méo, on peut dire que le quartier est une « structure construite, produite et imaginée par l'individu et néanmoins intelligible pour la collectivité en tant que représentation imprégnée d'informations et d'apprentissages sociaux » (Di Méo, 1994, p. 257). Le quartier constitue donc un territoire (urbain) approprié par ses habitants, et plus largement par ses usagers, à travers

---

[28] Notons cependant que le quartier ouvrier de la Croix-Rousse était déjà en pleine transformation au moment de l'enquête réalisée par Pierre Mayol. L'anthropologue souligne en effet le vieillissement du quartier au début des années 1970, mais aussi l'émergence de « nouveaux arrivants », qui « correspond bien au regain manifesté par les jeunes après 1968 pour les quartiers populaires ayant gardé un style et des traditions propres », et qui s'accompagne d'un « certain renouveau » des commerces et de « l'ambiance » du quartier (Mayol, 1994, p. 64 et 65). L'auteur décrit ici, sans employer le concept, la naissance du processus de gentrification dont d'autres chercheurs ont par la suite décrit et analysé le déploiement dans ce même quartier lyonnais (voir par exemple Authier, 2001 ; Collet, 2008).

leurs pratiques quotidiennes et leurs représentations et en tant que tel, il est aussi le support d'identités individuelles et d'identités collectives.

Très vite s'est posée la question de la traduction de la notion de quartier : correspondait-elle au terme de « *neighborhood* » ou à celui de « *community* » ? Plus largement, la conception du quartier était-elle la même aux Etats-Unis qu'en France ? Plusieurs chercheurs français se sont depuis lors interrogés spécifiquement sur les fondements épistémologiques de ces notions dans le contexte états-unien (Bacqué, 2000, 2005 ; Topalov, 2001 ; Topalov *et al.*, 2010). Ils ont bien montré la façon dont, aux Etats-Unis, les deux termes « *neighborhood* » et « *community* » sont souvent utilisés de manière interchangeable, et ils ont mis en lumière le rôle des travaux des sociologues de Chicago dans la construction de leur acception : dans une perspective directement héritée de l'écologie humaine, la « *community* » est en effet conçue comme un groupe d'individus unis par des caractéristiques communes (socio-démographiques, de styles de vie, de valeurs ou d'action) et fortement ancré localement ; le « *neighborhood* » désigne à la fois une portion de l'espace urbain et une entité sociale. Cette assimilation du « *neighborhood* » et de la « *community* » est certes critiquable : les « *neighborhoods* » sont loin d'être des entités socio-spatiales homogènes et naturelles (ils résultent de relations de pouvoir à la fois à l'intérieur et à l'extérieur des quartiers), et les « *communities* » ne sont pas toujours assimilable à une portion de l'espace urbain (certaines peuvent se développer de façon non spatialisée, d'autres peuvent prendre des formes spatiales différentes, notamment réticulaires). Reste que l'idée de « *community »* imprègne fortement les représentations d'un certain nombre d'habitants de San Francisco, qui emploient l'un ou l'autre terme indifféremment.

Ce n'est finalement pas un hasard si j'ai orienté mes recherches doctorales sur la figure du quartier (ou plus précisément, sur les différentes figures du quartier) à San Francisco : cet objet de recherche se trouvait être à la « convergence » d'une curiosité intellectuelle éveillée par les cours, les lectures et les discussions à l'université de Berkeley et d'une curiosité ethnographique résultant directement de mon expérience de la vie quotidienne, pendant plus de trois ans, dans une ville que j'abordais avec mon regard d'étrangère.

Il faut mentionner aussi qu'à différents moments de mon séjour à San Francisco, j'ai cherché à enrichir mon approche de la ville en assistant à des cours dans des domaines divers. Avec les cours « *San Francisco on Foot* » de Max Kirkeberg, professeur de géographie à San Francisco State University, qui consistaient en une visite guidée hebdomadaire de différents quartiers de San Francisco pendant un semestre en 1999-2000, j'ai élargi et approfondi ma connaissance concrète du terrain de la ville. En suivant des cours de photographie, j'ai voulu aiguiser mon regard et apprendre à mieux transposer en image les modes de vie des habitants au sein des quartiers. Enfin, j'ai également pris des cours d'espagnol, dans la perspective de mieux participer à la vie quotidienne du quartier où je vivais et de pouvoir communiquer directement avec les habitants non anglophones que j'allais enquêter. Ma compréhension de la ville, enfin, s'est considérablement renforcée grâce à l'année que j'ai passée à travailler au département d'urbanisme de la ville, le *San Francisco Planning Department*.

Apprentie urbaniste au San Francisco Planning Department

La *Citywide Policy Team*, au sein de laquelle j'ai été recrutée à mi-temps entre juillet 1999 et juillet 2000, était une équipe d'une quinzaine de personnes, au sein du *Planning Department* de San Francisco, chargée de réaliser des études et de concevoir

l'aménagement de la ville à travers les transformations de son plan régulant les usages du sol (le *Zoning Plan*). J'y arrivais principalement avec l'idée d'approfondir ma connaissance de la ville et d'identifier d'utiles sources d'information pour ma recherche, tout en réalisant les tâches qui me seraient confiées. En fin de compte, ce que j'en ai tiré a largement dépassé mes ambitions originelles.

Au tournant des années 2000, deux projets occupaient principalement les forces de l'équipe, qui illustraient bien certaines problématiques contemporaines typiques des grandes villes américaines, tout en étant emblématiques de la singularité des débats et de leurs aboutissements à San Francisco. Le premier de ces deux projets, sur lequel j'ai eu l'occasion de faire des études préliminaires, concernait la rue Octavia, dans le quartier de Hayes Valley. Envisagée dans les années 1950 comme intégrée dans un vaste réseau d'autoroutes intra-urbaines, la Central Freeway n'a finalement pas été construite dans toute l'étendue prévue par les plans originels. Mais en s'imposant sur une longueur de trois pâtés de maison, entre la rue Market et la rue Fell elle a considérablement marqué le paysage de la rue Octavia et abîmé la vie du quartier environnant. Sévèrement endommagée par le tremblement de terre de Loma Prieta en 1989, elle a finalement été fermée à la circulation en 1992 pour être détruite (à l'issue de plusieurs référendums municipaux) et transformée en boulevard urbain en 2002.

Dans cette perspective, le *Planning Department* a été chargé de proposer une politique d'aménagement et un plan de régulations pour ce nouveau quartier, baptisé Octavia-Market. Il a bientôt été intégré dans un programme plus vaste, intitulé « *Better Neighborhoods* », qui avait pour ambition de densifier la ville autour des axes de transport public et de veiller à la mixité des usages du sol qui permettrait de soutenir le développement d'une vie de quartier. San Francisco a investi des sommes considérables dans ce projet dont les principes semblent au premier abord répondre aux critères d'une « bonne ville ». Mais, comme l'écrit une ancienne urbaniste de l'équipe dans un article réflexif sur les principes guidant les politiques d'aménagement à San Francisco, on peut regretter l'absence de prise en compte de la dimension sociale dans ce genre d'opération d'urbanisme : l'attention portée au *design* urbain profite au bout du compte aux populations favorisées, alors que ne sont pas mesurés les impacts sociaux potentiels sur les populations plus défavorisées menacées de déplacement, c'est-à-dire à la « ville juste » (Chion, 2012).

Le deuxième vaste projet, qui se mettait en place lors de mon stage au *Planning Department* et qui allait occuper intensément mes collègues pendant plusieurs années ensuite, était le programme baptisé « *Eastern Neigbhorhoods* ». Là encore, l'équipe était chargée par le maire de se pencher sur une transformation caractéristique des villes américaines - le déclin des activités industrielles et la reconversion de leur territoire. Plus précisément, elle avait pour mission de proposer de nouvelles régulations de *zoning* pour appuyer la transformation des quartiers concernés (en l'occurrence, les quartiers Mission, Central Waterfront, East South of Market et Showplace/Potrero Hill), en convertissant les usages industriels en usages mixtes résidentiels et commerciaux, et en autorisant de plus fortes densités de logement. Il s'agissait de créer de nouveaux quartiers animés et dynamiques, susceptibles d'alléger la crise du logement.

Ces études, ces rapports et ces préconisations étaient réalisés par les urbanistes de l'équipe *Citywide*, dont la diversité des origines était frappante : je côtoyais quotidiennement, et à tous les niveaux de l'équipe, des urbanistes venus du Pérou, d'Inde, de Chine, des Philippines ou du Kénya, et mon accent français passait presque inaperçu. Le

rapport entre les femmes et les hommes semblait équilibré (dans tous les sens du terme), et les orientations sexuelles, variées, étaient assumées avec simplicité. Cette diversité culturelle allait de pair avec un progressisme tout à fait consensuel dans l'équipe (ce qui ne signifie pas qu'il n'y ait pas eu de tensions) et une réelle sensibilité aux enjeux sociaux des mutations urbaines qu'ils accompagnaient.

En particulier, ces urbanistes venaient de réaliser, à mon arrivée, une étude préliminaire montrant que, dans les *Eastern Neighborhoods*, les activités industrielles n'étaient certes plus aussi intenses que dans les années 1960 à 1980, mais qu'il subsistait en réalité un tissu dense et dynamique de petites entreprises qualifiées de *PDR* (*Production, Distribution and Repair*, c'est-à-dire relevant des secteurs de la production industrielle, de la distribution et de la réparation). Ces activités, livrées à l'inexorable compétition des promoteurs immobiliers, jouaient un rôle important dans l'économie urbaine, tout en fournissant des emplois aux populations de milieu populaire de la ville[29]. L'équipe était convaincue que leur éviction hors de ces quartiers, et donc hors du territoire municipal, constituait un sérieux problème pour l'avenir économique et social de la ville, et elle comptait faire tout ce qui était en son pouvoir pour tenter d'éviter cela.

J'ai vite réalisé que, tout aussi sincères que soient ces préoccupations sociales, de puissantes contraintes externes ne permettaient pas aux urbanistes de *Citywide* de les traduire en politiques concrètes. J'entendais notamment l'inquiétude croissante de mes collègues par rapport à la position résolument pro-développement du maire de San Francisco, Willie Brown, relayée par le directeur du *Planning Department* de l'époque. Miriam Chion, Rachel Brahinsky et Lisa Feldstein ont tout récemment décrit avec finesse la dynamique des rapports de force dans le processus d'aménagement des Eastern Neighborhoods dans les années qui ont immédiatement suivi mon passage au *Planning Department* : elles ont montré comment les oppositions entre les différents acteurs de l'aménagement (le maire, le conseil municipal, la commission d'urbanisme (*Planning Commission*), le directeur du *Planning Departement*, l'équipe *Citywide Policy*) résultaient de visions profondément divergentes de la ville, et surtout comment plusieurs *community organizers* rassemblés dans la *Mission Anti-Displacement Coalition* ont fini par émerger comme acteurs importants de la transformation urbaine, de leur propre initiative et avec l'appui de certains urbanistes et membres de la commission d'urbanisme (Chion, 2012 ; Brahinsky, Chion, Feldstein, 2013).

Spontanément plus sensible aux voix, faits et gestes des citadins ordinaires dans mon approche de la ville, cette expérience au sein du *San Francisco Planning Department* m'a ainsi permis de prendre la mesure de l'importance des politiques menées par la municipalité sur l'évolution de l'environnement quotidien des habitants à l'échelle de la ville et du quartier, et de saisir la complexité des rapports de force qui sous-tendent la mise en place des politiques urbaines.

Elle a aussi été l'occasion de m'interroger sur les relations entre recherche et action dans le domaine de l'urbanisme. Ainsi, j'ai réalisé que la recherche pouvait avoir un impact considérable sur les politiques urbaines et sur la transformation des villes. Jane Jacobs en est

[29] Voir San Francisco Planning Department (SFPD), *Industrial Land in San Francisco: Understanding Production, Distribution, and Repair* (juillet 2002), *Profiles of Community Areas: San Francisco Eastern Neighborhoods* (2002) et *Zoning Options for Industrial Land* (1999).

l'exemple emblématique. Même si elle n'a jamais occupé de poste à l'université, ni aux Etats-Unis ni plus tard au Canada, où elle a vécu de la fin des années 1960 jusqu'à sa mort en 2009, elle est considérée comme l'une des plus grandes figures de l'urbanisme par la communauté scientifique états-unienne. Ses observations sur la façon dont fonctionnait New York à la fin des années 1950 (Jacobs, 1961) ont connu un retentissement extraordinaire. Grâce à son livre et grâce aussi à son engagement personnel dans des mouvements locaux de lutte contre les autoroutes intra-urbaines et la destruction de quartiers entiers, prônés par Robert Moses, elle a eu un impact considérable sur la transformation de New York. Au-delà, elle a largement contribué à la fin de l'ère de l'urbanisme fonctionnel, en promouvant des principes (densité, diversité, dynamisme) qui continuent à infuser les pratiques des urbanistes des grandes villes américaines jusqu'à aujourd'hui, et que j'ai vus à l'honneur au *Planning Department* de San Francisco ... J'ai également constaté une plus grande proximité entre recherche et action qu'en France : j'ai non seulement observé des circulations fréquentes entre le monde de l'urbanisme appliqué et le monde universitaire, mais aussi certains chercheurs m'ont semblé plus enclins à faire des préconisations pratiques à l'issue de leurs recherche. Cette proximité s'explique sans doute en partie par la mission originelle des universités aux Etats-Unis, qui ont été fondées la plupart dans le but explicite de participer activement à la construction et au développement de la nation et de la société (cf. Encadré 1). Elle a été aussi renforcée, en ce qui concerne le champ urbain, avec le courant de la géographie urbaine radicale des années 1970, qui a insisté sur l'importance de la mission sociale des chercheurs pour lutter contre les injustices urbaines (Bunge, 1971 ; Harvey, 1973), et elle a été renouvelée plus récemment avec la montée en popularité de la notion de justice pensée en lien avec les transformations urbaines (cf. chapitre 2). Mais les difficultés et les tensions dont j'ai été le témoin lors de ce stage m'ont fait aussi toucher du doigt les obstacles éthiques, intellectuels ou institutionnels, qui gênent les relations entre recherche et action dans le domaine de l'urbanisme (Chion, 2012 ; Vergnaux, 2011).

Enfin – et ce n'est pas anecdotique –, cette année passée au sein du *Planning Department* a été l'occasion d'y faire des rencontres : je m'y suis durablement liée d'amitié avec plusieurs urbanistes de l'équipe et j'ai continué à travailler avec eux dans les années qui ont suivi et jusqu'à aujourd'hui, qu'ils aient prolongé leur carrière dans le département d'urbanisme de San Francisco ou qu'ils l'aient poursuivie ailleurs, dans d'autres institutions d'aménagement de la région ou dans différentes universités.

Enquête doctorale sur l'évolution des quartiers de San Francisco

En parallèle de l'Université de Berkeley puis du *San Francisco Planning Department* (ou, pour être plus exacte, en m'appuyant sur les compétences que j'y ai progressivement acquises et sur les conseils des personnes que j'y ai rencontrées), j'ai mené mes recherches doctorales. Peu à peu, j'ai affiné ma problématique, que je décidai de décliner sur trois terrains à San Francisco, et j'ai mis au point une méthodologie adaptée : je l'ignorais encore, mais ce faisant, j'ai élaboré un cadre durable (quoique non restrictif) à mes activités de recherche et d'enseignement ultérieures.

Comprendre l'évolution des quartiers états-uniens à la lumière des débats sur la « déterritorialisation » et « la fin du voisinage »

Partie dans l'idée (encore imprécise) d'étudier le rôle et les dynamiques du commerce dans l'organisation et l'identité des quartiers ethniques à San Francisco, j'ai bientôt réorienté sensiblement ma problématique à mesure que j'avançais dans mes cours à Berkeley et dans mes lectures personnelles, à mesure que je me familiarisais avec la ville, et à mesure aussi que je prenais conscience du type de recherche qui m'importait le plus. Deux grandes thèses émergeaient des recherches contemporaines sur les villes américaines à la fin des années 1990. La première consistait à argumenter la déterritorialisation des sociabilités et le déclin du quartier dans les relations de sociabilité, ou, autrement dit, la fin du voisinage (Fisher, 1982 ; Wellman, 1979 ; Guest et Wierzbicki, 1999) :

> Modern, urban life encourages people to pursue distant ties, thereby vitiating the local community and ultimately redounding to urbanites' loss (Fischer, 1982, p. 177)[30].

Cette thèse trouvait d'ailleurs, à la même époque, un écho grandissant dans les publications françaises, qui voyaient l'explication de ce phénomène dans la plus grande mobilité des citadins, dans la polycentralité accrue des agglomérations, et dans la place croissante du « choix » dans les pratiques urbaines des habitants (Piolle, 1990 ; Ascher, 1998 ; Dubois-Taine et Chalas, 1997).

Un second ensemble de travaux mettait en avant, d'un autre côté, la phase de « revitalisation » dans laquelle certains quartiers centraux des grandes villes américaines semblaient s'être engagés depuis les années 1980. Robert Beauregard a bien analysé, dans *Voices of Decline* (1993), la manière dont le discours catastrophiste (à la fois médiatique et scientifique) sur le « déclin » urbain qui a culminé dans les années 1960 à 1980, a cédé la place, au tournant de la décennie, à un discours sur la « revitalisation » ou la « renaissance » des grandes villes américaines. Ces transformations, comme le montraient ces recherches, touchaient non seulement le *downtown*, mais également les quartiers des villes-centres (Bennett, 1990 ; Shumsky, 1998), et nombre d'urbanistes tentaient alors d'analyser les composantes de cette revitalisation pour préconiser des politiques susceptibles de les appuyer.

Ces deux thèses, l'une affirmant la « fin » des quartiers et l'autre leur « revitalisation », me semblaient paradoxales. En quoi la « revitalisation » des quartiers pouvait-elle consister si les habitants se désinvestissaient réellement de leur quartier ? N'était-elle pas signe au contraire d'un intérêt renouvelé pour les pratiques et les sociabilités de proximité ? Si tel était le cas, ces dernières pouvaient-elles être mesurées à l'aune de ce qu'elles étaient dans les années 1950, c'est-à-dire avant le prétendu « déclin » et la soi-disant « fin » des quartiers ? Quels modes de vie, par conséquent, les habitants développaient-il dans les années 1950 au sein de leurs quartiers ? Et comment le « déclin » des villes américaines s'était-il traduit dans les rapports au quartier des habitants entre les années 1960 et 1980 ? Je pensais que, pour comprendre ce qui se jouait dans les termes de « fin », de « déclin » et de « revitalisation », il était nécessaire d'examiner l'évolution des quartiers et des modes de vie de leurs habitants sur le dernier demi-siècle.

---

[30] « La vie urbaine moderne encourage les habitants à nouer des liens avec des personnes éloignées, affectant ainsi la *community* locale et contribuant à une déperdition des relations personnelles chez les citadins ».

Il me semblait que de telles questions ne pouvaient espérer trouver de réponse qu'au moyen d'une enquête principalement qualitative et qui ferait la part belle aux pratiques et aux représentations quotidiennes des habitants eux-mêmes : cette approche ethnographique, que l'on retrouvait peu dans les deux ensembles de publications anglophones en question, m'a sans doute été inspirée (presque « naturellement »…) par ma formation française, soucieuse avant tout d'empirisme. Je me faisais finalement, sans le savoir encore, la (modeste) héritière d'Henri Lefebvre et de Michel de Certeau, qui avaient su contribuer au renouvellement des sciences sociales en les légitimant comme « science du quotidien » :

> Dans la mesure où la science de l'homme existe, elle trouve sa matière dans le 'banal', dans le quotidien (Lefebvre, cité par Trebitsch, 1991)

Comme eux, je voulais me faire attentive aux « petites magies dans la vie quotidienne » (Lefebvre, 1961) et aux « tactiques » des gens ordinaires (Lefebvre, 1961 ; de Certeau, 1980 ; voir Trebitsch, 2002) pour appréhender les transformations du quartier.

Le choix de San Francisco – ses quartiers, ses rues commerçantes

Alors que d'autres chercheurs ont notoirement jeté leur dévolu sur Chicago ou sur Los Angeles, c'est à partir de San Francisco que j'ai choisi d'observer les grandes villes états-uniennes pour saisir les transformations des quartiers et des pratiques et des représentations de leurs habitants. Plusieurs raisons président à ce choix.

D'une part, il est important de rappeler l'importance des « convergences des sentiers de vie ». Ainsi mon choix de San Francisco a-t-il bien évidemment en partie découlé de la convergence d'opportunités personnelles (l'envie, construite et partagée avec mon mari, d'une expérience à l'étranger) et d'opportunités professionnelles (l'échange avec l'université de Berkeley puis le stage au département d'urbanisme de San Francisco – mais aussi, ce n'est pas anodin, l'obtention d'un emploi dans l'agglomération pour mon mari).

Le choix de San Francisco n'en est pas moins légitime scientifiquement. Ainsi faut-il rappeler que San Francisco est emblématique des grandes villes états-uniennes à bien des égards. Ses débuts ne remontent certes pas au XVII^{e} siècle comme un certain nombre de cités du nord-est des Etats-Unis, mais l' « *Instant City* » (la ville instantanée) (Lockwood, 1978), née à la suite de la découverte d'or dans la Sierra Nevada en 1848, est contemporaine de Chicago, et elle possède un centre-ville (ou *downtown*) centenaire, reconstruit à la suite du terrible tremblement de terre et de l'incendie dévastateur qui l'a suivi en 1906. Son identité a aussi longtemps été marquée par les activités industrielles qui se sont développées autour de son port. Après la Seconde Guerre Mondiale, comme dans bien d'autres métropoles américaines, la croissance de l'agglomération de San Francisco s'est reportée sur ses banlieues, au détriment de la ville-centre[32]. Si quelques quartiers aisés ont maintenu leur statut social, les classes moyennes blanches ont eu tendance, dans l'ensemble, à quitter la ville pour le confort et la modernité de ses banlieues: la population a décliné sans discontinuer jusque dans les années 1980. Au cours de cette période, de nouveaux habitants ont investi la ville : l'arrivée de populations afro-américaines à partir des

[32] On évitera de confondre la « ville-centre » (voir la définition donnée dans l'introduction) avec le « centre-ville » (*Downtown*), qui désigne l'ensemble des quartiers centraux dévolus aux affaires (*Central Business District*), au commerce, à la culture et aux institutions publiques.

années 1940, puis asiatiques et hispaniques à partir des années 1960 a entraîné une transformation considérable du profil socio-démographique de San Francisco. Ces populations ont eu tendance à se concentrer spatialement sur certains territoires et de nouveaux quartiers « ethniques » ont émergé. Mais dans de nombreux espaces de la ville, la population s'est appauvrie, l'habitat s'est dégradé, les rues commerçantes ont périclité.

Après cette période de déclin démographique et économique, qui a également frappé de nombreuses villes états-uniennes, les années 1980-1990 ont été le temps d'un retournement de tendance pour San Francisco aussi. La restructuration de l'économie urbaine, avec le déclin de l'industrie et le développement exponentiel du secteur tertiaire, ont entraîné la « transformation de San Francisco » (Hartman, 2002, p. 3). Cette reconfiguration économique, accélérée par le développement de la Silicon Valley, l'un des berceaux de l'informatique mondiale, a ainsi posé les bases du retour en ville des classes moyennes, symbolisées par la figure des « *Yuppies* » – un terme forgé à partir des initiales de l'expression « *Young Urban Professionals* », qui est l'équivalent des « jeunes cadres dynamiques » du langage commun français. Comme à New York, Boston, Seattle ou Atlanta, ces nouvelles populations ont entraîné la transformation sociale et urbaine des anciens quartiers populaires centraux dans lesquels ils se sont installés, un processus que les chercheurs désignent par le terme « *gentrification* ».

San Francisco est donc incontestablement caractéristique de l'évolution des grandes villes américaines. Mais en même temps, elle est considérée comme une ville exceptionnelle. Sa tradition anticonformiste, qui remonte au temps des aventuriers de la Ruée vers l'or qui ont déferlé dans la ville, s'est poursuivie jusqu'à aujourd'hui, et elle a nourri successivement les mouvements de la bohême artistique et littéraire, des *beatniks*, des *hippies* et des *gays* et lesbiennes (Godfrey, 1988). Et cet anticonformisme a influencé jusqu'à la sphère politique et urbaine, San Francisco étant considérée comme la capitale du mouvement progressiste américain, au point d'être qualifiée « *The Left Coast City* » (la ville de la Côte Gauche) (DeLeon, 1992).

Reste que ces spécificités ne rendent pas moins légitime l'intérêt d'étudier San Francisco, et cette dernière constitue finalement un cas d'étude intéressant pour observer les tendances socio-spatiales à l'œuvre dans les grandes villes américaines, tout en mesurant l'importance du contexte local :

> There is not question that San Francisco is unique in many ways. (…) But it is also, to emphasize the obvious, a *city* – a large, densely populated, multiclass, ethnically diverse, economically complex city. In some ways it is a microcosm of national society compacted into 46.7 square miles[33] (DeLeon, 1992, p. 4).

Tout en choisissant de me concentrer sur une seule ville, afin de pouvoir saisir les complexités de son contexte (géographique, historique, économique, politique et social), j'ai adopté une démarche comparative en décidant de travailler sur trois quartiers différents. Chacun de ces quartiers était communément identifié comme représentatif d'une grande figure du quartier de la ville états-unienne contemporaine : un quartier populaire hispanique

[33] « Il ne fait aucun doute que la ville est unique à bien des égards. (…) Mais c'est également, pour insister sur l'évident, une *ville* – une grande ville, dense, socialement et ethniquement diversifiée, complexe du point de vue économique. Sous certains aspects, elle constitue un microcosme de la société du pays sur un territoire restreint de 75 kilomètres carrés ».

(la Mission), un quartier gentrifié (Noe Valley), et un quartier de centre-ville (Polk). Autrement dit, il s'agissait pour moi de comprendre de quoi étaient constitué ces quartiers et de saisir leurs trajectoires divergentes.

Pour cela, j'ai choisi la rue commerçante comme entrée. En l'absence de tradition de place centrale comme dans la plupart des villes de l'Amérique latine, la rue commerçante apparaît en effet, dans les grandes villes états-uniennes, comme l'espace public majeur à l'échelle des quartiers. De plus, dans la plupart des centres des grandes villes états-uniennes, les rues commerçantes se distinguent nettement des rues résidentielles, en raison d'un plan d'occupation des sols ségréguant strictement les activités résidentielles des activités commerciales ou industrielles, depuis le milieu des années 1910. Jane Jacobs (1961) remarquait ainsi que lorsque l'on imagine une ville (au sens de la mettre en image), ce sont finalement ses rues qui nous viennent à l'esprit ; à une échelle plus fine, c'est souvent à sa rue commerçante que l'on identifie un quartier, comme le répétaient souvent les habitants que j'ai été amenée à interroger. La question se posait donc de comprendre leur place dans les quartiers, et, partant, les liens entre consommation et espace public dans la ville contemporaine.

Voulant analyser la perspective des citadins sur les transformations de leur quartier et de leurs modes de vie, mon dispositif de recherche reposait principalement sur des entretiens semi-directifs auprès des habitants, des commerçants, des représentants d'associations locales, et d'autres figures de chacun de ces quartiers. J'ai utilisé également les statistiques du recensement décennal et des estimations plus récentes de la ville, les archives des quotidiens régionaux et des journaux de quartier, et, faisant feu de tout bois, j'ai consulté les rapports d'urbanisme passés et présents, les annuaires téléphoniques par adresse, des données issues des différents services de la municipalité, j'ai procédé à des séances d'observation et à des comptages de passants, etc. Bref, j'ai réalisé qu'une recherche est une véritable enquête, qui nécessite de l'imagination, de la ténacité, et du courage parfois. J'ai compris aussi que le matériau que je prenais le plus de plaisir à collecter, c'étaient incontestablement les entretiens. En cherchant à comprendre les vies ordinaires des habitants de mes quartiers d'enquête, je m'éveillais finalement à des mondes sociaux contrastés, que je soupçonnais à peine, et qui cohabitaient plus ou moins aisément sur des territoires pourtant restreints.

Les résultats : « Neighborhood matters »[34]

A l'heure où les recherches françaises sur les villes états-uniennes étaient encore en nombre limité, ma thèse a fait apparaître trois grandes tendances caractéristiques des villes américaines et du rapport au quartier de leurs habitants, en réponse aux thèses paradoxales sur la fin des quartiers et sur leur déclin ou leur revitalisation.

Tout d'abord, elle a montré que la notion de déterritorialisation des sociabilités et des pratiques doit être nuancée. Il est vrai que, par rapport aux années 1950, l'intensité des pratiques et de l'interconnaissance au sein des quartiers des grandes villes-centre n'est plus

[34] Cette expression, que l'on peut traduire comme « le quartier compte », est inspirée de l'expression « Space matters », récurrente depuis le début des années 1990 dans la littérature académique anglophone et qui signale le « Spatial turn » opéré par les sciences sociales anglo-américaines (Soja, 1989, et voir Warf, Arias, 2009).

aussi forte et exclusive. Comme l'ont bien montré un certain nombre de recherches à propos des grandes villes américaines (Jacobs, 1961 ; Gans, 1962 ; Johns, 2002), les quartiers de San Francisco faisaient eux aussi figure, au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, de petits mondes relativement homogènes socialement, stables, complets, et presque auto-suffisants. Les rues commerçantes en constituaient l'un des piliers, à côté des églises, des écoles, des associations (politiques, commerçantes, etc.), et de la famille. Aujourd'hui, les pratiques et les sociabilités quotidiennes se sont incontestablement dispersées au-delà du quartier : les habitants travaillent, font un certain nombre de courses, alimentaires ou autres, vont au cinéma ou pratiquent d'autres loisirs, rendent visite à des amis ou à leur famille, en dehors de leur quartier, voire en dehors de la ville. La composition des rues commerçantes reflète ces changements, avec notamment la disparition des cinémas de quartier, des boulangeries, des boucheries ou autres magasins de fruits et légumes. La figure du quartier traditionnel des années 1950, celle du « quartier-communauté », selon l'expression de Christian Topalov, a incontestablement disparu. J'ai montré qu'on ne peut pour autant conclure à la fin des pratiques et des sociabilités locales, quand tant d'habitants déploient tout un ensemble de pratiques et nouent un certain nombre de relations sociales à l'échelle locale, quand ils revendiquent leur attachement au quartier. J'ai conclu au contraire à un retour du désir de *community*, qui est de plus nettement associé à un « retour à la rue commerçante », pour s'inspirer de l'expression qu'Eric Charmes allait employer quelques années plus tard en France (2005). Finalement, le quartier n'est pas mort, malgré l'accroissement incontestable des mobilités et la dispersion des pratiques. La notion de quartier n'a simplement plus le même contenu aujourd'hui que dans les années 1950, et le rapport au quartier, s'il est davantage électif aujourd'hui, n'en est pas moins fortement valorisé par les habitants.

Le cas de San Francisco invite également à considérer la thèse du « déclin » et de la « revitalisation » des villes américaines avec précaution. Certes, la ville a été affectée par le mouvement de *suburbanisation* des populations et des activités, qui a clairement pris de l'ampleur dans les années 1960 à 1980 comme dans bien d'autres grandes villes. Les quartiers de mon enquête ont attesté en effet dans ces années d'un net ralentissement de l'activité commerciale, avec une proportion croissante de magasins vacants ; les logements inoccupés se sont multipliés et les revenus médians des ménages ont accusé une baisse sensible. Les rapports du département d'urbanisme de l'époque déplorent la dégradation manifeste de l'habitat et du paysage de la rue commerçante en particulier. Certains habitants décrivent leur rue commerçante comme « quasiment mourante » au début des années 1980. Mais alors que la notion de « déclin » est communément associée à la transformation socio-ethnique des villes, c'est-à-dire au départ des populations blanches et à l'arrivée des minorités noires ou hispaniques principalement, aux revenus nettement plus faibles que leurs prédécesseurs, j'ai montré que la « revitalisation » a en réalité pris différentes formes, et qu'elle pouvait aussi être le fait de ces minorités que la littérature considérait encore rarement comme des acteurs du dynamisme urbain. Dans la Mission par exemple, c'est finalement l'installation des immigrants hispaniques qui a contribué à la redynamisation du quartier sur le plan à la fois commercial et résidentiel, même si elle ne s'est pas accompagnée des formes attendues de la prospérité urbaine (habitat bien entretenu, commerces d'un certain standing), et même si l'activité de quelques gangs locaux commençaient à attirer l'attention des quotidiens de la région. Dans le quartier de centre-ville (Polk), ce sont les *gays*, une autre minorité, qui ont discrètement ranimé la rue commerçante et ses environs, dans un climat social encore réprobateur et avant d'investir de façon beaucoup plus visible et militante le quartier Castro. Autre forme de

« revitalisation », qui est aussi la plus répandue dans les représentations portant sur les dynamiques des villes américaines, l'arrivée progressive des nouvelles couches moyennes a entraîné le processus de gentrification dans Noe Valley, transformant sa rue commerçante et réhabilitant les maisons victoriennes qui constituent la majorité de l'habitat du quartier. En bref, j'ai montré concrètement, à l'échelle de ces quartiers, que la revitalisation urbaine n'est pas liée exclusivement au phénomène de gentrification, c'est-à-dire à l'installation de groupes issus des couches moyennes de la société. Au contraire, d'autres populations, moins reconnues, ont contribué à la dynamisation de la vie urbaine de façon non moins légitime, avec des moyens et selon des modes différents.

Enfin, ma thèse a mis en lumière l'importante différenciation des rapports au quartier aujourd'hui, en fonction des types de terrains observés. Autrement dit, en montrant concrètement les manières diversifiées d'habiter le quartier et la ville dans les trois quartiers d'enquête, elle prévient contre la tentation de penser le quartier sur un modèle unique et homogène. La plupart des habitants des trois quartiers attestaient en effet de pratiques locales relativement développées (même si non exclusives de pratiques à d'autres échelles dans la ville). Mais les habitants de Noe Valley, le quartier gentrifié, étaient ceux qui, de loin, valorisaient leur quartier de la façon la plus affirmée et consensuelle, comme si l'attachement au quartier était un luxe réservé aux habitants des quartiers des nouvelles couches moyennes. A l'opposé, les rapports au quartier des habitants de Mission se sont révélés plus complexes et ambigus que ne le laissait supposer l'image de quartier hispanique « animé et authentique » en vigueur dans certaines couches (progressistes) de la population. Les transformations des grandes villes états-uniennes ces dernières décennies se sont finalement accompagnées d'une diversification des figures du quartier et d'une différenciation accentuée des modes de vie selon ces quartiers (d'autres recherches l'ont également montré, depuis, dans d'autres contextes : voir par exemple Authier, 2006), et il serait réducteur d'envisager les manières d'habiter seulement à travers le prisme des valeurs et pratiques des nouvelles couches moyennes.

Ces trois années de recherches doctorales ont été pour moi le temps de la familiarisation avec un terrain, de la mise au point d'une problématique et d'une méthodologie d'enquête à partir desquels ma recherche s'est ensuite déployée, le temps, enfin, de l'écriture. Mais la thèse, pour moi, bien plus qu'un aboutissement, a constitué une étape (importante) dans la construction d'un cheminement de recherche.

Conclusion

Dans ce chapitre, j'ai tenté d'éclairer ce qui a construit la perspective depuis laquelle j'ai réalisé mes recherches, ou autrement dit de faire saisir certains éléments de la « position » initiale depuis laquelle j'ai développé mes objets et mes méthodes de recherche. Dans cette perspective, j'ai montré que les années 1998 à 2001 constituent un moment charnière dans mon cheminement intellectuel. Munie d'une formation française aux sciences humaines et sociales, mes rencontres et mes apprentissages à l'université de Berkeley et au *Planning Department* de San Francisco et mon expérience de citadine (presque) ordinaire, ont beaucoup participé à la construction de mon regard de chercheure. C'est aussi à ce moment-là que j'ai identifié un terrain pour lequel, après plus de trois ans, je n'avais pas épuisé mon intérêt (San Francisco, et au-delà, les grandes villes états-uniennes),

que j'ai compris ma sensibilité à la démarche sociologique, voire ethnographique, et que se sont dessinés mes axes de recherche.

Mon retour en France, à l'issue du doctorat, a cependant représenté un autre moment important de maturation intellectuelle, cristallisée par de nouvelles rencontres (de personnes, de pratiques, de lectures) cette fois ancrées dans la tradition universitaire française. Peu après la soutenance de ma thèse en décembre 2001 et comme beaucoup de jeunes docteurs, j'ai été très accaparée par l'enseignement, la facette complémentaire du métier que j'étais en train de choisir, d'abord à l'université de Paris 10-Nanterre, puis à l'Ecole Normale Supérieure de la rue d'Ulm, et enfin comme maître de conférences à l'IUFM de Versailles. Mais j'ai trouvé le temps de participer à deux séminaires de recherche qui ont beaucoup contribué à orienter mes recherches ultérieures.

Le premier, « Urbanité et vies citadines », coordonné par Philippe Gervais-Lambony et Elizabeth Dorier-Apprill, rassemblait un groupe de quinze jeunes chercheurs. Issus de disciplines différentes (géographie principalement, mais aussi sociologie, anthropologie et socio-linguistique), nous nous sommes réunis régulièrement pendant quatre ans pour mettre en commun nos recherches empiriques, qui partageaient un intérêt particulier pour les citadins, leurs représentations, leurs pratiques et leurs sociabilités. A l'encontre des thèses sur « la dissolution de la ville dans l'urbain » (Choay, 1994) et sur la fin de la ville et la fragmentation urbaine, nous voulions analyser tout ce qui « fait la ville » au contraire. A partir de nos terrains respectifs, situés dans diverses métropoles du Nord ou du Sud, nous avons donc réfléchi empiriquement aux manières dont les habitants construisent leur « citadinité » (Gervais-Lambony, 2001), parfois en dépit d'un contexte de violence urbaine latente ou ouverte. De ce travail collectif de longue haleine a résulté un livre intitulé *Vies Citadines*, coordonné par Elizabeth Dorier-Apprill et Philippe Gervais-Lambony (2007), auquel j'ai donc participé (cf. textes 7 et 8[35]). Ecrit collectivement et construit autour de chapitres reposant sur un va-et-vient entre théorie et recherches empiriques, il s'articule en une série de chapitres s'arrêtant successivement sur différentes facettes de la vie citadine.

Peu après le lancement d' « Urbanité et vies citadines », j'ai été invitée à participer à un autre séminaire intitulé « L'Atelier Quartier » et dirigé par Jean-Yves Authier, Marie-Hélène Bacqué et France Guérin-Pace. Ce séminaire de recherche, qui a aussi rassemblé une quinzaine de chercheurs en sociologie, en géographie et en urbanisme pendant quatre ans, avait quant à lui pour objectif de réfléchir à la notion de quartier, en confrontant les perspectives de différentes disciplines des sciences sociales francophones (sociologie, géographie, sciences politiques et anthropologie). S'inscrivant dans la même remise en cause des thèses contemporaines sur la disparition de l'échelle intermédiaire du quartier entre le logement et la ville, le livre qui en est issu avait pour objectif d'analyser la « consistance » du quartier pour les sciences sociales, pour les politiques publiques qui en ont fait une catégorie de leur action, et pour les habitants eux-mêmes à travers leurs pratiques et leurs représentations quotidiennes (Authier, Bacqué, Guérin-Pace, 2007) (cf. texte 6).

Ces deux séminaires ont ainsi constitué pour moi des lieux importants d'échange et de mise en perspective de mes propres recherches sur les rapports au quartier et à la ville

[35] Les textes numérotés mentionnés entre parenthèses tout au long de ce volume renvoient aux textes rassemblés dans le deuxième volume (pour une liste de ces textes, voir pp. 25-27 du volume des publications).

des habitants de San Francisco. Ils ont été l'occasion d'un travail d'approfondissement collectif sur des concepts (notamment ceux de « territoire », et surtout de « pratiques citadines », et de « quartier »), et d'une mise en contexte de mes recherches dans les débats scientifiques portant même au-delà des villes de France et des pays développés. Ils m'ont aidée à trouver ma place, au carrefour d'une géographie sociale et culturelle et d'une sociologie urbaine attentive à l'espace. Après des recherches doctorales en solitaire, j'y ai aussi fait l'apprentissage du travail collectif – de son efficacité, de ses plaisirs et aussi de ses difficultés. Enfin, j'y ai rencontré des collègues, géographes ou sociologues, avec qui j'ai par la suite développé d'autres collaborations qui ont beaucoup compté dans l'orientation de ma recherche, comme les chapitres suivants vont le mettre en évidence. Bref, mon retour en France a été l'occasion d'autres « convergences » qui ont durablement influencé mes travaux.

Aussi est-ce plongée dans ces réseaux universitaires français que j'ai poursuivi mes investigations dans les années qui ont suivi, sur la manière dont les processus de ségrégation et de gentrification ont transformé les grandes villes états-uniennes au cours des dernières décennies, résultant en une différenciation accrue des modes de vie des habitants d'un quartier à l'autre.

CHAPITRE II : « A crazy little world » : Habiter des quartiers ségrégués

La ségrégation est l'un des grands processus urbains qui a le plus précocement et le plus intensément occupé les sciences sociales états-uniennes depuis plus d'un siècle. Afin de montrer l'apport de mes propres travaux sur la ségrégation, ce chapitre commence par rappeler les principales dynamiques ségrégatives ayant affecté les grandes villes américaines, tout en les articulant aux travaux et aux théories urbaines élaborées par les chercheurs, sociologues ou géographes, au fil des décennies pour en rendre compte. Je ne prétends pas ici à l'exhaustivité, la question de la ségrégation ayant fait l'objet d'une littérature fort abondante, mais je mettrai l'accent sur quelques tendances fortes et sur quelques interprétations clés, qui permettront de mieux replacer mes propres recherches sur la ségrégation dans leur contexte.

La suite du chapitre montrera ainsi que, tandis que les études urbaines s'intéressaient majoritairement aux grandes forces structurelles expliquant la ségrégation, j'ai choisi d'étudier pour ma part la façon dont la ségrégation socio-ethnique se déploie à l'échelle du quartier et les manières dont elle est vécue, interprétée et retravaillée par les habitants dans leurs pratiques quotidiennes du quartier. Pour ce faire, alors que les débats sur la ségrégation se concentraient majoritairement sur les ghettos noirs, j'ai choisi de m'intéresser à une figure urbaine de la ségrégation moins étudiée mais non moins remarquable : les quartiers hispaniques. Autre originalité de mes recherches, j'ai cherché à analyser la ségrégation non pas seulement en termes de contraintes, mais aussi en termes de ressources, et en même temps à saisir les rapports multiples et parfois contradictoires que les habitants entretiennent avec ces quartiers que certains d'entre eux peuvent qualifier de « *crazy little world* »[42]. Cette réflexion m'a conduite à repenser les liens implicites entre ségrégation et injustice présupposés par la plupart des travaux sur la ségrégation, et finalement à élargir la réflexion aux rapports entre espace et justice.

[42] C'est ainsi que Angel, jeune habitant de la Mission à San Francisco et ex-*gang member*, décrit son quartier : « *It's just a Latin world. I mean, it's just a crazy little world. It's nothing big, nothing small, there's nothing special about it. It's just a neigbhorhood, you know, where life is messed up* » (C'est juste un monde *latin*. Tu vois, c'est juste un petit monde givré. Il est ni grand, ni petit, il a rien de spécial. C'est juste un quartier, tu vois, où la vie est pourrie) (cf. texte 13).

Dynamiques de ségrégation et théorie urbaine aux Etats-Unis

La question de la ségrégation a intéressé de nombreux chercheurs depuis l'avènement des études urbaines. J'ai montré, dans le chapitre précédent, l'importance de la « théorie » dans les sciences sociales états-uniennes. En toute logique, dans cette perspective, ces dernières considèrent que toute analyse du phénomène urbain doit se positionner par rapport aux grandes « théories urbaines » définies comme :

> … a range of perspectives and interpretations of the urban world that aim, in their different ways, to provide a general understanding of city life that goes beyond the contingent and the local, while retaining a focus on the essential characteristics of the urban expérience (Parker, 2004, p. 4)[43].

Il me semble important par conséquent de replacer mes propres travaux sur la ségrégation dans le contexte de quelques-unes de ces théories urbaines en question. Il ne s'agit pas ici d'en faire l'inventaire exhaustif, mais plutôt de montrer schématiquement quelques manières dont elle a été abordée par les sciences sociales au cours du XX^{e} siècle. Je propose ainsi de distinguer deux grandes approches de la ségrégation, qui correspondent à deux moments distincts de l'histoire urbaine aux Etats-Unis, mais qui reflètent aussi deux manières différenciées de penser la ville. La ségrégation, qui correspond au phénomène de « division sociale de l'espace urbain » (Roncayolo, 1972), a d'abord été analysée comme « naturelle » par les sociologues de Chicago au début du XX^{e} siècle, avant d'être envisagée, dans le contexte de la crise urbaine des années 1960 à 1980, comme un « problème » socio-spatial auquel il s'agit de remédier.

La ségrégation comme processus urbain « naturel » et transitoire : les sociologues de Chicago

Alors que la ville de Chicago semble croître de jour en jour sous leurs yeux, en lien avec son développement industriel spectaculaire, les sociologues de Chicago sont les premiers aux Etats-Unis, dans les années 1910 et 1920, à s'intéresser à la question de la ségrégation dans les villes états-uniennes (cf. Encadré 3). Pour eux, la ségrégation est un processus à la fois « naturel » et transitoire, directement associé au phénomène de la croissance urbaine, et dont on peut observer les effets sur les modes de vie des habitants à l'échelle des quartiers.

Leur analyse de la ségrégation comme dynamique urbaine « naturelle » résulte directement de l'approche spécifique qu'ils développent, dite d' « écologie humaine ». En effet, dans son texte fondateur intitulé « The City » (1915), Robert E. Park envisage la ville comme une unité écologique consistant en un groupement ordonné d'individus et d'institutions. Il assigne comme objectif à l'écologie humaine de saisir les « forces » qui génèrent les différenciations socio-spatiales intra-urbaines. Les travaux des sociologues de Chicago ont ainsi cherché à montrer que celles-ci résultent directement des mobilités résidentielles associées aux trajectoires de vie des individus, qui se déploient sur le territoire urbain dans des processus d' « invasion », de « compétition » et de « succession » - une

[43] « L'ensemble des perspectives et des interprétations relatives au monde urbain, qui visent, chacune à leur façon, à fournir une explication globale de la vie en ville, au-delà du contingent et du local, tout en s'intéressant aux caractéristiques essentielles de l'expérience urbaine » (Parker, 2004, p. 4).

terminologie écologique inspirée du botaniste Frederic Clements, et qui sera reprise, plusieurs décennies plus tard, pour décrire le phénomène de gentrification (cf. chapitre 3). Ces processus d'exclusion et de rapprochement (on pourrait dire de ségrégation et d'agrégation) aboutissent finalement à la création, au sein de la ville, d'unités distinctes qualifiées d'« aires naturelles », caractérisées par des cultures locales résultant de l'appropriation de communautés locales distinctes.

La ségrégation est pensée non seulement comme un phénomène « naturel », mais aussi comme un processus transitoire. Ernest Burgess, dans « The Growth of the City » (1925), essaie en effet de penser les différenciations socio-spatiales à l'échelle de la ville dans une perspective dynamique, liée à la croissance urbaine. Son fameux modèle urbain en cercles concentriques organisés autour du district commercial, annonce la dissolution des communautés au fur et à mesure de l'intégration des individus dans la société américaine. Il saisit ainsi les individus au moment de leur arrivée dans le cœur de la ville dans des espaces fortement marqués par des identités communautaires, et suit leur installation, au terme de leurs trajectoires résidentielles centripètes, dans un espace urbain homogène, caractérisé par une culture américaine commune.

Ces processus naturels et transitoires produisent ainsi des « *natural areas* » (aires naturelles) ou « *neighborhoods* » (quartiers), qui retiennent particulièrement l'attention de certains sociologues de Chicago. C'est notamment le cas de Robert Mc Kenzie, qui, avec *A Study of Local Life in the City of Columbus, Ohio* (1921), s'intéresse aux comportements des habitants au sein des quartiers. Montrant la façon dont ces lieux sont appropriés sur une base identitaire, il introduit le thème de la dissolution de la communauté que la plupart des sociologues de Chicago développeront par la suite (voir par exemple Zorbaugh, 1929), attestant de leurs racines communes avec les réformateurs sociaux du début du XX^{e} siècle (Chapoulie, 2001 ; Topalov, 2003). Pour lui, c'est le phénomène de mobilité, caractéristique essentielle de la ville moderne, qui a pour effet d'individualiser les pratiques des habitants et de détruire le sentiment d'appartenance locale. McKenzie aborde ainsi la question de la ségrégation à travers l'observation des modes de vie au sein du quartier. Mais pour lui, la désorganisation sociale qu'il cherche à montrer n'est pas tant liée à la ségrégation elle-même qu'au développement des mobilités urbaines, quotidiennes et résidentielles, qui tendent au contraire à dissoudre les liens communautaires que les processus de ségrégation (ou plutôt d'agrégation) seraient propices à nourrir.

Globalement, on peut retenir que les sociologues de Chicago se sont intéressés à la ségrégation urbaine, considérée comme « naturelle », à travers deux approches différentes et complémentaires. D'une part ils l'ont abordée à l'échelle de l'agglomération en tant que processus explicatif de la structure et des dynamiques socio-spatiales de la ville, et d'autre part ils l'ont approchée à l'échelle des quartiers en saisissant les comportements et les modes de vie caractérisant les populations des territoires résultant des processus de ségrégation.

Ces deux grandes approches de la ségrégation ont perduré dans les décennies qui ont suivi et jusqu'à aujourd'hui. Un premier ensemble de chercheurs (plutôt des géographes) s'est ainsi penché sur les dynamiques ségrégatives (des populations et des activités) et sur leurs impacts sur la structure socio-spatiale des villes américaines dans une perspective quantitative et spatiale : reprenant le schéma de la croissance urbaine des sociologues de Chicago, ils l'ont affiné et transformé, proposant finalement d'autres modèles urbains au fur et à mesure des décennies (cf. Encadré 3). Je m'arrêterai surtout sur la seconde approche de

la ségrégation héritée des sociologues de Chicago, parce que c'est plutôt dans cette lignée que s'inscrivent mes propres travaux. Relevant de cette approche, de nature plus qualitative, des chercheurs (plutôt des sociologues) ont étudié les comportements et les modes de vie que développent les populations résidant au sein des territoires construits par les dynamiques ségrégatives. Or il est important de constater que, à partir des années 1960 et dans le contexte de la transformation radicale des villes états-uniennes, ce deuxième ensemble de travaux envisage désormais la ségrégation non plus comme « naturelle » et destinée à disparaître, mais comme fondamentalement problématique et durable - à moins de mettre en œuvre des actions spécifiques pour y remédier activement.

Encadré 3 : Brève histoire des modèles de la structure intra-urbaine : de Chicago à L.A.

Dans les années 1910 et 1920, les sociologues de Chicago sont les premiers à théoriser la structure socio-spatiale de la ville américaine et les logiques de sa croissance (à partir de celles de Chicago en l'occurrence). Leur modèle dit d'écologie humaine, en cercles concentriques successifs, repose en bonne partie sur les principes d' « invasion », de « compétition » et de « succession ». L'utilisation de la métaphore écologique, grâce au procédé de l'analogie, présente un fort pouvoir pédagogique et heuristique dans la fabrication de cette « mise en récit de la ville industrielle » américaine, chargée « d'interpréter le devenir de la ville et de ses structures profondes », comme l'a bien mis en évidence Gilles Sénécal (Sénécal, 2007, p. 517 et 519). La célébrité du modèle dit d'écologie humaine qu'ils proposent perdure jusqu'à nos jours. Critiqué, enrichi ou rejeté, il a constitué le fondement constant de la réflexion sur les formes urbaines, une réflexion principalement reprise par les géographes au cours des décennies qui ont suivi, et dont on peut rappeler les continuités ou les discontinuités.

Dans les années 1940, le modèle des sociologues de Chicago est partiellement repris par des géographes. Chauncy Harris et Edward Ullman, dans un article qui a fait date (« The Nature of Cities », 1945), proposent de penser la structure intra-urbaine à partir de trois modèles qu'ils reproduisent dans une illustration devenue célèbre et que l'on retrouve encore dans de nombreux manuels de géographie : les cercles concentriques de Burgess, les secteurs de Hoyt et les noyaux multiples de Harris et Ullman.

Ayant pour objectif d'établir une théorie de la localisation des espaces commerciaux, industriels et résidentiels, ils établissent une corrélation positive entre le statut socio-économique des aires résidentielles et la distance à un centre ou des centres. En mesurant l'attraction des centres en fonction du poids démographique et de la distance, ils fondent leur modèle sur un paradigme gravitaire, inspiré cette fois des sciences physiques. Finalement, leur reprise du modèle des cercles concentriques masque une véritable rupture avec le paradigme écologique, d'une part en affirmant la domination du centre (ou des centres) et d'autre part en ne considérant pas le rôle des individus et de leurs trajectoires dans la structure urbaine (Sénécal, 2007).

A partir des années 1960 et de façon croissante dans les années 1970, des géographes se saisissent de cette proposition théorique pour penser la structure interne des villes. Après l'avoir abordée par le biais de la question de la localisation des espaces commerciaux, ils s'intéressent plus largement aux espaces résidentiels, et Brian Berry teste les modèles proposés à partir d'une analyse statistique des données du recensement : l'approche dite de l' « écologie factorielle » qu'il propose et que développent ses étudiants puis de nombreux autres géographes (Berry, 1965 et 1971 ; Berry, Rees, 1969 ; Murdie, 1969), vise à décrire la structure interne de l'espace urbain en utilisant la méthode de l'analyse factorielle, avec pour objectif de rendre possible la comparaison systématique des villes entre elles, aux Etats-Unis et dans le reste du monde. Elle montre que la différenciation spatiale de l'espace urbain s'ordonne autour de trois variables principales, indépendantes les unes des autres (le statut socio-économique, la structure des ménages et le statut ethnique de la population), et qui

correspondent respectivement aux dispositions sectorielle, concentrique et polynucléaire des modèles recensés par Harris et Ullman.

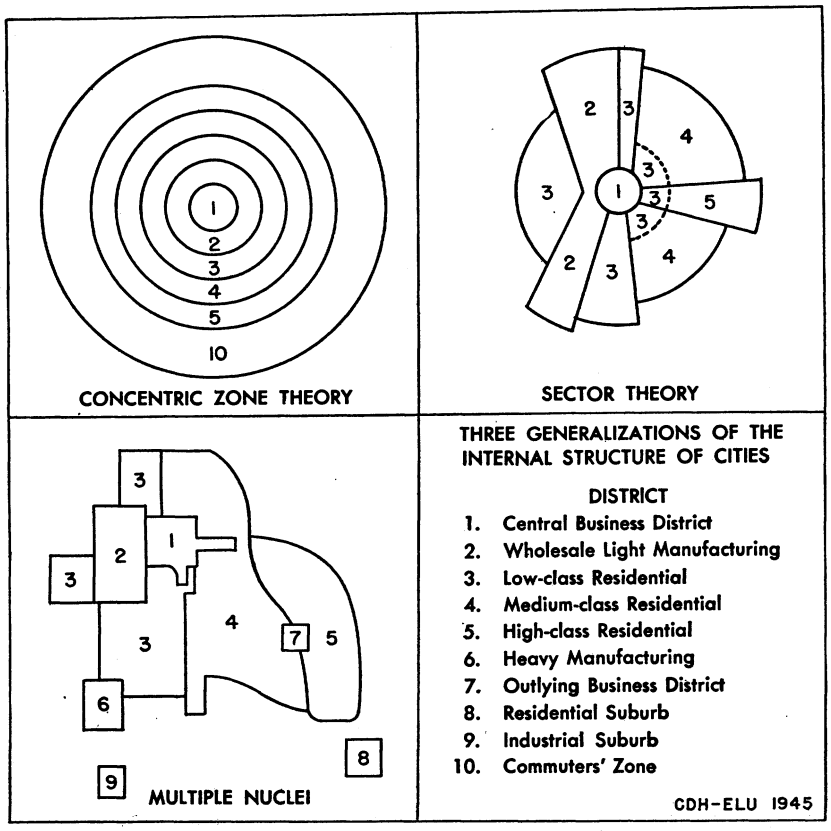

Figure 4 : Les trois modèles urbains selon Harris et Ullman (1945)

Cette approche de la structure interne de l'espace urbain a connu un succès considérable aux Etats-Unis et au-delà, pour de nombreuses raisons (Berry, 2002). Mais à partir des années 1980, elle perd progressivement sa place prééminente de moteur de l'innovation en géographie. A partir de ce moment, les géographes ressentent de moins en moins « le besoin de simplifier les villes en les classant en différents types » et s'intéressent davantage à « la complexité des paysages urbains, sa structure et ses conséquences sur le bien-être des individus et des groupes sociaux » (Agnew, 1997, cité par Johnston *et al.*, 2000, p. 878).

Pourtant, à la fin du XX^{e} siècle, une troisième tentative de théorisation de la structure des villes états-uniennes émerge, qui se positionne à nouveau par rapport au modèle des sociologues de Chicago. A partir du milieu des années 1980, des géographes, des urbanistes, des intellectuels et des activistes gravitant autour de l'Université de Los Angeles (UCLA) et de l'Université de Californie du Sud (USC) commencent à se réunir pour réfléchir à leur objet d'étude, Los Angeles, et s'auto-désignent rapidement comme « Ecole de Los Angeles » alternative à l'école de Chicago : la première mention en est faite en 1992 par Mike Davis dans *City of Quartz*, et Michael Dear écrit que « We are comfortable in proclaiming the existence of a Los Angeles School of urbanism » (Nous proclamons sans complexe l'existence d'une école de Los Angeles sur la ville) (Dear, 2002, p. 12). Les titres de deux recueils qu'ils publient au tournant du siècle est évocateur: *The City: Los Angeles and Urban Theory at the End of the Twentieth Century* (1996) et *From Chicago to L.A. : Making Sense of Urban Theory* (2002). Les tenants de la dite « Ecole de Los Angeles » partent du constat que le modèle des cercles concentriques, établi à partir du cas de Chicago à l'époque industrielle, n'est pas capable de

rendre compte de la structure spatiale d'une ville comme Los Angeles, trop longtemps considérée comme exceptionnelle et restée à l'écart de l'observation scientifique, alors même qu'elle a connu une expansion considérable au cours du XX^{e} siècle au point de figurer aujourd'hui parmi les villes mondiales, et que les émeutes qui l'ont secouée en 1992 ont suscité des interrogations sur leurs origines socio-spatiales.

La « *postmetropolis* » (Soja, 2000) dont Los Angeles serait le prototype repose ainsi sur un ensemble de logiques qui contreviennent à la rationalité de la ville moderne. C'est d'abord une ville post-fordiste, plutôt que post-industrielle, où les denses régions industrielles (d'ailleurs peu étudiées par les sociologues de Chicago) ont été remplacées par des districts industriels spécialisés, constitués de petites industries flexibles et très intégrées à la mondialisation (Scott, 2002 ; Soja, 2000). Cette nouvelle dynamique économique rend directement compte de processus sociaux spécifiques : à la fois une forte polarisation sociale, qualifiée de « *metropolarities* » par Soja (Soja, 2000), et une diversité ethnique accrue résultant d'une immigration massive, exprimée dans les appellations de « *ethnic mosaïc* » (Soja, 2000) ou de « *heteropolis* » (Dear et Flusty, 1998). Ces forces économiques et sociales sont spatialement structurées selon trois principes. L'accélération des processus de décentralisation a entraîné l'extension considérable et la transformation des banlieues, baptisées de « *technoburbs* » (Fishman, 1987), d' « *edge cities* » (Garreau, 1992), de « *technopoles* » (Scott, 1996) ou encore de « *Boomburbs* » (Lang et Simmons, 2001), et que Soja rassemble sous le terme d' « *Exopolis* » (Soja, 2000). La structure spatiale de la postmetropolis est caractérisée, dans ce contexte de décentralisation, par une forte tendance à la privatisation de l'espace désignée par les termes de « *fortress city* » (Davis, 1992), de « *privatopia* » (Dear, 2002), de « *carceral archipelago* » (Soja, 2000), et qui aboutit à radicaliser la ségrégation en dessinant une « *fractal city* » (Soja, 2000). Enfin, la ville postmoderne se caractérise par la création de paysages spécifiques attestant de liens de plus en plus complexes avec l'imaginaire, conduisant certains à lui attribuer les noms de « *simcities* » (Soja, 2000), ou de « *theme park* » (Sorkin, 1992).

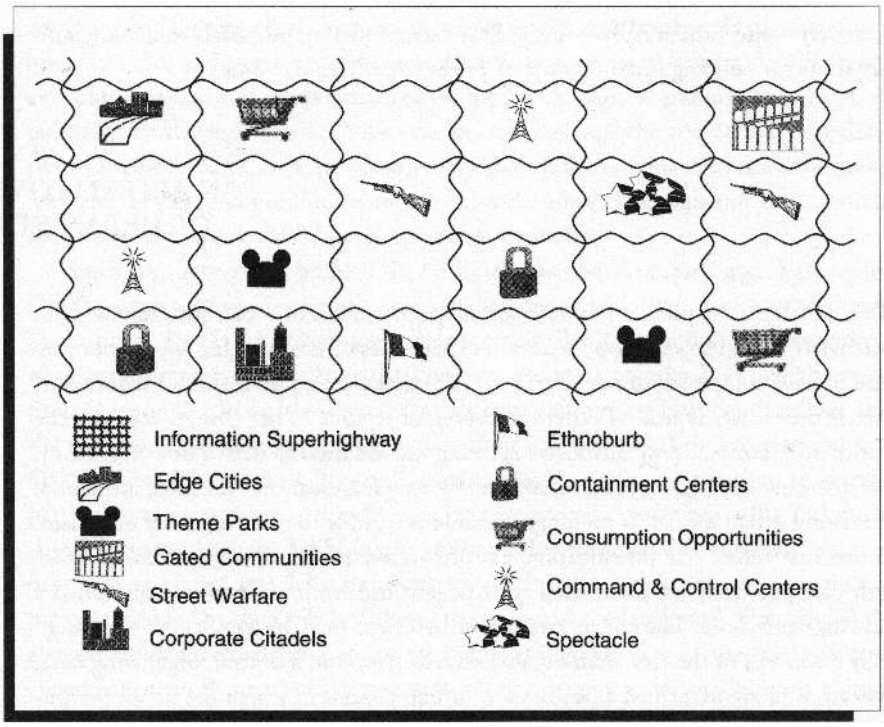

Figure 5 : Le « Keno Capitalism » selon Dear et Flusty (2002)

L'ensemble de ces logiques met donc en lumière une structure spatiale inédite, selon les tenants de l'Ecole de Los Angeles. Dear et Flusty proposent ainsi pour en rendre compte, en plus de la série de néologismes dont certains sont évoqués ci-dessus, un nouveau modèle urbain s'inspirant du *Keno*, un jeu de hasard (1998). Celui-ci exprime la manière dont la ville est désormais modelée par la nouvelle forme de capitalisme flexible. La distance, en raison des nouvelles technologies, n'est plus le facteur explicatif de la structure socio-spatiale de la ville. L'ensemble du territoire possède des potentialités identiques, rendant le modèle concentrique obsolète. Des enclaves (économiques, sociales...) spécialisées se développent au hasard.

Ces publications ont suscité de vifs débats, notamment sur la question de la prétendue rupture paradigmatique avec le modèle de Chicago. Certes le modèle du *Keno* prétend s'appuyer sur le paradigme du hasard avec des références à la théorie du chaos et à la mathématique fractale. Mais plusieurs chercheurs contestent cette rupture proclamée et doutent de sa réelle mise en œuvre méthodologique (Beauregard, 1999 ; Jackson, 1999 ; Sénécal, 2007). Au delà d'une attention particulière portée à certains espaces atypiques de la ville (les *gated communities*, les *theme parks* ou les *ethnoburbs* par exemple), les tenants de l'Ecole de Los Angeles se situent finalement dans la continuité des sociologues de Chicago : comme eux ils insistent sur le rôle de la décentralisation, comme eux ils se penchent plus particulièrement sur les questions de la marginalité et de l'immigration. L'appel de Soja à une « *creative recombination of micro and macro perspectives* » (une combinaison créative de perspectives micro et macro) (Soja, (1997) 2002, p. 190) serait encore un signe de la proximité avec l'Ecole de Chicago, bien qu'en réalité il ait peu été suivi d'effet, plusieurs critiques ayant reproché l'absence d'études ethnographiques.

La rupture semble finalement plutôt « d'ordre narratif » que véritablement paradigmatique (Sénécal, 2007, p. 528), en dépit de l'indiscutable « tournant spatial » (Soja, 1989) dont elle est emblématique. S'inscrivant explicitement dans le courant postmoderniste qui bouleverse les sciences sociales américaines dans les années 1980 et 1990, elle produit son propre vocabulaire (sous la forme de nombreux néologismes) et elle affirme la nécessité d'abandonner le discours scientifique moderne, historiciste et linéaire : pour approcher la réalité de Los Angeles, devenue insaisissable discursivement et qui « *stretch laterally instead of unfolding sequentially* » (s'étend dans l'espace plutôt qu'elle ne se déploie dans le temps) (Soja, 1989, p. 222), sa mise en récit ne peut se faire que sous la forme de discours juxtaposés qui sont autant de coups d'œil fragmentaires d'un paysage intrinsèquement mouvant.

La ségrégation comme problème urbain : la crise urbaine des années 1960 à 1980

A partir des années 1960, les villes-centre américaines sont secouées par une série de bouleversements démographiques, économiques et sociaux dont la combinaison ébranle fortement leurs fondements traditionnels[44]. Cette époque marque en même temps un renversement de la conception de la ségrégation : jusque-là pensée comme naturelle et transitoire, elle est désormais pensée comme problématique, et elle est analysée au prisme de la notion de « crise urbaine ». Parce que ces bouleversements transforment les

[44] Il faut rappeler le moment particulier qu'ont constitué les années 1950 dans l'histoire des grandes villes états-uniennes. Plusieurs intellectuels de l'époque ont tenté d'analyser la nature de la réussite des villes au moment même où commençaient à s'y déployer des processus qui allaient les faire basculer. C'était entre autres le projet de Jane Jacobs dans *Death and Life of Great American Cities* (1961). Le géographe Michael Johns, quatre décennies plus tard, a finement montré les ressorts économiques, sociaux et culturels de ce *Moment of Grace* (2003) que constituent selon lui les années 1950 pour les villes américaines. C'est aussi au regard de ce moment urbain particulier que la crise urbaine a constitué un tel choc social et spatial.

dynamiques de la ségrégation tout autant que les manières dont elles sont envisagées par la recherche, il est nécessaire de les présenter ici brièvement.

La crise qui a frappé les grandes villes américaines est multidimensionnelle. Elle a d'abord été démographique. Ainsi des géographes ont-ils montré, dès la fin des années 1970, la façon dont s'est déployé un processus de « *counter-urbanisation* » (contre-urbanisation), consistant en un déclin démographique inédit des villes-centre (Berry 1976, Vining et Kontuly 1978). Cette tendance, cependant, a affecté les espaces urbains de manière différenciée : certaines villes comme Buffalo, Detroit ou New Orleans ont subit un déclin démographique sur l'ensemble de leur aire métropolitaine, alors que d'autres, comme Philadelphie, Denver ou Memphis, ont enregistré une chute de la population dans leurs centres tandis que la croissance s'est reportée dans leurs banlieues.

Les habitants n'étaient pas les seuls à quitter les centres pour s'installer dans les banlieues : ils ont bientôt été suivis par une bonne partie des activités économiques. Ce mouvement de déconcentration a conduit simultanément au déclin économique et commercial des centres-ville et à l'émergence de nouveaux centres économiques dans la périphérie des agglomérations, et ultimement à l'avènement de métropoles polynucléaires (Harris, Ullman, 1945 ; Berry, 1976 ; Garreau, 1992). Le départ des sièges des entreprises et des usines, en entraînant une chute du nombre d'emplois, du chiffre d'affaire du commerce et des taxes, a conduit à la chute des revenus des villes-centre. La crise est alors devenue financière : New York a déclaré banqueroute en 1975, et d'autres villes comme Cleveland, Detroit, Cincinnati, ont aussi traversé d'inquiétantes crises fiscales (Teaford, 1993). On peut noter que le déclin démographique et économique des centres, en lien direct avec l'accélération de la *suburbanisation* des populations et des activités, a finalement poussé à son paroxysme les prévisions de décentralisation du modèle de Chicago. Au cœur de nombreuses grandes villes, des milliers de bâtiments se sont détérioré, abandonnés par leurs propriétaires qui ont cessé de payer les taxes sur des bâtiments et des terrains qui ont perdu toute valeur.

Or cette crise démographique et économico-financière ne s'est pas produite sur des espaces urbains socialement et ethniquement homogènes. Elle s'est combinée au contraire à une accélération de la ségrégation sociale et ethnique – c'est-à-dire à une inégalité croissante de la répartition résidentielle des populations dans l'espace urbain, mesurée en fonction de leur statut social et de leur appartenance ethnique. Dès les années 1940 et surtout dans les années 1970 et 1980, de nombreux travaux se sont ainsi attachés à mettre au point divers indicateurs de ségrégation, notamment l'indice de dissimilarité de Duncan et Duncan (1955) et l'indice d'interaction de Bell (1954), ainsi que d'autres indices dits spatiaux (de concentration, de regroupement ou de centralisation)[45]. Ils sont utilisés pour confronter la situation résidentielle des populations au sein de l'espace urbain et comparer différentes aires métropolitaines entre elles (White, 1987 ; Wilson, 1987 ; Massey, Denton, 1993). Dans l'ensemble, ces travaux montrent la forte accentuation de la ségrégation socio-ethnique dans les aires métropolitaines américaines. Ainsi, dans les 50 plus grandes villes-centre, la population au-dessous du seuil de pauvreté a augmenté de 12 % entre 1970 et 1980, soit en dix ans à peine, et la population habitant dans des zones de concentration de la pauvreté

[45] Pour plus de détails sur les indices de la ségrégation, leur historique et leurs définitions, voir Massey et Denton, 1988 ; Rhein, 1994 ; Petsimeris, 1995 ; Apparicio, 2000 ; Iceland et Douzet, 2006.

(c'est-à-dire dans des îlots de recensement comprenant au moins 20 % de la population au-dessous du seuil de la pauvreté) a crû de plus de 20 % (Wilson, 1987, p. 46).

En même temps, l'accentuation de la pauvreté et de la ségrégation socio-ethnique a affecté les groupes ethno-raciaux de la population de façon nettement différentielle. En effet, alors que les Blancs partaient s'installer en banlieue, les villes-centre sont progressivement devenues, à partir des années 1960 et jusqu'à la fin des années 1980, des lieux de concentration privilégiée des minorités. La présence des Afro-Américains, qui remontait aux années 1920 et résultait de la « Great Migration », c'est-à-dire des migrations en provenance des régions rurales du Sud vers les villes du Nord-Est, s'est largement renforcée dans les années 1940 et 1950. En 1970, de nombreuses villes du Nord-Est, comme Détroit par exemple, étaient ainsi caractérisées par une ville-centre essentiellement noire et des banlieues blanches : « une ville chocolat avec des banlieues vanilles » selon l'image qui se répand alors (Farley *et al.*, 1978, cité dans Massey, Denton, 1993, p. 61). Les années 1960 à 1980 ont ensuite vu affluer des vagues massives d'immigrants originaires d'Amérique Latine et d'Asie, qui se sont dirigés eux aussi préférentiellement vers les grandes villes (Suarez-Orozco, Paez, 2002). En 1980, les Afro-Américains et les Hispaniques vivaient pour la plupart dans des quartiers pauvres des villes-centre, contrairement aux Blancs, qui habitaient en majorité en banlieue dans des quartiers plus aisés. Alors qu'une proportion importante d'Afro-Américains et d'Hispaniques pauvres habitaient dans ces quartiers pauvres (respectivement 39 % et 32 % en 1980, dans les 5 plus grandes villes-centre), ce n'était le cas que d'une petite minorité de Blancs pauvres (7 %) (Wilson, 1987, p. 58). Autrement dit, les quartiers ethniques qui ont émergé dans les villes-centre (*ghettos*, *barrios* et *chinatowns* notamment) étaient aussi des quartiers de concentration de la pauvreté, les plus durement frappés par la crise urbaine sociale et économique.

L'assimilation de la question de la ségrégation des villes-centre à un « problème » lié à la crise urbaine s'est encore trouvée confortée avec l'émergence du phénomène de la violence et de l'insécurité urbaines. Plusieurs étés de suite à partir du milieu des années 1960, en effet, des villes-centre ont été le théâtre d'affrontements violents entre Noirs et Blancs, et principalement entre la communauté noire et la police : la première émeute a ainsi éclaté à Harlem à New York (1964), avant de frapper le quartier de Watts à Los Angeles (1965), dont les images ont fait le tour du monde, puis Newark et Détroit (1967), San Francisco, Chicago, etc. (Teaford, 1993). Au total, en 1969, 60 villes ont été touchées par des émeutes au cours de la décennie, qui ont fait environ 250 morts et 12 000 blessés (Donzelot, Mérevel, 2001, p. 10). Les villes-centre n'étaient pas seulement le lieu de violences collectives, et les années 1960 ont également vu les statistiques de criminalité s'envoler : le taux d'homicides, en particulier, a été multiplié par deux, passant de 4,5 pour 100 000 à 9,4 entre 1962 et 1972, tandis que dans les villes les plus affectées, comme Atlanta, Detroit, Cleveland ou New York, il a atteint 40 pour 100 000 au début des années 1970 (Teaford, 1993, p. 134). Ainsi, affectés par des violences collectives spectaculaires (émeutes) puis par des violences individuelles diffuses (criminalité), les quartiers ségrégués des grandes villes ont progressivement été envisagés de façon de plus en plus systématique comme des « problèmes » socio-spatiaux.

Dans ce contexte, un grand nombre de travaux s'est interrogé sur les ghettos noirs, ces quartiers de centre-villes qui combinent ségrégation raciale, concentration de la pauvreté, violence et insécurité. En particulier, certains ont visé à montrer le développement, dans ces quartiers, d'une *underclass*, un terme difficilement traduisible en

français et qui désigne une « large subpopulation of low-income families and individuals whose behavior contrasted sharply with the behavior of the general population » (large sous-population de familles et d'individus à faibles revenus, dont le comportement contraste fortement avec le comportement de la population générale) (Wilson, 1987 p.3). Cette population, essentiellement noire, fortement affectée par le chômage et la pauvreté, est principalement définie comme se caractérisant par des comportement déviants (notamment une forte propension à la criminalité, à la « désorganisation » familiale, et à la dépendance aux aides sociales). Une bonne partie des recherches sur la ségrégation et la crise urbaine, dans les années 1980 et jusque dans les années 1990, est ainsi étroitement associée au débat sur *l'underclass* – et, partant, à l'interprétation divergente des grandes dynamiques urbaines et sociales que ce débat sous-tend.

William Julius Wilson, dans *The Truly Disadvantaged* (1987), a clairement posé les termes du débat sur l'*underclass*. Les conservateurs, dans le sillage de Charles Murray (1984), affirmaient que la persistance d'une *underclass* était due précisément aux politiques mises en place pour lutter contre la pauvreté dans le cadre de la Grande Société de Johnson : en facilitant l'accès aux aides, elles auraient eu pour résultat, selon eux, de dissuader les populations les plus pauvres de chercher un emploi et d'entretenir une « culture de la pauvreté », selon le concept développé par Oscar Lewis dans un autre contexte (1963), fondé sur la dépendance sociale et la déviance. William Julius Wilson, invite quant à lui les libéraux à s'engager dans un débat qu'il juge important de soutenir face aux conservateurs, sans peur de se confronter à la question raciale sous-entendue dans la notion d'*underclass*. Il soutient donc que les causes de cette « culture de la pauvreté », qu'il ne récuse pas en soi, ne sont pas tant culturelles comme le prétendent ses adversaires, que fondamentalement structurelles et économiques.

Une première raison de la « désorganisation sociale » des populations les plus pauvres, selon Wilson, consiste en la restructuration de l'économie urbaine. Reprenant la thèse du « *spatial mismatch* » (décalage spatial) développée par John Kain (1968), il montre que la dégradation de ces quartiers ségrégués et le fort taux de chômage qui les affecte sont à mettre en relation avec les transformations de l'économie urbaine : l'avènement du post-fordisme est caractérisé à la fois par une élévation des niveaux de qualification de la main d'œuvre et par la suburbanisation des emplois. Autrement dit, les habitants des ghettos se trouvent dans l'impossibilité de briguer des emplois qui sont désormais au-delà de leurs qualifications et géographiquement très éloignés de leur lieu de résidence.

Leur grande difficulté à accéder à un emploi est encore renforcée par leur « *social isolation* » (isolement social) (Wilson, 1987, p. 60). Paradoxalement, les politiques de déségrégation, en facilitant le départ des ghettos des classes moyennes et supérieures noires, ont contribué à la paupérisation des quartiers des villes-centre. Or dans les quartiers de forte concentration de la pauvreté, les habitants les plus défavorisés ne disposent plus des réseaux sociaux qui leur permettraient de s'intégrer sur le marché du travail. De plus, cet « isolement social » les prive des « *role models* » (figures-modèles) qui pourraient les familiariser aux valeurs du travail en leur donnant en exemple leurs propres comportements. Il s'agit ici de l'argument des « effets de quartier » qui sera par la suite contesté par de nombreux chercheurs (voir Fol, 2009).

Le livre de William Julius Wilson a eu un retentissement considérable, mais plusieurs aspects de ses arguments centraux ont été vigoureusement contestés. D'abord, en mettant la crise urbaine et l'émergence de *l'underclass* sur le compte de causes structurelles

économiques et sociales, Wilson juge que la question raciale n'est pas une explication pertinente de la ségrégation, une thèse qu'il avait déjà commencée à défendre quelques années auparavant (Wilson, 1976). Massey et Denton montrent au contraire quelques années plus tard, dans *American Apartheid* (1993), que les discriminations raciales n'ont rien perdu de leur réalité : selon eux, c'est la dimension raciale des processus ségrégatifs qui explique la production du ghetto, et l'*underclass* en est l'ultime avatar. D'autres chercheurs ajoutent que la stigmatisation territoriale joue elle aussi un rôle important dans la persistance des ghettos (Wacquant, 2006).

Autre contestation, Wilson, tout en s'appuyant principalement sur des statistiques relatives aux populations noires des villes-centre, sous-entend que le concept d'*underclass* s'applique également aux minorités hispaniques dont la présence est de plus en plus importante dans les villes-centre. Or des recherches subséquentes réfutent cette généralisation et montrent par exemple que la ségrégation et la pauvreté urbaine des Hispaniques ne s'explique pas de la même façon et ne se traduit pas de la même manière que celle des Afro-Américains (j'y reviendrai plus loin).

Enfin, plusieurs chercheurs ont contesté la dimension culturelle de l'*underclass* : selon Wilson, les populations pauvres des ghettos des villes-centre auraient développé une culture déviante spécifique en réaction contre les processus économiques et sociaux qui expliquent la crise. Loïc Wacquant, par exemple, critique l'aspect moralisateur de ce concept et la notion de « désorganisation » qui le sous-tend, et montre au contraire la grande rationalité des comportements des habitants des « hyperghettos ». En l'absence d'opportunités d'emplois dans un contexte économique de plus en plus fortement polarisé (dans des sociétés de « marginalité avancée » selon ses termes), l'engagement dans les circuits de l'économie illégale semble finalement relever d'un choix non pas culturel mais parfaitement rationnel (Bourgois, 2001 ; Wacquant, 2006).

Encadré 4 : Ségrégation et politiques urbaines

La crise urbaine et la forte dégradation des quartiers ségrégués des centres-villes (notamment des ghettos noirs) qui en a résulté ont poussé les acteurs publics à mettre en place une série de politiques à destination de ces territoires et de leurs populations. Parce qu'elles ont eu un fort impact sur la vie quotidienne des habitants de ces quartiers et parce qu'elles ont été à la fois scrutées et nourries par les débats scientifiques sur la ségrégation, j'en rappelle ici brièvement les contours. On peut globalement distinguer deux grandes orientations de ces politiques : la première a consisté à améliorer les conditions de vie des citadins les plus pauvres ; la seconde a visé à punir les fauteurs de trouble.

Si les Etats-Unis n'ont jamais connu l'équivalent de la « Politique de la ville » en France, il n'en demeure pas moins que l'Etat Fédéral a lui aussi cherché à agir sur la ville, en mettant en place des outils moins systématiques et contraignants. Des chercheurs ont distingué trois grandes logiques d'action qui ont présidé à leur mise en place : ces logiques ont successivement mis l'accent sur le territoire (« l'option *space* »), sur les individus (« l'option *people* »), et sur le développement communautaire (« l'option c*ommunity* ») (Donzelot, Mevel, 2001 ; Donzelot, Mevel, Wyvekens, 2003).

C'est d'abord l'option *space* qui a été privilégiée : elle a consisté à axer la politique sur les territoires, en agissant sur l'environnement physique des quartiers tout en encourageant leur développement économique. Dès la fin des années 1940, l'Etat Fédéral a ainsi mis en place un vaste programme de rénovation urbaine (*Urban Renewal*) en mettant à la disposition des villes-centre des crédits

importants pour détruire les taudis (définis comme des périmètres comportant au moins 20 % de logements dégradés) et redévelopper les centres-villes. Cette politique a été critiquée par de nombreux universitaires et intellectuels (voir par exemple Jacobs, 1961 ; Wilson, 1966 ; Hirsch, 1983), qui ont montré qu'elle avait abouté à la destruction de nombre de quartiers certes pauvres et dégradés mais socialement cohérents, déplacé les populations fragiles en place au profit d'institutions et de logements destinés aux classes moyennes et supérieures, diminué le nombre de logements disponibles en ne reconstruisant pas à la hauteur des destructions, et renforcé la ségrégation des Noirs les plus défavorisés dans les nouvelles tours de logement social (*Public Housing*).

Au début des années 1970, une autre stratégie a été expérimentée : l'option *people* prend appui sur le *Civil Right Act* de 1964 et repose sur l'idée de déségrégation par la mise en avant des droits des individus. Les politiques dites d'*Affirmative Action* désignent ainsi une série de pratiques allant dans ce sens : mise en place du *school busing* pour déségréguer les écoles publiques, de programmes de logement permettant aux habitants noirs de logements sociaux d'accéder à des logements dispersés dans les banlieues de classes moyennes blanches (comme le programme Gautreaux à Chicago en 1981), ou encore de quotas réservés aux minorités ethniques pour l'accès à certains emplois et à l'université. Plusieurs travaux en ont dénoncé les limites ou les travers (Wilson, 1987 ; voir Bacqué et Fol, 2007).

La persistance du phénomène de concentration de la pauvreté dans les villes-centre à la fin des années 1970 a finalement conduit les autorités à essayer une troisième voie d'action, sans que les deux stratégies précédentes aient complètement disparu : l'option *community* en a formulé une synthèse, qui consistait à s'appuyer sur les « *communities »*, considérées, dans l'idéal américain, comme les intermédiaires entre l'individu et l'Etat. Ancrées sur un territoire à l'échelle de l'a ville ou du quartier, elles constituent des forces de mobilisation collective sur lesquelles l'Etat peut s'appuyer pour oeuvrer à l'intégration des populations marginalisées des quartiers de concentration de la pauvreté. Les politiques urbaines ont donc encouragé les mouvements communautaires en leur attribuant des financements (les *Model Cities* à la fin des années 1960, puis les *Community Development Corporations* depuis les années 1970, et enfin les *Empowerment Zones* à partir des années 1990). C'est encore l'option *community* qui prédomine aujourd'hui, et un certain nombre de recherches montrent l'ambiguïté des logiques qui la sous-tendent, entre idéal de la mobilisation collective et prétexte au désengagement de l'Etat (voir Bacqué, 2000, 2005, 2006).

Les pouvoirs publics ne se sont pas contentés de politiques d'aide, ils ont aussi mis en place une stratégie punitive, qui a pris une importance croissante au fil des décennies. Constitutionnellement, ce sont les Etats qui sont chargés de faire respecter la loi et l'ordre. Mais la Première Guerre Mondiale puis la Prohibition ont considérablement élargi les pouvoirs de l'Etat fédéral dans la lutte contre la criminalité. Le nombre de prisons fédérales a considérablement augmenté, passant de 5 en 1930 à 44 en 1977 et à plus de 100 au milieu des années 1990. Entre 1980 et 1994, la population carcérale est multipliée par 3 pour un taux de criminalité globalement constant (Body-Gendrot, 1998, p. 48). Ce phénomène a suscité de fortes critiques depuis la fin des années 1990 : certains observateurs, faisant référence au « *Military Industrial Complex* », ont dénoncé la constitution d'un véritable « *Prison Industrial Complex* », et ont accusé l'instrumentalisation de la question sécuritaire pour en tirer des bénéfices économiques au détriment des droits élémentaires des individus (Wilson Gilmore, 2007).

Au total, le phénomène de ségrégation a profondément changé de contenu avec les grands bouleversements ayant affecté les grandes villes américaines à partir des années 1950 et 1960. En même temps, les sciences sociales ont considérablement modifié leur approche de la ségrégation, en lien avec les différentes façons dont elles ont théorisé la ville : pensée comme naturelle et transitoire pendant la première moitié du XX^{e} siècle, la

ségrégation est conçue, à partir des années 1960, dans le contexte de la crise urbaine, comme un problème socio-spatial auquel les politiques (territoriales ou sociales) doivent tenter de remédier. A la fin des années 1990, cette dernière approche imprègne encore largement les études urbaines états-uniennes, et mes travaux s'inscrivent dans ce débat en proposant une approche renouvelée de la ségrégation urbaine.

Les *barrios*, quartiers « ethniques » des villes états-uniennes

Alors que la littérature sur la ségrégation, jusque dans les années 1990, s'est principalement concentrée sur la question de la population noire américaine et de leurs *ghettos*, les quartiers hispaniques, ou *barrios* (ce terme signifie « quartier » en espagnol) constituent en réalité une autre figure importante des quartiers pauvres ségrégués des villes-centre états-uniennes à la fin du XX^{e} siècle. C'est précisément à partir de recherches menées dans un quartier hispanique que j'ai commencé à m'intéresser à la question de la ségrégation à la fin des années 1990. Pour mieux saisir la spécificité de ce type de ségrégation, et de ce type de quartier, il est nécessaire de revenir d'abord sur la façon dont les sciences sociales s'en sont saisies. Puis après avoir rappelé l'histoire de leur développement dans les villes états-uniennes (c'est-à-dire sur le rôle du processus de ségrégation dans la production de tels quartiers), je montrerai la façon dont j'ai analysé, très concrètement, la transformation socio-spatiale d'un quartier hispanique, celui de la Mission, à San Francisco, par le processus de ségrégation socio-ethnique, et son rôle dans l'émergence d'une identité ethnique ambigüe.

Penser les *barrios*

Les quartiers hispaniques sont une réalité urbaine relativement ancienne aux Etats-Unis. Pourtant, il est important de rappeler que les sciences sociales ont mis plusieurs décennies à les constituer en objets d'étude, comme je l'ai montré (cf. texte 9).

Alors que la tradition sociologique de Chicago s'intéressait de près à la question de la ségrégation sociale et ethnique, les études sur les groupes hispaniques étaient paradoxalement encore très rares dans les années 1960 et lorsqu'elles existaient, elles portaient plutôt sur les populations des espaces ruraux. Une explication de cette lacune réside certainement dans le *Civil Rights Movement* (du milieu des années 1950 jusqu'à la fin des années 1960) et les émeutes raciales (entre 1964 et 1969), qui, en faisant converger tous les regards vers les Afro-américains, ont finalement laissé dans l'ombre les Hispaniques, y compris dans les cercles universitaires. Autre explication, les Hispaniques étaient encore très minoritaires dans les villes du Nord-Est, qui étaient aussi les plus investies par la recherche sociologique, et seuls les Porto-Ricains, qui ont commencé à y immigrer en masse dans les années 1940 à 1960 avaient attiré l'attention de quelques chercheurs (Mills *et al*, 1950 ; Glazer, Moynihan, 1963). Finalement, c'est au prix de revendications virulentes qu'un certain nombre d'étudiants et d'enseignants hispaniques ont réussi à imposer, à la toute fin des années 1960, la création des *Latino/a Studies* (Moore, 1997).

Les sociologues des *Latino/a Studies* ont ainsi commencé à se pencher sur les populations hispaniques, et plus particulièrement sur les populations d'origine mexicaine, au moment même où s'accélérait leur concentration dans les quartiers pauvres des villes-centre, dans le contexte de la crise urbaine. Leur objectif était de comprendre les causes de

la crise affectant les populations hispaniques et leurs espaces, et pour ce faire, ils ont pris position par rapport aux grands paradigmes proposés par la sociologie classique (Moore, 1997 ; Le Texier, 2004).

Ainsi, récusant le paradigme assimilationniste hérité de la tradition sociologique de Chicago et qui visait à rendre compte des trajectoires socio-résidentielles des migrants européens, ils se sont d'abord saisis du concept de « colonie intérieure » proposé par Robert Blauner (1972). Celui-ci proposait ainsi de différencier l'expérience de l'immigration (celle des Américains d'origine européenne) de celle de la « colonisation » (celle des « gens de couleur »). Ainsi Rodolfo Acuna, dans son livre au titre évocateur, *Occupied America : A History of Chicanos* (1972), a-t-il montré que les Mexicains-Américains doivent être pensés comme un peuple conquis par les Etats-Unis (au milieu du XIX^{e} siècle) ; d'autres ont poursuivi dans cette voie en montrant qu'ils constituaient une force de travail colonisée et que le *barrio* était le résultat d'une oppression sociale, économique et culturelle (Barrera, 1979). Ce paradigme a bientôt été abandonné cependant, parce que, pensé pour tous les groupes « de couleurs », il ne permettait pas de rendre compte de la spécificité de l'expérience hispanique.

La paupérisation croissante des hispaniques au sein de quartiers de plus en plus dégradés a ensuite été analysée au prisme du concept d'*underclass*, construit à partir du cas des Afro-Américains. Les chercheurs des *Latino/a Studies* se sont attachés à montrer l'absence de pertinence de ce nouveau paradigme appliqué aux populations hispaniques. Tout en reconnaissant que les changements structurels affectent toutes les populations aux Etats-Unis, ils ont montré en effet qu'ils ne les touchaient pas de la même manière : ainsi les Hispaniques ne sont-ils ni nécessairement tous affectés par la désindustrialisation, ni uniquement par elle, comme le montre l'exemple des Hispaniques du Sud des Etats-Unis (Moore, Pinderhughes, 1993 ; Moore, 1997). La théorie de *l'underclass*, ainsi, ne rend pas compte des phénomènes de réindustrialisation, d'informalisation, des transformations du secteur des services, du développement des économies ethniques, qui sont des facteurs d'explication majeurs de la condition sociale des Hispaniques dans les villes des Etats-Unis. Autrement dit, la pauvreté persistante des Hispaniques au sein des quartiers de centre-ville s'explique par la restructuration du secteur des services (les Hispaniques travaillant souvent au service des élites de la mondialisation dans des métiers sous-payés et précaires) et par l'essor de l'économie informelle, comme en attestent les recherches analysant la place et les modalités des économies ethniques[46], plutôt que par le *spatial mismatch* ou la *social isolation*. De plus, alors que Wilson fait le parallèle entre la fuite des élites noires des ghettos et l'immigration continue des Hispaniques, ces deux phénomènes devraient avoir pour conséquence de provoquer la désorganisation sociale des quartiers. Or, selon Joan Moore, l'arrivée des immigrants *latinos* semble plutôt revitaliser la culture hispanique (langue, religion, valeurs...) (Moore, 1997).

La majorité des recherches sur la population hispanique est donc le fait de sociologues, qui tentent de mettre en lumière les liens entre immigration, restructurations économiques et intégration sociale et politique. Elles mettent certes l'accent sur les spécificités qui sous-tendent les logiques des *barrios*, mais soulignons que ceux-ci sont d'abord considérés comme un type de quartiers ethniques de concentration de la pauvreté

[46] Pour une revue critique des débats sur le concept d' « enclave ethnique », voir Waldinger, 1993.

parmi d'autres (Jargowsky, 1997), et comme pour les *ghettos,* ce sont les conditions de persistance de la pauvreté qui sont longtemps étudiées de façon prédominante plutôt que les pratiques quotidiennes et le rapport au territoire.

A partir des années 1990 cependant, a émergé un nouveau regard sur les quartiers hispaniques. Ceux-ci ne sont plus nécessairement analysés comme des espaces en crise affectés par de lourds problèmes de délinquance (les gangs en particulier) mais au contraire comme des quartiers revitalisés par l'arrivée de populations d'origine hispanique. Des travaux ont montré leur rôle dans le redressement d'économies locales en déshérence (Moore, Vigil, 1993). Dans la mouvance des *Cultural Studies*, le *barrio* est aussi analysé comme un espace de revitalisation culturelle, et la question de l'identité culturelle des groupes hispaniques et de leurs liens avec les paysages urbains sont mis en avant (Arreola, 2002 et 2004 ; Rojas, 2006).

Les sciences sociales en portant progressivement leur regard sur les populations hispaniques et en les confrontant aux grandes théories de la sociologie urbaine, ont finalement contribué à l'émergence de la figure du *barrio*, entendu au sens large comme quartier pauvre à prédominance hispanique dans les villes-centre états-uniennes.

L' « hispanisation » des Etats-Unis et le développement des *barrios*

Les quartiers hispaniques aux Etats-Unis, ou *barrios*, sont les produits de l'histoire complexe des relations entre les Etats-Unis et les pays d'Amérique Latine (le Mexique en particulier, mais pas uniquement). C'est ce que j'ai cherché à mettre en lumière dans un premier ensemble de publications, en analysant la place de ces quartiers dans l'évolution plus large de la société et des villes états-uniennes (cf. textes 5 et 9).

Les personnes d'origine hispanique représentent 47 millions d'individus aux Etats-Unis (soit 16, 3 % de la population totale) selon le recensement des Etats-Unis de 2010, et plus de la moitié de la croissance démographique du pays depuis 2000 leur est due ; de ce fait, ils constituent la première minorité ethnique du pays (Ennis *et al,* 2011). Ce phénomène alimente un certain nombre d'inquiétudes : ainsi l'ouvrage contesté de Samuel Huntington intitulé *Who Are We? The Challenges to America's National Identity* en 2004 a-t-il popularisé la thèse de la « latinisation » qui menacerait la société américaine dans son ensemble.

Dans ce contexte, j'ai jugé qu'il était important de saisir précisément ce que recouvre le terme de « latinisation », en analysant ses composantes à la fois démographiques et géographiques. Ainsi, sans nier l'importance de la croissance des populations hispaniques en lien avec la poursuite de l'immigration en provenance d'Amérique Latine, il faut rappeler en réalité la grande diversité des groupes rassemblés sous la catégorie uniformisante de « population d'origine hispanique » : ces populations attestent en effet à la fois d'une diversité des origines nationales (Mexique, mais aussi Cuba, Dominique, Salvador, Nicaragua, etc.), d'une diversité de l'ancienneté d'installation sur le sol états-unien (immigrés de première génération ou descendant d'immigrés), ou encore d'une diversité des statuts (citoyens, immigrants légaux, immigrants sans papiers, etc.). La notion de « latinisation » des Etats-Unis masque aussi une grande disparité géographique : les Hispaniques sont particulièrement représentés dans les régions de l'Ouest et du Sud, et les plus fortes concentrations sont observées dans les territoires situés à proximité de la frontière mexicaine, comme le Sud Texas par exemple. Or il faut rappeler que ce phénomène n'est pas uniquement lié aux processus migratoires récents mais qu'il plonge au contraire ses racines

dans l'histoire du Sud-Ouest des Etats-Unis, qui a appartenu au Mexique avant d'être annexé par les Etats-Unis au milieu du XIX^{e} siècle. On oublie trop souvent en effet que de nombreux habitants « d'origine hispanique » de ces territoires peuvent affirmer en toute légitimité : « I didn't cross the border. The border crossed me »[47] (cité dans Monnet, 2001). Tout au long du XX^{e} siècle, les différentes vagues d'immigration en provenance d'Amérique centrale et du Sud, selon des chronologies et pour des raisons différentes, ont marqué un certain nombre d'espaces ruraux, principalement dans le Sud-Ouest, mais elles ont surtout transformé nombre de villes américaines.

Les immigrants latino-américains ont en effet choisi pour la plupart une destination urbaine, et 9 Hispaniques sur 10 habitent dans les aires métropolitaines en 2002 (Ramirez, De la Cruz, 2003). Même si la population hispanique tend ces dernières années à se diffuser sur le reste du territoire (Massey, 2008), les plus fortes concentrations restent observées dans les villes, et dans les grandes villes en particulier. Ainsi, en 2010, plus de 4 millions d'Hispaniques vivent dans les seules villes de New York et de Los Angeles ; et Houston, San Antonio, Chicago, Phoenix, El Paso et Dallas comptent entre 500 000 et 1 million d'Hispaniques (Ennis *et al*, 2011).

A une échelle plus fine, les Hispaniques se démarquent de la société dominante puisqu'ils sont autant installés dans les villes-centre (45 %) que dans les banlieues (45 %), alors que les Blancs ont une nette préférence pour les banlieues (Ramirez, De la Cruz, 2003). Or les villes-centre restent très marquées par la pauvreté : les trois-quarts des quartiers pauvres[48] y sont en effet localisés, contre 13 % dans les banlieues et 12 % en dehors des métropoles (Jargowsky, 2003)[49]. Les Hispaniques sont surreprésentés dans ces quartiers pauvres, dont ils constituent 29 % de la population (contre 39 % pour les Afro-Américains et 24 % pour les Blancs). Les quartiers à majorité hispanique sont donc souvent des quartiers pauvres des villes-centre. C'est ainsi que certains auteurs définissent même les *barrios* comme des quartiers comptant au moins 40 % de la population d'origine hispanique, et dont au moins 40 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté (Jargowsky, 1997 ; Logan *et al*, 2002).

Or cette figure du *barrio*, construite comme catégorie statistique et plus largement comme territoire d'identification de la population hispanique par les sciences sociales, masque la grande diversité des formes socio-spatiales des quartiers hispaniques. Rares sont les travaux à mettre en avant cette diversité pourtant frappante (Arreola, 2004). J'ai donc

[47] « Ce n'est pas moi qui ai traversé la frontière, c'est la frontière qui m'a traversé ».

[48] Les quartiers pauvres sont définis comme l'ensemble des îlots de recensement (*census tracts*) dont au moins 40 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté.

[49] Notons que le recensement de 2000 marque un renversement de tendance dans la distribution géographique de la pauvreté par rapport aux décennies précédentes. Si le nombre total de personnes au dessous du seuil de pauvreté a augmenté depuis 2000, passant de 31,7 millions à 33,9 millions, le taux de pauvreté de la population totale a, lui, légèrement diminué, passant de 13,1 % à 12,4 %. Surtout, la pauvreté semble se déconcentrer spatialement pour la première fois depuis plusieurs décennies : le nombre d'Américains vivant dans des quartiers de concentration de pauvreté est passé de 10,4 millions en 1990 à 7,9 millions en 2000, soit une diminution de 24 %. Autrement dit, on assisterait à un relatif processus de déségrégation sociale. Tous les groupes ethniques ont bénéficié de cette tendance, mais les Hispaniques dans une moindre mesure que les Afro-Américains. (Les données mentionnées dans cette note sont tirées de Jargowsky, 2003, et n'ont pas encore été actualisées à partir du recensement 2010).

tenté d'en établir une typologie, en utilisant différents critères : celui de l'époque d'arrivée des groupes Hispaniques, celui de la durée, de la continuité et de l'intensité des processus migratoires, celui des effectifs de la population hispanique locale, celui de ses origines nationales, celui du degré de ségrégation et de la forme de l'espace urbain investi. J'ai ainsi proposé de distinguer un premier ensemble constitué par les *barrios* historiques, qui puisent leur racine dans leur passé mexicain et qui ont conservé une très forte prédominance démographique hispanique : l'exemple emblématique en est San Antonio, dans le Sud Texas. Une deuxième catégorie de *barrios* regroupe ceux qui résultent de la transformation d'anciens quartiers populaires centraux : parmi eux, certains ont été investis dès les années 1950-1960 (par exemple Los Angeles ou New York), d'autres dans les toutes dernières décennies (comme Nashville), d'autres encore ont été transformés par plusieurs vagues distinctes de migration (notamment East Harlem à New York). Enfin certaines évolutions du rapport des populations hispaniques à l'espace urbain permettent de poser la question de la « débarrioïsation » des villes américaines : dans certaines villes, la croissance récente de la population hispanique ne s'est pas toujours accompagnée d'un processus de concentration spatiale, et a produit des *barrios* que j'ai qualifiés de « diffus » (Washington). Ailleurs, enfin, d'anciens *barrios* sont potentiellement remis en cause par le processus de gentrification par exemple (San Francisco) (cf. chapitre 3).

Les transformations d'un ancien quartier populaire blanc en *barrio* : le quartier de la Mission à San Francisco

Parmi cette grande variété de *barrios*, mes recherches se sont portées en particulier sur un ancien quartier populaire blanc, transformé à partir des années 1950 et 1960 par les dynamiques migratoires et urbaines, et devenu, à partir des années 1970, un quartier hispanique pauvre : le quartier de la Mission à San Francisco. Dans un troisième ensemble de travaux (cf. textes 4 et 10), j'ai cherché à analyser en particulier la façon dont le processus de mutation s'est déployé à l'échelle du quartier. J'ai ainsi mis en lumière non seulement les causes de ces transformations, mais surtout la façon dont les populations, les paysages et les activités (en particulier la rue commerçante) du quartier de la Mission, à San Francisco, ont concrètement été affectés, et par la façon dont ces changements ont été perçus par les habitants eux-mêmes.

A la fin des années 1930 et jusque dans les années 1950, la Mission était un quartier ouvrier blanc, que le livre issu du Northern California Writers' Project décrit comme l'« atelier de San Francisco » :

> The « Mission » is San Francisco's workshop, where live most of the city's working-class population. Here where the ranchos of Spanish dons, the suburbs of the Argonauts, but today this is the city's most « American » section, an area as socially homogeneous as an Iowa town.[51] (Federal Writers Project, 1940, p. 271)

Sa rue commerçante attestait de la prospérité relative de ce quartier américain archétypique dont les habitants ont été progressivement intégrés à la société dans le

[51] « La 'Mission' est l'atelier de San Francisco, où habite la plupart de la population ouvrière de la ville. C'est là que l'on trouvait autrefois les *ranchos* des *dons* espagnols, les banlieues des Argonautes ; mais aujourd'hui, c'est le quartier le plus 'américain' de la ville, un espace aussi homogène socialement qu'une petite ville d'Iowa ».

contexte économique favorable de l'après-guerre. Les magasins étaient rarement vacants et la composition de la rue commerçante faisait écho à nombre de rues commerçantes populaires de cette époque, avec ses boulangeries, boucheries, poissonneries et autres magasins de fruits et légumes, avec sa quincaillerie et son cinéma de quartier. Les habitants, descendants d'immigrés européens, portaient des noms comme Harvey, Bakos, Mariani, Piazza ou Gregory, et ceux qui y sont restés se souviennent de l'atmosphère particulière de cette époque, dans un quartier où tout le monde se connaissait, où il était difficile d'échapper à la surveillance collective instaurée de ce fait, et où l'on ne fermait pas sa porte à clé.

La transformation s'est opérée à partir des années 1950-1960, et les anciens habitants évoquent la rapidité du processus et la surprise que cela a constitué pour eux. Ils se rappellent bien sûr le départ de leurs anciens voisins vers la banlieue et leurs encouragements à les suivre. Tel barbier explique, à la fin des années 1990, que tous ses clients d'autrefois ont quitté le quartier, même si certains d'entre eux ont continué à fréquenter sa boutique au fil des ans. Alors que les populations hispaniques commençaient à affluer dans le quartier (elles représentent 12 % en 1950, puis plus du quart en 1960 et plus de la moitié en 1970), les anciens habitants vivaient leur arrivée comme une transformation radicale de leur quartier. Un habitant, parti trois ans à la fin des années 1950 pour des raisons professionnelles, se rappelle le choc ressenti à son retour :

> [*Could you describe how you saw the neighborhood changing?*] It happened right after World War II. When I came back, it was already changing. Later on in the 50s, I left the City and went down there in L.A. I was down there for 3 years. I didn't like the job, so I came back. And when I came back, it had already changed. Every thing was gone. Streetcars… It was just a completely different neighborhood. It looked the same, but… A lot of *Latin* shops came up, people had different attitudes. They weren't this friendly, they were meaner. They seemed to look at me like I owed them something. And I never owed them anything. We're all immigrants anyway. Half of my family came from Sicily, the other half were German, Irish and Portuguese.[52]

Telle habitante née en 1959 se rappelle avoir commencé sa scolarité dans les écoles du quartier avec des fils d'Irlandais ou d'Italiens, et l'avoir achevée en étant la seule élève non hispanique. La rue commerçante attestait de ces changements : non seulement les enseignes de commerces hispaniques se multipliaient, mais elles contribuaient à la modification de la composition de la rue commerçante, qui se distinguait en outre de plus en plus d'autres rues commerçantes de la ville (avec notamment une forte surreprésentation des commerces alimentaires et des restaurants – hispaniques). La transformation s'est ainsi faite tout à fait pacifiquement.

---

[52] « Ca s'est passé juste après la Deuxième Guerre Mondiale. Quand je suis rentré [*du service militaire, en 1947-1948*], c'était déjà en train de changer. Plus tard dans les années 1950, j'ai quitté la ville et suis allé à Los Angeles. Je suis resté là-bas pendant trois ans. Je n'ai pas aimé le boulot alors je suis revenu. Et quand je suis revenu, ça aviat déjà changé. Tout avait disparu. Les tramways… C'était juste un quartier complètement différent. Il avait la même apparence, mais... Beaucoup de magasins hispaniques avaient ouvert. L'état d'esprit avait changé. Les gens n'étaient plus aussi sympa, ils étaient plus méchants Ils avaient l'air de me regarder comme si je leur devais quelque chose. Mais je ne leur devais rien du tout. On est tous des immigrants de toutes façons. La moitié de ma famille vient de Sicile, l'autre moitié, ce sont des Allemands, des Irlandais et des Portugais ».

Le processus d'hispanisation du quartier de la Mission était le résultat de deux mouvements concomitants. D'une part, les anciens habitants quittaient leurs logements souvent inconfortables pour les nouveaux logements construits dans les quartiers ouest ou sud de la ville et surtout dans les banlieues de l'agglomération : la ville n'a cessé de perdre des habitants à partir de 1950 (et jusqu'en 1990) au profit du reste de l'agglomération. D'autre part, elle accueillait des flux croissants d'immigrants à partir des années 1960, en lien avec les nouvelles régulations de l'immigration qui ont abouti à l'ouverture des frontières des Etats-Unis pour la première fois depuis le milieu des années 1920. Les Mexicains ont longtemps été majoritaires à San Francisco, mais en 1980, ils sont dépassés par des immigrants venus d'autres pays d'Amérique Latine, en raison notamment de la dégradation de la situation politique en Amérique centrale à cette époque. Les immigrants hispaniques se sont ainsi progressivement installés dans la Mission, en s'appuyant sur un petit noyau de peuplement présent dans le quartier depuis les années 1950, et les décennies qui ont suivi ont vu la consolidation du *barrio*. En 1990, la population hispanique a atteint 60 % de la population totale du quartier, un seuil qu'elle n'a pas dépassé lors des deux recensements suivants.

La question de l'identité ethnique du *barrio*

Un autre axe de mes recherches sur le *barrio* a consisté à interroger l'identité ethnique (ici hispanique) du quartier, en analysant le rôle des fêtes et des institutions locales (associations, églises, commerces), et en étudiant le rapport au quartier des habitants (cf. textes 10, 11, 12 et 13). En France, des chercheurs ont récemment mis en avant l'importance de la notion d'identité pour l'analyse géographique des espaces (Di Méo, 2004 ; Gervais-Lambony, 2004) : l'identité, en tant que construit social, est à la fois individuelle et collective, plurielle et fluide, imposée de l'extérieur et intériorisée, mais elle entretient toujours « une relation étroite (...) avec les lieux de l'espace, au travers de leur distinction, de leur désignation, de leur signification affective et symbolique » (Di Méo, 2004, p. 345).

Le rapport identitaire à l'espace peut d'ailleurs être ambigu, lorsque l'identité participe à l'assignation d'une position spatiale, ou autrement dit à la construction d'un « ghetto » (Gervais-Lambony, 2004). C'est précisément ce qu'a montré Kay Anderson (2000) en Amérique du Nord, lorsqu'elle a analysé avec finesse la façon dont l'identité ethnico-raciale est assignée dans un double mouvement social et spatial de relégation au fur et à mesure de la construction du Chinatown de Vancouver sur un siècle. Enfin, la notion d'identité invite aussi à se poser la question de l'identité du lieu (et non plus des individus) et de « la convergence des identités des personnes et de celle du lieu qu'ils habitent (...). C'est bien parce que la ville est faite de et par ceux qui y vivent qu'ils finissent par faire un individu 'identifiable' » (Gervais-Lambony, 2004, p. 483).

La Mission est intéressante en ce qu'elle présente le cas d'un quartier nettement identifié comme hispanique de l'extérieur, mais où les processus d'identification des habitants sont plus complexes qu'il n'y paraît au premier abord. Avec 60 % de population d'origine hispanique en 2000[53], une rue commerçante dominée par des magasins s'adressant à une clientèle hispanique, il émane du quartier une forte atmosphère culturelle

[53] La Mission est ici définie comme l'ensemble des îlots de recensement (*census tracts*) n° 208, 209, 228.1 à 229.03.

hispanique, renforcée par les enseignes et les fresques murales, les bribes de conversations en espagnol, les musiques, les odeurs culinaires, les fêtes qui y sont célébrées chaque année. C'est en ces termes que le *New York Times* le décrit :

> By the day, the Mission District still looks like the workhouse immigrant neighborhood it has been for a hundred years. Old women wearing kerchiefs, pulling shopping carts to mom-and-pop grocery stores, still own the streets. Young mothers wheeling strollers chat in Spanish on street corners. Taquerias selling $3 burritos are packed[54] (Nieves, 2000).

Figure 6 : les « murals » de la 24ème rue (SLF, 2007)

Le quartier est perçu comme un quartier ethnique authentique et animé. Mais j'ai montré toute l'ambigüité du rapport au quartier de ses habitants, loin de l'image de solidarité ethnique véhiculée par les discours portant sur le quartier. Les institutions locales (l'école, l'église, les associations), qui servent presque exclusivement la population hispanique, sont incontestablement nombreuses et dynamiques et s'appuient sur une forte tradition locale d'activisme (Castells, 1983), mais jusqu'à la fin des années 1990, elles fonctionnent de façon segmentée sans réellement fédérer de sentiment identitaire au sein de la population hispanique. En 2000 cependant, en réaction contre le mouvement de gentrification qui s'accélère dans le quartier, un certain nombre d'associations locales se sont unies dans la *Mission Anti-Displacement Coalition* et se sont organisées pour intervenir dans le processus d'aménagement de la ville et ralentir les opérations immobilières qui contribuaient à l'éviction des populations modestes du quartier (voir Chion, 2012 ; Brahinsky *et al.*, 2013).

[54] « Le jour, le quartier de la Mission ressemble toujours au quartier ouvrier d'immigrants qu'il est depuis cent ans. Dans la rue, ce sont encore les femmes âgées portant des fichus et qui se rendent dans les petits magasins avec leurs chariots à provisions qui prédominent. Au coin des rues, de jeunes mères discutent en espagnol derrière leurs poussettes. Les *Taquerias*, où l'on peut acheter des *burritos* pour trois dollars, sont pleines à craquer ».

Reste qu'à l'orée des années 2000, les entretiens réalisés auprès des habitants attestent de rapports contrastés au quartier et nuancent fortement l'idée d'une communauté hispanique soudée et solidaire. Les habitants blancs ont tendance à prendre pour un donné l'identité hispanique du quartier, soit qu'ils s'en réjouissent soit qu'ils la déplorent. Mais les habitants hispaniques eux-mêmes, dont il faut rappeler la grande diversité en termes d'origines nationales (la moitié d'entre eux vient du Mexique, le quart est originaire d'Amérique Centrale et le reste a immigré d'autres pays d'Amérique Latine et des Caraïbes), de durée d'installation (certains sont installés depuis plusieurs générations quand d'autres sont des immigrés fraîchement débarqués) et de statuts (citoyens américains, immigrants légaux ou sans papiers), expriment des sentiments hétérogènes par rapport à la rue commerçante, au quartier, et à la communauté hispanique. Les uns y sont très attachés quand les autres y sont indifférents voire relativement hostiles. Un nombre surprenant d'habitants et de commerçants ont constaté l'absence de sentiment de quartier, telle cette femme, une immigrante du Salvador, qui évoque « les barbelés autour chaque famille » qui lui semblent caractériser l'atmosphère du quartier de la Mission. De même, leurs regards sur le processus de gentrification sont en réalité plus nuancés et ambigus que ne le laisse penser le mouvement de *Mission Anti-Displacement Coalition* (j'y reviendrai plus loin).

Au total, le cas de la Mission montre que la notion de quartier ethnique, ou de *barrio* ici, masque la pluralité des populations qui l'habitent et la diversité des formes de relations qu'elles entretiennent entre elles et avec le quartier. Le quartier est traversé par des tensions, des fragmentations, des forces centrifuges mais aussi centripètes, qui sont fluides et évoluent dans le temps. L'identité du lieu est difficile à saisir et sa « convergence » (Gervais-Lambony, 2004, p. 483) avec celle des individus qui le pratiquent est particulièrement complexe : tous les habitants ne s'accordent pas sur la nature de l'identité du quartier, et même lorsqu'ils le font, qu'ils soient Blancs ou Hispaniques, ils ne s'y identifient pas nécessairement eux-mêmes. Le cas de la Mission permet donc de déconstruire la notion de *barrio* comme modèle de quartier hispanique des villes américaines et la métaphore du « kaléïdoscope urbain » (Mekdjian, 2009) semble plus pertinente pour rendre compte de la multiplicité des points de vue et des rapports de force qui structurent le quartier et son identité.

Quartiers pauvres ségrégués : contraintes ou ressources ?

A partir du cas de la Mission, je me suis intéressée à la ségrégation définie comme état de « division sociale de l'espace urbain » (Roncayolo, 1972 et, plus précisément ici, aux quartiers de concentration de la pauvreté qu'elle définit[55], en élargissant l'analyse à des quartiers d'autres villes des Etats-Unis et d'ailleurs (à travers l'analyse de recherches menées par d'autres). J'ai réfléchi à ce que cela signifie d'habiter et de cohabiter dans des quartiers pauvres ségrégués en termes de ressources et de contraintes (cf. textes 7, 13, 14, 15 et 16).

[55] La ségrégation peut également caractériser des quartiers où sont fortement concentrés les classes moyennes et supérieures, comme plusieurs recherches l'ont montré à propos de l'agglomération parisienne (Pinçon, Pinçon-Charlot, 2001 ; Préteceille, 2006). C'est là un type de ségrégation sur lequel se concentre en partie le programme de recherche que je dirige actuellement (cf. chapitre 4).

Dans les quartiers paupérisés des villes des pays développés, les discours savants et ordinaires tendent en effet à penser la ségrégation comme un problème social, et en présentent le voisinage, c'est-à-dire les relations de cohabitation dans un espace de proximité résidentielle, en termes de contraintes. Une analyse plus poussée montre que les choses sont en réalité plus complexes.

Les contraintes liées à la ségrégation

La ségrégation entraîne son lot de contraintes pour la vie quotidienne des habitants dans les quartiers pauvres des villes des pays développés. C'est ce que les sciences sociales se sont efforcées de saisir depuis plusieurs décennies, comme je l'ai montré dans plusieurs articles de portée générale (cf. textes 7, 15 et 16).

Une contrainte largement étudiée dès les années 1960 concerne la question de l'accès à l'emploi des habitants des quartiers de concentration de la pauvreté. C'est à cette occasion qu'a été avancée l'explication du *spatial mismatch* aux Etats-Unis, résultant de la restructuration de l'économie urbaine et du départ des activités industrielles vers les banlieues au moment même où les populations les plus fragiles se concentraient dans les villes-centre. On a vu que le rôle du *spatial mismatch* a été vivement débattu outre-Atlantique et que d'autres chercheurs ont mis en avant, pour expliquer les forts taux de chômage affectant les quartiers pauvres des villes-centre, la persistance des discriminations raciales ou une inadéquation entre les qualifications de l'offre et de la demande d'emploi. En France aussi la question du lien entre chômage et ségrégation a été soulevée à partir des années 1990 (Fol, 2009). L'accès différentiel à l'emploi, discuté en termes de catégories socioprofessionnelles plutôt que groupes ethno-raciaux, ne se décline pas ici dans une opposition centre-périphérie ; il révèle en revanche aussi une dimension spatiale intéressante, dans la mesure où, en Ile-de-France, les cadres bénéficient d'espaces d'emplois concentrés et cohérents par rapport à leurs lieux de résidence, alors que les emplois peu ou non qualifiés sont davantage dispersés dans l'agglomération, ce qui complique considérablement la démarche de recherche d'emploi (Marpsat, Laurent, 1997 ; Korsu, Wenglenski, 2012).

La vie quotidienne des habitants des quartiers ségrégués pâtit d'autres types de difficultés directement liées à la concentration de la pauvreté. [56] La question de l'école en est emblématique, et le creusement des inégalités scolaires a largement été mis en évidence dans nombre de pays du Nord : la ségrégation urbaine a en effet un fort impact sur la qualité et la diversité de l'offre scolaire au sein des agglomérations, aux Etats-Unis comme en France (Oberti, 2007). De plus, paradoxalement, la concentration ethnique de populations défavorisées dans des quartiers ne s'accompagne pas nécessairement d'une mobilisation plus forte et d'une représentation politique plus efficace, loin s'en faut (Le Texier, 2006 ; Douzet, 2007). Plus généralement, c'est le « droit à la citoyenneté sociale » (Van Kempen, 2002), c'est-à-dire l'accès aux ressources et services répondant aux besoins de première nécessité, qui est considérablement plus restreint dans les quartiers pauvres ségrégués : même lorsque les services publics sont encore présents dans ces quartiers, ils sont

[56] Le colloque intitulé « Des frontières indépassables ? », que j'ai co-organisé les 30 novembre, 1er et 2 décembre 2011 à l'Université de Paris 8 et de Cergy-Pontoise, avec Frédérick Douzet, Béatrice Giblin et Diana Burgos, a contribué d'ailleurs à approfondir l'exploration des dimensions dans lesquelles la ségrégation urbaine impacte la vie quotidienne des habitants (école, politique, aménagement, etc.).

rapidement détériorés par le phénomène de *crowding* (quand un trop grand nombre de personnes ayant les mêmes problèmes utilisent les mêmes services publics dont les financements sont limités, la qualité de ces services se dégradent et créent de longues files d'attente, des démarches interminables, etc). Enfin, la concentration de la pauvreté pèse également sur la santé des habitants : le phénomène a été révélé aux Etats-Unis depuis les années 1980 avec l'émergence de mouvements de lutte pour la justice environnementale (Cutter, 1995 ; Blanchon, Moreau, Veyret, 2009).

Enfin, la vie quotidienne dans les quartiers ségrégués pose la question des « effets de quartier », c'est-à-dire les effets de ces quartiers sur les sociabilités et les destins sociaux de leurs habitants. La littérature abonde en particulier aux Etats-Unis sur les impacts de la concentration de la pauvreté sur le capital social et les trajectoires sociales des individus (voir Bacqué, Fol, 2007). En France, la problématique des « effets de quartier » est nettement moins présente dans les recherches, ce qui reflète une défiance historique des sociologues français envers l'idée de la dimension spatiale des phénomènes sociaux (Authier, 2007). Reste que récemment, quelques travaux se sont intéressés aux effets des quartiers ségrégués sur les destins sociaux, principalement à partir de la question de la scolarité (Beaud, 2002 ; Maurin, 2004). Dans le contexte de ces travaux, je me suis pour ma part intéressée plus précisément à la question de la violence et à ses impacts sur la sociabilité et le rapport au quartier.

La violence et ses impacts sur les relations sociales

La concentration de la pauvreté dans des quartiers ségrégués fait peser un certain nombre de contraintes sur les relations sociales au sein et en dehors du quartier. Loin de l'image des quartiers populaires aux relations de voisinage intenses et solidaires, ils sont plutôt présentés comme des espaces emblématiques de la dégradation des relations sociales. Dans les ghettos américains (Anderson, 1990 et 1999) comme dans les « quartiers d'exil » français, des travaux montrent que la violence devient quotidienne (Dubet et Lapeyronnie, 1992 ; Beaud, Pialoux, 2003 ; Mazdou, Bacqué, 2008). Selon la perspective des travaux sur l'*underclass*, certains habitants des quartiers fortement marqués par la pauvreté et la ségrégation, en réaction contre la persistance de leur relégation sociale, économique et spatiale, ont développé une culture spécifique, qui se définit en opposition à la société dominante (Massey et Denton, 1993) : les valeurs du travail, de la famille, de l'église et du bon voisinage sont rejetées alors qu'émerge une culture de la drogue qui se traduit par une forte augmentation de la criminalité et de la violence.

Dans ce contexte, de nombreux chercheurs ont montré comment ces violences se sont souvent développées en rapport avec les gangs[58], qui ont proliféré à partir des années 1980 et 1990 aux Etats-Unis (Klein, 1995), et c'est une question à laquelle j'ai été amenée à m'intéresser (cf. texte 13). Le phénomène des gangs, loin d'être une nouveauté urbaine, avait déjà été observé par un sociologue de l'Université de Chicago dans les années 1920 (Thrasher, 1927), et il a été établi la manière dont leur développement, en particulier dans les quartiers pauvres hispaniques, résulte surtout des « marginalités multiples » subies par

[58] J'adhère ici à la définition des gangs que propose Malcolm Klein : il s'agit de groupes de jeunes, garçons ou filles, souvent impliqués dans des activités délinquantes mais qui ne possèdent pas d'objectifs définis (par opposition aux organisations criminelles comme les gangs de prison, les mafias, les cartels de drogue, etc.) (Klein, 1995).

les jeunes immigrants ou enfants d'immigrants hispaniques au sein des *barrios* (Vigil, 1988). Alors que les gangs hispaniques à Los Angeles ont fait l'objet d'une abondante littérature, ceux de San Francisco ont peu été étudiés, et j'ai donc entrepris d'analyser leur présence dans le cas de la Mission à San Francisco, où tous les habitants que j'interrogeais dans le cadre de mes recherches sur leurs rapports aux quartiers en venaient systématiquement et spontanément à aborder leur sentiment d'insécurité en raison de la présence de gangs. J'ai montré comment les gangs ont évolué dans le quartier (en termes d'ethnicité, et en termes d'activités et de niveau de violence), j'ai analysé leurs liens à plus grande échelle avec les migrations hispaniques et avec le système des gangs californiens (*Nortenos* et *Surenos*), j'ai souligné l'importance centrale du territoire et de son marquage, et j'ai montré comment se déploie concrètement la vie quotidienne d'un gang member et ce que cela révèle de son rapport au quartier, à partir du récit de vie d'un jeune habitant de la Mission[59].

Dans le cadre du Festival International de Géographie de 2006 portant sur « Les Amériques entre rêve et modèle », j'ai été sollicitée pour élargir mes réflexions sur les liens entre quartiers hispaniques, gangs et violence en interrogeant le processus de mondialisation des gangs hispaniques présents sur le territoire états-unien. A partir de mon travail de terrain sur les gangs hispaniques de San Francisco, et d'une revue de la littérature scientifique (en sociologie et en criminologie), des articles de presse et de rapports émanant de diverses institutions américaines, j'ai cherché à faire une analyse critique des discours politiques et médiatiques sur la question de l'internationalisation des gangs hispaniques, et plus particulièrement des célèbres *18th Street* et *Mara Salvatrucha* (*MS13*). J'ai commencé par montrer la prolifération des gangs de rue hispaniques aux Etats-Unis et en Amérique Centrale (et les limites des mesures quantitatives proposées par les différentes sources identifiées) et par souligner l'augmentation indéniable de leur niveau de violence, avant d'interpréter la montée en puissance concomitante de la « panique morale » exprimée à travers la presse et les discours des autorités états-uniennes et centraméricaines à la lumière de leurs contextes spécifiques. Puis j'ai montré la grande complexité des liens entre les gangs et la question des migrations (à différentes échelles et dans les deux sens, entre l'Amérique Centrale et les Etats-Unis) ainsi que leurs impacts sur les territoires concernés. Enfin, parler de « ramifications internationales des gangs », c'est faire l'hypothèse de gangs fortement structurés et organisés de part et d'autre de la frontière. Or des études montrent qu'il existe une multitude de formes de gangs plus ou moins engagés dans les trafics de drogue et la criminalité ; les liens entre ces différentes formes de gangs ne sont pas aussi systématiques et structurés que ne le laissent entendre les discours communs, et les plus gros effectifs de *gang members* sont en réalité engagés dans les *gangs* les moins organisés et les moins directement liés au trafic et aux extorsions (US Aid, 2006). Au total, ces réflexions, qui mériteraient d'être mises à jour à la lumière de nouvelles recherches parues sur la question (Hagedorn, 2007 ; Hagedorn, 2008), mettent en avant l'articulation complexe

[59] Le projet de cet article n'est pas sans rappeler, toutes proportions gardées, celui de Marie-Hélène Bacqué avec Lamence Mazdou dans *J'étais un chef de gang* (2008), racontant « de l'intérieur » l'expérience d'un chef de gang de la banlieue parisienne à travers un récit autobiographique (suivi d'une mise en perspective sociologique). On peut noter au passage que c'est cette même perspective (« de l'intérieur ») que Stéphane Beaud a adoptée avec Younès Amrani : dans *Pays de Malheur ! Un jeune de cité écrit à un sociologue* (2005), ils évoquent eux aussi la vie quotidienne d'un jeune dans une banlieue défavorisée et les barrières à son destin social auxquelles il est confronté, dans un style un peu différent puisque les auteurs ont choisi dans ce cas la forme de la correspondance et non celle du récit autobiographique.

des échelles, du local au global, pour comprendre le phénomène de la violence des gangs de rue dans les quartiers centraux des villes américaines.

A côté des gangs, des chercheurs ont mis en avant une forme plus insidieuse de violence qu'il me semble important de rappeler tant elle est invisible aux yeux de la société dominante : il s'agit ici de la violence que certains jeunes habitants commettent sur eux-mêmes. Un nombre non négligeable de jeunes issus des quartiers pauvres ségrégués sombrent dans l'alcool, la drogue, la délinquance, la prison, mais aussi la folie, le suicide, l'accident de la route (qui peut être interprété comme une forme d'autodestruction). Stéphane Beaud qualifie ce phénomène, dans le cas de la France, de véritable « hécatombe sociale » (Amrani, Beaud, 2004, p. 223).

Enfin, les événements qui ont secoué de nombreuses villes en France en 2005 et, plus récemment, en Angleterre en 2011, rappellent que la violence a épisodiquement éclaté sous la forme d'émeutes aux Etats-Unis, en France et en Grande-Bretagne depuis les années 1960. De nombreuses recherches ont cherché à interpréter les causes profondes de ces émeutes, et ont mis en avant trois causes principales[61] qui se conjuguent dans l'espace des quartiers pauvres ségrégués : le facteur racial (la discrimination et le racisme subi par les habitants des quartiers concernés), le facteur social (la précarisation et la paupérisation des couches populaires), et le facteur spatial (ségrégation et dégradation des quartiers les plus favorisés, stigmatisation) (Lagrange, Oberti, 2006).

Quotidiennes ou épisodiques, individuelles ou collectives, exercées contre les autres ou tournées contre soi, visibles ou invisibles, ces violences se produisent pour la plupart au sein des quartiers les plus déshérités. Elles peuvent être encore renforcées par une forme de violence imposée de l'extérieur aux habitants de ces espaces : la stigmatisation territoriale. Loïc Wacquant montre par exemple comment les cités des banlieues françaises sont entachées d'une image négative, qu'il qualifie de « souillure de lieu » (Wacquant, 2006, p. 246) : la société dominante assimile les habitants à l'image qu'elle se fait de la cité où ils vivent, et qui se décline autour des idées de misère, de délinquance, de violence et de dégradation morale. Autrement dit, ils se voient assigner une identité collective qu'ils n'ont pas choisie et qui est figée dans l'espace (Gervais-Lambony, 2004). Les habitants subissent cette « infamie territoriale » (Wacquant, 2006, p. 246) très concrètement dans de nombreux faits et gestes de leur vie quotidienne et dans leurs relations sociales avec les gens de l'extérieur : lorsqu'ils recherchent un emploi, lorsqu'ils souhaitent contracter un emprunt auprès d'une banque, ou dans leurs face-à-face avec la police ou les services sociaux, mais aussi dans leurs relations amoureuses ou dans les conversations avec leur entourage.

L'ensemble de ces contraintes liées à la concentration spatiale de la pauvreté, quelles que soient leurs causes, et qu'elles proviennent de l'intérieur ou de l'extérieur du quartier, ont un fort impact sur le rapport des habitants concernés à leur quartier. Certains, intériorisant les valeurs négatives assignées à leur lieu de résidence et, partant, à leur propre identité, prennent leur distance par rapport à leur quartier, se méfient de leurs voisins et évitent de fréquenter les espaces publics. D'autres s'approprient au contraire l'identité territoriale qui leur est imposée et la revendiquent en la positivant. Ceux-là attestent alors d'un véritable attachement au quartier, qui constitue pour eux dès lors une ressource

[61] Pour une revue critique des interprétations sociologiques des émeutes de 2005 en France, on se peut se reporter à l'article de Frédéric Ocqueteau (Ocqueteau, 2007).

symbolique non négligeable. Car on oublie trop souvent que les quartiers ségrégués pauvres constituent aussi des ressources pour leurs habitants.

Les ressources locales des quartiers ségrégués

Aujourd'hui, les quartiers ségrégués pauvres des villes des pays du Nord ont plutôt tendance à être pensés comme des espaces de contraintes et de délitement social, à l'inverse de la conception des quartiers populaires de ces mêmes villes dans les années 1950 et 1960 (Gans, 1962 ; Coing, 1966 ; Certeau *et al.*, 1994), et à l'inverse aussi de la conception des quartiers des villes contemporaintes du Sud (les politiques d'aide au développement envisagent plutôt ceux-ci comme les supports de formes de solidarité et de mobilisation). Or un certain nombre de travaux ont montré récemment que, dans les pays développés aussi, le quartier et le voisinage peuvent constituer aujourd'hui des ressources importantes pour la vie quotidienne, d'ordre matériel, social et symbolique, de leurs habitants (cf. texte 7).

Figure 7 : Les commerces hispaniques de la 24ème rue dans la Mission (SLF, 2010)

Tout d'abord, ils peuvent offrir un certain nombre de ressources matérielles. Le cas de la Mission à San Francisco montre par exemple que la rue commerçante représente un pôle important pour la population hispanique (cf. texte 10) : elle concentre produits et services spécifiques à la culture hispanique (fruits et légumes provenant d'Amérique latine, plats cuisinés mexicains, mais aussi magasins de *soccer* (football en français, par opposition au football américain), boutiques de téléphone et de voyages à prix réduits, ou services d'envoi d'argent et d'encaissement de chèques) et certains habitants insistent sur l'adéquation des tarifs pratiqués par les magasins alimentaires par rapport à leur budget restreint. Le quartier regroupe également un grand nombre d'associations locales destinées à servir les besoins des populations à faibles revenus (besoins légaux, médicaux, ou relatifs aux questions du logement, de l'emploi, ou de l'éducation). L'ensemble de ces achats et démarches peuvent y être effectués en espagnol, et ce n'est pas anodin pour de nombreux immigrants habitant le quartier, tel ce couple de résidents franco-espagnols âgés de près de

80 ans, installés dans le quartier depuis quarante ans, et qui justifie ainsi le fait qu'ils ne sachent toujours pas parler anglais. C'est aussi souvent dans l'espace de proximité que les catégories les plus défavorisées, moins mobiles, cherchent des emplois, comme le montre Sylvie Fol dans le cas des agglomérations de San Francisco et de Paris, soit qu'elles jugent le coût de la mobilité supérieur au gain du salaire espéré, soit qu'elle ne se sentent pas à l'aise loin de leur quartier de résidence (Fol, 2010).

L'accès à ces ressources matérielles repose en partie sur la mobilisation de réseaux sociaux locaux. Des enquêtes ont montré que les relations de voisinage continuent à reposer en bonne partie sur la famille, malgré un processus croissant d'individuation – que l'on observe d'ailleurs également dans les pays du Sud (voir par exemple Marie, 2008). Ainsi, les grandes enquêtes de l'INED *La famille et ses proches* puis *Biographies et entourage* ont souligné la proximité résidentielle de la parenté respectivement en France et en Ile-de-France (Bonvalet, 2003 ; IAURIF, 2006). Elles ont fait apparaître que dans les milieux ouvriers et employés, les relations de voisinage sont particulièrement marquées par la présence de la famille. Les visites à la parenté constituent une grande part des pratiques des habitants, et elles ne sont pas toujours motivées par l'entraide et l'échange de services (Lareau, 2003 ; Fol, 2010). Lorsque leur famille n'est pas présente, les habitants peuvent avoir recours à des « proches » ou à des voisins, qu'ils distinguent nettement selon une hiérarchie affective. Les réseaux sociaux locaux reposent aussi sur des *public characters* ou « figures locales » :

> A public character is anyone who is in frequent contact with a wide circle of people and who is sufficiently interestd to make himself a public character. A public character need have no special talents or wisdom to fulfill his function - although he often does. He just needs to be present, and there need to be enough of his counterparts. His main qualification is that he *is* public, that he talks to lots of different people[62] (Jacobs, 1961, p. 68).

Ces « figures locales » sont souvent des commerçants, ou des individus engagés dans des activités politiques, sociales, culturelles ou religieuses. Elles ne sont d'ailleurs pas nécessairement pourvues d'une présence et d'une activité stable et légale, et des travaux ont montré que certains vendeurs de rue et autres mendiants, à New York, peuvent aussi contribuer à maintenir un certain ordre social (Duneier, 1999). Enfin, les gangs aussi peuvent être considérés comme une ressource sociale, non seulement pour leurs membres, mais parfois aussi pour leur quartier : dans certains quartiers de Los Angeles, les gangs hispaniques fonctionnent finalement comme une véritable institution locale en rendant au quartier des services qu'aucune autre institution ne lui fournit (protection, aide aux personnes âgées, etc.) (Sanchez-Jankovski, 1991). Le vocabulaire utilisé par les gangs atteste d'ailleurs des liens étroits entre le gang et le quartier, puisque le terme de « *neighborhood »* est aussi utilisé pour signifier le gang lui-même (cf. texte 13). Les quartiers les plus défavorisés peuvent donc constituer des ressources relationnelles ou sociales importantes pour les habitants.

Enfin, ces quartiers représentent parfois une ressource symbolique non négligeable pour certains habitants. La forte présence de la famille contribue en partie à expliquer leur

[62] « Peut être considérée comme figure locale toute personne en contact régulier avec un vaste cercle de gens et qui éprouve un certain intérêt à endosser le rôle de figure locale. Une figure locale n'a pas besoin de sagesse ou de talents particuliers pour remplir sa fonction – même si c'est souvent le cas. Elle doit simplement être présente, et il faut qu'elle ait suffisamment d'homologues. Ce qui la qualifie principalement comme telle, c'est d'être réellement publique, et de parler à des personnes nombreuses et variées ».

attachement au quartier (Fol, 2010). Mais aussi et surtout, plusieurs sociologues ont montré la façon dont les jeunes de quartiers ségrégués, en France comme aux Etats-Unis, revendiquent l'identité territoriale qui leur est assignée dans un processus de retournement du « stigmate » (Goffman, 1963) associé à leur quartier (Wacquant, 2006 ; Beaud, 2002 ; Beaud, Pialoux, 2003).

C'est aussi ce qu'illustre le cas des gangs hispaniques de la Mission à San Francisco (cf. texte 13). La notion de territoire est en effet au cœur de leur culture : en assimilant les termes de quartier et de gang, en prenant le nom de lieux du quartier (par exemple le gang *San Francisco Mission*, ou le gang *Twenty-Two Bryant* – du nom de l'intersection de deux rues du quartier), en investissant l'espace de graffitis destinés à marquer leur « *turf* » (terme argotique anglais signifiant le « territoire »), en s'engageant à défendre leur quartier jusqu'à la mort, ils s'approprient le territoire. C'est ce qu'explique Angel, un jeune (*ex) gang member* :

> I did a lot of things for my neighborhood. I thought my neighborhood was my life. And not even a piece of street belongs to me.
>
> [*What did you do for your neighborhood?*] You know, just things I really can't say. Bad things. Just like defending the territory. If you're in a war, you've got to defend your territory.[63]

Ainsi, comme le révèle l'entretien avec Angel, son identité individuelle se confond avec l'identité de son quartier et de son gang. Cela renvoie précisément à ce que Abdelmalek Sayad a qualifié de « volonté pathétique de s'approprier un monde impossible » (Sayad, cité par Beaud, Pialoux, 2003, p. 341). Et lorsqu'il réalise l'illusion de la fusion entre le quartier et sa propre identité, ou autrement dit lorsqu'il comprend que le quartier ne constitue pas la ressource symbolique absolue qu'il croyait, il exprime à la fois un sentiment d'amertume et un sentiment d'espoir pour un avenir meilleur que cette prise de conscience lui fait entrevoir.

> You're fighting over nothing. I mean it's stupid because we are fighting *Latinos* between *Latinos*. It wouldn't be stupid if we were fighting for something. But we are really not fighting for nothing. Supposedly we're fighting for a street. But that street doesn't belong to us. That street belongs to San Francisco.[64]

D'où un rapport ambigu au quartier dès lors qu'il a quitté le gang, entre un attachement très fort (il dit à plusieurs reprises qu'il « l'adore ») et un besoin de s'en tenir à distance.

En toute ignorance de ces importantes ressources locales, matérielles, sociales, affectives et symbolique, que constituent les quartiers défavorisés pour leurs habitants les discours et les politiques se sont récemment multipliées en faveur de la mixité résidentielle et de la mobilité, aux Etats-Unis comme en France et il nous faudra revenir plus loin sur les pièges d'une telle pensée « politiquement correcte ». Quoiqu'il en soit, prendre la mesure nuancée

---

[63] « J'ai fait plein de choses pour (*défendre*) mon quartier (*dans le sens de « gang »*). Je croyais que mon quartier, c'était ma vie. Et en fait, même pas un petit bout de rue m'appartient vraiment. (*Qu'est-ce que tu as fait pour ton quartier ?*) Eh bien, juste des trucs que je ne peux pas vraiment dire. Des trucs pas bien. Comme défendre le territoire. Si tu es en guerre, tu es obligé de défendre ton territoire ».

[64] « On se bat sans raison. Je veux dire, c'est stupide parce qu'on se bat *Latinos* contre *Latinos*. Ce ne serait pas stupide si on se battait pour quelque chose. Mais en fait on se bat sans raison. On est censé se battre pour une rue, mais cette rue ne nous appartient pas. Cette rue appartient à San Francisco ».

des contraintes et des ressources des quartiers ségrégués pauvres est une première étape vers un questionnement nécessaire sur les rapports que le phénomène de ségrégation entretien avec la question fondamentale de la dimension spatiale de la justice sociale, alors que celle-ci est de plus en plus couramment invoquée pour justifier les politiques mises en place.

La ségrégation à l'aune de la question de la justice spatiale

Alors que les chercheurs américains n'ont pas cessé de débattre des rapports entre l'espace et l'idée de justice depuis les années 1970, rares ont été les géographes à s'intéresser en France à cette question, malgré l'ouvrage pionnier d'Alain Reynaud intitulé *Société, Espace et Justice* (1981), et à l'exception de Bernard Bret à propos des inégalités régionales au Brésil (Bret, 2000 et 2002). C'est autour de Philippe Gervais-Lambony, à l'Université de Paris Ouest-Nanterre qu'un groupe de chercheurs s'est constitué en 2006 pour réfléchir à la problématique de la « justice spatiale ». Dans le cadre des multiples activités organisées par ce groupe, j'ai publié un certain nombre d'articles, seule ou en collaboration, visant à explorer les relations entre espace et justice, tout en interrogeant plus particulièrement la notion de ségrégation urbaine à la lumière de ces réflexions (cf. textes 15 à 25).

L'émergence de la question de la justice spatiale

Ces toutes dernières années, la « justice spatiale » a émergé comme question de recherche dans la géographie française, comme en atteste le chapitre que lui consacre l'ouvrage édité par le Comité National Français de Géographie (CNFG) en lien avec la conférence de l'Union Géographique Internationale (UGI) de 2012, et qui présente les tendances contemporaines de la géographie en France (Dubresson, Veyret, 2012). L'origine de cette dynamique naissante se situe dans un séminaire de recherche rassemblant une quinzaine d'enseignants-chercheurs (dont je fais partie) et dirigé par Philippe Gervais-Lambony à l'Université de Paris Ouest-Nanterre.

Parce que les politiques publiques territoriales (en France et ailleurs, et à différentes échelles) invoquent de plus en plus systématiquement la notion de justice pour légitimer leur action, il nous a semblé nécessaire et urgent de mener une réflexion sur les liens entre la justice et l'espace. Cette réflexion repose sur l'idée que la société est profondément spatiale et que, inversement, l'espace est fortement social : l'espace est à la fois le reflet, le produit, la matrice et l'enjeu de la société et des groupes qui la constituent. L'idée de justice, ou autrement dit le type de contrat social auquel les sociétés adhèrent, s'inscrit donc nécessairement dans l'espace. Les philosophes sont les premiers à s'être intéressés à la notion de justice, et l'on sait que ses définitions varient sensiblement, selon les époques et selon les sociétés, ce qui pose la question de l'universalité de la justice. Aujourd'hui, on tend à penser la justice soit en terme de « redistribution » (des ressources, des opportunités, etc.) (Rawls, 1971), soit en terme de « reconnaissance » (des différences résultant des identités sociales ou culturelles) (Young, 1990), soit encore, dans un effort de résolution de cette contradiction apparente, en terme de « représentation » (c'est-à-dire la reconnaissance de l'égale dignité et de l'égale participation, notamment politique, des individus à la société) (Fraser, 2005). Le concept de « justice spatiale » vise à interroger spécifiquement la

complexité des interactions entre justice sociale et espace. Il a été récemment développé aux Etats-Unis par des géographes comme Edward Soja (Soja, 2010), et en France, il doit en bonne partie son émergence aux travaux de notre groupe.

Ce séminaire a ainsi été l'occasion de discuter de la pertinence de la notion de la justice pour la géographie, des champs dans lesquels elle peut être interrogée, de la question de l'engagement des chercheurs, des différentes théories de la justice avancées par des philosophes (principalement Johns Rawls, Iris Young, Amartya Sen, Jean-Pierre Dupuy et Nancy Fraser), de la façon dont géographes et urbanistes se sont saisis de l'idée de justice surtout aux Etats-Unis (David Harvey, Ed Soja, Susan Fainstein ou Peter Marcuse pour n'en citer que quelques uns). Il a donné lieu à un numéro spécial de revue dans lequel nous avons souhaité présenter ces premières réflexions à la communauté scientifique française, et que les *Annales de Géographie* ont publié en 2009. De plus, très vite, constatant le contraste entre la carence des travaux des géographes francophones sur le sujet et la masse des publications par leurs collègues anglophones, le besoin d'échanger avec des chercheurs d'autres horizons géographiques s'est fait ressentir, et l'idée d'un colloque international a fait son chemin.

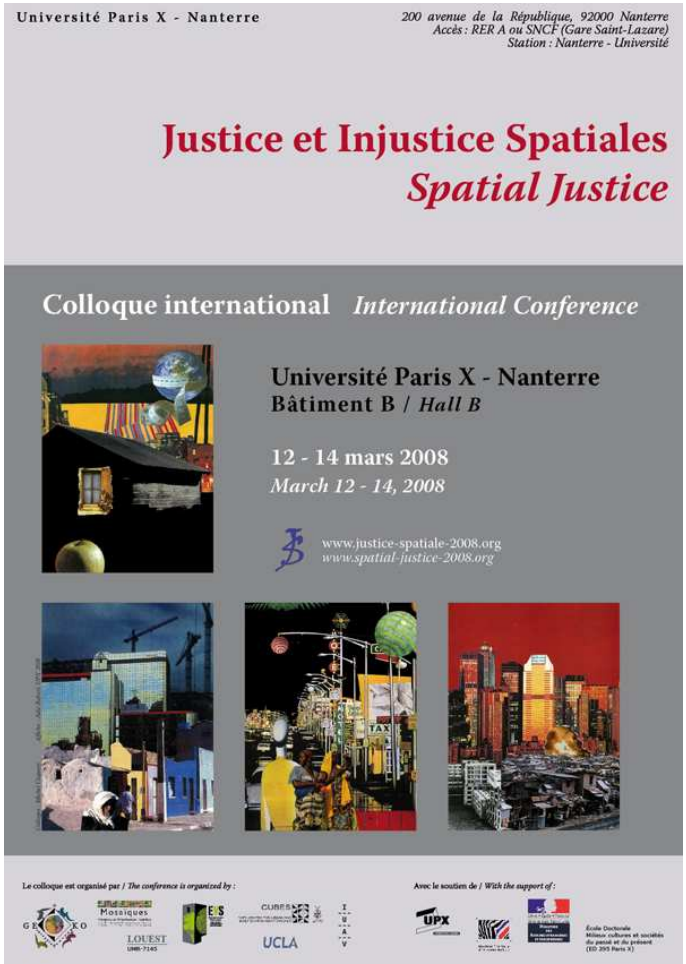

Figure 8 : L'affiche du colloque « Justice et injustice spatiales » (réalisée par J. Robert, d'après des collages de M. Coquery)

Le colloque « Justice et injustices spatiales », que j'ai co-organisé avec Philippe Gervais-Lambony, Frédéric Dufaux et Sophie Moreau, a eu lieu en mars 2008 à l'Université de Paris Ouest-Nanterre. Le texte de l'appel à contribution était le produit des réflexions du séminaire préparatoire, qui nous a régulièrement réunis pendant près de deux ans. Le colloque a rencontré le succès escompté : plus de 90 communications ont été présentées, organisées dans 6 ateliers thématiques sur 3 journées pleines, auxquelles ont participé plus de 250 personnes de 16 nationalités. De plus, au cours de cet événement scientifique, de nombreux chercheurs, jeunes et moins jeunes, venus de France et d'ailleurs, ont manifesté leur intérêt pour les discussions engagées autour des communications, et ont exprimé le souhait de ne pas en rester là.

La revue *Justice Spatiale/Spatial Justice (JSSJ)* est née pour répondre à ce besoin de poursuivre les échanges sur la question de la justice spatiale. Créée en été 2008, Philippe Gervais-Lambony en a naturellement assumé la direction et j'en suis devenue rédacteur en chef adjointe, aux côtés de Frédéric Dufaux, Claire Hancock et Sophie Moreau (textes 19 à 23). Très vite le principe d'une publication électronique, entièrement bilingue français/anglais a été décidé, ce dernier point constituant le gage de la possibilité d'un dialogue entre les milieux scientifiques francophones et anglophones. Dans le « Projet scientifique » que nous avons co-écrit, nous appelons les auteurs de différentes disciplines et de différents horizons géographiques à diffuser leurs réflexions sur les rapports entre justice et espace, et nous esquissons plusieurs pistes épistémologiques et thématiques dont ils pourraient se saisir (texte 19). La revue en est actuellement à son quatrième numéro (www.jssj.org) : le premier a visé à lancer le débat sur la justice et l'espace avec un premier ensemble de textes théoriques sur les liens entre justice, espace et société et un second groupe d'articles s'intéressant plus précisément à la ville (*JSSJ* n°1, 2009) ; puis la question de la justice environnementale a été abordée, partant du constat d'un important décalage de cette thématique entre les recherches anglophones et les travaux francophones (*JSSJ* n°2, 2010) ; la question du genre et des identités sexuelles a fait l'objet du troisième numéro, contribuant à l'émergence de ce champ dans la géographie française (*JSSJ* n°3, 2011) ; enfin, le dernier numéro interroge la notion de sécurité à l'aune de la justice spatiale (*JSSJ* n°4, 2011).

Justice spatiale, ville et ségrégation

Ces réflexions sur la question de la « justice spatiale », autour du séminaire, du colloque puis de la revue *JSSJ*, m'ont conduite à repenser la question de la ségrégation telle que je l'avais abordée jusque-là dans mes travaux à la lumière de la notion de « justice spatiale » (cf. textes 15, 16 et 17).

Il m'a semblé important en particulier de revenir sur un présupposé récurrent de la vaste littérature portant sur la ségrégation urbaine : celui selon lequel la ségrégation est injuste par essence. A la lumière des différentes théories (philosophiques) de la justice et en m'appuyant sur les principaux travaux de diverses sciences sociales sur le phénomène de ségrégation, j'ai cherché à expliciter les liens entre ségrégation et justice, ou plus exactement, entre ségrégation et justice spatiale[65]. J'ai ainsi mis en lumière la grande

[65] J'ai commencé à réfléchir à cette question dans le cadre du séminaire « Justice et injustices spatiales » et j'ai publié ces analyses dans les *Annales de géographie* (cf. texte 15). Ayant eu ensuite l'occasion de présenter ces

complexité des rapports entre ces termes. Pour ce faire, il faut d'abord rappeler qu'il est nécessaire de distinguer la ségrégation comme processus de mise à l'écart et la ségrégation comme état de division sociale de l'espace urbain.

Tout d'abord, la ségrégation envisagée comme processus résulte de plusieurs forces distinctes (mais qui peuvent éventuellement se combiner) : elle peut en effet être produite par des processus de discrimination ethno-raciaux, par des forces socio-économiques structurelles, ou par la somme de décisions individuelles (Schelling, 1978). Or le caractère « juste » ou « injuste » de chacune de ces forces n'est pas aussi évident qu'on pourrait le penser. Ainsi, la discrimination ethno-raciale intentionnelle, même lorsqu'elle vise à mettre à l'écart un groupe de population jugé indésirable pour protéger la société d'une « contamination » (privant ces individus à la fois de liberté, d'égalité et de reconnaissance politique), n'a pas toujours été pensée comme une injustice. En Inde par exemple, le système des castes (dans lequel on retrouve la notion de race) considère ces discriminations comme justes : elles s'inscrivent en effet dans une vision holiste de la société, qui considère la hiérarchie sociale comme fondement même de la justice (Dumont, 1966 ; Dupuy, 2005). Cet exemple montre bien qu'il est indispensable de replacer la question de la ségrégation (et ici plus particulièrement des politiques de discrimination) dans le contexte de la façon dont une société conçoit la justice. Il pose aussi la délicate question de l'universalité de la notion de justice.

Par ailleurs, les sciences sociales ont montré depuis longtemps le rôle des forces socio-économiques structurelles dans la ségrégation. Là encore, le caractère juste ou injuste de ces forces n'est pas aussi évident qu'on pourrait le penser. Un nombre important de chercheurs considère ainsi que le capitalisme repose intrinsèquement sur l'exploitation de certains groupes sociaux. C'est le cas en particulier de géographes et de sociologues se réclamant de la mouvance « radicale » (depuis Castells, 1972 et Harvey, 1973), ou plus récemment de chercheurs développant une approche critique de la ville néolibérale[66] (Sassen, 1991 ; Brenner et Theodore, 2002). Dans cette perspective, l'injustice de ces processus ne fait pas de doute dans la mesure où l'exploitation est une forme d'injustice, comme l'a montré la philosophe Iris Young (1991). Mais d'autres chercheurs, plus proches

réflexions lors de diverses communications réalisées aux Etats-Unis entre 2008 et 2010 et souhaitant poursuivre, au-delà de ces événements ponctuels, les débats stimulants qu'elles ont suscité avec des chercheurs non francophones, il m'a semblé important de les publier, légèrement remaniées, dans une revue anglophone (cf. texte 16).

[66] La question de l'articulation entre capitalisme néo-libéral, ville et justice retient l'attention de plus en plus de chercheurs non seulement dans les pays anglophones mais aussi, plus récemment, en France. Ainsi, c'est cette perspective qu'ont adoptée une bonne partie des contributeurs (anglophones et francophones) du livre *Ségrégation et justice spatiale* (2012), tiré de l'axe « Ségrégation et injustices spatiales » du colloque « Justice et injustices spatiales » (2008), et que je coordonne avec Sylvie Fol et Marianne Morange (cf. texte 17). De même, le colloque « La ville compétitive, à quel prix ? » (2012) (organisé par le CNFG et le Programme JUGURTA-ANR « Les Suds » à l'Université de Paris Ouest-Nanterre les 19, 20 et 21 janvier 2012 – au comité scientifique duquel j'ai participé) a visé à analyser les conséquences de l'injonction à la compétitivité faite aux villes dans le contexte du néo-libéralisme mondialisé. L'une des sessions de ce colloque, que j'ai co-présidée avec Myriam Houssay-Holzschuch, a porté d'ailleurs plus précisément sur la question des « approches radicales et critiques de la ville ». Il faut aussi évoquer le numéro de *Justice Spatiale/Spatial Justice*, intitulé « Villes, néolibéralisation et justice spatiale », coordonné par Sylvie Fol et Marianne Morange et actuellement en préparation. Enfin, on peut mentionner les recherches actuellement menées par Cécile Gintrac dans le cadre de sa thèse (que je co-dirige avec Philipe Gervais-Lambony), sur la question des approches radicales et critiques de la ville.

des réflexions de John Rawls (selon lesquelles la justice consiste en un processus de maximisation de la part des individus les plus faibles de la société), s'interrogent sur les capacités de ce système économique à améliorer la condition des groupes sociaux défavorisés, sous réserve d'un certain nombre de réformes (voir par exemple Dupuy, 1992).

Enfin, les processus de ségrégation ne sont pas toujours produits par la contrainte (celle des actions politiques discriminantes ou celle des forces économiques) mais peuvent résulter au contraire de décisions individuelles spontanées. Dans ce cas, ils consistent en ce qu'on peut qualifier d'une « agrégation volontaire » d'individus. Ainsi certaines populations « ethniques » choisissent-elles de se concentrer spatialement dans certains quartiers pour différentes raisons : pour bénéficier des ressources communautaires, pour pouvoir mener une vie communautaire, ou même, dans le cas de villes où les tensions ethniques sont fortes, pour se protéger contre des attaques extérieures. Mais ce désir d'entre-soi ne caractérise pas seulement les populations ethniques socialement défavorisées : il s'observe également dans les couches moyennes et supérieures de la société, comme le montrent l'exemple des *gated communities* ou des « beaux quartiers » (parisiens par exemple : cf. Pinçon, Pinçon-Charlot, 1989). Quoiqu'il en soit, il semblerait que l'agrégation ne puisse être considérée comme injuste en soi puisque que résultant de décisions volontaires et non d'une contrainte discriminante. Mais d'une part les sciences sociales depuis Durkheim n'ont cessé de mettre en doute la liberté d'action des individus en montrant le poids des déterminations socio-économiques et culturelles. Et d'autre part, ce processus peut aboutir, à l'autre bout de la chaîne résidentielle, au développement de quartiers de concentration de la pauvreté. Autrement dit, même si l'on peut considérer que le processus ne relève pas en soi, dans certains cas, de l'ordre du juste ou de l'injuste, il doit tout de même être pensé comme injuste dès lors qu'il aboutit à des résultats injustes. C'est vers les situations de ségrégation spatiale qu'il faut donc se tourner maintenant, afin d'évaluer la composante spatiale de l'injustice qu'elles constituent.

Concentrant ainsi l'analyse sur les quartiers ségrégués pauvres, c'est à dire sur les quartiers résultant du processus de ségrégation socio-spatiale, j'ai cherché à identifier précisément ce qui, pour les habitants de ces quartiers, relève d'une injustice ancrée dans l'espace : dans cette perspective, j'ai passé en revue la question de l'emploi, de l'école et plus largement de ce que certains ont appelé la « citoyenneté sociale » (c'est-à-dire l'accès à l'ensemble des services primaires). J'ai montré que dans chacun de ces domaines, si l'injustice sociale est patente, ce qui relève d'une injustice spatiale à proprement parler (c'est-à-dire d'une injustice directement liée à la ségrégation spatiale ou, plus précisément, à la concentration spatiale de la pauvreté) n'est pas toujours fermement démontré par la recherche et constitue parfois le sujet de vigoureux débats. Puis je me suis arrêtée sur le domaine moins tangible mais non moins capital de l'identité et de la place des passions, comme le formule Jean-Pierre Dupuy dans sa critique de la théorie de la justice de John Rawls (Dupuy, 1992), dans les rapports entre ségrégation et justice. Là, même si l'on considère que le système socio-économique parvient à améliorer la condition des populations les plus défavorisées de la société, le processus de stigmatisation territoriale affectant les habitants de nombre de quartiers ségrégués pauvres dans leur vie quotidienne constitue en lui-même une injustice spatiale. L'assignation identitaire vécue par ces populations, combinée à leur expérience quotidienne des inégalités socio-spatiales, conduit à l'émergence de sentiments d'injustice, qui peuvent à leur tour s'exprimer de façon plus ou moins violente et destructrice.

Bien que les liens entre ségrégation et injustices spatiales se soient révélés plus complexes qu'on n'aurait pu le supposer d'abord, le discours politique tend de plus en plus à mettre en avant son contraire, la mixité socio-spatiale, comme solution aux maux urbains (et à l'injustice que la ségrégation constitue), aux Etats-Unis comme en France. Aussi est-il nécessaire d'examiner dans quelle mesure la mixité sociale constitue une forme spatiale de la justice. A côté d'un nombre croissant de chercheurs en France (Bacqué et Fol, 2007 ; Fol, 2009 ; Blanc et Bidou-Zachariasen, 2010), j'ai ainsi rappelé certains pièges de la mixité sociale (cf. texte 15 et 16). Il faut ainsi rappeler que la notion de mixité socio-spatiale est historiquement bien ancrée en France, directement liée au projet républicain (d'égalitarisme territorial), alors qu'aux Etats-Unis, l'urbanisme a longtemps privilégié le principe de ségrégation des activités (par le biais de la politique du *Zoning*) et des groupes sociaux (notamment par le biais de la politique relatives aux logement sociaux), l'idéal de mixité (*diversity*) ayant émergé beaucoup plus tardivement, et notamment dans les années 1990 (Fainstein, 2006). Qu'elles soient anciennes ou plus récentes, ces injonctions à la mixité semblent cependant ignorer que cette configuration socio-spatiale n'est pas nécessairement juste, et que certaines mixités peuvent en réalité se révéler comme « ségrégatives », pour reprendre l'expression paradoxale de Marcel Roncayolo (2001). En effet, certaines mixités observées dans les espaces résidentiels ou dans les espaces publics masquent parfois certaines formes d'oppression, donc d'injustice. D'une part, les stratégies d'incitation des couches moyennes supérieures à s'installer dans des quartiers pauvres, mises en place par les autorités municipales, entraînent souvent, à plus ou moins long terme, le déplacement des populations installées les plus fragiles. D'autre part, des expériences de mixité résidentielle par dispersion des populations pauvres dans des quartiers plus aisés ont été réalisées, principalement aux Etats-Unis, et les recherches n'ont pu conclure de manière univoque à leurs effets positifs sur l'intégration sociale de ces individus. Enfin, au-delà des espaces résidentiels, la réhabilitation de certains espaces publics urbains, réalisée dans l'objectif que le plus grand nombre de citadins se les réapproprient, s'accompagne en réalité de phénomènes de privatisation et d'exclusion des citadins issus des milieux les plus défavorisés (Harvey, 1992). Au total, il est important d'envisager les dicours bien-pensants sur la mixité avec une certaine distance critique afin de saisir l'ensemble des enjeux qu'elle recouvre.

A ce jour les études urbaines s'intéressant à la notion de justice spatiale ont donc principalement mis l'accent sur la dénonciation d'injustices spatiales. Dans une perspective inverse plus rarement envisagée (Fainstein, 2010 ; Marcuse, 2011), je coordonne actuellement, avec Alex Schafran, un dossier de *Justice Spatiale/Spatial Justice* sur « La ville juste / Just Metropolis » (titre provisoire), dont la parution est prévue pour début 2013. Ce dossier vise cette fois non pas à analyser ce qui dans la ville relève d'injustices (spatiales), mais au contraire à explorer les éléments (spatiaux) qui permettraient de construire une ville juste. : l'appel à contribution invite à concentrer l'attention sur la production de la ville juste et à insister, pour reprendre la formulation du titre de la conférence dont le numéro est issu[68], sur ses « potentialités » plutôt que sur ses « crises », en mettant en avant les politiques urbaines et autres processus qui se donnent pour objectif de résister aux tendances néo-libérales affectant les villes contemporaines. Il propose d'interroger

[68] Ce dossier s'appuie sur les communications présentées à la conférence « Just Metropolis : From Crisis to Possibilities », organisée par Alex Schafran pour la *Planners Network Association* en juin 2010 à l'Université de Berkeley, et à laquelle j'ai participé.

notamment le rôle des aménageurs et des urbanistes dans leur élaboration et leur application, et d'analyser leurs principes, leurs mécanismes et leurs limites.

Conclusion

A la fois parce que le phénomène lui-même s'est transformé et parce que les sciences sociales (leurs paradigmes, leurs concepts et leurs méthodes) ont changé, les approches de la ségrégation ont évolué au fil des décennies. Ainsi, à la fin des années 1990, alors que je commençais à m'intéresser à la question pour saisir les rapports des habitants à leur quartier à San Francisco, les débats étaient-ils encore dominés par la ségrégation concernant les populations afro-américaines, et les méthodes de recherche privilégiaient-elles les méthodes quantitatives. Aussi mes recherches ont-elles contribué au renouvellement des recherches sur la ségrégation dans les grandes villes du Nord (et principalement des Etats-Unis) à plusieurs titres.

D'abord, dans une certaine mesure, elles ont contribué au développement des études portant non pas sur la communauté afro-américaine mais sur d'autres minorités, et en particulier sur les groupes d'immigrants arrivés massivement dans les grandes villes états-uniennes à partir du milieu des années 1960. D'autres géographes, notamment ceux de la dite « Ecole de Los Angeles » se sont aussi emparés, à partir de la fin des années 1990, de la question de la concentration spatiale des immigrants dans les grandes métropoles. A partir de l'analyse de Los Angeles, qui constitue, selon eux, le paradigme de la ville postmoderne, ils ont montré la mannière dont l'immigration est à la fois constitutive du processus de production urbaine et de l'identité de la grande ville états-unienne. En atteste le titre de l'article de Straughan et Hondagneu-Soleto (2002) : « From Immigrants in the City to the Immigrant City » (des immigrants dans la ville à la ville d'immigrants) : la ville n'est plus seulement une ville où s'installent des immigrants, mais elle devient une « ville d'immigrants »[69]. Reste que leur approche de la ségrégation est marquée par deux caractéristiques : d'une part ils privilégient l'échelle de l'agglomération et les méthodes quantitatives ; de plus, ils postulent l'idée que la ségrégation participe finalement de la fragmentation socio-spatiale des grandes villes contemporaines[70]. Ou autrement dit, pour eux, la « mosaïque ethnique » est l'une des facettes de la « ville fractale » (Soja, 2000), structurée selon des principes rappelant la théorie du chaos et qui aboutissent à la production d'une ville dénuée de cohésion socio-spatiale. Avec Annick Germain, on peut soupçonner ce courant de pensée d'être nostalgique d'une cohésion disparue, celle rappelant la « communauté villageoise » que regrettaient déjà les tenants de l'école de Chicago au début du XX^{e} siècle :

[69] Voir aussi les travaux de R. Waldinger sur les immigrants à Los Angeles (Waldinger, 2001), ou l'article de Nijman, pour qui Miami, mieux que Los Angeles, préfigure la « ville d'immigrants » des temps postmodernes (Nijman, 2000).

[70] Une thèse qui a trouvé écho en France aussi, mais où toute référence à la dimension ethnique de la ségrégation a été effacée (Donzelot, 1999).

> (These studies) take a global snapshot of the city in order to describe its social divisions ; these are then interpreted as evidence of social rupture, betraying a strong nostalgia for a lost social cohesion that probably never existed[71] (Germain, 2011, p. 1).

Deuxièmement, si comme eux je me suis intéressée à des espaces urbains ségrégués marqués par les nouvelles immigrations, je ne partage ni leur approche (échelle de l'agglomération et méthodes quantitatives), ni leur présupposé (une fragmentation urbaine nostalgique d'une cohésion urbaine idéalisée). Mes travaux s'inscrivent plutôt dans un autre courant des sciences sociales (et de la géographie en particulier) s'intéressant à la ségrégation urbaine, et qui s'est principalement développé à partir de la fin des années 1990 et au début des années 2000. Ce courant revendique en effet une approche résolument qualitative et culturelle de la ségrégation, attentive aux « géographies du quotidien » déployées par les individus et les groupes sociaux :

> In recent years, geographers interested in ethnicity, race and racism have extended their focus from examining geographies of segregation and racism to explore cultural politics, social practice and everyday geographies of identity and experience[72] (Dwyer, Bressey, 2008).

Mes travaux ont en effet montré la nécessité d'envisager la question de la ségrégation urbaine micro-locale, c'est-à-dire à travers les représentations et les pratiques de ceux qui la vivent au quotidien. Les questions de l'identité territoriale, des impacts (négatifs ou positifs) de la concentration socio-ethnique, de la justice (ou de l'injustice) de cette configuration socio-spatiale, et finalement du sens même de la ségrégation, ne prennent sens que par et pour les habitants.

Troisièmement, j'ai mis en évidence la pluralité des « *geographies of segregation* »[73]. Ainsi, il serait erroné de vouloir penser la ségrégation urbaine comme un processus uniforme et d'envisager les quartiers ségrégués comme des territoires homogènes, semblables les uns aux autres. Tout au contraire, la ségrégation affecte très diversement les différentes villes des Etats-Unis, en fonction d'une multitude de facteurs (locaux, nationaux ou mondiaux). En même temps, les quartiers ségrégués ne se ressemblent pas : quoi de commun entre les *Ghettos* noirs, les *Barrios* ou les *Chinatowns*, pour ne reprendre que les figures les plus communément citées de la ségrégation urbaine ? De plus, les quartiers hispaniques des villes états-uniennes ne correspondent pas à un modèle unique de *Barrio*, et cela est tout aussi vrai des *Ghettos*, des *Chinatowns*, ou autres quartiers ségrégués. Enfin, il faut pousser encore le raisonnement à une échelle plus fine : au sein d'un même quartier, la ségrégation n'est pas vécue de la même façon par ses différents habitants et usagers.

---

[71] « (Ces travaux) donnent un aperçu global de la ville dans l'objectif de décrire ses divisions sociales : celles-ci sont ensuite interprétées comme des signes de fracture sociale, trahissant une forte nostalgie pour une cohésion sociale perdue, qui n'a probablement jamais existé ».

[72] « Ces dernières années, les préoccupations des géographes étudiant l'ethnicité, la « race » et le racisme ont dépassé la question des géographies de la ségrégation et du racisme pour explorer les approches culturelles et politiques, les pratiques sociales et les géographies quotidiennes de l'identité et de l'expérience ».

[73] Je m'inspire ici de l'appel lancé par Loretta Lees à réaliser une « geography of gentrification » (Lees, 2000), comme le chapitre suivant y reviendra. En français, on traduirait plutôt cette expression par « les territoires de la ségrégation ».

Enfin, mes travaux mettent en lumière l'importance des temporalités de la ségrégation. Parce que les villes et leurs quartiers ne sont figés ni dans l'espace ni dans le temps, parce qu'ils sont constamment retravaillés par les grandes dynamiques urbaines, il est nécessaire d'envisager les manières dont les processus de transformation sont vécues par les habitants. Parfois, l'évolution consiste en une accentuation de la ségrégation et de la paupérisation du territoire. Parfois au contraire, elle se traduit par un processus de redynamisation, voire de gentrification. Ainsi le quartier de la Mission à San Francisco est-il exemplaire de ces quartiers ségrégués ethniquement et socialement, qui, à partir des années 1990, enregistre l'afflux de ménages blancs issus des classes moyennes. Appréhender les temporalités permet ainsi de relier la question de la ségrégation à celle de la gentrification, deux processus qui ont depuis longtemps été identifiés comme concomitants voire complémentaires dans les grandes villes contemporaines, alors que les recherches portant sur l'un et l'autre phénomène persistent à être strictement séparées. Alors que l'on observe un relatif processus de déségrégation ethnique aux Etats-Unis (Douzet, 2005 ; Frey, 2006), il semble plus nécessaire que jamais de s'interroger sur ses relations avec la structure sociale des villes (Logan, 2011), et d'analyser, plus spécifiquement, son rapport avec la gentrification. C'est dans cette perspective que le chapitre suivant se tourne vers les expériences citadines de la gentrification dans les grandes villes états-uniennes.

Chapitre III : « Like a village » : Habiter des quartiers gentrifiés

Alors que la ségrégation continue à modeler les grandes villes états-uniennes, un processus inédit – et paradoxal au regard de la question de la ségrégation – émerge dans les années 1980 et 1990, qui aboutit à une augmentation (fût-elle provisoire) de la mixité socio-ethnique : la gentrification. Celle-ci renvoie à la transformation de certains quartiers centraux populaires et dégradés (ou, autrement dit, pauvres et ségrégués) par l'arrivée de populations issues de couches moyennes supérieures (souvent blanches), qui réhabilitent leurs logements et entraînent une transformation sensible du paysage urbain. A plus ou moins long terme, en raison du renchérissement des prix des logements induit par ces réhabilitations, les populations modestes sont affectées par un déplacement (partiel ou total) hors du quartier – ce qui aboutit parfois à un affaiblissement voire à une disparition de la mixité socio-ethnique qui accompagnait le début du processus. La gentrification apparaît ainsi comme un autre processus majeur affectant l'évolution des grandes villes états-uniennes (et plus largement, de nombreuses villes de pays du Nord, voire de pays du Sud), à la fois concomitant de la ségrégation et apparemment contradictoire avec elle, et qui entraîne la production de territoires urbains particuliers : les quartiers gentrifiés.

Ce chapitre revient d'abord sur la façon dont la gentrification a progressivement transformé certains espaces des villes états-uniennes, tout en présentant les explications théoriques par lesquels les chercheurs anglophones ont cherché à rendre compte du phénomène, depuis les années 1970 et 1980 jusqu'aux travaux les plus contemporains. Dans ce contexte, il expose ensuite les apports de mes propres recherches sur la question de la gentrification à partir de l'étude de deux quartiers inégalement gentrifiés de San Francisco, Noe Valley et la Mission. Je montre ainsi la façon dont j'ai approché la gentrification en ce que, comme la ségrégation, elle constitue un processus évolutif affectant l'espace du quartier, les caractéristiques de ses populations, mais aussi les rapports des habitants à leur quartier. Il m'a semblé important en effet de saisir cette dynamique du changement, à l'échelle du quartier et du point de vue des habitants. Ce processus aboutit à la production d'espaces urbains nettement différenciés des quartiers ségrégués, bien que parfois spatialement très proches : j'ai voulu saisir la spécificité de ces quartiers gentrifiés, des représentations, des pratiques et des sociabilités dont ils sont l'objet et le support pour leurs habitants. Enfin, je montre la façon dont divers groupes d'habitants entretiennent des rapports différenciés à leur quartier gentrifié et j'analyse leurs « manières de cohabiter » (Authier, 1995, p. 111).

La gentrification ou le renversement de la ségrégation et de la crise urbaine ?

A partir des années 1980 et 1990, la plupart des observateurs, après avoir décrit l'évolution urbaine, pendant plusieurs décennies et de façon largement prédominante, en termes de ségrégation et de crise, discernent un renversement de tendance inattendu : les grandes villes-centre semblent se redynamiser. Géographes et sociologues s'emparent de la question, cherchant à faire sens de ce phénomène inédit, qui semblait contredire les théories présentant la ségrégation et la paupérisation des villes-centre comme inéluctables. Certains chercheurs se penchent sur les effets de ce processus sur les centres-villes, qu'ils qualifient de « *Downtown renaissance* », tandis que d'autres se concentrent sur ses conséquences sur les quartiers résidentiels, qu'ils baptisent « *neighborhood revitalisation* » ou « *gentrification* ».

« Downtown renaissance »

Un premier ensemble de travaux a analysé les transformations spectaculaires affectant certains *downtowns* (c'est-à-dire les centres-ville – et principalement leurs quartiers des affaires – par opposition aux quartiers résidentiels des villes-centre des agglomérations) en lien avec les transformations de l'économie urbaine. A partir du milieu des années 1980 en effet, l'avènement des nouvelles technologies, qu'elles relèvent des secteurs de la production, de la gestion ou de la communication, s'est accompagné d'une profonde restructuration de l'économie. Les emplois relevant du secteur du tertiaire supérieur, sur lesquels repose cette nouvelle phase du capitalisme ont considérablement augmenté ces dernières décennies. Autrement dit, l'économie urbaine ne repose plus sur l'ancien modèle de développement industriel, mais sur un nouveau modèle de développement que d'aucuns qualifient d'« informationnel » (Castells, 1989 ; Castells, 1996). Or la localisation des emplois des technologies de l'information et de la communication est très sélective : créés par et liés à des entreprises multinationales, ils sont détachés des dynamiques urbaines locales et privilégient les espaces urbains les mieux connectés aux flux et les plus intégrés aux réseaux nationaux et internationaux d'idées, de capitaux et de populations – au détriment d'autres quartiers et d'autres villes moins bien connectés. Des géographes ont qualifié ce processus de « *splintering urbanism* » (que l'on peut traduire par « urbanisme fragmentaire ») (Graham et Marvin, 2001) : les espaces urbains à l'échelle des quartiers comme à l'échelle des agglomérations, sont de plus en plus différenciés : engagés de manière divergente dans les échanges écoomiques et technologiques, ils attestent d'inégalités économiques et sociales croissantes. Mais globalement, avec le retour de l'activité économique, les grandes villes concernées jouissent d'une nette amélioration de leur santé fiscale, qui leur donne les moyens de politiques urbaines volontaristes.

Les gouvernements urbains des grandes villes-centre américaine ont rapidement cherché à se saisir de ces transformations économiques pour agir sur le tissu urbain de leurs centres-villes. Ils ont pour cela mis en œuvre différents types de stratégies, toutes destinées à œuvrer à la « renaissance » de leurs *downtowns* (Frieden, Sagalyn, 1991 ; Shumsky, 1998 ; Gravari-Barbas, 1998 et 2001). Ainsi ont-ils activement encouragé la construction de tours de bureaux dans leurs centres des affaires, dans l'objectif, selon elles, à la fois défavoriser la redynamisation économique et de contribuer à l'image de modernité de la ville : ainsi les

années 1980 ont-elles été le temps d'un fort développement des surfaces de bureaux, qui s'est traduit dans le paysage par l'apparition de nouveaux gratte-ciels dans les grandes villes états-uniennes. A Manhattan par exemple, plus de 4 millions de mètres carrés de bureau ont été construits entre 1981 et 1986 ; le magazine *Chicago Times* se réjouit, en 1987, de ce que « *Downtown Chicago is booming again* », grâce aux 7 millions de dollars investis au cours des huit années précédentes dans le centre de la ville (Teaford, 1993, p. 153-154). En parallèle de leurs efforts pour encourager le retour des activités économiques en ville, les municipalités se sont efforcées de ramener les piétons dans les *downtowns,* en favorisant la construction de centres commerciaux fermés au cœur de la ville (comme le Horton Plaza à San Diego), ou en attirant d'autres activités considérées comme motrices (des centres de convention, des stades...). Elles ont œuvré à l'aménagement de rues piétonnes ou à la réhabilitation de parcs. Par ailleurs, le mouvement de « préservation historique » a été utilisé comme un outil de re-développement du centre-ville : des bâtiments anciens, souvent situés sur les fronts d'eau, ont été réhabilités et reconvertis en « *festival marketplace* » autour de nouveaux usages touristiques, résidentiels et commerciaux (restaurants, boutiques et autres animations), tout en cherchant à rappeler le passé historique des lieux (Harborplace à Baltimore, Quincey Market à Boston, Ghirardelli Square et le Ferry Building plus récemment à San Francisco, etc.). Les transports enfin ont été développés pour améliorer l'accessibilité des centres-ville, autour des transports en commun ou avec la construction de parkings.

Ces transformations économiques et urbaines des centres-villes, largement analysées et encouragées par de nombreux urbanistes à travers le pays (voir en particulier Frieden, Sagalyn, 1991), ont cependant suscité un certain nombre de critiques. Tout d'abord, toutes les opérations réalisées n'ont pas rencontré le succès escompté : les « *festival marketplaces* » par exemple n'ont pas toujours été une réussite économique comme l'illustrent les difficultés récurrentes de Underground Atlanta, qui n'a jamais réussi à attirer les flux de touristes destinés à redynamiser le centre-ville (Law, 2002 ; Metzger, 2001). La construction excessive de tours a parfois été suivie par une forte hausse du taux d'inoccupation des bureaux. Cela a été le cas à Miami par exemple, où l'augmentation des surfaces de bureaux des années 1980 n'a finalement pas tant été le signe d'une revitalisation économique du centre-ville que celui de la forte augmentation des bénéfices tirés de l'économie de la drogue (Teaford, 1993, p. 157).

Un grand nombre d'opérations d'aménagement ont tout de même eu les retombées économiques visées, mais des chercheurs ont dénoncé plusieurs types de problèmes soulevés par ces transformations urbaines. D'abord, l'internationalisation des styles architecturaux et la spécialisation du downtown dans les activités liées aux sièges des entreprises, au gouvernement local et au tourisme ont entraîné une homogénéisation des activités, des bâtiments et des paysages des centres-villes et ont développé un sentiment de « *placelessnes »* (Bennett, 1990). Ensuite, la vogue de la réhabilitation historique n'est pas tant le signe d'un retour à une vie urbaine authentique que l'instrumentalisation commerciale d'une évocation illusoire du passé (Boyer, 1992). Enfin, et surtout, les nouvelles activités qui animent la ville ont induit une nette segmentation des usagers, en s'adressant de façon privilégiée à une clientèle blanche de classes moyennes et supérieures et en excluant les minorités. Autrement dit, elles se sont accompagnées d'un processus de privatisation des espaces publics (Sorkin, 1992). La revitalisation économique et urbaine

indéniable des centres-ville soulève ainsi une question sociale de taille portant sur les groupes sociaux à qui cette ville revitalisée est destinée.

« Neighborhood revitalization » ou « gentrification » ?

Un deuxième vaste ensemble de travaux, sensiblement distincts des précédents, s'est davantage penché sur la question de la transformation socio-spatiale des quartiers paupérisés des villes-centre. C'est une sociologue britannique qui, la première, a observé l'émergence du phénomène à Londres dès les années 1960 : certains quartiers du centre de Londres, paupérisés par des décennies de suburbanisation des classes moyennes et supérieures, semblaient être réinvestis par des populations issues des couches moyennes (Glass, 1964). Elle a proposé un néologisme pour qualifier ce processus inédit : la « gentrification », d'après le terme « *gentry* », qui désigne la petite noblesse de la société britannique. Outre-Atlantique, des géographes observent un phénomène similaire dans les grandes villes à partir des années 1970-1980 : des ménages issus des classes moyennes semblent opérer un « *Back-to-the-City Movement* » (retour en ville) (Laska, Spain, 1980 ; Bidou, 2003) dans certaines espaces urbains, et un nombre non négligeable de quartiers donnent les signes d'une redynamisation. Les chercheurs se saisissent de ce processus, qui vient contredire la tendance à la décentralisation qui avait aboutit à la ségrégation, à la paupérisation et à la détérioration de nombreux quartiers des villes-centre – une tendance qui était tenue, depuis un demi-siècle, pour un principe fondamental de l'évolution urbaine aux Etats-Unis depuis que les sociologues l'avaient identifiée à Chicago au début du XX^{e} siècle.

Notons ici que les termes « revitalisation » et « gentrification » ont souvent été utilisés de façon interchangeable. Or cette confusion n'est pas anodine, et il est important de clarifier ce que recouvrent ces deux notions. D'une part en effet, l'assimilation de la « revitalisation » avec la « gentrification » sous-entend que la redynamisation urbaine et économique des quartiers des villes-centre ne peut advenir qu'au travers d'une transformation sociale, c'est-à-dire de l'arrivée d'habitants issus des nouvelles couches moyennes dans des quartiers populaires et dégradés. Autrement dit, cela repose sur une idéologie très discutable, que renforce l'utilisation d'une terminologie emprunte de la rhétorique de la « *frontier* » et fortement connotée (cf. Encadré 5).

Encadré 5 : La terminologie employée pour décrire les transformations urbaines des quartiers

« Urban decay », « Urban wilderness », « Revitalization », « Renaissance », « New urban frontier », « Urban pioneers » : la terminologie employée par les discours observant les processus de transformation des quartiers des villes-centre états-uniennes n'est pas anodine. Plusieurs chercheurs se sont penchés sur les sous-entendus idéologiques de cette terminologie.

Ils ont ainsi mis en lumière que c'est en particulier tout le vocabulaire associé à la « *frontier* » qui a été utilisé pour décrire la crise puis la « revitalisation » des villes-centre (Palen, London, 1984 ; Beauregard, 1993 ; Smith, 1996). Rappelons que le concept de « *frontier »* doit sa fortune à Frederick Jackson Turner, qui écrivit *The Frontier in American History* en 1893. Cet ouvrage, qui connut immédiatement un grand retentissement au moment de sa parution, affirmait que l'identité de la nation et la mentalité américaine étaient la conséquence de l'histoire originale des Etats-Unis. Celle-ci tirait en effet sa spécificité, selon Turner, de l'importance fondamentale de la conquête de l'Ouest par l'avancée des pionniers sur la « *frontier »* (un terme qui se rapproche donc en français davantage

de la notion de « front pionnier » que de celle de « frontière »). Cette « *frontier* » était définie comme « *the meeting point between savagery and civilization. (...) The wilderness has been interpenetrated by lines of civilization growing ever more numerous* »[74] (Turner, 1893, cité dans Neils, 1996, p. xiii).

La terminologie de la « *frontier* » fait sa réapparition dans les années 1960 à 1980, transposée au champ urbain. C'est bien à elle en effet que les discours savants et médiatiques ont recours, indirectement, lorsqu'ils se lamentent sur l' « *urban decay* » et qu'ils décrivent précisément la ville comme « *urban wilderness »*, comme en atteste le titre de l'ouvrage de Sam Bass Warner (1972). La ville est ainsi considérée comme le milieu de la « sauvagerie », celui des pathologies sociales, du désordre, de la criminalité, de la drogue et de l'insécurité. Dans le même registre, le terme de « jungle » est également convoqué.

A partir des années 1980-1990, les « voix du déclin », pour reprendre le titre du livre de Robert Beauregard (1993), commencent à céder la place à des discours sur la « revitalisation urbaine » ou la « renaissance urbaine ». Ainsi ces terme suggèrent-il que les transformations des ces quartiers sont positives : insistant sur les formes architecturales et urbaines, ils passent sous silence la dimension socio-spatiale du processus, qui aboutit à la marginalisation des habitants les plus défavorisés (Petsimeris, 1994). Ils ignorent le fait que ces quartiers populaires « revitalisés » n'ont pas attendu l'arrivée d'habitants issus des couches moyennes et supérieures pour être « vivants » et qu'ils étaient structurés par des réseaux sociaux capables de répondre aux besoins de leur population (Palen, London, 1984). Le registre de la « *frontier* » est plus explicite encore : les « *urban pioneers* » sont présentés comme les nouvelles populations urbaines, dépositaires des valeurs positives de la civilisation et venues reconquérir la ville – que Smith qualifie de « revanchistes » pour insister sur les valeurs réactionnaires de cette élite selon lui (Smith, 1996). Par conséquent, les autres citadins (minorités, classes populaires, marginaux) sont implicitement associés à la sauvagerie et à la « *wilderness »*, qu'il conviendrait d'ignorer ou d'éradiquer. Smith complète donc délibérément le registre de la « *frontier »* en ajoutant l'idée de « résistance » à la gentrification, qui peut prendre des formes violentes ou pacifiques, comme celle opposée par les Indiens Américains au XIX^{e} siècle.

Cette brève analyse met en lumière les sous-entendus idéologiques contenus dans la terminologie couramment employée pour décrire les mutations des quartiers. Celle-ci est en effet révélatrice de la façon dont les classes moyennes et supérieures dominantes se représentent les transformations socio-spatiales, en conformité avec leurs intérêts et leurs valeurs.

D'autre part, la confusion entre « revitalisation » et « gentrification » est remise en cause par plusieurs travaux, qui ont mis en avant l'existence d'autres formes de redynamisation économique et urbaine des quartiers des centres-ville. Ainsi, certains quartiers ont été revitalisés par les habitants d'origine eux-mêmes, au fur et à mesure de leur propre ascension socio-économique et sans afflux de populations extérieures de milieu social plus favorisé. C'est ce qu'un chercheur a observé dans un certain nombre de quartiers de grandes villes états-uniennes dès la fin des années 1970, et qu'il a qualifié d' « *incumbent upgrading* »[75] (Clay, 1979), pour le distinguer de la gentrification. Sous le coup de critiques qui ont jugé ce phénomène tout à fait marginal par rapport au processus de gentrification (Varady, 1986), il est rapidement tombé en désuétude. Plus récemment, des chercheurs ont pourtant proposé de reprendre ce concept pour décrire certaines formes de redynamisation

---

[74] « Le point de rencontre entre le sauvage et la civilisation. (…) La *wilderness* a été pénétrée par la progression de lignes de civilisation toujours plus nombreuses ».

[75] Jacques Chevalier a traduit ce terme par « amélioration domicilaire » (Chevalier, 1994).

dans des villes comme Montréal ou Bruxelles, insistant pour le distinguer nettement du processus de gentrification (Van Criekingen, Decroly, 2003). Par ailleurs, d'autres quartiers ont été redynamisés non pas par l'arrivée de populations issues des classes moyennes, mais par l'installation d'immigrants, originaires d'Amérique Latine par exemple. J'ai présenté un tel cas dans le quartier de la Mission à San Francisco (cf. chapitre 2), et d'autres études ont décrit des processus similaires dans des quartiers de Los Angeles (Curtis, 2004) ou d'ailleurs (Arreola, 2004). Ces deux grands types de redynamisation des quartiers des villes-centre montrent ainsi qu'il est nécessaire de distinguer la « *geography of gentrification* » de la « *geography of neighborhood revitalization* » (Van Criekingen, Decroly, 2003, p. 2454).

Finalement, les termes de « revitalisation » ou de « redynamisation » devraient désigner exclusivement les dimensions urbaine (requalification de l'environnement urbain) et économique (développement des activités commerciales et économiques) du processus, à l'exclusion des dynamiques sociales qui l'accompagnent et/ou la produisent. Prise dans ce sens, il apparaît dès lors que la « revitalisation » des quartiers peut être associée à des dynamiques sociales divergentes, la gentrification en constituant l'une d'entre elles. Mes travaux reposent sur cette distinction fondamentale, en analysant notamment deux formes de « revitalisation » urbaine : l'une par des immigrés hispaniques (comme je l'ai montré dans le chapitre 2) et l'autre par des populations issues des classes moyennes et supérieures, que l'on peut donc assimiler ici à la gentrification.

Quoiqu'il en soit, c'est en réalité le processus de gentrification, fameusement décrit comme des « *islands of renewal within seas of decay* » (des îles de rénovation dans des océans de détérioration urbaine) (Berry, 1985), qui a principalement occupé les géographes nord-américains à partir de la fin des années 1970. Très vite, ils s'emparent du terme inventé par Ruth Glass et travaillent à élaborer des théories permettant d'expliquer ses mécanismes. Deux grands schémas d'explication de ce processus se sont affrontés, que l'on peut rappeler brièvement ici.

Pour les uns, la gentrification est analysée comme le retour délibéré du capital (par les banques, les professionnels de l'immobilier, les spéculateurs, etc.) dans les villes-centre pour profiter du « *rent gap »* (Smith, 1979) induit dans le marché du logement par plusieurs décennies de crise urbaine et de désinvestissement. Elle intervient en effet à l'issue d'un cycle de dévalorisation qui a fait émerger un décalage entre les loyers effectivement pratiqués dans ces quartiers situés à proximité du centre-ville et les loyers potentiels si les usages en étaient modifiés et revalorisés. Cette théorie du « *rent gap* », formulée par Neil Smith dans les années 1980, s'inscrit clairement dans une approche néo-marxiste de la ville : celle-ci est considérée comme étant à la fois le produit du capitalisme et le facteur de sa reproduction, et elle est comme telle l'enjeu d'une lutte des classes.

> Urban space (as well as space at other scales) is the specific effect of the kind of society in which this urban space is developed (...). The capitalist city is developed according to a logic that is internal to capital itself. Gentrification is therefore the product not simply of a capitalist organization of space but of the specific need of capital at a given time[76] (Smith, Lefaivre, 1984, p. 53).

[76] « L'espace urbain (comme l'espace à d'autres échelles) est la résultante du type de société dans laquelle l'espace urbain s'est développé (…). La ville capitaliste se développpe en fonction d'une logique qui est interne au capital lui-même. La gentrification est donc le produit non seulement de l'organisation capitaliste de l'espace mais aussi des besoins spécifiques du capital à un moment donné ».

La gentrification est donc le processus socio-spatial accompagnant cette nouvelle forme du capitalisme. Elle est à la fois le produit et la cause du retour du capital en ville, et elle aboutit inéluctablement à l'éviction des populations les plus faibles (qui avaient déjà souffert de la paupérisation qui avait accompagné leur ségrégation dans ces espaces urbains). Au total, cette explication de la gentrification insiste sur les causes relatives à la dimension de la « production » (Smith, 1996).

D'autres chercheurs, critiquant l'absence, dans ce schéma théorique, de toute considération des choix exprimés par les gentrifieurs, ont mis en avant l'importance des facteurs d'explication relatifs au pôle dit de la « consommation » (Caulfield, 1989 ; Mills, 1988 ; Ley, 1996). Les années 1970 et surtout 1980 sont en effet une période de profonde restructuration de l'économie urbaine vers une économie de services dominée pas les « cols blancs » (Bell, 1976). Les métiers relevant de la catégorie « *professional, managerial administrative et technical »*, bien rémunérés, sont en forte croissance, et se concentrent largement dans les centres des plus grandes villes, comme en atteste aussi la forte augmentation des surfaces de bureaux. Dans ce contexte, on assiste à l'émergence d'une nouvelle classe moyenne de plus en plus intéressée à vivre en ville. David Ley, dès les années 1970, montre ainsi le changement de valeurs des ces populations et leur attrait croissant pour la culture urbaine. Rejetant l'image du gentrifieur comme bourgeois conservateur uniquement intéressé par des profits économiques, il propose de lire la gentrification comme une « *expression of a critical cultural politics, a rejection of the suburbs and their perceived cultural conformity in favour of the more cosmopolitan and permissive opportunities of the central city* »[77] (Ley, 1996, p.9). D'autres chercheurs dans son sillage explorent cette nouvelle classe que constituent les gentrifieurs, leurs motivations et l'esthétique qu'ils développent (Caulfield, 1989 ; Mills, 1988).

Bientôt, les recherches ont tenté de dépasser l'affrontement entre la théorie de l'offre, de la production et du capital et celle de la demande, de la culture et de la consommation. Sharon Zukin a ouvert la voie en montrant à partir du cas de New York, comment la dimension culturelle était en réalité étroitement imbriquée dans la dynamique économique ; elle a analysé la manière dont des promoteurs immobiliers ont récupéré l'atmosphère artistique et bohémienne développée par les artistes qui s'étaient installés des *lofts* (anciens bâtiments industriels réaménagés en ateliers) du Lower East Side de New York pour promouvoir la gentrification du quartier (Zukin, 1982). Après elle, des chercheurs ont montré comment les deux théories constituaient en réalité deux pôles d'explication qui, loin d'être contradictoires, se révélaient complémentaires (Rose, 1984 ; Hamnett, 1991). Ce n'est que récemment que des géographes ont relevé que l'opposition de l'explication par la demande (Neil Smith) et de celle par la consommation (David Ley) n'était peut-être pas seulement d'ordre théorique, mais qu'elle était aussi fondée sur des recherches menées pour l'une à New York, et pour l'autre à Vancouver, c'est-à-dire sur deux villes dont les structures politiques et les modalités de gentrification sont sensiblement différentes (Lees, Slater, Wyly, 2010).

A partir des années 1990, les recherches se sont détournées du débat sur les grandes explications théoriques de la gentrification et ont prêté une attention croissante à l'importance du contexte (ou de la géographie) dans le déploiement de la gentrification à

[77] « L'expression de la mise en action d'une critique culturelle, un rejet des banlieues et de leur conformité culturelle perçue, au profit d'une quête d'opportunités plus cosmopolites et permissives dans la ville-centre ».

différentes échelles, et aux formes variées de gentrification qui en résultent (Lees, 2000). David Ley (1991, 1996) a montré ainsi qu'à l'échelle d'un pays, la gentrification n'affecte pas indifféremment l'ensemble du réseau urbain, mais qu'elle se manifeste dans les villes les plus affectées par la métropolisation et les transformations économiques qui y sont associées. Au Canada les villes les plus affectées par la gentrification dans les années 1980 et 1990 étaient en effet les centres majeurs de l'économie de service, à l'échelle nationale voire mondiale (Halifax, Ottawa, Victoria et Vancouver), alors que les villes encore fortement dépendantes du secteur industriel étaient restées à l'écart du processus. A l'échelle de la ville, tous les quartiers ne sont pas également touchés par la gentrification et tous les quartiers en gentrification ne sont pas homogènes mais attestent plutôt de modalités différenciées de gentrification, comme cela a été montré dans le cas de Londres (Petsimeris, 1994 ; Butler, Robson, 2001 ; Butler avec Robson, 2003). Enfin, depuis les années 2000, alors que la diffusion du phénomène dans les pays et à l'intérieur de la hiérarchie urbaine s'est accompagnée d'une diversification des formes de gentrification, certains chercheurs s'accordent pour observer une « gentrification généralisée » (Smith, 2003), qui s'explique par la mise en place par les pouvoirs publics de nombreux pays de véritables politiques de gentrification. Mais une « géographie de la gentrification » aux Etats-Unis reste encore à faire.

Les approches contemporaines de la gentrification tournent autour de deux pôles principaux. Le premier, et c'est le plus développé actuellement, s'intéresse principalement aux conséquences de la gentrification sur les populations en place : les analyses portent sur les politiques de gentrification et les processus d'éviction qui en résultent ainsi que sur les formes de résistance qui peuvent se développer (Freeman, Braconi, 2004 ; Newman, Wyly, 2006). Poussant dans ce sens, certains appellent les chercheurs de la gentrification à s'engager dans une perspective plus résolument critique (Slater, 2006). Les enjeux liés à la revitalisation des quartiers centraux par la gentrification sont donc considérables, et le terme de « gentrification » possède toujours, en anglais, une forte connotation critique. Le second ensemble de recherches, dans la mouvance du postmodernisme critiquant les grandes théories uniformisatrices dans l'ensemble des sciences sociales, est attentif à l'importance du contexte local et aux voix de groupes jusque-là ignorés dans la littérature sur la gentrification. Des recherches ont émergé sur le rôle des femmes (Rose, 1984 ; Bondi, 1991 ; Cahill, 2007), sur celui des minorités sexuelles (Castells, 1983 ; Lauria, Knopp, 1985 ; Rothenberg, 1995) ou sur celui de la race ou de l'ethnicité (Taylor, 1992 ; Cahill, 2007 ; Pattillo, 2007) dans la gentrification. Plusieurs chercheurs ont noté en revanche la rareté des études sur d'autres groupes de population comme les « gentrifiés » par exemple (Slater *et al.*, 2004 ; Cahill, 2007 ; Rose, 2010), ou les enfants (Weller, Bruegel, 2009) – et ce sont précisément dans ces champs que j'ai mené des travaux récemment (cf. chapitre 4).

Encadré 6 : « Théories urbaines et dynamiques des villes américaines » : un séminaire transatlantique

Inspirée par mon expérience des *grad* séminaires de l'Université de Berkeley (cf. chapitre 1) et nourrie par les lectures urbaines anglophones que j'ai poursuivies après ma thèse, j'ai mis au point un séminaire intitulé « Théories urbaines et dynamiques des villes américaines ». Intégré dans les « séminaires régionaux » du Master DUC (Dynamiques urbaines comparées) 2ème année de l'Université de Paris 10-Nanterre (cohabilité par l'Université de Cergy-Pontoise), je l'ai animé entre 2005 et 2010. Voici la présentation du séminaire et le plan des séances :

Les sciences sociales anglophones, depuis l'Ecole de Chicago jusqu'à aujourd'hui, ont contribué de façon décisive à l'élaboration de théories urbaines, résultant la plupart du temps d'une analyse des villes nord-américaines, mais souvent convoquées pour saisir les villes d'autres régions du monde. Autrement dit, les apports des géographes, sociologues, polititologues et autres anthropologues anglophones sont essentiels pour qui s'intéresse à la ville aujourd'hui. Or les géographes français, pour diverses raisons, ont longtemps été réticents à l'approche américaine (Staszak, 2001), et les œuvres qui, dans la recherche internationale, font figure de références fondamentales, sont très rarement traduites en français et restent largement méconnues en France. Ce séminaire propose donc de donner un aperçu de grandes théories urbaines à partir de la lecture de textes fondamentaux (la plupart en anglais) : chaque séance est fondée sur la discussion de lectures réalisées au préalable par les étudiants. Il est organisé en six séances de 2 heures autour des lectures et des thèmes suivants :

1. Introduction au séminaire

2. Vers l'apogée de la ville américaine ?

   Zorbaugh H. W., 1929, *The Gold Coast and the Slum*, chap 4 & 11

   Jacobs J., 1961, *The Death and Life of Great American Cities*, *in* Legates, Stout, 2000

   Johns M., 2002, *Moment of Grace: The American City in the 1950s*, chap 1 & 2

3. Crise urbaine et ségrégation

   Teaford J. C., 1993, *The Twentieth Century American City*, chap 6

   Wilson W. J., 1987, *The Truly Disadvantaged*, chap 1 & 2

   Anderson K. J., 1988, « Hégémonie culturelle et processus de définition de la race à Chinatown, Vancouver : 1880-1980 », *in* Staszak, Collignon et alii, *Géographies Anglo-saxonnes : tendances contemporaines*, Belin, pp. 39-56

4. Le règne de la « *Suburbia »*

   Gans H., 1967, *The Levittowners: Ways of Life and Politics in a Suburban Community*, chap 15

   Jackson K., 1985, *Crabgrass Frontier: The Suburbanization of the United States*, chap 15 & 16

   Fishman R., 1987, *Bourgeois Utopia: The Rise and Fall of Suburbia*, *in* Legates, Stout, 2000

   Bruegmann R., 2005, *Sprawl: A Compact History*, introduction

5. « Gentrification » ou « revitalisation » urbaine ?

   Smith N., LeFaivre M., 1984, « A Class Analysis of Gentrification », in Palen J. J., London B., *Gentrification, Displacement and neighbourhood Revitalization,* pp. 43-63

   Ley D., 1996, *The New Middle Class And The Remaking of The Central City*, New York, Oxford University Press, introduction

   Zukin S., 1995, « Whose Culture? Whose City? » from *The Cultures of Cities*, *in* LeGates, Stout, 2000

   Lehman-Frisch S., 2001, « *Like a Village*: Les habitants et leur rue commerçante dans Noe Valley, un quartier gentrifié de San Francisco », *Espaces et Sociétés*, n°108-109, 2002, pp. 49-68

6. L' « Ecole de Los Angeles » ou la nouvelle géographie urbaine ?

   Scott A. J., 2002, « Industrial Urbanism in Late-Twentieth-Century Southern California », in Dear M. (ed), *From Chicago to L.A.: Making Sense of Urban Theory,* pp. 163-179

   Soja E., 1997, « Six Discourses on the Postmetropolis », *in* Bridge, Watson, *The Blackwell City Reader,* Blackwell Publishing, 2002

Dear M. J., Flusty S., 1999, « Los Angeles as Postmodern Urbanism », *in* Dear M. (ed.), *From Chicago to L.A.: Making Sense of Urban Theory*, Californie, Thousand Oaks, 2002, pp. 55-84

Mes objectifs, à travers ce séminaire, étaient multiples. Je souhaitais d'abord contribuer à pallier les carences du dialogue entre les sphères anglophones et francophones en familiarisant les étudiants (dont certains se destinaient à la recherche) à des textes la plupart du temps non disponibles sur le marché éditorial français. Ce faisant, je voulais les initier à des lectures, sinon à des courants théoriques, qui ont marqué les débats sur la ville non seulement aux Etats-Unis, mais aussi en France, avec des références plus ou moins implicites à ces recherches outre-Atlantique. Il me semblait également important de relier directement ces regards des sciences sociales aux mutations spécifiques aux grandes villes états-uniennes. Il s'agissait aussi de les remettre dans le contexte des grands débats sociétaux, intellectuels et scientifiques dans lesquels ils s'inscrivaient. J'avais encore pour ambition de faire saisir aux étudiant la diversité des méthodes utilisées par les sciences sociales, et les sensibiliser à la question de l'administration de la preuve. Enfin, je voulais leur faire prendre conscience de certaines spécificités de l'écriture scientifique anglophone par rapport à la tradition française.

Avec ce séminaire, j'ai expérimenté des méthodes pédagogiques que je n'avais jamais vues en application au cours de mes études en France. Je l'ai conçu comme un séminaire de discussions à partir de textes sélectionnés par moi, la quasi-totalité en anglais, et rassemblés dans un fascicule, que les étudiants avaient pour consigne de lire avant la séance. Il s'agissait donc d'encourager la discussion avec les étudiants, en aiguisant une audace critique que, à mon sens, la tradition historique des cours magistraux tend souvent à contraindre en France. En même temps, j'avais conservé le souvenir d'avoir été frustrée parfois, à l'issue de certains séminaires de Berkeley, que la discussion ait trop exclusivement laissé la place aux commentaires et interprétations des étudiants,alors qu'un cadrage plus approfondi aurait été utile pour éclairer les échanges. Je me suis donc essayée à un délicat équilibre entre discussions critiques et apports contextuels.

Les retours positifs des étudiants ayant suivi ce séminaire m'ont confortée dans cette direction, et j'ai bien regretté le moment où, pour des raisons institutionnelles, il m'a fallu renoncer à le donner.

Retour en Francce, « retour en ville » : la gentrification est-elle un phénomène français ?

Les recherches portant sur la gentrification se sont rapidement engagées dans un vif débat entre des chercheurs issus de différents pays et continents, mais pratiquement tous de culture anglophone (principalement les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, le Canada, et aussi l'Australie). La recherche francophone, et *a fortiori* les travaux portant sur la France, sont restés très marginaux dans les échanges de la communauté scientifique internationale. Ainsi, rares sont les chercheurs francophones à avoir diffusé leurs travaux dans des publications anglophones[78]. Inversement, aucune référence aux travaux francophones n'est faite ni dans l'ouvrage *Gentrification*, qui se veut une présentation complète et synthétique de l'état de la recherche sur la question (Lees, Slater, Wyly, 2008), ni dans l'anthologie de textes publiée en lien avec ce manuel (Lees, Slater, Wyley, 2010), ni, enfin, dans le livre *Gentrification in a Global Context*, qui vise pourtant à esquisser un tour du monde de la gentrification (Atkinson, Bridge, 2005). Pourtant, il y a bien, en France et dans les pays

[78] On peut citer cependant les publications – toutes postérieures à l'année 2000 – de Van Criekingen et Decroly, 2003, de Petsimeris, 2005, ou de Bacqué, Fijalkow, Launay et Vermeersch, 2011.

francophones, un courant de recherches portant sur la gentrification, et il serait utile de développer les échanges scientifiques au-delà du monde francophone[79].

Il faut reconnaître tout d'abord que le terme de « gentrification » a fait son apparition tardivement dans les sciences sociales françaises. Pourtant, à la fin des années 1970 et au tout début des années 1980, quelques chercheurs, principalement des sociologues, se sont intéressés à des objets (des territoires, des populations) relevant de la gentrification. Ces études developpaient trois approches différentes : les unes visaient à observer le changement social au niveau local (voir par exemple l'étude sur le Triangle du 14ème arrondissement, Chalvon-Demersay, 1984) ; les autres s'intéressaient aux « nouvelles couches moyennes » dans le contexte des débats sur la moyennisation de la société française (c'est le cas notamment du travail de Catherine Bidou sur les « aventuriers du quotidien », Bidou, 1984) ; enfin, d'autres chercheurs encore s'intéressaient aux quartiers centraux anciens et à leur réhabilitation (Rémy, 1983 ; Bourdin, 1984 ; Lévy, 1987). Dans l'ensemble, l'émergence de l'intérêt des chercheurs français pour les transformations socio-spatiales des quartiers centraux était étroitement liée à l'actualité des politiques urbaines (Roncayolo, 1985). Mais toutes ces recherches avaient en commun de ne pas utiliser le terme de gentrification.

C'est Francine Dansereau, une canadienne québécoise (c'est-à-dire située culturellement à l'interface du monde francophone et du monde anglophone) qui a introduit le terme pour la première fois dans une « note critique » consacrée à la littérature nord-américaine sur les phénomènes de « réanimation urbaine » et de « reconquête des quartiers anciennes par les couches moyennes » depuis le milieu des années 1970 (Dansereau, 1985). Mais les années 1980 et 1990 sont le temps d'une timide diffusion de la notion de gentrification en sociologie (Authier, 1993, 1995, 1998) et en géographie (Petsimeris, 1994, 1998 ; Chevalier, 1994).

La faible diffusion de la notion de gentrification est en partie liée à l'obstacle linguistique, comme le notait déjà Catherine Rhein en 1996 : prenant acte de cette contrainte et dans l'espoir explicite de susciter de nouvelles recherches francophones dans le domaine, elle a pris le parti de traduire en français l'article célèbre dans lequel le géographe britannique Chris Hamnett présentait les débats occupant les recherches anglophones sur la gentrification tout en proposant de les dépasser (Hamnett, 1991 ; Rhein, 1996). Mais il faut reconnaître surtout la longue résistance des sociologues et géographes français par rapport au terme « gentrification » (Petsimeris, 2005 ; Clerval, 2008 ; Collet, 2010). Plusieurs arguments ont été avancés pour justifier l'inapplicabilité de la notion en France. D'abord, plusieurs chercheurs français soulignaient la spécificité des villes françaises par rapport aux villes anglo-américaines : elles n'ont pas connu l'abandon et le déclin observés dans de nombreux centres urbains américains (Brun, Fagnoni, 1994 ; Préteceille, 2007). Mais cet argument est insuffisant : d'une part plusieurs chercheurs, dès les années 1980, ont documenté le déclin de certains quartiers centraux de villes françaises (Lévy, 1987), et d'autre part, il faut rappeler que tous les quartiers centraux états-uniens n'ont pas non plus été affectés par le déclin, comme en attestent la persistance de quartiers bourgeois à Boston ou à San Francisco par exemple. La différence de contexte n'explique donc pas à

[79] C'est dans cet objectif que je travaille actuellement, avec Jean-Yves Authier, à un article présentant la littérature francophone sur la gentrification et destiné à une revue anglophone. Les réflexions qui suivent sont tirées de ce travail en cours.

elle seule la résistance à la notion de gentrification. On peut avancer une autre explication de la rareté des études sur la gentrification en France : l'intérêt des chercheurs français se porte davantage d'une part vers la rénovation urbaine et plus largement le rôle des politiques publiques de logement et d'urbanisme dans l'accentuation des dynamiques de ségrégation à l'échelle de l'agglomération d'une part, et d'autre part, comme le remarque Anaïs Collet (2008), vers les nouvelles formes de pauvreté regroupées sous l'appellation d' « exclusion » (Dubet, 1987 ; Dubet, Lapeyronnie, 1992). De ce fait, les chercheurs ont détourné leur attention des questions des transformations urbaines liées aux classes moyennes. Enfin, dernière explication, certains chercheurs ont exposé ouvertement leur méfiance envers la géographie radicale anglophone : selon eux, celle-ci, héritière assumée de la pensée marxiste, est trop férue de théories généralisatrices qui font perdre de vue la complexité des processus, des populations et des territoires analysés (Rose, 1984 ; Bourdin, 1989, 2008).

Ces réticences et hésitations se sont reflétées dans les débats portant sur la façon de traduire le terme anglais de « gentrification ». Anaïs Collet rappelle ainsi que si des chercheurs, dans un premier temps, ont choisi de traduire le terme par « embourgeoisement », cette option a été progressivement abandonnée pour trois raisons (Collet, 2008). Premièrement, le terme « embourgeoisement » désigne l'augmentation relative des habitants issus des couches sociales supérieures au sein d'un espace donné ; or cette évolution sociale peut soit provenir de l'installation de ménages des catégories supérieures, soit résulter d'une élévation du statut socio-économique des populations en place. Le terme de gentrification est plus restrictif et désigne la transformation socio-spatiale par afflux de nouveaux habitants. Deuxièmement, alors que l'embourgeoisement peut affecter différents types d'espaces urbains (populaires, bourgeois, etc.), la notion de gentrification s'applique exclusivement aux territoires initialement populaires, et qui sont ensuite transformés par l'installation de populations des couches moyennes. Troisièmement, la notion d'embourgeoisement suppose l'appartenance des nouveaux habitants à la classe dominante de la bourgeoisie traditionnelle, alors que la gentrification met plutôt en jeu des couches nouvelles des classes moyennes, hétérogènes et qui diffèrent de la bourgeoisie traditionnelle par les enjeux sociaux qui les caractérisent ainsi que par leurs goûts et leurs valeurs (Fijalkow, Préteceille, 2006).

Au début des années 2000, non seulement l'utilisation du terme (anglais) de « gentrification » est-elle finalement établie dans la littérature francophone, mais les travaux sur la gentrification se développent considérablement. Plusieurs phénomènes ont contribué au développement de ces travaux. Il faut relever tout d'abord la visibilité croissante du phénomène dans les villes françaises. Simultanément, la médiatisation du phénomène « Bobo »[80] concourt à expliquer le succès grandissant de la notion de gentrification dans le monde universitaire. Son essor bénéficie en outre du retour du débat sur les « classes moyennes » en sociologie en France (voir par exemple Chauvel, 2006 ; Authier, Vermeersch, 2012). Enfin, on peut évoquer aussi l'émergence d'une nouvelle génération de chercheurs

[80] C'est un journaliste états-unien, David Brooks, qui a lancé l'expression (Brooks, 2000). Quelques années après la critique, par Anne Clerval, de ce livre et de l'idéologie qu'il véhicule (Clerval, 2005), je participe à un séminaire coordonné par Sylvie Tissot sur la question de la catégorie des « bobos ». Dans ce cadre, nous avons organisé deux journées d'étude intitulées « D'Où viennent les 'bobos' ? Genèse, circulation et usages d'une catégorie de description et d'analyse des espaces urbains », les 6 et 7 septembre 2012 à Paris, et qui donnera lieu à une publication aux Presses Universitaires de Lyon.

plus pénétrée de la littérature anglophone et participant plus souvent à des colloques internationaux, et qui mènent pour certains des recherches aux Etats-Unis ou dans d'autres pays anglophones. J'appartiens à cette génération de chercheurs, et mes travaux ont ainsi contribué au développement des études de la gentrification en France.

Finalement, universitaire française – et en cela, peut-être, plus attentive aux spécificités du terrain que soucieuse de proposer des théories englobantes de la gentrification – travaillant sur les Etats-Unis, imprégnée de la littérature anglophone et francophone sur la gentrification, j'ai développé, à partir de cette position d'interface, une approche particulière de la gentrification. C'est ce que la suite de ce chapitre vise à montrer.

Gentrification et processus de changement des quartiers

Comment un quartier se gentrifie-t-il ? Peut-on distinguer des étapes dans le déploiement du processus ? Comment cela se traduit-il concrètement dans la transformation de l'environnement urbain (habitat et commerces) et dans ses évolutions socio-démographiques ? Quelles sont les motivations avancées par les nouveaux habitants en fonction de leur date d'installation dans le quartier ? Tel est le premier ensemble de questions auxquelles l'analyse des quartiers de la Mission et de Noe Valley, à San Francisco, apporte quelques réponses (cf. textes 26 et 28).

Noe Valley : du quartier populaire au quartier « supergentrifié »

On peut ainsi retracer finement les étapes de la gentrification du quartier de Noe Valley. Comme le quartier de la Mission décrit dans le chapitre 2, Noe Valley était, au lendemain de la Deuxième Guerre Mondiale, un quartier blanc d'ouvriers (16 % en 1950 selon le recensement), d'artisans (16 %) et d'employés (25 %). Un ancien habitant s'en souvient dans ces termes :

> It was a mixed European neighborhood. In our block on Douglass Street, my parents came from Estonia in the Baltic, the people on the corner were English, the Spellmans, next door were people from Norway, then the Rileys from Ireland, the Speers from Germany, then the Nashes, I believe they were English, and then the Johnsons, from Norway, then the Micholettis, from Italy. And across the street were … from Germany. It was a sort of Northern European neighborhood. We all went to school together[81].

A l'issue de plusieurs décennies de tarissement de l'immigration, la plupart des enfants du quartier se rappellent qu'ils constituaient la première génération d'Américains dans leurs familles. Très familial et féminin (70 % des femmes ne travaillaient pas), le quartier fonctionnait, comme dans la Mission, comme un système d'interconnaissance fortement articulé autour des églises, des écoles et de la rue commerçante, la 24ème rue. Celle-ci présentait le paysage typique des quartiers populaires de l'époque :

[81] « (C'était) un quartier européen mélangé. Dans notre block, sur la rue Douglass, mes parents venaient d'Estonie dans la Baltique. Les gens du coin étaient anglais ; les Spellman, dans la maison d'à côté, venaient de Norvège. Il y avait ensuite les Rileys d'Irlande, les Speers d'Allemagne, ensuite les Nashes, je crois qu'ils étaient anglais, et les Johnsons, de Norvège, puis les Miccolettis d'Italie. Et de l'autre côté de la rue, ils venaient… d'Allemagne. C'était une sorte de quartier nord européen. On allait tous à l'école ensemble ».

> Years ago we had a lot of family-owned businesses. Cleaners, corner-grocery stores, we had three drugstores in five blocks here (…). There used to be a five and ten's store – a variety store, they have everything[82] (M. B., agent immobilier établi depuis plus de cinquante ans).

> The stores were all there. Everybody shopped locally. My mother would shop down there. And all the neighbors that we know would either walk down or take the bus down. Across from Bell's (…), that was always a market, Gad's Market. People shopped there. We always had the hardware store, Tuggey's. I went to school with young Tuggey. Then there was always a shoe shop, a barber shop. It was pretty well a self-contained village. A few restaurants, not too many. Actually I don't remember any real restaurants, but there were coffee shops like Herb's Fine Foods. There was a movie theater across the street from Herb's, the Noe Theater. We go on Saturday Matinées. We really didn't have to stray out of the neighborhood[83] (M. L., président d'une association de défense du quartier).

C'est donc cet univers qui est ébranlé par le mouvement de suburbanisation à partir des années 1950 et 1960. Noe Valley, comme la ville de San Francisco dans son ensemble, perd nombre de ses habitants (soit une diminution de 15,8 % de la population entre 1950 et 1980, contre 12,4 % à San Francisco). Ouvriers, artisans et employés restent majoritaires et le revenu médian du quartier est devenu inférieur à celui de San Francisco en général. Une habitante, qui y a emménagé au milieu des 1970 décrit ainsi le quartier :

> The neighborhood was more like an old crappy neighborhood. There was more low-key, very low-key… It wasn't considered a popular neighborhood at all[84] (Mme Z.).

La rue commerçante reflète l'état de somnolence dans lequel le quartier semble plongé entre les années 1960 et 1980, avec une augmentation considérable d'espaces commerçants inoccupés sur la 24ème rue, qui contrastent avec la vitalité du début des années 1950. J'ai montré la façon dont le quartier de cette époque est perçu par les habitants, qui décrivent la rue comme « quasiment mourante ».

> The commercial street almost died in the 60s. (…) A lot of stores closed. A lot of businesses that have been there for twenty years, the proprietors got old, and they slow down, they close. You had a lot of vacant during the 60s. (…) People like to walk now. People didn't like to walk before. You didn't see people going down the street[85] (M. S.).

---

[82] « Il y a longtemps, on avait beaucoup de petits commerces indépendants. Des teintureries, des épiceries, on avait trois quicailleries sur cinq blocks ici (…). Il y avait un five and ten's – une foire à tout, ils avaient tout ».

[83] « On avait tous les magasins. Tout le monde faisait ses courses dans le quartier. Ma mère faisait ses courses ici. Et tous les voisins qu'on connaissait y allaient à pied ou en bus. En face du supermarché Bell, il y avait un marché, Gad's Market. Les gens allaient là. La quaincaillerie, Tuggey's, est là depuis toujours. Je suis allé à l'école avec Tugeey. Et il y avait bien sûr une cordonnerie, un barbier. C'était une sorte de village autunome. Quelques restaurants, pas trop. En fait, je ne me souveins pas qu'il y ait eu de vrais restaurants, mais il y avait des cafés comme Herb's Fine Foods. Il y avat un cinéma en face de Herb's, le Cinéma Noe. On allait aux matinées du samedi. On n'avait pas vraiment besoin de sortir du quartier ».

[84] « Le quartier étit plutôt une sorte de vieux quartier cradingue. C'était plutôt modeste, très modeste comme… Ce n'était pas du tout considéré comme un quartier recherché ».

[85] « La rue cmmerçante était presque porte dans les années 1960. (…) Beaucoup de magasins ont fermé. Beaucoup de commerces qui étaient là depuis 20 ans, leurs propriétaires avaient vieilli, et ils ont levé le pied, ils ont fermé. Il y avait beaucoup de boutiques vides pendants les années 1960. (…) Les gens aiment se promener à pied aujourd'hui. Les gens n'aimeaient pas se promener avant. On ne voyait pas des gens descendre la rue à pied ».

La « revitalisation » du quartier s'amorce à partir des années 1980, avec l'installation de nouveaux habitants issus des couches moyennes, et s'accélère dans les années 1990, en lien avec le développement du secteur tertiaire dans le centre-ville et l'émergence de la Silicon Valley dans le sud de la péninsule. Ces transformations sociales se sont progressivement manifestées sur la rue commerçante, avec l'apparition, à côté des magasins traditionnels, de nouveaux types de commerces qui attestent d'une nouvelle esthétique.

Dès le milieu des années 1990, Noe Valley est identifié, dans la ville, comme la quintessence du « quartier *Yuppie*[86] », comme le formule un article du *San Francisco Chronicle :*

> Now Noe Valley is one of San Francisco's premier yuppie neighborhoods[87] (Carl Nolte, *SFGate*, « Lean Times at Food Collective / Noe Valley coop fights to save a way of business », 21/09/1995).

Les habitants exerçant un métier d'« *executive, administrative, managerial and professional* » représentent en effet 46 % de la population active en 2000 alors que les artisans et ouvriers sont devenus très minoritaires, et le revenu médian du quartier est désormais supérieur de 16 % à celui de San Francisco. Le marché du logement est devenu très cher, à l'achat comme à la location, comme le constate le journal local en titrant l'un de ses articles : « *Who Wants To Be A Millionnaire If You Can't Buy in Noe ?* »[88] (*Noe Valley Voice*, mars 2000). Dans ce contexte, la théorie du *rent gap* formulée par Neil Smith ne s'applique bien évidemment plus, et les nouveaux venus attestent de revenus largement supérieurs à ceux des gentrifieurs des années 1980 et 1990. Ils détiennent par conséquent des emplois relevant de secteurs sensiblement différents par rapport à leurs prédécesseurs : liée au secteurs bancaires et financiers du *Downtown* de San Francisco et tout particulièrement au boum des technologies de l'information de la fin des années 1990 dans la Silicon Valley. Loretta Lees a proposé ainsi de qualifier de « supergentrification » cette ultime phase de transformation des quartiers anciennement populaires (Lees, 2003).

La Mission : un *barrio* soumis à une gentrification « sporadique »

Le quartier de la Mission est limitrophe de celui de Noe Valley. Ancien quartier populaire blanc dans les années 1940 et 1950, il a connu l'évolution typique de ces quartiers des grandes villes états-uniennes affectés par le processus de ségrégation et de paupérisation dans les années 1960 et surtout 1970 et 1980, jusqu'à être identifié comme le *barrio* de San Francisco, un quartier pauvre d'immigrants hispaniques (cf. chapitre 2). Or on observe dès les années 1980 les signes d'une gentrification, qui se déploie en plusieurs, jusqu'à faire du quartier l'épicentre de la contestation de la gentrification au tournant des années 1990.

---

[86] Le terme « *Yuppie* » est tiré des initiales de l'expression « *Young urban professionals* », qui signifie littéralement « jeunes cadres urbains ».

[87] « Désormais, Noe Valley est l'un des tout premiers quartiers *yuppies* de San Francisco ».

[88] « Qui veut gagner des millions s'il est impossible d'acheter dans Noe ? ». Ce titre est une allusion au jeu télévisé britannique « Who wants to be a millionnaire » créé en 1998 et diffusé (et adapté) dans de nombreux pays par la suite, y compris en France.

Une artiste, installée dans le quartier de la Mission au début des années 1980 se rappelle l'arrivée des premiers gentrifieurs en lien avec la communauté artistique en ces termes :

> There were actually waves. There are people in the Latino community who are kind of founding members. *Culture Clash* is one of them, and they're doing a project for us right now. Folks from *MECA*, (…) just people who've been here for many years. (…) The whole generation of people who became artists here. These people are still around, they're still in the community. [*Are they first or second generation?*] Second: their parents immigrated here.
>
> Then the Lesbian community and artists is a very interesting phenomenon that happened there. They were renters. (…) Most of the people that I knew moved out because they couldn't afford it. That was in the last five or six years. White Lesbians bought places up in Bernal and moved out any way. (…)
>
> I think the young entrepreneurial types that are moving into the neighborhood now, that are kind of artist alternative white guys have money. They're opening these businesses like Bruno's and Foreign Cinema… These people have money. [*But are they artists?*] They're on the fringes. The guy who runs the Foreign Cinema, he's not an artist, he's a restaurant guy, but he's an alternative kind of hip guy[89].

Cette habitante évoque ainsi les différentes vagues de la gentrification mises en évidence par la littérature sur la gentrification, et en particulier le rôle pionnier joué par les artistes (Zukin, 1982) : à la recherche de logements et/ou d'ateliers bon marché, moins regardant sur les conditions de sécurité (car souvent célibataires et sans enfants, donc peu sensibles à la condition des écoles publiques ou des parcs locaux) et probablement attirés par la marginalité et la rugosité même du quartier, ils sont souvent les premiers à s'installer dans des quartiers qu'ils contribuent à transformer et dont ils popularisent l'esthétique, ouvrant ensuite la voie à de nouveaux arrivants. En 2000, ils représentent 5,7% de la population active de la Mission, c'est-à-dire une minorité, mais particulièrement visible et militante. C'est sans doute à eux que font référence deux commerçants hispaniques lorsqu'ils qualifient les Blancs du quartier de gens « *weird* » (bizarres) ou « *wild* » (sauvages).

Plus tard, à partir des années 1990, sont arrivés les étudiants ou autres jeunes gens désargentés mais branchés (les « *Hispsters* ») et d'autres habitants exerçant des professions

---

[89] « Ca s'est passé par vagues en fait. Certaines personnes, dans la communauté hispanique, sont les pionniers, en quelques sortes. *Culture Clash* [*un groupe de théâtre*] en fait partie, et ils ont un projet avec nous en ce moment. Des gens de *MECA [Mission Economic and Cultural Association]*, (…) simplement des gens qui sont ici depuis des années. (…) Toute la génération de gens qui sont devenus artistes ici. Ces gens sont toujours dans le coin, ils sont toujours dans la communauté. [*Est-ce qu'ils font partie de la première ou de la seconde génération ?*] De la deuxième : ce sont leurs parents qui ont immigré ici.

Et puis il y a eu les artistes lesbiennes, la communauté lesbienne, un phénomène intéressant qui a eu lieu ici. C'étaient des locataires. (…) La plupart de celles que je connaissais sont parties parce qu'elles n'avaient pas les moyens. Ca fait cinq ou six ans. Certaines lesbiennes blanches ont acheté des logements à Bernal, en tout cas elles sont parties. (…)

Je dirais que ce sont des gens genre jeunes entrepreneurs qui s'installent dans le quartier maintenant, qui sont un peu des types blancs, au style de vie alternatif, un peu artistes, qui ont de l'argent. Ils ouvrent des lieux comme *Bruno's* et *Foreign Cinema* [*deux restaurants branchés de la Mission*]… Ces gens là ont de l'argent. [*Mais est-ce que ce sont des artistes ?*] Ils sont à la limite. Le type qui dirige le *Foreign Cienma*, ce n'est pas un artiste, c'est un type de la restauration, mais c'est un type au style de vie alternatif, un peu branché ».

intellectuelles et/ou sociales, professant des valeurs de tolérance et d'ouverture et ayant choisi un mode de vie alternatid. Un couple âgé installé depuis plus de soixante ans dans le quartier et propriétaire de plusieurs bâtiments dans la Mission constate ainsi l'évolution du profil de leurs locataires :

> [*Who are your tenants?*] **He:** they're all couples, but they don't bother to get married. (…) They are all young. We haven't rented to an elderly person in a long time.
>
> [*Do you know what they do?*] **He:** Ollie works for Treasure Island as a teacher. They're trying to make a rehab' center over there. She teaches them. Oh the boy [*Ollie's boyfriend*] is teaching too right here some place. The one across the way, she works for a non-profit. Some of them have been in the Peace Corps. And they come back to that. One was in the Peace corps in Taiwan. Ollie was in South Africa.
>
> **She:** The young boys here, both go to school to be acupuncture doctors. The one upstairs, one is also a teacher. The other used to work for an environmental (*company*)… working at planting plants. They work with I guess schools.
>
> [*Have they been living in your flats for a long time?*] **He:** Ollie has been living here for three years. And Frannie, who lives on the other side, has been living here for three years. Now both of them have gotten different roommates. Downstairs, we've rented that to a couple from Spain. They divorced and she's back in Spain. We rented it to the Chinese couple. They just got married. She's also a teacher. They moved out, and there is another couple: he's going to Berkeley to school, and she's teaching or tutoring[90] (M. et Mme Z.).

En effet, les habitants travaillant dans l'éducation, la formation ou les bibliothèqaires sont, avec les artistes, le seul groupe socio-professionnel relevant de la catégorie des métiers *Management and Professional* qui ne soit pas sous-représenté dans le quartier (4,8%).

Enfin, une dernière catégorie de gentrifieurs s'est installée plus récemment dans le quartier. Du haut de la terrasse de la maison qu'il possède depuis plusieurs décennies, cet ancien habitant (blanc) pointe du doigt différents bâtiment aux alentours, en expliquant que leurs occupants ont tous des métiers liés à l'informatique ou aux médias :

---

[90] « [*Qui sont vos locataires ?*] Lui : Ce sont tous des couples, mais ils ne s'embêtent pas à se marier. (…) Ce sont tous des jeunes. On n'a pas loué à des personnes âgées depuis longtemps.

[*Savez-vous ce qu'ils font ?*] Lui : Ollie est enseignante à Treasure Island. Ils essaient de faire un centre de réhabilitation par là-bas. Elle est leur enseignante. Oh, le garçon [*l'ami de Ollie*], il est enseignant aussi, je ne sais pas où. Celle qui habite de l'autre côté de la rue, elle travaille pour une association. Certains d'entre eux ont été dans les *Peace Corps* [*une agence fédérale visant à promouvoir la paix et le développement dans les pays du Tiers-Monde à travers le bénévolat de jeunes*]. Et quand ils reviennent, ils font ça. L'une était dans les *Peace Corps* à Taiwan. Ollie était en Afrique du Sud.

Elle : Les jeunes garçons, ici, tous les deux sont allés à l'école d'acuponcture pour devenir médecins. Ceux qui habitent là-haut, l'un est aussi enseignant. L'autre travaillait pour une entreprise d'environnement… qui travaillait à planter des plantes. Ils travaillent avec des écoles je crois.

[*Est-ce qu'ils habitent dans vos logements deuis longtemps ?*] Lui : Ollie habite ici depuis trois ans. Et Frannie, qui habite de l'autre côté, elle habite là depuis trois ans. Maintenant toutes les deux ont changé de colocataire. En bas, on a loué à un couple qui vient d'Espagne. Ils ont divorcé et elle est rentrée en Espagne. On l'a loué à un couple de Chinois. Ils viennent de se marier. Elle aussi c'est une enseignante. Ils ont déménagé, et il y a un autre couple : il va à l'université de Berkeley, et elle enseigne ou elle fait du tutorat ».

> [*Have you noticed many people moving into the neighborhood, lately?*] Over here: this one, this other little one. He works for computers. He bought that place four-five years ago. This other one, they work in computers. The big building across the street, thee's a couple guys, one works for computers, the other works for channel 14. [*That's a lot of computer guys…*] They're all over around here now. Even across over here, in this junk house. So they're starting to move into the neighborhood.[91]

Les professionnels du secteur de l'informatique sont la vague la plus récente et la plus médiatisée de gentrifieurs dans le quartier de la Mission depuis la fin des années 1990. En effet, si les métiers techniques de l'informatique n'occupent que 3,4 % de la population active locale, ceux du management, des affaires et de la finance, très probablement liés aux entreprises *High techs* à l'heure du boum de l'Internet, fournissent pas moins de 10 % des emplois des habitants de la Mission. Plus fortunés que ceux qui les ont précédés dans le quartier, ils ont les moyens financiers de jouer un rôle important dans la consolidation de la gentrification du quartier.

Reste qu'après le boum informatique de la fin des années 1990, qui a coincidé avec l'accélération du phénomène de gentrification dans la Mission, les années 2000 (à partir des attentats de 2001) ont vu un net ralentissement du dynamisme économique, et par conséquent, des transformations du quartier. La gentrification n'a pas éradiqué les populations hispaniques du quartier, et un journaliste constate finalement :

> The irony of all this finger-pointing is that the Mission District is actually striving, and that for all the talk of gentrification and anti-development zealotry, much of the community has remained remarkably unchanged over the past 25 years.
>
> San Francisco's Mission District has long been seen as the epicenter of the city's battle over gentrification. Although the adjacent neigbhorhoods of Noe Valley and the Castro, have experienced far more gentrification, and uch steeper increase in rents and home prices, over the past 25 years, the Mission has gotten more attention because of concerns for the future of its Latino majority population[92] (*BeyonChron*, « The Future of San Francisco's Mission District », 22/01/2007).

Au total, le marché du logement de la ville, même s'il demeure l'un des plus chers des Etats-Unis, a cessé de connaître la croissance vertigineuse de la fin des années 1990. Les expulsions ont retrouvé leur niveau de la fin des années 1980. La 24ème rue est restée relativement stable jusqu'à la fin des années 2000 : les rares bars et restaurants branchés voisinent avec les mêmes commerces hispaniques modestes (*taquerias*, *panaderias* ou

---

[91] « Par ici, (*cette maison*)-ci, cette autre petite maison. Lui travaille dans l'informatique. Il a acheté la maison il y a quatre ou cinq ans. Cette autre (maison) là, ils travaillent dans l'informatique. Ce gros bâtiment de l'autre côté de la rue, ce sont deux hommes, l'un travaille dans l'informatique, l'autre pour *Channel 4* (*une chaine de télévision*). (*Ca fait beaucoup de gens qui travaillent dans l'informatique…*) Ils sont partout maintenant. Même en face, dans cette maison déglinguée. Alors ils ont commencé à s'installer dans le quartier ».

[92] « L'ironie de toute cette dénonciation, c'est que la Mission se porte bien, et qu'en dépit de tous ces débats sur la gentrification et de ce fanatisme anti-immobilier, la plus grande partie de la communauté est restée remarquablement inchangée depuis vingt-cinq ans.

La Mission, à San Francisco, a longtemps constitué l'épicentre de la lutte de la ville contre la gentrification. Bien que les quartiers adjacents de Noe Valley et de Castro aient expérimenté une gentrification bien plus conséquente, et que leurs loyers et leurs prix immobiliers à l'achat aient enregistré une hausse bien plus forte, au cours de ces vingt-cinq années, la Mission a davantage attiré l'attention de l'opinion, préoccupée par l'avenir de la population majoritairement hispanique ».

magasins de fruits et légumes) et les mêmes boutiques vacantes. La population hispanique du quartier a même légèrement augmenté en valeur absolue (même si la croissance démographique des Hispaniques, qui demeure forte dans l'agglomération, s'est incontestablement reportée sur d'autres quartiers de San Francisco et sur d'autres espaces de l'agglomération). En bref, la gentrification de la Mission reste « sporadique », pour reprendre le terme de Neil Smith (Smith, 2003).

Ainsi, Noe Valley et la Mission sont incontestablement deux quartiers affectés par le processus de gentrification. Cependant, leurs parcours différenciés (les décalages temporels du processus, les rythmes d'évolution et les différents niveaux de gentrification atteints – en termes de composition sociale de la population, de transformation du bâti et d'évolution des types commerces) invalident l'idée de la gentrification comme processus uniforme, linéaire et inéluctable, que les théories de la gentrification laissent parfois entendre. Au contraire, l'analyse de l'évolution contrastée de ces deux quartiers confirme la nécessité de penser la gentrification dans toutes les nuances de ses déploiements locaux. Et, contrairement à Noe Valley, la Mission est encore loin de devenir l'un de ces « quartiers-villages » qui suscitent l'engouement des nouvelles élites urbaines, et vers lequel la section suivante de ce chapitre se tourne.

Les manières d'habiter des gentrifieurs

Alors que les recherches sur la gentrification dans les villes-états-uniennes, à la fin des années 1990, s'efforçaient principalement de saisir les mécanismes du processus en élaborant d'ambitieuses théories englobantes, les travaux sur les « manières d'habiter, et plus encore de cohabiter » (Authier, 1995) dans les quartiers gentrifiés étaient encore relativement peu nombreux. Mes recherches menées, depuis la fin des années 1990, dans le quartier gentrifié de Noe Valley à San Francisco ont contribué à combler cette carence, en saisissant la question de la gentrification à l'échelle du quartier et par le biais de l'analyse des représentations et des pratiques des habitants (cf. textes 7, 8, 26, 27 et 28).

« Retour à la rue commerçante », « néo-convivialité » et appréciation du quartier

La rue commerçante est le produit, le reflet et l'enjeu des populations du quartier, parmi lesquelles les gentrifieurs sont nettement dominants. J'ai mis en évidence sa place centrale dans les modes de vie des gentrifieurs et dans leur rapport au quartier à San Francisco.

Dans Noe Valley, la 24ème rue a sensiblement changé depuis les années 1950. On n'y trouve plus de boucherie, de poissonnerie, de magasins de fruits et légumes, ou de pharmacie. Un supermarché (*Wholefoods* a récemment remplacé le plus modeste *Bell Market*) et d'autres filiales de grandes chaînes commerciales (*Walgreens*, *Radio Shak*) en ont remplacé un certain nombre. Plusieurs magasins alimentaires en revanche ont fait leur apparition dans les années 1980 et 1990, une boulangerie, une fromagerie et plusieurs caves à vin et semblent nettement plus florissants que dans d'autres quartiers voisins plus modestes. Librairies, magasins de cadeaux ou d'artisanat ethnique, boutiques de vêtements pour femmes se sont aussi multipliés. Il n'y a plus trace du cinéma *Noe Theater*, mais les librairies, les produits et services relatifs au sport, ainsi que les restaurants et les cafés, se sont multipliés. L'ensemble de ces commerces donne ainsi un bon aperçu des nouveaux

goûts culturels des classes moyennes et supérieures du quartier, qui tranchent avec ceux des habitants des années 1950 à 1970 : ils attestent de leur intérêt marqué pour la cuisine et les mets et boissons raffinés (Zukin, 1991), pour la décoration intérieure, pour la mode vestimentaire (chic ou décontractée), pour les activités sportives, intellectuelles et culturelles. Bref, par leur simple présence (et leur prospérité), les magasins de la 24ème rue reflètent les dispositions culturelles qui « distinguent » les gentrifieurs des autres citadins du quartier et d'ailleurs. La rue commerçante constitue finalement une importante vitrine du quartier, par laquelle le quartier et ses habitants sont identifiés de l'extérieur, et à laquelle un certain nombre d'habitants du quartier s'identifient eux-mêmes (mais pas tous...).

La rue commerçante n'est pas seulement le reflet des goûts culturels des gentrifieurs, elle participe aussi plus largement de leurs modes de vie en étant le support de pratiques relativement intenses. La 24ème rue est en effet très animée comparée à d'autres rues commerçantes de San Francisco, comme le montrent les mesures de circulation (piétonne et automobile) que j'y avais réalisées, surtout si l'on rapporte ces fréquentations à la densité de Noe Valley par rapport aux autres quartiers étudiés. Or les entretiens effectués auprès de gentrifieurs et de commerçants révèlent que les usages de la rue commerçante résultent de trois types de motivations, distincts mais qui peuvent se recouper : ils sont l'occasion de consommer, de flâner, et/ou de faire des rencontres. Tout d'abord, la 24ème rue est un espace où les habitants (les gentrifieurs en particulier) réalisent la plupart de leurs courses quotidiennes. Ils sont nombreux à la juger très « pratique ». Elle présente en effet tous les produits et services nécessaires à la vie quotidienne, et au-delà, elle permet de satisfaire à un certain nombre de goûts culturels propres aux gentrifieurs, comme on vient de le voir. Son aspect « pratique » résulte non seulement de la composition de ses commerces, mais aussi et surtout de la proximité de ces commerces par rapport aux domiciles des gentrifieurs, qui se réjouissent ainsi ne de pas avoir à recourir à la voiture pour les courses quotidiennes. Même si les ménages du quartier sont largement motorisés, la possibilité de faire ses courses à pied est ainsi un atout souvent mis en avant, alors que la voiture est présentée comme une contrainte associée à la vie en banlieue ou à la campagne. L'expérience de la rue commerçante est très souvent mise en regard des centres commerciaux : les uns pour constater qu'ils ne s'y rendent presque plus (et s'en réjouir), les autres pour mettre en avant la complétude de la 24ème rue. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils réalisent la totalité de leurs achats au sein du quartier, mais la rue commerçante représente une possibilité de gain de temps non négligeable, pour ces ménages le plus souvent souvent bi-actifs et très investis dans leurs métiers. Habiter le quartier de Noe Valley apparaît finalement comme un intéressant compromis familial entre les lieux des emplois du couple, ceux de l'approvisionnement du foyer, et ceux relatifs aux loisirs[93].

Les gentrifieurs n'utilisent pas la rue commerçante uniquement pour sa dimension utilitaire. Ils y vont aussi simplement pour flâner. Les termes « *walking », « hanging out », « loitering* » sont récurrents dans leurs discours et ils insistent sur le plaisir que constitue la promenade sans autre but que celle de marcher et de voir, dans un rapport au temps distendu. L'émergence d'une véritable « *coffee society* » locale (selon l'expression d'une habitante), constituée autour de cafés comme *Starbucks*, *Tully's* ou *Martha & Bros*, est étroitement liée à l'idée de spectacle urbain que les habitants se plaisent à contempler. La

[93] J'aborderai plus loin la façon dont la venue d'un ou de plusieurs enfants modifie les motivations résidentielles et le rapport au quartier des parents.

flânerie est explicitement encouragée par les commerçants, dont l'association a vigoureusement négocié avec le *Planning Department* le droit d'installer des bancs sans avoir à payer de redevance à la ville - des bancs qui sont effectivement souvent occupés pendant la semaine ou le weekend. Mais lorsque la flânerie se produit d'abord dans des espaces commerciaux, elle soulève la question des rapports entre espaces publics et espaces privés : depuis Walter Benjamin (Benjamin, 1941), nombreux sont les chercheurs à avoir dénoncé la marchandisation de la société et la privatisation des espaces publics. Dans un ultime mouvement, ce processus aboutit finalement à faire de l'espace urbain lui-même une marchandise : en normant de plus en plus strictement les usages, on empêche la diversité des pratiques et l'imprévu des rencontres qui sont pourtant au fondement de l'urbanité. Quoiqu'il en soit et compte tenu de toute l'ambivalence qu'il entretient avec la notion de consommation, ce goût des gentrifieurs de Noe Valley pour la flânerie participe incontestablement d'une fascination pour la vie urbaine qui s'appuie sur une nostalgie de la ville européenne de la fin du XIX^{e} siècle et qui a disparu à partir des années 1950.

Figure 9 : Sociabilité sur les bancs situés devant un café de la 24ème rue (SLF, 2010)

Si les gentrifieurs aiment observer les passants et les scènes de la vie de quartier en s'en tenant à distance, ils apprécient aussi la 24ème rue pour les relations sociales qu'elle leur permet de nourrir. La rue commerçante, en concentrant de nombreux usages et en étant le support d'intenses pratiques de proximité, favorise les rencontres multiples avec d'autres usagers du quartier, et partant, l'émergence d'une sociabilité de simple reconnaissance ou « néoconvivialité » (Degenne, 1986, cité dans Authier, 1995). Les cafés et leurs bancs extérieurs tournés vers la rue favorisent particulièrement les échanges, qu'ils s'en tiennent ou non aux lieux communs. Les commerçants jouent aussi un rôle important dans la sociabilité locale du quartier. Au sein de leur commerce ou avec leur association, certains s'efforcent délibérément de personnaliser les liens avec leurs clients et d'encourager plus largement les relations locales. Certains, en affirmant simplement leur présence de façon provocante, sont devenus des sujets de conversation communs et donc des vecteurs indirects de sociabilité locale, tel cet agent immobilier à la retraite dont la vitrine affiche

explicitement les convictions conservatrices, au cœur d'un quartier aux valeurs nettement progressistes. Les commerçants ne sont pas les seuls à constituer des pôles de la sociabilité locale. Comme dans les quartiers pauvres décrits au chapitre précédent, Noe Valley possède aussi des « figures locales » moins stables mais non moins reconnues. C'est le cas de Jesse, un homme qui a occupé le même emplacement pour mendier tous les jours pendant plusieurs dizaines d'années, et à qui la boulangerie offrait un petit déjeuner quotidien, avec qui de nombreux habitants échangeaient régulièrement quelques mots en lui tendant une pièce. A sa mort au milieu des années 2000, le journal local lui a dédié un article en pleine page, et des habitants ont déposé, sur le muret devant lequel il se tenait, une petite pierre noire simplement vernie et portant son prénom en lettres rouges. Les voisins (au sens large) deviennent parfois des proches, en particulier lorsqu'ils ont des enfants (cf. chapitre 4). Mais le plus souvent, ils restent de simples connaissances, et nombreux sont les habitants à se réjouir de ce « sentiment de familiarité » au sein de leur quartier. Alors que ce type de relations est hautement valorisé par les gentrifieurs, de nombreux discours tendent à les discréditer en les qualifiant de « superficielles » et en les opposant aux sociabilités populaires supposées plus authentiques et solidaires. Bien sûr, les sociabilités locales des gentrifieurs ont peu de choses à voir avec celles décrites par les sociologues dans les quartiers populaires des années 1950-1960. Elles ne sont en effet pas exclusivement locales, loin s'en faut, et elles ne sont pas fondées sur l'entraide et la solidarité. Outre qu'il ne faudrait pas idéaliser les sociabilités populaires, qui possèdent elles aussi leur lot de contraintes (cf. chapitre 2), ces relations sociales peuvent elles aussi attester d'une solidarité latente, qui peut s'exprimer à l'occasion d'événements particuliers. Surtout, l'attachement proclamé des gentrifieurs à ce voisinage retrouvé (ou imaginé) justifie à lui seul que l'on s'y intéresse d'un point de vue scientifique.

Ces intenses pratiques de la rue commerçante, qu'elles aient pour motivation de consommer, de flâner ou de socialiser, sont au fondement d'une identité de « quartier-village »[94] régulièrement invoquée par les habitants et qu'ils apprécient fortement. Les discours des habitants expriment leur appréciation du quartier de façon remarquablement consensuelle. Les termes utilisés pour le décrire relèvent toujours du même registre : les habitants évoquent tour à tour un « petit village », une « petite ville », l' « atmosphère de village », « un village unique », « une petite ville dans la ville ». Ce registre rappelle certes la méfiance culturelle historique des Américains envers la grande ville, et le vieil idéal de la communauté villageoise théorisé par les sociologues de l'Université de Chicago dans les années 1920. Mais il met aussi en avant l'importance attachée au local, montrant ainsi que les pratiques et les sociabilités ne sont pas toutes déterritorialisées dans les grandes villes contemporaines. La métaphore du quartier-village est aussi invoquée pour désigner une certaine harmonie sociale avec les anciens habitants, même si leurs relations avec eux sont en réalité limitées. A Noe Valley, c'est la rue commerçante qui cristallise l'identité de quartier et qui est un des vecteurs principaux de l'attachement au quartier. Elle est d'ailleurs parfois désignée, en filant la métaphore de la petite ville ou du village, comme « Downtown Noe Valley » (centre-ville de Noe Valley) ou « Main Street » (Grand Rue).

[94] La métaphore du quartier-village ou village urbain désigne un certain rapport à la ville et au quartier : elle qualifie une certaine homogénéité du peuplement, des modes de vie fortement orientés sur le quartier ainsi que l'intensité des sociabilités locales (Grafmeyer, Authier, 2008).

J'ai ainsi montré que le « retour en ville » (ou « *Back to the City Movement* ») des gentrifieurs est ainsi largement associé à un « retour à la rue » (Charmes, 2005), et, plus précisément, à un retour à la rue commerçante. Celle-ci, en effet, concentre à elle seule différentes dimensions de cette citadinité retrouvée : elle permet à la fois de consommer, de flâner et de voisiner. Dans cette nouvelle quête de la citadinité, certains voient une nostalgie de la ville de l'ère industrielle, attestée par cette vogue contemporaine du « rétro-urbanisme » (Johns, 2004) qui tente de la faire revivre en en ressuscitant certaines formes architecturales (bâtiments, mobilier urbain, décoration intérieure). J'ai voulu montrer pour ma part que les gentrifieurs, s'ils emploient une terminologie qui rappelle le contexte urbain des années 1950 (autour notamment des termes de « village urbain »), expriment en toute conscience un rapport au quartier qui a peu de choses en commun avec ceux de leurs prédécesseurs. Leur rapport au quartier résulte à la fois d'un nouveau rapport à l'espace, d'un nouveau rapport au temps, et d'un nouveau rapport aux autres.

Une « culture de la gentrification mondialisée »? La part du local

Les études s'accordent sur la forte extension de la gentrification, depuis la fin des années 1990, non seulement au sein des grandes villes occidentales où le phénomène a été observé depuis les années 1970, mais aussi à l'intérieur de la hiérarchie urbaine de ces pays, et dans les villes des pays en voie de développement. Au point que Neil Smith, par exemple, qualifie cette nouvelle phase de « gentrification généralisée » (Smith, 2003). A l'échelle du quartier et du point de vue des modes de vie des gentrifieurs, on peut alors se demander si l'on assiste à l'émergence d'une « culture de la gentrification mondialisée » (Carpenter, Lees, 1995) qui serait repérable d'un quartier à l'autre et d'une ville à l'autre. Répondre à cette question nécessite de développer des perspectives comparatistes sur le processus de gentrification, qui sont encore relativement peu répandues dans les recherches.

La comparaison de Noe Valley avec le quartier de la Macarena à Bogota, que j'ai réalisée avec Guénola Capron (cf. texte 28), contribue à apporter quelques arguments en faveur de l'existence d'une « culture de la gentrification mondialisée ». En dépit de leur habitat différencié (prédominance de maisons individuelles à forte valeur patrimoniale à Noe Valley et alternance de petits immeubles, de maisons individuelles et de tours de logements signées par des architectes de renom à La Macarena), on repère un certain nombre d'indices paysagers de la gentrification communs aux deux quartiers : façades bien entretenues et pimpantes, trottoirs soignés et parfois végétalisés, et surtout, des scènes commerçantes qui se font écho (cafés, bars et restaurants, produits alimentaires de luxe, galeries d'art et librairies, boutiques de mode, etc.), et qui rappellent également celles de Paris, de Londres ou de New York (Carpenter, Lees, 1995). Parmi ces commerces subsistent également un certain nombre de magasins anciens, et les gentrifieurs, dans les deux quartiers, se réjouissent de la profondeur historique qu'ils confèrent au quartier, quoique des chercheurs l'aient qualifié d'illusoire. Cette mixité marchande d'autre part est perçue par les gentrifieurs comme le reflet d'une certaine mixité sociale qu'ils disent apprécier : elle serait finalement l'image de la tolérance et de l'ouverture intellectuelle et sociale qu'ils revendiquent. Enfin et surtout, à la Macarena comme à Noe Valley, les gentrifieurs convoquent de façon récurrente l'image du « quartier-village », soulignent l'importance des commerces, et insistent sur leur attachement au quartier et aux sociabilités locales qu'ils y ont nouées, avec les commerçants, avec les habitants, même s'il s'agit davantage de relations de reconnaissances que d'interconnaissance.

De cette analyse, il ressort que le rapport au quartier des gentrifieurs (leurs pratiques et leurs représentations) comporte de nombreux points communs, de Noe Valley à la Macarena. Finalement tout se passe comme si leur attachement au quartier consistait en un attachement à un territoire local mais générique, à un style de vie reproductible ailleurs. Dans ce sens, ils correspondent bien à la définition des « cosmopolites » avancée par Alexandra Daris à propos des banlieusards de Québec :

> Une personne cosmopolite qui choisit d'étaler ses relations sociales et son réseau d'action grâce à une mobilité accrue cultive un attachement générique envers son milieu. En d'autres mots, le cosmopolite s'attache aux modes de vie et aux possibilités offertes par le milieu plutôt qu'aux caractéristiques du territoire (Daris, 2002, p. 185).

Les gentrifieurs, dont quelques travaux ont mis en évidence les liens avec l'élite transnationale (Rofe, 2003), attestent donc de modes de vie similaires d'une ville à l'autre. Cette culture commune de la gentrification qu'ils construisent dans les quartiers gentrifiés rend possible une certaine transposabilité de l'ancrage local.

Il émerge de ce processus un paradoxe, quand les efforts de « distinction » des gentrifieurs à travers leurs modes de vie ancrés localement au sein de leurs quartiers résultent finalement en une homogénéisation culturelle à l'échelle internationale. C'est ce que soulignent Juliet Carpenter et Loretta Lees en ces termes :

> Gentrifiers strive to be distinctive within their own cultural context, and to mark themselves out from others; but internationally they also adhere to a certain conformity, as the symbols used can be read and identified by similar social groups cross-nationally. Gentrification is thus one expression of the globalization of culture in a postmodern world, an example of how process that ostensibly aims to express difference results in a measure of global conformity and a lack of distinctiveness[95] (Carpenter, Lees, 1995, p. 288).

Mais l'idée d'une « culture mondialisée de la gentrification » ne résiste pas, en réalité, à une analyse plus fine. La comparaison des deux quartiers gentrifiés de San Francisco et de Bogota montre par exemple l'importance des variations locales des modes de vie, qui s'expliquent elles-mêmes par des contextes urbains et sociaux contrastés. Ainsi, la convocation de la figure du « quartier-village » dans Noe Valley et dans la Macarena masque en fait des pratiques locales différenciées.

De plus, la comparaison de deux quartiers inégalement gentrifiés à San Francisco, Noe Valley et la Mission, révèle qu'au sein d'une même ville, les gentrifieurs de différents quartiers peuvent là encore attester de modes de vie et de rapports à leur quartier sensiblement distincts. A San Francisco par exemple, les gentrifieurs de Noe Valley et ceux de la Mission (où le processus de gentrification est nettement moins avancé) n'ont clairement pas les mêmes pratiques de leur quartier. Alors que les premiers concentrent nombre de leurs pratiques quotidiennes dans le quartier et sur la rue commerçante en particulier, ce n'est pas le cas des seconds, qui effectuent la majorité de leurs achats en dehors du quartier et développent peu de sociabilités locales, convenant que la rue

[95] « Les gentrifieurs s'efforcent de se distinguer au sein de leur propre milieu culturel, et de se démarquer des autres ; mais à l'échelle internationale, ils adhèrent aussi à une certaine conformité, puisque les symboles utilisés peuvent être lus et identifiés par des groupes sociaux similaires au-delà des frontières. La gentrification est ainsi l'expression de la mondialisation de la culture dans un monde posmoderne, un exemple de la manière dont un processus qui vise ostensiblement à exprimer la différence résulte en une certaine dose de conformité mondiale et en un manque de distinction ».

commerçante n'est pas adaptée à leurs attentes. Finalement, alors que les premiers ont construit leur « village urbain », les seconds utilisent plutôt leur quartier comme « village suburbain », pour reprendre l'expression d'une journaliste du *San Francisco Chronicle* (Lloyd, 2001). Ces différences de modes de vie, les gentrifieurs eux-mêmes en sont tout à fait conscients, et nombreux sont ceux de la Mission à se dire « fatigués du couple *Yuppie* » et à critiquer l'homogénéité sociale et ethnique de Noe Valley (tout en avouant d'ailleurs fréquenter la 24ème rue pour un certain nombre d'activités...). Autrement dit, différents quartiers cristallisent différents rapports au quartier et au-delà, différentes valeurs et identités. Ces résultats vont tout à fait dans le sens de ceux de l'étude de Tim Butler et de Gary Robson sur huit quartiers de Londres (Butler, Robson, 2003). Ainsi, la culture de la gentrification est traversée d'irréductibles variations, ancrées dans des contextes socio-spatiaux particuliers.

On pourrait même aller plus loin et rappeler qu'au sein d'un même quartier, on distingue plusieurs catégories de « gentrifieurs », caractérisés par des profils sociaux, des modes de vie et des rapports au quartier contrastés. A Noe Valley par exemple, les gentrifieurs de la première heure relèvent les différences culturelles qui les séparent des derniers arrivés dans le quartier avec la vague de « supergentrification » ; ces différences se traduisent en effet concrètement par une segmentation des usages de la rue commerçante, dans le temps et dans l'espace. De même, dans la Mission, les habitants exerçant des professions intellectuelles ou culturelles résistent souvent à se penser comme gentrifieurs et se présentent plus volontiers en opposition avec les « *dotcomers* » (employés des *startups* internets qui se sont considérablement développées à San Francisco à la fin des années 1990), qui constituent pour eux la figure emblématique du gentrifieur. Les rapports entre ces groupes de gentrifieurs ne sont d'ailleurs pas toujours simples, ce qui soulève la question de la cohabitation entre gentrifiés, mais aussi plus largement entre gentrifieurs et gentrifiés.

« Les géographies morales troubles » des gentrifieurs et des gentrifiés

Alors que la plupart des études sur la gentrification reposent sur l'antagonisme classique gentrifieurs/gentrifiés, mes travaux sur San Francisco mettent au contraire au jour les « géographies morales plus troubles » (Rose, 2010, p. 697) qui sont à l'œuvre dans les quartiers gentrifiés. Une analyse fine des représentations, des pratiques et des habitants des quartiers gentrifiés révèle ainsi l'existence de plusieurs catégories d'habitants, caractérisées par des rapports contrastés à la gentrification de leur quartier et par des manières d'habiter différenciées. Je reviens d'abord sur le point de vue des gentrifieurs sur la co-présence d'habitants de milieux populaires ou autrement dit, sur la mixité socio-ethnique, qui caractérise ces quartiers (au moins provisoirement). Puis j'analyse la perspective – encore trop ignorée par les recherches sur la gentrification – des gentrifiés sur leurs rapports aux nouveaux arrivants du quartier dans le contexte de la gentrification (cf. textes 29 et 30).

Les rapports ambigus des gentrifieurs à la mixité sociale et à la diversité

Le processus de gentrification, qui résulte, comme on le sait, de l'arrivée d'habitants des couches moyennes et supérieures dans d'anciens quartiers populaires, s'accompagne logiquement d'une accentuation de la mixité sociale voire ethnique de la population locale. Parce qu'elle a longtemps été considérée comme un phénomène transitoire, les chercheurs sur la gentrification se sont encore relativement peu intéressés aux rapports des gentrifieurs à la mixité sociale (Simon, 1995 et 1997 ; Butler, Robson, 2003 ; Rose, 2004).

Rappelons d'abord la polysémie de la notion de « mixité sociale » (*social mix* ou *diversity*). Si la plupart des gentrifieurs interrogés par Damaris Rose à Montréal, par exemple, comprennent la « mixité » au sens de co-présence de populations de classes sociales différentes, un certain nombre d'entre eux pensent plutôt spontanément à la diversité des origines culturelles et professionnelles des personnes relevant toutes de la classe moyenne ; d'autres évoquent encore la diversité des orientations sexuelles (Rose, 2004).

J'ai observé le même phénomène à San Francisco. Ainsi, il peut sembler surprenant au premier abord que nombre de gentrifieurs, à Noe Valley, continuent de souligner la diversité de la population comme un atout du quartier alors que les statistiques montrent que les classes moyennes et supérieures y sont en réalité très largement prédominantes (66,3 % de *management, professional and related occupations*), dans un quartier que l'on peut qualifier de « supergentrifié » (cf texte 26). Ce paradoxe résulte justement en partie de ce que les habitants envisagent davantage la mixité en termes ethniques voire culturels qu'en termes sociaux, et le profil socio-démographique du quartier confirme la présence d'une population d'origine hispanique (14,2 % *« any race Hispanic or Latino »*), asiatique (11,5 %), ou mixte (5,5 %), ou encore de personnes nées en Europe (3,8 %), ou d'homosexuels (3,5 % de foyers « *unmarried same sex partner households* »).

Par ailleurs, il est important d'analyser les représentations de la diversité à la lumière de la micro-géographie du quartier considéré. En effet, les limites socio-spatiales des quartiers ne sont pas toujours nettes[97], et le profil socio-démographique moyen peut masquer des différenciations importantes à une échelle plus fine. C'est le cas du quartier de Noe Valley, où se dessine une opposition sensible entre son cœur et ses marges, nettement moins homogènes socialement et caractérisées par une plus forte représentation de populations d'origine hispanique (21,8 % dans l'îlot 210, contre 7,8 % dans l'îlot 212). On verra la manière dont certains gentrifieurs qui habitent ces marges jouent parfois délibérement de cette position intermédiaire, segmentant stratégiquement leurs pratiques (et plus encore celles de leurs enfants) entre le cœur du quartier gentrifié et ses marges plus populaires, du côté de la Mission (cf. chapitre 4).

Enfin, les entretiens révèlent que les représentations relatives à la composition de la population du quartier et à la signification donnée à la « diversité » varient sensiblement d'un individu à l'autre, et que l'on peut interpréter cela à la lumière de leurs niveaux de revenus, de leurs types de professions, de leur parcours résidentiels.

[97] San Francisco ne possède pas de territoire administratif à l'échelle infra-municipale. Les quartiers n'ont donc pas d'existence administrative, et le type d'habitat et le tracé des principales voies de circulation ne permettent pas toujours d'en identifier des frontières tranchées.

Ces représentations différenciées de la mixité sociale ou de la diversité recouvrent en même temps des rapports à la mixité sociale différenciés. C'est ce que montre Damaris Rose à propos des gentrifieurs de Montréal, en distinguant quatre profils types, qui correspondent à quatre manières de considérer et de pratiquer la mixité (Rose, 2004). Le premier groupe, qu'elle qualifie d'« ignorants/indifférents », sont le groupe le plus minoritaire : ils se caractérisent par une indifférence voire une ignorance totale vis-à-vis de la présence des couches populaires du quartier ; il rappelle la catégorie des « transplantés » identifiée par Patrick Simon dans le quartier de Belleville à Paris (Simon, 1997). Le second groupe, les « Nimbystes », rassemble les individus ayant des attitudes de type *NIMBY* (*Not in my backyard*), c'est-à-dire plus ou moins explicitement hostiles à la présence de populations marginalisées dans leur quartier. Le troisième type, les « tolérants », professent une ouverture nuancée aux populations modestes. Enfin, les « égalitaristes » – que Patrick Simon avait qualifiés de « multiculturels » – sont les plus ouverts à la co-présence de populations modestes. Ils expriment une vision égalitaire de la ville et sont aussi souvent conscients des paradoxes de leur position : en bénéficiant eux-mêmes de la gentrification, ils savent qu'ils mettent indirectement en danger les couches populaires qu'ils souhaitent côtoyer.

On retrouve bien ces différents types de gentrifieurs à San Francisco, dans le quartier de la Mission par exemple. La plupart d'entre eux célèbrent en effet ce qu'ils considèrent comme un « *wonderful diverse neighborhood* » (« un merveilleux quartier mixte »). Pour une artiste, qui y habite depuis plus de dix ans, « *it is the most vibrant barrio in the West Coast. It's a really vibrant Latino neighborhood* » (« C'est le *barrio* le plus animé de la Côte Ouest. C'est vraiment un quartier ispanique animé »). Une jeune enseignante de lycée, locataire et installée dans le quartier depuis trois ans, apprécie tout autant l'animation de la Mission, évoquant les restaurants, la musique latino-américaine et les conversations en espagnol. Mais son discours atteste de toute l'ambiguïté de son rapport au quartier. Ainsi, il apparaît qu'elle valorise surtout la mixité culturelle du quartier pour le sentiment d'exotisme qu'il lui procure. Elle avoue ne pas éprouver de véritable sentiment d'appartenance pour le quartier, et elle déplore la saleté des trottoirs et les comportements de certains hommes du quartier :

> But it's also super dirty, and a lot of junk men, whistling and saying things to you. It's really a hassle, I just feel like I would rather avoid it sometime[100] (O.).

De plus, elle a bien conscience des enjeux de la gentrification et de sa participation involontaire dans le processus de déplacement des populations modestes du quartier, tout en expliquant qu'elle n'avait pas les moyens d'habiter ailleurs dans la ville. Elle avoue finalement que « (*she) constantly feel(s) torn in that regard* » (Elle « se sen(t) en permanence déchirée sur cette question »). L'artiste comme l'enseignante relèvent clairement de la catégorie des « égalitaires » ou des « multiculturels », pour reprendre la typologie de Damaris Rose et de Patrick Simon. D'autres gentrifieurs attestent de rapports très différents à la mixité sociale : cet habitant, qui s'est installé au début des années 1990 et a réhabilité la maison victorienne qu'il a achetée, se réjouit aussi de la diversité du quartier. Mais s'il apprécie le quartier, ce n'est certainement pas en raison de la rue commerçante, qu'il juge sale, mal famée et inintéressante ; il est surtout satisfait du mouvement de réhabilitation qui a sensiblement transformé le segment de rue sur lequel il habite, et auquel il a personnellement contribué en organisant la plantation de magnolias devant les maisons

[100] « Mais c'est aussi super sale, et il y a plein de poivrots qui vous sifflent ou vous disent des trucs. C'est vraiment pénible, parfois j'ai vraiment envie d'échapper à ça ».

des propriétaires riverains qu'il est allé démarcher. La transformation sociale du quartier lui semble une chose tout à fait positive, et il en parle en terme d'amélioration du quartier. Il appartient sans aucun doute à la catégorie des gentrifieurs « *NIMBY »*. Enfin, un dernier groupe de gentrifieurs relève plutôt du type des « indifférents » ou « transplantés », tel ce jeune locataire qui travaille dans le graphisme informatique, dans le quartier de SoMa à San Francisco. Il ne pratique guère le quartier, hormis quelques restaurants branchés, et la mixité sociale lui apparaît comme une contingence dont il doit s'accommoder provisoirement, notamment en trouvant un garage pour protéger sa voiture décapotable du vandalisme récurrent, avant de pouvoir déménager. Les gentrifieurs attestent ainsi de rapports nettement différenciés à la mixité, les uns venus pour la vivre au quotidien, les autres la subissant, les derniers l'ignorant presque.[102]

Non seulement ces groupes de gentrifieurs expriment des rapports contrastés à la mixité, mais ils peuvent aussi entretenir entre eux des relations ambivalentes voire tendues, surtout lorsqu'émerge un fort mouvement de contestation de la gentrification, comme c'est le cas dans le quartier de la Mission à San Francisco. Ainsi la jeune enseignante évoquée plus haut saisit-elle parfaitement la faiblesse de la distance qui la sépare des gentrifieurs qualifiés de « *Yuppies »*, accusés de chasser les populations hispaniques modestes du quartier. Tout en ne s'identifiant pas avec cette catégorie de gentrifieurs, elle réalise que la seule différence entre elle et eux résulte de son choix professionnel, et partant de ses revenus. La comédienne également citée plus haut exprime une opinion beaucoup plus tranchée sur les autres gentrifieurs. Elle reconnaît avoir certes participé à l'émergence du processus de gentrification dans la Mission avec d'autres artistes. Mais pour elle, la frontière est nette entre elle et ses pairs d'une part, qui, selon elle, « *are on the right side of things* » (« sont du bon côté des choses »), et les gentrifieurs de la dernière vague d'autre part, qu'elle décrit ainsi :

> They're working for companies that are moving in, that are primarily thinking of one thing, which is getting on this wave of technology and making money from it. They have just this greed which is driven by this new industry[103] (Mme H.).

Les gentrifieurs ne sont pas une catégorie homogène, et ils sont eux-mêmes très conscients de ce qui les distingue entre eux, certains désapprouvant explicitement la présence du groupe qu'ils dénigrent en les qualifiant de *« Yuppies* » ou de *« Techworkers* ».

Des recherches ont montré que ces différents rapports à la mixité peuvent donner le ton à des quartiers entiers. A Londres par exemple, Tim Butler et Gary Robson ont mis en lumière la façon dont différents types de gentrifieurs sont attirés par différents quartiers gentrifiés : pour eux, ces choix ne sont pas seulement déterminés par l'adéquation entre un niveau de revenu et le marché immobilier, mais ils révèlent surtout différents modes de vie et différentes valeurs, parmi lesquelles le rapport à la mixité est discriminant (Butler, Robson, 2001 ; Butler, Robson, 2003). Les huit quartiers gentrifiés qu'ils ont étudiés possèdent ainsi des identités nettement différenciées, spatialement construites par

---

[102] L'enquête en cours sur les enfants et leurs familles dans les quartiers gentrifiés de Paris, Londres et San Francisco confirme elle aussi que les représentations et les pratiques de la mixité des gentrifieurs ayant des enfants scolarisés à l'école primaire sont loin d'être monolithiques (cf chapitre 4).

[103] « Ils travaillent pour des entreprises qui s'installent dans le quartier, et qui ne pensent presque qu'à une chose : surfer la vague des hautes technologies pour en tirer profit financièrement. Ils ont vraiment cette cupidité que cette nouvelle industrie nourrit ».

différents types de gentrifieurs, et où la question de la mixité tient une place plus ou moins importante dans le discours des gentrifieurs. Par exemple, les gentrifieurs de Brixton se réjouissent de la grande mixité socio-ethnique de la population de leur quartier, même s'ils interagissent très peu avec ces habitants qui ne leur ressemblent pas, attestant de relations sociales qualifiées de « tectoniques ». A l'opposé, dans Battersea, les habitants les plus modestes sont largement invisibles, et les gentrifieurs n'expriment aucun désir de cohabitation avec les couches populaires : ils se soucient bien davantage de la qualité de l'offre scolaire pour leurs enfants.

Ainsi, les gentrifieurs sont loin de constituer le bloc monolithique que la majorité des études sur la gentrification laisse entendre, et des lignes de divisions se dessinent nettement au regard de leurs pratiques du quartier et de leurs rapports à la mixité.

Gentrifiés : indifférence, satisfaction ou résistance

Les études sur la perspective des gentrifiés sont encore plus parcellaires, et c'est un aspect qui a retenu mon attention. J'ai mis en lumière, là encore, la variété des réactions des gentrifiés par rapport au processus de gentrification et les relations contrastées qu'ils entretiennent avec les gentrifieurs eux-mêmes: de la résistance à la satisfaction, en passant par l'indifférence. Le quartier de la Mission, où le processus de gentrification n'est pas aussi abouti qu'à Noe Valley et où il suscite des débats virulents, en est emblématique.

Tout d'abord, un nombre non négligeable de gentrifiés (hispaniques ou non hispaniques) ignorent le terme de gentrification et ne semblent pas relever les signes de la transformation récente du quartier. On peut avancer plusieurs hypothèses pour expliquer cette « indifférence » à un processus qui suscite pourtant de vigoureux débats à l'échelle de la ville. Certains d'entre eux, assurés de leur logement (c'est en particulier le cas des propriétaires, mais aussi éventuellement de certains locataires de longue durée dont le bail n'a pas été remis en question), subissent peu les contraintes de la gentrification, et leurs modes de vie locaux n'ont de fait pas été altérés, dans la mesure où la rue commerçante a peu changé jusqu'au début des années 2000. D'autres au contraire subissent la gentrification de plein fouet : leur ignorance peut alors venir du fait qu'ils n'ont pas les moyens d'en discerner les causes (immigrants récents et/ou absorbés par la nécessité de survivre au quotidien, ils ne disposent pas du recul nécessaire), ou alors, s'ils les saisissent, d'un sentiment d'impuissance et de fatalité. Il serait utile d'éprouver ces hypothèses sur d'autres terrains.

D'autres gentrifiés au contraire ont bien saisi les transformations à l'œuvre dans leur quartier et ne dissimulent pas leur inquiétude. Celle-ci porte bien sûr d'abord sur la question du logement, alors que les loyers ont considérablement augmenté à la fin des années 1990. Tel restaurateur mexicain explique ainsi de façon désabusée :

> Les *Latinos* ne peuvent pas vivre dans cette ville, c'est très cher. San Francisco est la ville la plus chère de tous les Etats-Unis. Les *Latinos* sont toujours payés moins, ils n'ont pas des revenus élevés. Ils ne peuvent pas vivre à San Francisco[104] (M. M., propriétaire d'un restaurant mexicain).

[104] Cet entretien a été conduit en espagnol, avec une interprète qui traduisait en français, au fur et à mesure de la discussion, les propos de la personne enquêtée.

Une part toujours plus importante des revenus des couches modestes est donc consacrée au budget du logement. En plus de l'augmentation du marché de l'immobilier, les habitants doivent faire face à la vague d'expulsions sans précédent qui frappe en particulier le quartier de la Mission à la fin des années 1990 et jusqu'au tout début des années 2000. Dans ce contexte, les habitants n'ont d'autre choix que de quitter le quartier (et souvent la ville) ou d'emménager avec des proches dans des logements surpeuplés. Finalement le recensement de 2000 a montré que la population hispanique du quartier a cessé d'augmenter pour la première fois depuis 50 ans.

Autre contrainte matérielle que fait peser la gentrification sur la vie quotidienne des gentrifiés : la rue commerçante, en se transformant pour refléter les goûts des gentrifieurs, répond de moins en moins aux besoins et aux attentes des gentrifiés. Ce n'est pas encore le cas de la Mission, dont la rue commerçante (la 24ème rue-Mission) au tout début des années 2000, est encore largement inchangée : restaurants, bars et autres cafés branchés ont bien ouvert en lien avec l'afflux de gentrifieurs, mais ils sont concentrés à l'autre extrémité du quartier (vers la 16ème rue) ou dispersés dans d'autres espaces commerciaux disponibles. C'est du côté de Noe Valley que la rue commerçante a été le plus visiblement transformée par la gentrification : à côté des restaurants, librairies et autres boutiques de modes présentés plus haut, subsistent quelques exemples raréfiés de commerces de standing plus modeste : le supermarché Bell, et surtout un bar populaire ou un vieux *dining*. Un certain nombre d'habitants qui vivent sur de modestes revenus et doivent encore parfois payer un loyer, ne trouvent plus sur la 24ème rue les produits et services qu'ils pourraient se procurer et certains évoquent les nouveaux commerces de la 24ème rue avec amertume. C'est bien ce qu'exprime cette habitante d'environ soixante-dix ans, lorsqu'elle qualifie de « *junk* » (cochonneries) les objets vendus par les magasins d'art et de décoration, qui sont hors de sa portée financièrement et qui, en même temps, ne relèvent pas de ses goûts culturels.

Au-delà de ces contraintes matérielles liées à la gentrification, c'est bien un sentiment de désappropriation symbolique qu'éprouvent un certain nombre de gentrifiés. Comme ce qu'exprimait indirectement l'habitante de Noe Valley citée ci-dessus, un homme d'origine hispanique installé depuis plusieurs décennies dans la Mission explique qu'il n'éprouve plus de sentiment d'appartenance pour le quartier :

> Culturally, this neighborhood has become more and more people that have lots of money, well-educated, professionals. And we have been left behind[105] (M. S.).

Ainsi, cet habitant, et il n'est pas le seul, se sent exclu par la montée en puissance d'une culture « de l'argent » qu'il ne partage ni culturellement ni financièrement. Le développement des lieux de cette culture (bars, restaurants, boutiques de modes et de décoration, etc.) ne se fait pourtant pas au détriment des commerces traditionnels du quartier, puisque le taux de vacances des espaces commerciaux reste particulièrement élevé sur la 24ème rue-Mission. Mais il se produit en décalage complet avec les goûts et le pouvoir d'achat des revenus modestes des gentrifiés du quartier. Et l'accentuation de la visibilité de ces différences culturelles, qui recoupent ici clairement de fortes inégalités sociales, nourrit un fort sentiment de frustration… et d'injustice (cf. chapitre 2).

[105] « Culturellement, ce quartier a de plus en plus de gens avec beaucoup d'argent, des cadres très diplômés. Et on a été laissé de côté ».

Un autre habitant d'origine hispanique, photographe de profession, confirme ce sentiment de décalage, mais il en souligne moins les implications sociales que les dimensions culturelles, et reproche en particulier aux « jeunes gens riches » qui arrivent dans le quartier de ne pas participer à la vie locale :

> Lots of rich young people are moving in the neighborhood, because they're the only one that can afford a quarter million dollar house. Most of these young people have just finished the University, they work in the Silicon Valley or any business that has to do with computer. And they have this mentality that… No sense of belonging (…). They keep to themselves. They don't even shop in the neighborhood[106] (M. Q.).

Figure 10 : Affiche apposée sur la façade d'une galerie et présentant les habitants hispaniques comme des superhéros, dans le contexte de la lutte contre la gentrification (SLF, 2006)

La Mission a été au cœur d'une résistance contre la gentrification, qui a émergé à la toute fin des années 1990 et qui a connu son apogée au milieu des années 2000. Le fer de lance de cette lutte a été la *Mission Anti-Gentrification Coalition* (MAC), une coalition d'associations communautaires et artistiques locales créée en 2000. Jugeant que lutter contre le déplacement des populations les plus modestes revenait à intervenir trop tard dans le processus de gentrification, MAC a cherché à peser, en amont, sur le processus d'aménagement. Elle a donc milité activement pour une restriction des nouveaux zonages envisagés par le gouvernement municipal dans les quartiers de l'est de San Francisco (la Mission étant l'un d'entre eux). Ceux-ci, en autorisant la construction d'unités résidentielles destinées aux classes moyennes-supérieures en remplacement de bâtiments consacrés à l'artisanat et à l'industrie légère, auraient conduit à une brutale accélération de la *new built*

[106] « Il y a beaucoup de jeunes gens riches qui emménagent dansle quartier, parce que ce sont les seuls à pouvoir se payer une maison à un quart de million de dollars. La pluart de ces jeunes gens sortent de l'Université, ils travaillebt dabs la Silicon Valley ou d'autres entreprises liées à l'informatiques. Et ils ont cette mentalité qui… Aucun sentiment d'appartenance. Ils restent de leur côté. Ils ne font même pas leurs courses dans le quartier ».

gentrification. Or un fort enjeu de cette résistance a été de réussir à impliquer les familles, les travailleurs et les immigrés récents aux côtés des activistes locaux (Chion, 2012 ; Brahinsky, Chion, Feldstein, 2013). Autrement dit, il s'agissait de motiver les gentrifiés les plus vulnérables du quartier à participer à la lutte contre la gentrification, d'habitude plutôt menée par une poignée d'activistes qui, s'ils jouissent assurément de revenus relativement modestes, de par leur niveau d'éducation et leur profession, ne relèvent pas, pour la plupart, du milieu populaire. Un certain nombre d'entre eux attestent d'un profil tout à fait similaire à celui des gentrifieurs « égalitaires » ou « multiculturels ».

Cet exemple illustre d'une part la difficulté pour les gentrifiés à se mobiliser contre la gentrification, un phénomène qui n'est pas seulement dû à l'obstacle linguistique, comme cela a récemment été analysé à San Diego (Le Texier, 2005). Il montre d'autre part que la résistance à la gentrification est un mouvement plus complexe qu'il n'y paraît, et qui contribue un peu plus à brouiller les démarcations entre gentrifieurs et gentrifiés.

Alors que certains gentrifieurs (qui, comme l'artiste citée tout à l'heure, ne se reconnaîtraient assurément pas comme tels) se rangent du côté des gentrifiés dans la lutte contre la gentrification, à l'inverse, certains gentrifiés voient la gentrification d'un œil tout à fait favorable. Certains habitants hispaniques apprécient la gentrification du quartier pour l'amélioration de l'environnement physique qu'elle apporte :

> More clean: sidewalks, because so many white people move into the neighborhood. [*What do you think about it? Do you think it's bad or good…?*] Good[107] (M. N.).

Ou ce commerçant hispanique (qui n'habite pas le quartier) :

> It is not a problem: it shows that there is nothing wrong with this neighborhood. Except at night, but like everywhere [108] (M.E.).

C'est aussi le cas de certaines personnes âgées, blanches, qui habitent le quartier depuis leur enfance, c'est-à-dire avant l'afflux d'immigrants hispaniques, et qui sont « *just happy* » (tellement contents) de l'arrivée des gentrifieurs :

> But now, it seems like the young generation is moving into the Mission. And we're so happy. Some people are afraid of the gentrification here in the Mission. But I think most want that to appear in the Mission. So I think the Mission is going to start coming up again[109] (Mme W.).

Pour eux, qui sont propriétaires de leur maison et d'autres logements encore dans la même rue (qu'ils ont mis en location), la gentrification permet une revalorisation du quartier, c'est-à-dire de leurs biens. Mais il serait erroné d'interpréter leur réaction comme purement intéressée du point de vue économique. Ils expriment aussi en réalité un désir de réappropriation symbolique du quartier, dont ils s'étaient sentis dépossédés en raison de la forte croissance de la population hispanique, qui était devenue majoritaire à partir de 1970.

---

[107] « Oui, c'est plus propre, les trottoirs, parce qu'il y a tant de Blancs qui emménagent. (Qu'est-ce que vous en pensez-, c'est bien, ce n'est pas bien ?) C'est bien ».

[108] « (La gentrification), ce n'est pas un problème : cela montre que le quartier n'est pas si mal. Saif la nuit, mais c'est comme partout ».

[109] « Mais maintenant, on dirait que c'est la jeune génération qui s'installe dans la Mission. Et on est tellement content. Il y a des gens qui ont peur de la gentrification ici dans la Mission. Mais moi je crois que la plupart des gens souhaitent que ça se produise dans la Mission. Alors je pense que la Mission va se relever à nouveau ».

Dans le même sens mais pour d'autres raisons, certains habitants de milieux populaires peuvent délibérément chercher à s'installer dans des quartiers gentrifiés. C'est ce que montre le cas de Paris : plusieurs gentrifiés interrogés expriment ainsi leur satisfaction d'avoir obtenu un logement à loyer modéré dans le quartier gentrifié des Batignolles, grâce auquel leurs enfants sont scolarisés dans des écoles publiques qui leur semblent satisfaisantes (cf. chapitre 4).

En conclusion, l'analyse des représentations de la mixité sociale et de la gentrification par les différents groupes d'habitants montre la faiblesse d'une vision de la gentrification fondée sur une dichotomie gentrifieurs/gentrifiés. Pour jouer avec les termes du titre du fameux article de Madeleine Lemaire et Jean-Claude Chamboredon (1970), la proximité spatiale ne s'accompagne pas d'une distance sociale uniforme, mais d'un nuancier complexe et mouvant de distances sociales construites par différents groupes d'habitants.

Conclusion

L'analyse de la gentrification dans les quartiers de la Mission et de Noe Valley à San Francisco a participé à la remise en cause de l'approche trop généralisante d'un certain nombre de travaux sur la gentrification dans les villes états-uniennes. Finalement, mes recherches ont contribué à la littérature sur la gentrification dans les villes états-uniennes, et plus largement à la littérature sur la gentrification dans les villes des pays du Nord, en mettant en avant trois grands résultats.

D'abord, j'ai montré la façon dont la gentrification se déploie de façon nettement différenciée selon les quartiers, bien que les terrains étudiés soient situés dans la même ville et contigus. La gentrification est un processus qu'on ne peut saisir qu'en étant attentifs à ses temporalités, à ses rythmes et à ses formes différenciées dans l'espace. Ce faisant, elle confirme la nécessité de penser les « géographies de la gentrification » (Ley, 1991 ; Lees, 2000). De plus, la Mission offre le cas particulièrement intéressant d'un quartier qui, dans une période de soixante ans, a d'abord été modelé par le processus de ségrégation, avant d'entrer dans une nouvelle phase (encore incertaine) de gentrification. Cela montre qu'il est important de ne pas dissocier l'étude des phénomènes de ségrégation et de gentrification.

Ensuite, j'ai contribué à éclairer les manières d'habiter des gentrifieurs. En particulier, j'ai montré que leur « retour en ville » (Bidou, 2003) consistait en grande partie en un « retour au quartier », et plus particulièrement en un « retour à la rue commerçante ». Tout en mettant en lumière un certain nombre de traits communs dans les rapports des gentrifieurs à leur quartier qui pourraient aller dans le sens d'une « culture mondialisée de la gentrification », j'ai là encore révélé l'importance du contexte local dans les manières d'habiter. Tous les quartiers gentrifiés ne sont pas représentés et pratiquée par leurs habitants issus des classes moyennes supérieures comme des « quartiers-villages », et on pourrait même rapprocher le rapport au quartier des gentrifieurs de certains quartiers à des « villages suburbains ». De plus, au sein d'un même quartier, différents groupes de gentrifieurs peuvent attester de représentations, de pratiques et de sociabilités variées.

Enfin, je me suis intéressée aux rapports des habitants à la gentrification et à leurs manières de se représenter la cohabitation. Ce faisant, j'ai cherché à battre en brèche

l'opposition simpliste entre gentrifieurs et gentrifiés, que sous-tendent trop de travaux sur la gentrification. A l'opposé, j'ai voulu révéler les « géographies morales troubles » qui traversent les quartiers gentrifiés.

Au total, mes recherches ont montré l'importance de penser la grande diversité des manières dont la ségrégation et la gentrification sont vécues par les habitants à l'échelle des quartiers. Alors que mes propres pratiques quotidiennes du quartier (gentrifié…) étaient bouleversées par la naissance de mes enfants, j'ai bientôt réalisé l'étonnante carence des études urbaines sur des figures pourtant très visibles dans certains quartiers gentrifiés et dans certains quartiers ségrégués : les enfants.

CHAPITRE IV : « Unequal childhoods, unequal neighborhoods ? » : Les expériences citadines contrastées des enfants

Travaillant depuis plusieurs années sur les manières d'habiter dans les quartiers affectés par la ségrégation et la gentrification, la naissance de mes deux enfants en 2002 et en 2005 et la révolution subséquente de ma vie familiale et professionnelle m'ont fait réaliser à quel point les enfants constituent un agent fondamental de recomposition de l'organisation de la vie quotidienne et, en particulier, du rapport au quartier et à la ville. Autrement dit, à partir de ma propre expérience – voilà encore une « convergence » expliquant mon cheminement intellectuel –, j'ai commencé à saisir que le rapport à l'espace des habitants n'est pas seulement influencé par les grandes transformations urbaines touchant les quartiers mais aussi par les changements relatifs au cycle de vie des habitants ; qu'il n'est pas seulement affecté par les caractéristiques socio-économiques, culturelles ou ethniques des habitants, mais qu'il dépend aussi fortement de leur âge, de leur genre et de leur situation familiale. Et que, les enfants sont, eux aussi, des citadins à part entière – ou, pour parodier Gluckman à propos des Africains, qu'« un citadin [enfant] est un citadin » (Gluckman, 1960, p. 57). Il m'a fallu quelques années – le temps d'avoir le temps – pour transposer cette expérimentation personnelle en questionnements scientifiques. C'est dans ce contexte, et dans le prolongement direct de mes recherches sur les manières d'habiter les quartiers gentrifiés, que j'ai commencé à m'intéresser aux enfants (et à leurs familles), qui constituent une catégorie importante et légitime de citadins, pourtant largement négligée par la littérature scientifique.

Il est grand temps en effet de reconnaître le rôle des enfants (et de leurs familles) dans la transformation des grandes villes-centre affectées par les processus de ségrégation et de gentrification et de mettre au jour leurs stratégies et leurs expériences quotidiennes au sein des quartiers. En d'autres termes, il est nécessaire de mettre en lumière la manière dont les enfants et leurs familles vivent au quotidien ces grandes dynamiques urbaines tout en contribuant activement à les produire ou à les remanier à l'échelle locale. Inversement, en saisissant les manières d'habiter et de cohabiter des enfants et de leurs familles dans des territoires urbains socio-spatialement contrastés – des quartiers gentrifiés (socialement mixtes) et des quartiers ségrégués (populaires pour les uns, ou bourgeois pour les autres) –, il s'agit d'analyser la manière dont les processus de gentrification et de ségrégation contribuent à la différenciation des vies citadines des enfants. Au bout du compte, alors qu'une sociologue a brillamment montré l'existence (et les fondements) d'« *unequal childhoods* » (Lareau, 2003), cela permettra de poser la question des rapports entre « *unequal childhoods* » et « *unequal neighborhoods* », et donc d'interroger les territoires

urbains des enfants au regard de la question de la justice. C'est le cœur d'un projet de recherche que j'ai soumis à l'Institut Universitaire de France (qui m'a permis d'y obtenir une délégation comme membre junior en 2011-2016) et auquel je me consacre depuis 2009[115].

La première section de ce chapitre revient d'abord sur l'enjeu social majeur que constitue de nos jours la question des enfants pour San Francisco comme pour de nombreuses autres grandes villes contemporaines, avant de montrer la façon dont les sciences sociales se sont saisies de cet enjeu. Elle expose ensuite les grands objectifs du projet de recherche. Ce dernier est mis en œuvre au travers de deux recherches collectives que je dirige et que les deux sections suivantes du chapitre présentent successivement : la première, récemment achevée, porte sur les manières d'habiter et de cohabiter des enfants et de leurs familles dans les quartiers gentrifiés ; la seconde, actuellement en cours, explore les représentations, les pratiques et les sociabilités des enfants et de leurs parents dans deux types contrastés de quartiers ségrégués : des quartiers populaires et des quartiers bourgeois.

« The city without children »

Les enfants et leurs familles semblent de moins en moins à leur place dans les grandes villes contemporaines. Cette question de leur place dans la ville constitue une préoccupation croissante de nombre de municipalités. Alors que les sciences sociales anglophones s'en sont en partie saisies, les recherches francophones les ont, elles, paradoxalement ignorées pendant longtemps.

Les enfants, des citadins en péril ?

Dans de nombreuses villes de pays du Nord, la part des enfants et des familles tend à décliner. San Francisco est une bonne illustration de ce phénomène. Alors que les enfants de moins de 18 ans comptaient pour 25 % de la population de la ville en 1960, leur part est tombée à 13,4 % en 2010, alors que, dans d'autres espaces de l'agglomération, leur proportion est de 24,8 % à San Jose et de 21, 3 % à Oakland. Entre 2000 et 2010 pourtant, les enfants de moins de 5 ans ont légèrement augmenté (3000 enfants) ; mais ce gain de population a été annulé par le déclin numérique des enfants en âge d'être scolarisés (8000 enfants). De fait, San Francisco est devenue la grande ville des Etats-Unis avec la plus faible population d'enfants, derrière Seattle (15,4 %) et Boston (16,8 %), alors que même Manhattan, à New York, compte environ 15 % d'enfants. Plusieurs facteurs sont avancés pour expliquer cette tendance, et notamment le coût du logement, la faiblesse des équipements liés à la petite enfance, et le système scolaire local (coût des écoles privées et « qualité » des écoles publiques). Quoiqu'il en soit, de nombreux journaux locaux, comme le *San Francisco Chronicle* ou le *San Francisco Examiner,* et nationaux comme le *New York Times* (voir par exemple Knight, 2011) ainsi que plusieurs rapports (Blash *et al*., 2005 *;* Lee,

[115] Ce vaste projet est étroitement lié à deux recherches que je dirige et auxquelles collaborent d'autres collègues. La première, financée par la CNAF (2009-2012), a été réalisée avec Jean-Yves Authier et Frédéric Dufaux ; la seconde, en cours, est subventionnée par un contrat avec la Ville de Paris (2011-2013) et implique Jean-Yves Authier, ainsi que Isabelle Mallon et Anaïs Collet. Je les présente en détail dans la suite de ce chapitre.

2006 et 2008) s'inquiètent d'un processus qu'ils décrivent comme « *families exodus* » (*SFGate*, 8 mars 2012) et s'interrogent sur l'avenir de cette « *city without children* » (Brodkin, 2001). En même temps, le déclin numérique des enfants et de leurs familles se produit dans un contexte de disparité socio-ethnique croissante. Ainsi le tiers des familles gagne-t-il un revenu annuel supérieur de 120 % au revenu moyen de San Francisco, alors qu'elles ne composaient que 20 % des familles en 1990 ; à l'opposé, 43 % des familles attestent de revenus modestes (c'est-à-dire inférieurs à 80% du revenu moyen), parmi lesquelles les familles noires, hispaniques, et, dans une moindre mesure, asiatiques, sont surreprésentées (Lee, 2008, p. 13). Cela pose la question des effets de ces inégalités sur la vie quotidienne et les pratiques urbaines des enfants de San Francisco.

De l'autre côté de l'océan atlantique, Paris a connu une évolution assez similaire : entre 1954 et 1999, la capitale française a perdu 700 000 habitants, parmi lesquels 24 % étaient des enfants de moins de 15 ans. En 2006, elle accueille 314 000 enfants, et ceux-ci représentent seulement 14,4 % de la population parisienne, contre 19,5 % en Ile-de-France et 18,6 % en France. Autre exemple, les couples avec enfants et les familles monoparentales ne constituent que 24 % des ménages parisiens alors qu'ils représentent plus de 37 % de l'ensemble des ménages en France (Recensement INSEE 2006). Là aussi, cette désaffection des familles pour le cœur de l'agglomération est communément mise sur le compte des difficultés rencontrées en matière de logement (exiguïté et coût) et d'équipements liés à l'enfance. Pourtant, les premières années du XXI^{e} siècle ont vu s'esquisser un léger retournement de tendance : entre 1999 et 2007 le retour inédit de la croissance démographique parisienne s'est appuyé notamment sur un regain de la natalité et de la fécondité (APUR, 2010), et s'est traduit par une légère augmentation des effectifs scolaires dans le premier degré (Service Statistique Académique de Paris, 2010). Si la municipalité de Paris a décidé d'encourager ce fragile retour en ville des enfants et de leurs familles, elle a également pris conscience qu'il se produisait dans un contexte de disparité sociale croissante. Malgré un revenu médian des familles parisiennes sensiblement plus élevé qu'en Ile-de-France ou qu'en France, ce ne sont pas moins de 20 % des familles qui, à Paris, vivent au-dessous du seuil des « bas revenus » tels qu'ils sont définis par la Caisse des Allocations familiales (Observatoire des Familles Parisiennes, 2010).

Ce double défi auquel San Francisco et Paris sont confrontés est loin de leur être spécifique, et la question des enfants est devenue une préoccupation majeure pour de nombreuses grandes villes du monde aujourd'hui. En Grande-Bretagne par exemple, dans ses préfaces successives au *State of London's Children*, Ken Livingstone, alors maire de la capitale, s'inquiètait de ce que les enfants de sa ville subissaient « les niveaux d'inégalité les plus élevés de toutes les régions du Royaume Uni » (Greater London Authority, 2004). En 2010, la situation ne s'est guère améliorée et 39 % des enfants de Londres, soit près de 600 000 enfants, vivent toujours au-dessous du seuil de pauvreté dans la région la plus riche du pays (London Child Poverty Commission, 2010). Plus globalement, une enquête réalisée par l'Observatoire mondial des modes de vie urbain auprès de 9 000 habitants résidant dans quatorze grandes villes (Londres, Paris, Lyon, Berlin, Prague, Alexandrie, Shanghai, Pékin, Tokyo, Sydney, Chicago, Los Angeles, New York et Mexico) révèle ainsi que près du tiers des enquêtés ne souhaitent pas élever leurs enfants dans la ville où ils résident (Damon, 2008). La question des enfants et des familles, de leur présence et de leur place dans les grandes villes constitue donc un enjeu de première importance.

Les enfants, la ville et les sciences sociales

Les sciences sociales anglophones se sont saisies relativement précocement de cet enjeu social en s'intéressant au rapport des enfants à la ville ; en France au contraire, les recherches sur ce domaine sont longtemps restées marginales (cf textes 31 et 32).

« Children and the city » dans les sciences sociales anglophones

C'est dans les années 1970 que la question du rapport des enfants à la ville émerge dans les sciences sociales anglophones. Deux ensembles de travaux distincts se développent alors, préfigurant deux grands types d'approches qui persistent encore aujourd'hui dans les recherches sur les enfants et l'espace. D'un côté, James Blaut et David Stea, chercheurs en psychologie environnementale à l'Université de Clark, mettent en place le « Place Perception Project » visant à développer la compréhension des processus cognitifs d'appréhension de l'espace par les enfants et de développement de leurs compétences cartographiques dans une perspective éducative. Ainsi, en utilisant différentes méthodes visuelles, au premier rang desquelles, bien sûr, les cartes mentales, plusieurs chercheurs ont montré les variations des modalités de la connaissance de l'espace en fonction de l'âge et du sexe des enfants tout en remettant en cause l'hypothèse piagétienne des étapes du développement de l'enfant (Blaut et Stea, 1971 ; Matthews, 1984, 1985, 1992). D'un autre côté, William Bunge s'intéresse à la question des pratiques spatiales et de l'attachement des enfants à l'espace urbain à Détroit : ses « expéditions géographiques » visent à montrer l'oppression spatiale subie par les enfants dans leur environnement quotidien, et à mettre en évidence que les enfants sont finalement les principales victimes des forces politiques, économiques et sociales qui façonnent l'espace urbain (Bunge, 1973). Moins ouvertement polémiques, quelques autres chercheurs s'engagent sur la voie d'explorer les pratiques urbaines des enfants aux Etats-Unis (Ward, 1978 ; Hart, 1979) ou ailleurs (Lynch, 1977).

Plus de vingt ans après ces travaux pionniers, les recherches sur le rapport des enfants et à la ville (et au territoire en général) connaissent un développement véritablement spectaculaire dans les sciences sociales anglophones. Plusieurs facteurs géographiques, sociétaux et intellectuels se combinent pour expliquer l'essor de ces travaux. D'abord, il est lié en partie à la reconnaissance, par le champ scientifique, de l'importance du phénomène urbain à l'échelle mondiale, alors que l'UNICEF établit qu'un citadin sur trois est un enfant, soit environ un milliard d'individus (Cloutier, Torres, 2010). Ensuite, la Convention Internationale des Droits de l'Enfant est adoptée en 1989, et, dans son sillage, les instances internationales insistent de manière récurrente sur la nécessaire prise en compte des enfants dans la mesure du bien-être des sociétés et sur leur place dans la ville notamment (alors que les enfants comptent aujourd'hui pour près du tiers de la population urbaine mondiale). En propulsant les enfants sur le devant de la scène internationale, ces événements contribuent à légitimer l'intérêt scientifique pour une population jusque-là négligée par la recherche internationale et à lui proposer un agenda de recherches (McKendrick, 2000).

Enfin, les années 1990 sont également le temps d'une vaste réflexion scientifique sur le concept d'enfant, qui a nourri le renouvellement des travaux sur la question des enfants et des jeunes. Ainsi, s'appuyant sur les travaux de Philippe Ariès, qui ont montré la façon dont la conception de l'enfance comme un âge spécifique de la vie, distinct de l'âge adulte, a historiquement émergé au XVI^{e} siècle et s'est décisivement consolidée à l'époque des

Lumières (Ariès, 1960), des chercheurs ont contesté la conception naturaliste de l'enfant qui imprègne encore largement les discours contemporains. Ils ont montré que loin d'être une donnée biologique, l'enfance est en réalité une construction sociale, qui varie sensiblement selon les milieux sociaux, les sociétés, et les périodes de l'histoire (Prout et James, 1990 ; Jenks, 1996). Ainsi, la question même des limites de l'enfance demeure problématique puisque soumise à ces variations sociales, spatiales et temporelles. Ces analyses épistémologiques, en posant les enfants comme êtres à part entière (et non comme êtres en devenir, devant être soumis aux forces de socialisation pour pouvoir atteindre la complétude de l'âge adulte), les placent au rang de véritables acteurs sociaux, et soulignent la nécessité de les mettre au centre des recherches en tant que tels.

Dans ce contexte épistémologique renouvelé, et encouragées de surcroît par le lancement de vastes programmes de recherches nationaux (l'ESRC au Royaume-Uni, et la NSF aux Etats-Unis) et internationaux (UNESCO), les recherches se sont considérablement développées depuis la fin des années 1990, au point de se constituer en un champ spécifique, les *Children's Geographies*, qui possède ses propres colloques, ses ouvrages de référence (par exemple Holloway et Valentine, 2000 ; Chawla, 2002 ; Christensen et O'Brien, 2003 ; Valentine, 2004 ; Holt, 2011), et ses revues spécialisées (voir par exemple le renouveau de la revue *Children, Youth and Environment* en 1992 et la création d'une revue intitulée *Children's Geographies* en 2003). Ces travaux sur les enfants accordent une attention toute particulière à la dimension spatiale (Holloway et Valentine, 2000), ou, pour le dire autrement, les *Children's Geographies* visent à mettre en lumière les multiples façons dont l'espace structure les vies quotidiennes des enfants et des jeunes, et dont, inversement, les enfants réinterprètent et construisent leurs propres territoires.

Les *Children's Geographies* explorent ainsi différentes dimensions de la question du rapport des enfants au territoire, que plusieurs états de la littérature se sont efforcés de saisir ces dix dernières années (Holloway, Valentine, 2000 ; Christensen, O'Brien, 2003 ; Holt, 2011). L'on se concentrera ici sur les travaux portant spécifiquement sur les pratiques urbaines des enfants. En effet, avec l'émergence de l'approche sociologique de l'enfant et dans le contexte d'une forte croissance urbaine, un grand nombre de chercheurs se sont intéressés aux rapports des enfants à la ville, en étudiant leurs propres perspectives sur leurs territoires (leurs pratiques et leurs représentations spatiales), le sens et les valeurs qu'ils y accordent et les formes d'attachement qu'ils manifestent (Holloway, Valentine, 2000 ; Christensen, O'Brien, 2003 ; Valentine, 2004). Plusieurs résultats émergent de cet ensemble de travaux.

Ils révèlent ainsi que les territoires urbains des enfants, dans les pays du Nord, sont globalement travaillés par quatre grandes tendances concomitantes : l'« enfermement », la « privatisation », l'« archipélisation » et la « dépendance spatiale ». Premièrement, les chercheurs constatent depuis plusieurs décennies un enfermement croissant des enfants dans les espaces privés (le logement, les activités de loisirs organisées, etc.), qui va de pair avec leur éviction des espaces publics (les places urbaines, les jardins publics, et tout particulièrement les rues). Cet enfermement est en bonne part lié à l'accroissement de la circulation automobile dans les villes. Mais il est aussi dû aux transformations des logements, plus grands, plus confortables, et où les enfants ont plus souvent qu'autrefois des espaces qui leurs sont attribués (chambres, salles de jeux…) et possédant de nombreux équipements de loisirs (Karsten, 2005). Par conséquent, les enfants ne se plaignent pas toujours, loin de là, du temps qu'ils passent dans leur logement. Ce déclin des enfants dans

les espaces publics ne peut pas être assimilé à un déclin de la place des enfants dans la ville (et dans la société). Au contraire, et c'est la seconde tendance caractérisant les territoires urbains des enfants, on assiste à multiplication des espaces dédiés aux enfants. Ces espaces, de plus en plus visibles dans la ville, ont cependant pour caractéristique d'être des espaces privés, c'est-à-dire des lieux dont les activités sont gérées par des institutions privées, organisées et surveillées par des adultes (les activités para- ou périscolaires – en forte augmentation dans la plupart des pays du Nord –, les structures commerciales ludiques ciblant les enfants, etc.) (McKendrick *et al.*, 2000 ; Karsten, 2002). Troisièmement, les enfants tendent de plus en plus à être convoyés d'un lieu (privé) à l'autre dans la ville, la plupart du temps en voiture, par leurs parents ou d'autres adultes : ce phénomène aboutit à une archipélisation de leurs territoires et à une déconnexion de leur quartier de résidence (Lareau, 2003 ; Zeiher, 2003). Quatrièmement, l'ensemble de ces tendances va de pair avec une diminution conséquente de l'autonomie spatiale des enfants : les déplacements et les pratiques non accompagnés par des adultes adviennent de plus en plus tardivement pour les enfants (Valentine, 2004).

Ces quatre processus affectant les territoires urbains des enfants doivent être mis en relation avec les représentations que les sociétés (les adultes) se font du rapport des enfants à la ville et des compétences spatiales des enfants. En effet, plusieurs travaux ont montré l'importance de mettre en lumière les idéologies sous-jacentes à ces discours, dans la mesure où ceux-ci influencent profondément non seulement les pratiques socio-spatiales des enfants (Karsten, 2002 ; Valentine, 2004) mais aussi les politiques d'aménagement urbain (Karsten, 2009). Gill Valentine montre par exemple qu'en Grande Bretagne (et ces résultats pourraient être élargis à de nombreux pays du Nord) subsiste une représentation paradoxale des enfants : ils sont considérés à la fois comme des « petits anges » (vulnérables, qu'il faudrait protéger contre les dangers inhérents aux espaces publics) et comme des « petits démons » (aux comportements déviants dans les espaces publics, qu'il s'agirait alors de contrôler). Cette conception duale et contradictoire des enfants repose ainsi sur l'idée que la place des enfants est à la maison et non dans les espaces publics (Valentine, 2004).

D'autres chercheurs, plus rares, ont étudié l'impact de ces quatre processus territoriaux sur la cohésion sociale des citadins. Lia Karsten montre ainsi qu'à Amsterdam, dans un contexte de ségrégation scolaire anciennement et fortement ancré, la déconnexion croissante des enfants de leur quartier de résidence les prive d'un territoire au sein duquel ils avaient autrefois maintes occasion de développer des relations sociales avec des enfants de milieux sociaux ou d'origines ethniques différents (Karsten, 2010). Autrement dit, l'enfermement, la privatisation, l'archipélisation et la dépendance spatiale des territoires urbains des enfants contribuent à la ségrégation urbaine et fragilisent le principe de cohésion sociale fondé sur un côtoiement quotidien.

Si ces travaux s'efforcent de mettre à jour des tendances discernables dans de nombreuses villes du Nord, ils s'accordent cependant pour réfuter l'idée d'enfant universel et reconnaissent l'importance des différenciations sociales (le genre, l'âge, le milieu social, et la « race » - pour employer la terminologie américaine) et résidentielles (selon qu'ils habitent dans un quartier de centre-ville, de banlieue ou du périurbain) dans la structuration des territoires des enfants. Ainsi les travaux d'Annette Lareau montrent-ils que, dans une ville (anonyme) de la Côte Est des Etats-Unis, les enfants des classes moyennes supérieures sont peu investis dans leur quartier et tendent au contraire à partager leur temps entre leur

logement et les divers lieux de leurs activités, dispersés dans la ville. Ce n'est pas le cas des enfants des couches populaires, dont les pratiques restent très ancrées sur leur quartier de résidence (Lareau, 2003). A partir de l'exemple d'Amsterdam, Lia Karsten propose quant à elle de distinguer trois grands types d'enfants selon leur rapport au territoire : les « *backseat children* » (c'est-à-dire les « enfants de la banquette arrière ») correspondent aux enfants néerlandais des classes moyennes supérieures conduits en voiture d'un lieu à l'autre par leurs parents ; les « *outdoor children* » (soit les « enfants d'extérieur ») font référence aux enfants de couches populaires et d'origine néerlandaise habitant dans des quartiers solidement établis, et qui investissent fortement leur quartier de résidence ; les « *indoor children* » (soit les « enfants d'intérieur »), enfin, sont des enfants des milieux populaires, d'origines immigrées, habitant dans des quartiers hétérogènes socialement et peu stables résidentiellement, que leurs parents répugnent à laisser jouer dehors (Karsten, 2005).

Enfin, dans le prolongement de ces travaux sur les enfants et la ville, des chercheurs se sont penchés plus spécifiquement sur la question de l'adaptation ou de l'inadaptation de l'environnement urbain au bien-être des enfants et prônent leur participation aux processus d'aménagement, dans une forte perspective appliquée (Chawla, 2002). Globalement, ces travaux se sont intéressés de façon privilégiée aux pays du Nord, et plus particulièrement aux pays du monde anglophone, bien que les recherches portant sur les pays du Sud se soient récemment développées (Chawla, 2002 ; Katz, 2004).

Les enfants et la ville, à la marge des sciences sociales francophones

Alors que la question des enfants en ville est tout aussi pertinente en France et qu'elle constitue là aussi un sujet de préoccupation pour nombre de municipalités, force est de constater que les rapports des enfants et des jeunes à la ville (et plus largement, au territoire) sont un domaine de recherche encore sous-exploré dans les sciences sociales francophones aujourd'hui, comme le rappelle l'introduction des actes d'un récent colloque sur « les enfants et les jeunes dans les espaces du quotidien » (Danic *et al.*, 2010) :

> La question du rapport des enfants aux espaces (…) a été peu investiguée (David, 2010 : 9).

Quelques études pionnières avaient pourtant ouvert la voie à des recherches sur les rapports des enfants à la ville dans les années 1970. En géographie notamment, un certain nombre de travaux se sont ainsi penchés sur les représentations de l'espace des enfants, dans le sillage de la « géographie de la perception ». Ce courant de la géographie, qui s'est développé autour de chercheurs comme Antoine Bailly, Jean-Paul Guérin, Hervé Gumuchian ou Bertrand Debarbieux pour n'en citer que quelques-uns, s'est inspiré de la psychologie cognitive (Piaget et Inhelder, 1972) et de la notion d'espace vécu (Frémont, 1976) : pour eux, l'espace, loin d'être objectif et rationnel, est le produit d'une construction mentale ; ils se donnent donc pour objectif de saisir les représentations de l'espace (individuelles et collectives), en s'appuyant notamment sur les techniques des cartes mentales développées aux Etats-Unis par Kevin Lynch (1960), Peter Gould et Rodney White (1974). Dans cette perspective, reconnaissant que « chaque individu est unique dans sa relation au monde mais appartient aussi à un groupe socio-culturel, à un groupe qui nourrit sa vision » (André *et al.* 1989 : 162, cité dans Breux *et al.*, 2010 : 9), et que les cartes mentales (et les représentations qu'elles expriment) évoluent sensiblement avec l'âge, des chercheurs se sont plus particulièrement penchés sur les représentations des enfants. Ils ont ainsi étudié en particulier la façon dont ils conçoivent la ville (Bertrand et Metton, 1972 ; Metton, 1976 ; Ferras, 1978 ; Lugadet-Agraz, 1989 ; Gervais-Lambony, 1994 ; plusieurs articles dans Calenge

et al., 1997), bien que des travaux aient aussi été réalisés sur la façon dont ils conçoivent d'autres objets géographiques comme la montagne (Masson-Vincent, 1990), la région ou le monde (André *et al.*, 1989) (Sgard et Hoyaux, 2006). Dans l'ensemble cependant, ces recherches s'intéressent surtout aux mécanismes de construction des représentations dans une perspective cognitiviste et non aux rapports pratiques et symboliques des enfants à la ville.

À côté de ces travaux, dans des perspectives hygiénistes et de réforme urbaine, on recense également quelques études de sociologues s'intéressant aux enfants dans leurs relations à l'espace, principalement pour dénoncer l'inadaptation de l'environnement urbain à la condition enfantine. C'est le cas de Rose-Marie de Casabianca, qui, dès 1959, étudie « la vie extrascolaire des enfants » dans un quartier parisien populaire du 9ème arrondissement, la paroisse de Notre-Dame de Lorette, préconisant d'améliorer la ville pour réformer les « pathologies sociales ». À la fin des années 1970, Marie-José Chombart de Lauwe réalise avec son équipe une enquête pour le Ministère de la Qualité de la vie (1987) : comparant les pratiques d'enfants de 6 à 14 ans dans différents environnements (un quartier ancien de Paris, des quartiers de villes nouvelles et un village de Lozère), elle souligne les « malajustements entre les enfants et l'espace construit » (Chombart de Lauwe, 1977 : 1) et tout particulièrement ceux des « vieux quartiers » qui n'offrent rien pour satisfaire les besoins en loisir des enfants. Mais dans l'ensemble, ces travaux sont restés relativement marginaux dans les sciences sociales en France.

Ces dernières années, un certain nombre de chercheurs, en France, ont commencé à s'intéresser aux rapports des enfants et des jeunes au territoire urbain. C'est à des sociologues que l'on doit en particulier tout un ensemble de travaux récents portant en particulier sur les adolescents (Galland, 2006), et plus spécifiquement sur les jeunes de milieux populaires, résidant dans des quartiers d'habitat social localisés en banlieue (Lepoutre, 2001 ; Beaud, 2002 ; Kokoreff, 2003) ou, de façon moins visible, dans des bourgs ruraux industriels (Rénahy, 2005). Ces productions, montrent que le quartier ou le village, loin d'être un simple décor ou un handicap, constitue souvent pour ces adolescents ou ces jeunes, un « espace ressource » et un lieu important de socialisation.

Les recherches portant sur le rapport au territoire des enfants plus jeunes sont plus rares[117]. Dans le contexte de l'émergence d'une « sociologie de l'enfance » (Sirota, 2006) à la marge de la sociologie de la famille et de la sociologie de l'éducation, certains travaux se sont cependant penchés sur la relation des enfants à différents types d'espaces : la salle de classe, la cour de recréation, l'établissement (Delalande, 2001, 2003, 2010 ; Rayou, 2006), ou, dans une moindre mesure, le logement (Sirota, 1998 ; Lignier, 2010), dans le prolongement ici d'autres travaux plus anciens sur la chambre d'enfant (Neitzert, 1990) et sur les espaces des relations entre parents et enfants dans le logement (De Singly, 1998). Mais dans cet ensemble limité de travaux, les questions urbaines restent très marginales :

> (…) La plupart des recherches hors de la sphère privée s'intéresse à d'autres institutions que la famille – la crèche, les conseils municipaux d'enfants, l'école, les centres de loisirs (…) et peu de travaux concernent les enfants de moins de douze ans dans la sphère publique à strictement parler. (Danic, Delalande, Rayou, 2006 : 82)

[117] D'une manière plus générale, au-delà de la question du rapport au territoire, les recherches sur les enfants avant l'adolescence sont encore très peu nombreuses dans l'ensemble des sciences sociales de langue française (Razy *et al.*, 2012).

Quelques productions de sociologues ou de géographes sont plus directement centrées sur le rapport à la ville des enfants et des jeunes. Un certain nombre d'entre elles, qui portent sur des villes de pays en développement, s'intéressent notamment aux « enfants des rues » (Tessier, 2005 ; Morelle, 2007). Marie Morelle étudie ainsi les enfants des rues de Yaoundé et d'Antananarivo : elle analyse les manières dont ces enfants sans familles, relégués en permanence dans la rue, s'approprient l'espace public pour leur vie quotidienne, et met en évidence la façon dont la rue constitue la spatialisation même de leur exclusion de la ville.

Ce sont finalement les psychologues, parfois associés à des géographes, qui, dans la lignée des travaux de Jean Piaget, sont les plus nombreux à s'intéresser aux enfants : certains d'entre eux analysent les modalités de développement des compétences spatiales des enfants dans une perspective cognitiviste (Ramadier et Depeau, 2010 ; Enaux et Legendre, 2010) ; d'autres se penchent sur la manière dont les connaissances de l'espace (urbain) des enfants s'articulent avec leurs pratiques, leurs mobilités et leur autonomie de déplacement (Depeau, 2003 ; Tsoukala, 2007 ; Legendre 2010). Sandrine Depeau, par exemple, analyse l'incidence de la morphologie des quartiers sur l'acquisition de l'autonomie de déplacements des enfants, à partir d'une enquête menée auprès d'enfants âgés de 9 à 12 ans ainsi que de leurs parents dans un quartier de centre-ville et dans un quartier de ville-nouvelle, dans la région parisienne. Elle met en avant l'importance, pour comprendre les mobilités des enfants, non seulement de la structure urbaine, mais aussi du contexte familial (le rôle de l'éducation des parents et de leur propre rapport à la ville), dont elle constate qu'il a très peu été étudié. Elle oppose ainsi deux types de mobilités caractérisant respectivement les quartiers urbains traditionnels et les quartiers de ville nouvelle. Les premiers sont plutôt les supports d'une logique de cheminement, au sein desquels les enfants tracent des lignes et des points (constitués par les lieux d'activités des enfants) dans un environnement socio-spatial hétérogène ; dans les seconds au contraire, les enfants développent une logique de surfaces, plus restreintes, délimitées et contrôlées, mais moins institutionnalisées, dans un environnement homogène dominé par les pairs et les mères accompagnatrices (Depeau, 2008).

Au total, les travaux sur les rapports au quartier et à la ville des enfants dans les sciences sociales francophones sont encore relativement peu développés et engagent rarement le dialogue avec la recherche anglophone[118].

« Unequal Childhoods, unequal neighborhoods » ? Le projet

La question des enfants, de leur place fragile ou déclinante dans la ville et des inégalités grandissantes qui les affectent, doit être considérée en relation avec les grandes transformations socio-spatiales qui ont touché de façon différenciée les divers quartiers qui composent les grandes villes du monde. De nombreuses recherches ont en effet montré comment la mondialisation a entraîné une polarisation sociale croissante qui se matérialise dans des processus de ségrégation spatiale de plus en plus visibles dans les grandes villes du Nord (cf. chapitre 2) : dans de nombreuses agglomérations, y compris à San Francisco, à

[118] Il faut ici cependant mentionner les recherches québécoises qui occupent une place particulière, au carrefour des mondes universitaires francophone et anglophone, et à qui l'on doit un certain nombre de publications en français mais s'inscrivant clairement dans le champ des recherches anglophones (voir par exemple Cloutier et Torres, 2010).

Paris ou à Londres et à, des quartiers riches deviennent de plus en plus exclusifs, alors que les quartiers les plus modestes sont en voie de paupérisation (Sassen, 1990 ; Pinçon et Pinçon Charlot, 2001 ; Imrie, Lees et Raco, 2010). Entre ces deux extrêmes cependant subsistent des quartiers attestant d'une certaine mixité sociale et ethnique (Préteceille, 2006 ; Hamnett, 2003 ; Frey, 2006), qui résulte souvent du processus de gentrification, ne soit que transitoire et vouée à disparaître (Smith, 1996 ; Lees, Slater, Wyley, 2008), alors même que les politiciens et les urbanistes se sont emparés de l'idée de « mixité » comme d'une solution à tous les maux urbains (Lees, 2008).

Au moment où des chercheurs déplorent une tendance au « séparatisme social » (Donzelot, Mongin, 1999 ; Maurin, 2004), la question des enfants est devenue incontournable pour plusieurs raisons. D'abord parce que les stratégies d'éducation des familles et, en conséquence, leurs choix résidentiels et leurs pratiques spatiales ont un impact considérable sur l'évolution des villes contemporaines et de leurs quartiers. Ensuite parce que les enfants sont aussi des citadins et doivent être considérés comme des acteurs à part entière de la ville contemporaine. Enfin parce que la vie quotidienne des enfants dans leur quartier et dans leur ville aujourd'hui, leur propre expérience de la ségrégation ou de la mixité, influenceront la façon dont, devenus adultes, ils pourront imaginer – et fabriquer – la ville de demain.

Plusieurs objectifs scientifiques guident ce projet, qui sont bien sûr profondément imbriqués mais que l'on peut présenter successivement. D'abord, il s'agit de caractériser les territoires de la vie quotidienne des enfants dans les grandes villes contemporaines. Autrement dit, il s'agit d'identifier les représentations que les enfants ont de leur quartier ainsi que les pratiques et les sociabilités qu'ils y déploient, d'étudier leurs usages des différents espaces de la ville. Ensuite, ce projet vise à comprendre les forces qui structurent les territoires de la vie quotidienne des enfants : il s'agit notamment de voir comment les caractéristiques des territoires urbains (celui du quartier – mixte ou ségrégué –, celui de la ville) au sein desquels les enfants résident, d'une part, les logiques éducatives parentales et les manières d'habiter et de cohabiter des parents, d'autre part, et les rapports pratiques et symboliques que les enfants entretiennent avec leur logement ou avec d'autres lieux plus lointains (lieux de vacances, ou lieux d'origine de la famille) structurent leurs manières d'habiter le quartier et de vivre en ville. De plus, et de façon en partie inversée, il s'agit de voir comment les enfants, leurs pratiques, leurs sociabilités, leurs espaces, structurent les choix résidentiels et les manières d'habiter, de cohabiter et de vivre en ville de leurs parents (dans des quartiers socialement mixtes d'une part et dans des quartiers ségrégués d'autre part). Enfin, ce projet vise à saisir quelle place et quel rôle occupe et joue la question des enfants dans la transformation des espaces urbains.

Pour satisfaire ces objectifs, il s'agit d'étudier les territoires de la vie quotidienne d'enfants résidant à la fois, dans des quartiers « gentrifiés », dans des quartiers « populaires », et dans des quartiers « bourgeois ». En même temps, le projet repose sur une démarche comparative menée dans trois villes de pays du Nord : San Francisco, Paris et Londres[119]. Cette comparaison internationale, dont on peut déplorer qu'elle soit trop peu pratiquée dans les études urbaines – et en particulier dans les études sur la gentrification

[119] Pour des raisons budgétaires cependant, le deuxième volet de la recherche portant sur les quartiers ségrégués (populaires et bourgois) a resserré l'étude sur San Franisco et Paris (cf. troisième section de ce chapitre).

(Lees, 2010) – comme dans les *Children's Studies*[120], repose sur le choix de trois grandes villes, où le processus de gentrification est particulièrement développé et a été abondamment analysé par les sciences sociales (cf. chapitre 3). Ces trois villes sont aussi des villes mondiales et cosmopolites, qui accueillent, depuis plusieurs décennies, de vastes contingents d'immigrants, certes venus de régions du monde différenciées : l'Amérique Latine et l'Asie pour San Francisco, l'Europe du Sud, le Maghreb et l'Afrique de l'Ouest pour Paris, et la Turquie, l'Asie du Sud et les Caraïbes pour Londres. Aussi les immigrés ou leurs descendants constituent-ils une part non négligeable des couches populaires de la population de ces villes, où elles se sont souvent concentrées spatialement dans certains quartiers (ségrégués) nettement identifiables.

Autre point commun justifiant le choix de ces trois villes dans le cadre de cette recherche, toutes ont reconnu la question des enfants comme l'une de leurs préoccupations majeures au cours de la dernière décennie. Ainsi, à San Francisco, le maire Gavin Newsom a déclaré qu' « une ville sans enfants est une ville sans avenir » (*San Francisco Examiner*, 16 janvier 2006). De même, le maire de Paris, Bertrand Delanoë, dans son discours du 15 janvier 2002 intitulé « L'enfant dans la Ville : un enjeu de culture », l'a désignée comme prioritaire pour Paris, tandis qu'à Londres, Ken Livingstone, alors maire de la capitale britannique, en a fait « l'une de (ses) priorités » (Greater London Authority, 2007). Tous trois ont par conséquent tenté de prendre des mesures concrètes pour répondre au double problème de retenir leurs familles et d'améliorer l'égalité des chances des enfants : ils ont créé, respectivement, le *Policy Council for Children, Youth and Families* à San Francisco en 2005, l'Observatoire des Familles et le Conseil Consultatif des Familles Parisiennes à Paris en 2006 et l'*Office of Children's Rights Commissioner* à Londres en 2000.

Au total, la comparaison vise à dépasser les limites de la monographie afin de mettre en avant les tendances communes aux différents terrains dans les manières d'habiter et de cohabiter des enfants (et de leurs parents) dans les quartiers gentrifiés et dans les quartiers ségrégués. Il s'agit ainsi d'établir dans quelle mesure la place et le rôle des enfants dans les quartiers gentrifiés relèvent d'une « culture de la gentrification » transcendant les frontières, et dans quelle mesure le rapport à la mixité sociale dans ces quartiers s'y pose en des termes communs. En parallèle, la comparaison a pour objectif de mettre au jour les similarités des manières d'habiter, des stratégies, des formes de cohabitation et d'évitement des enfants (et de leurs parents) de quartiers populaires appartenant à des grandes villes différentes d'une part et ceux des quartiers bourgeois d'autre part. Autrement dit, il s'agit de montrer si l'on peut, là aussi, distinguer des « cultures de la ségrégation » (populaire d'un côté et bourgeoise de l'autre) transnationales. De façon transversale, la comparaison permet enfin d'analyser les manières d'habiter des enfants de milieux sociaux donnés au regard du type de quartier où ils habitent – autrement dit, de poser la question des « effets de quartier » sur les pratiques urbaines des enfants des couches populaires et des enfants des coclasses moyennes.

[120] L'on peut tout autant déplorer l'absence de démarche comparative dans les *Children's Studies* portant sur le rapport des enfants à la ville. Bien que cela constitue l'un des objectifs du vaste programme de recherche coordonné par Louise Chawla, *Growing Up in Cities*, il apparaît en réalité que les méthodes employées sur chaque terrain d'enquête ne sont pas identiques, rendant malaisée une analyse véritablement comparative des résultats (Chawla, 2002). Quelques chercheurs se sont essayés à une comparaison de plusieurs territoires urbains, mais sans sortir du cadre national (voir par exemple Lareau, 2003 ou Karsten, 2005).

En même temps, la comparaison a pour objectif d'identifier les différenciations liées aux spécificités des terrains sélectionnés. En effet, San Francisco, Paris et Londres s'inscrivent dans des contextes nationaux et locaux distincts. Les trois villes ont ainsi des histoires urbaines spécifiques (par exemple, à Paris, la ville-centre n'a pas connu de déclin socio-spatial aussi accentué qu'à Londres ; le rapport à la ville n'est pas le même en France qu'aux Etats-Unis) et des morphologies urbaines distinctes (densité, type du bâti et de l'habitat, etc.). Leurs conceptions de la société ne sont pas identiques (fondées sur l'idée de communautés et de différences aux Etats-Unis ou au contraire sur l'idée d'égalité et d'universalisme en France), ce qui peut expliquer des divergences sensibles dans les manières de penser la mixité sociale et par conséquent dans les façons de se représenter la ville et le quartier. Enfin, leurs systèmes scolaires (et plus largement le rapport à l'école de leurs habitants) ne reposent pas sur les mêmes principes : alors qu'à Paris et à Londres l'affectation scolaire est décidée en fonction de la proximité du domicile par rapport à l'école (la « carte scolaire » à Paris et la « *catchment area* » à Londres), à San Francisco, elle repose sur une loterie visant à maximiser la diversité des publics des écoles et prenant peu en compte la localisation du domicile[121], ce qui invite à interroger la question de l'impact de la proximité de l'école sur le rapport au quartier des enfants et de leurs familles.

Ce projet est structuré en deux grands volets. Le premier volet repose sur l'analyse du rapport au quartier des enfants et de leurs parents dans les quartiers gentrifiés de San Francisco, Paris et Londres. Le deuxième volet de cette recherche consiste à élargir l'observation à d'autres types de quartiers et à étudier la ségrégation, autre tendance majeure, avec la gentrification, affectant les grandes villes aujourd'hui, en analysant les manières dont les enfants et leurs familles la produisent, la remanient et la vivent au quotidien dans leurs quartiers à San Francisco et à Paris.

Les enfants et leurs parents dans les quartiers gentrifiés

Afin de saisir les manières d'habiter contrastées (ou inégales) des enfants dans les grandes villes contemporaines, j'ai commencé par construire une recherche portant sur les quartiers gentrifiés. Ce projet visait à interroger la place des enfants et de leurs familles dans le processus de gentrification, et à analyser leurs manières d'habiter et leurs rapports à la mixité sociale. Intitulé « Les enfants et la mixité sociale dans les quartiers gentrifiés à Paris, Londres et San Francisco », il a reçu un financement de la CNAF et je l'ai dirigé entre 2009 et 2012 en associant deux collègues, Jean-Yves Authier et Frédéric Dufaux. Ensemble, nous avons développé les éléments que je présente ci-dessous, et qui ont déjà fait l'objet d'un certain nombre de publications (cf. textes 32 à 37). Je commence par revenir sur l'intérêt d'approcher la question de la gentrification par le biais des enfants et de leurs familles avant de présenter ensuite à grands traits les terrains et les méthodes de notre recherche et les principaux résultats.

[121] En Californie, chaque School District décide de son système d'attribution des places à l'école, sous réserve de conformité aux lois californienne et fédérales. En 2002, le San Francisco Unified School District, dans la continuité de ses efforts pour lutter contre la ségrégation, a mis en place une loterie fondée sur un index de diversité (établi d'après une série de critères sociaux, les critères raciaux ayant été jugés anti-constitutionnels). Ce système, très controversé, a été modifié à la rentrée 2010 pour réintroduire le facteur de proximité du domicile.

Les quartiers gentrifiés au regard de la question des enfants et de leur famille

Le chapitre 2 a rappelé que la gentrification était un phénomène caractérisé par de fortes différenciations géographiques. Pas plus qu'il n'affecte uniformément toutes les villes, il ne se déploie pas de façon identique dans tous les quarters qu'il touche. En particulier, ces quartiers ne sont pas également investis par les mêmes types de ménages. Dans un certain nombre de cas en effet, la gentrification est davantage le fait de personnes seules (artistes, étudiants, etc.) ou de jeunes couples sans enfants, autant de gentrifieurs dont les motivations résidentielles et les manières d'habiter ont abondamment été étudiées par les chercheurs (Dansereau, 1985 ; Zukin, 1989 ; Van Criekingen, 2008). Mais de nombreux quartiers gentrifiés mettent en jeu des ménages familiaux avec enfants. Aussi l'analyse de ces quartiers gentrifiés familiaux permet-elle de renouveler l'approche de la gentrification, alors que la littérature sur la gentrification s'est peu penchée sur ces territoires et ces acteurs. Cette recherche est partie de ce constat.

Les enfants comme catégorie mineure dans les études sur la gentrification

Si la gentrification a fait l'objet d'une abondante littérature jusqu'à aujourd'hui, dans les sciences sociales anglophones et francophones (cf. chapitre 3), d'une manière générale, les familles et les enfants n'y sont pas rois, comme le soulignait récemment Anne Clerval dans sa thèse consacrée à la gentrification à Paris :

> La place des familles et des enfants (…) n'a (…) été que peu abordée jusqu'ici. (Clerval, 2008).

On recense cependant quelques travaux s'intéressant plus ou moins directement à cette question. Ainsi, un premier ensemble de travaux s'est principalement attaché à analyser, dans différents types de quartiers gentrifiés, les stratégies scolaires des familles de classes moyennes, soit à l'intérieur de recherches centrées sur la gentrification (Butler, 2003 ; Butler et Robson, 2003 ; Clerval, 2008 ; Collet, 2010), soit dans le cadre de travaux portant plus largement sur les choix éducatifs des classes moyennes (Oberti, 2007 ; Van Zanten, 2009). De manière relativement convergente, ces productions montrent que sous des discours valorisant très souvent la mixité sociale, ces familles, pour qui l'école constitue un enjeu important de reproduction sociale et un bon analyseur de leur rapport à la mixité sociale, ont tendance à privilégier une « logique de protection », qui s'exprime par « des stratégies d'évitement » des établissements publics du quartier ou par « des stratégies de colonisation » de ces établissements. En même temps, derrière cette tendance générale, ces recherches laissent apparaître des stratégies scolaires variées, et étroitement liées aux rapports que les familles entretiennent avec leur quartier, oscillant entre entre-soi social et ouverture maîtrisée aux « autres différents de soi », selon les contextes, selon les populations de gentrifieurs et, aussi, selon l'âge des enfants. Ainsi, ces travaux permettent d'observer que les nouvelles générations de gentrifieurs scolarisent davantage leurs enfants en dehors de leur quartier et sont moins ouverts à la mixité sociale que les « pionniers » ; que les ménages familiaux (de classes moyennes) travaillant dans le secteur public investissent davantage les établissements publics de leur quartier que les ménages familiaux du secteur privé ; ou bien encore, que les pratiques « d'évitement scolaire » (des établissements publics du quartier) sont plus récurrentes pour les collégiens que pour les enfants scolarisés dans le primaire.

Dans une perspective relativement proche, d'autres chercheurs, moins nombreux, ont exploré les choix de prise en charge de la petite enfance effectués, dans des quartiers

gentrifiés, par des parents appartenant aux classes moyennes. Tel est le cas, par exemple, de l'étude réalisée par Stephen J. Ball, Carol Vincent et Sophie Kemp (2004) dans deux quartiers gentrifiés de Londres : Stoke Newington et Battersea. Dans cette étude, les auteurs ont interrogé des femmes et des hommes de classes moyennes ayant des enfants âgés de 0 à 5 ans sur leurs choix en matière de nourrices, de crèches, de haltes-garderies ou d'écoles maternelles. Comme dans les travaux précédemment évoqués, leur analyse met au jour des différences entre les membres des classes moyennes et entre les deux quartiers, attestant de la dimension locale et relationnelle des classes moyennes. Dans le quartier de Stoke Newington, qui se caractérise par une grande diversité sociale, les familles de classes moyennes, travaillant souvent dans des services publics, dans les médias ou dans des associations, adoptent (ou ont adopté) des modes de garde pour leurs enfants relativement ouverts à la mixité sociale. Au contraire, dans le quartier plus gentrifié de Battersea, où la mixité sociale est plus relative et où la population des gentrifieurs est composée principalement de professionnels de la City, les choix opérés par les familles de classes moyennes dans la prise en charge de leurs enfants conduisent à, et révèlent, « une insularité ethnique et de classe ».

Enfin, quelques auteurs ont étudié les choix résidentiels de familles de classes moyennes qui, plutôt que de s'installer en banlieue, comme c'est majoritairement le cas, ont préféré emménager dans des quartiers gentrifiés dans le centre des villes (Karsten, 2003 et 2007). Dans les différents contextes observés (à Amsterdam, à Rotterdam), les motivations des couples pour élever leurs enfants dans ces quartiers sont très proches de celles des autres gentrifieurs sans enfant : il s'agit de réduire les temps et les coûts de transport, de continuer de prendre part à la vie culturelle et sociale de la ville et d'habiter dans un quartier à la population mixte et aux modes de vie variés. Toutefois, là encore, bien que la « diversité » soit vantée, « l'ancrage social » de ces familles apparaît limité : leurs réseaux sociaux sont en effet composés d'individus et de familles partageant une certaine homogénéité en termes de classe, d'ethnicité, de situation familiale et de valeurs sur la vie urbaine. Et dans la constitution de ces réseaux, les enfants jouent visiblement un rôle important : ils relient les familles qui habitent à proximité les unes des autres et ces liens deviennent parfois l'occasion de développer de véritables groupes d'entraide et d'échange de services et de conseils. En même temps, comme dans les travaux précédemment cités, les analyses développées font apparaître dans ce registre des variations selon les contextes observés. Par exemple, à Rotterdam, les familles de classes moyennes ont des réseaux sociaux moins mono-ethniques que les familles de classes moyennes d'Amsterdam.

À l'intérieur de cette littérature, les chercheurs ont ainsi porté leur regard davantage sur les familles de classes moyennes que sur les familles de milieux populaires, sans doute en partie parce que ces dernières sont plus difficiles à enquêter (Clerval, 2008 ; Oberti, 2007). Plus encore, dans ces recherches, les auteurs ont davantage étudié les rapports de cohabitation des parents que les rapports de cohabitation des enfants, à partir d'enquêtes menées auprès des parents et non pas auprès des enfants eux-mêmes. Enfin, les auteurs de ces recherches ont bien souvent privilégié la question de l'école (et des choix éducatifs) au détriment d'une analyse plus étendue et plus systématique des rapports de cohabitation à l'œuvre dans les différents espaces publics des quartiers gentrifiés (commerces, parcs, lieux d'activités culturelles ou sportives, etc.). Aussi, ces travaux apportent au total assez peu d'éléments de connaissance sur les manières d'habiter et de cohabiter des enfants de

classes moyennes et des enfants de milieux populaires, dans les quartiers gentrifiés, au-delà des murs de l'école.

Les manières d'habiter et de cohabiter des enfants et de leurs familles dans les quartiers gentrifiés

Dans le contexte de cet important déficit des recherches en sciences sociales sur ces questions, notre enquête s'est intéressée aux manières d'habiter et de cohabiter des enfants (scolarisés à l'école primaire et âgés de 9 à 11 ans) et de leurs familles dans les quartiers gentrifés. Elle est structurée autour de plusieurs grands axes interdépendants mais que l'on peut présenter successivement, et qui visent à renouveler l'approche de la gentrification.

Premièrement, l'étude de ces quartiers gentrifiés familiaux permet de renouveler la question des choix résidentiels des ménages appartenant aux nouvelles couches moyennes et supérieures présents dans ces quartiers. Les motivations résidentielles des gentrifieurs sans enfants sont en effet bien connues : on sait que leur installation dans ces quartiers est liée à la proximité des emplois de l'économie de service dans les centres-villes, à la présence de logements dégradés mais à l'architecture intéressante, et à leur attrait pour la culture et les modes de vie et urbains (Bidou, 1984 ; Ley, 1996). Reste qu'il importe de comprendre si les gentrifieurs avec enfants, qui ont choisi ces quartiers de centre-ville socialement mixtes plutôt que des quartiers de banlieues, souvent présentés comme étant plus adaptés à la vie de famille, prennent en compte, dans leurs arbitrages, d'autres éléments que ceux avancés par ceux qui n'ont pas d'enfant (la question de l'école par exemple). Aussi le premier axe de questionnements de la recherche interroge-t-il les motivations résidentielles des ménages issus des classes moyennes et supérieures installés dans ces quartiers gentrifiés socialement mixtes. Pourquoi ces « gentrifieurs » ont-ils fait le choix d'habiter dans ces quartiers urbains, plutôt que celui d'habiter en banlieue ou à la campagne, alors que ces contextes résidentiels sont bien souvent présentés comme des environnements plus adaptés aux jeunes enfants ? Préférant s'installer en ville, comment expliquent-ils leur choix d'un quartier gentrifié plutôt que d'autres types de quartier caractérisant les grandes villes contemporaines (quartiers populaires ou quartiers bourgeois) ? Quelle place les enfants tiennent-ils dans ces stratégies résidentielles ? Comment l'arrivée d'un enfant (le premier, le second, le troisième voire le quatrième), puis l'avancée en âge du (ou des) enfant(s) influencent-t-elle les projets résidentiels ?

Par ailleurs, l'intérêt de porter le regard sur ces quartiers gentrifiés familiaux réside dans la mise en évidence des enfants comme figures de la gentrification. De nombreux travaux ont en effet porté sur les manières d'habiter des adultes des classes moyennes et supérieures : ils ont montré leur attachement au quartier et ont analysé leurs pratiques intensives de différents lieux (Authier, 2001 ; Lehman-Frisch, 2001 ; Charmes, 2006). Parce que les enfants sont aussi des habitants de ces quartiers, il est tout aussi légitime de s'interroger sur leurs représentations, leurs pratiques, et leurs sociabilités, dans les quartiers gentrifiés. De surcroît, les prendre en compte dans l'analyse de la gentrification permettrait de mesurer éventuellement leur influence sur les modes de vie de leurs parents à proximité de leur domicile. Un deuxième axe de questionnements porte donc sur les manières d'habiter et de cohabiter des enfants dans les quartiers gentrifiés, à partir de leurs propres perspectives (et non vues à travers les discours de leurs parents). Comment ces « autres » habitants se représentent-ils ces quartiers ? Quels usages en ont-ils ? Quelles relations sociales entretiennent-ils ? Comment investissent-ils ces quartiers en comparaison des adultes : les habitent-ils plus intensément, et pratiquent-ils davantage la mixité sociale que

les adultes ? Les vies de quartiers de ces enfants issus de divers milieux sociaux sont-elles uniformes ? Dans le cas contraire, quelle place les différenciations sociales (d'âge, de genre, de milieu social, de composition familiale, etc.) et spatiales tiennent-elles dans l'explication des variations de leurs rapports au quartier ?

Un troisième axe de la recherche s'intéresse aux manières d'habiter et de cohabiter des parents de ces enfants. En quoi les pratiques et les sociabilités de ces « gentrifieurs » (avec enfants) diffèrent-elles de celles attestées par d'autres types de « gentrifieurs » (sans enfants) ? Dans quelle mesure les enfants interviennent-ils, par leurs activités et leurs relations locales, dans la structuration de leurs propres manières d'habiter et de cohabiter ? Inversement, comment les pratiques et les sociabilités de proximité des enfants, au-delà des murs de l'école, sont-elles structurées par leurs parents ? Au sein de ces quartiers, tous les ménages des classes moyennes et supérieures développent-ils le même rapport au quartier ou observe-t-on des variations internes à cette catégorie sociale ? Comment les parents issus des couches populaires habitent-ils et cohabitent-ils dans ces quartiers gentrifiés ?

Enfin, les quartiers gentrifiés familiaux offrent un cas de figure particulièrement intéressant pour étudier les faits et les effets de la « mixité sociale », à l'heure où la mixité sociale est devenue un enjeu politique majeur (Genestier, 2010). Ainsi, alors que plusieurs recherches ont montré des interactions relativement limitées entre adultes de différents milieux sociaux dans les quartiers gentrifiés (cf. chapitre 3), la question se pose de savoir si le fait d'avoir des enfants conduit les gentrifieurs à envisager et pratiquer différemment cette mixité sociale. Plus encore, il s'agit de savoir si les enfants sont, comme les adultes, en retrait de la mixité sociale, ou si au contraire, ils pratiquent davantage le mélange social que les adultes, dans leur vie de quartier quotidienne. Analyser les quartiers gentrifiés familiaux revient finalement à envisager la question de la mixité sociale et de la cohabitation sous un autre angle que celui habituellement pris en compte par les études sur la gentrification. Un dernier axe de la recherche analyse ainsi, de façon transversale, le rapport à la mixité sociale et ethnique des enfants et de leurs parents. Comment les enfants pratiquent-ils la mixité sociale dans les différents territoires de leur vie quotidienne que constituent l'école, le logement, le quartier et le reste de la ville ? Comment les parents des classes moyennes et supérieures, qui vantent volontiers la diversité sociale de leur quartier, concilient-ils dans ces quartiers leur désir de mixité sociale avec leurs exigences d'excellence pour la carrière scolaire de leurs enfants ? Comment organisent-ils ou gèrent-ils les activités et les relations locales de leurs enfants et qu'est-ce que cela dit de leur rapport avec leur quartier et sa diversité sociale ? Comment, de leur côté, les familles populaires vivent-elles cette cohabitation et que pensent-elles de la transformation de leur environnement urbain ? Les pratiques et les représentations du quartier des enfants et des parents de ces milieux modestes en sont-elles transformées ?

Au total, il apparaît qu'aborder les quartiers gentrifiés par le biais des enfants permet, plus globalement, d'enrichir la compréhension de la gentrification en renouvelant les questionnements traditionnellement associés à ce phénomène.

Une enquête comparative auprès d'enfants et de parents

Pour donner des éléments de réponse à l'ensemble de ces questionnements, la recherche s'est appuyée sur une enquête comparative menée auprès d'enfants et de parents, dans trois quartiers gentrifiés de San Francisco, Paris et Londres.

Trois quartiers gentrifiés et familiaux à San Francisco, Paris et Londres

Au sein de ces trois villes, nous avons retenu trois quartiers : les Batignolles (Paris), Stoke Newington (Londres) et Noe Valley (San Francisco). Ce choix repose sur le fait qu'il s'agit à la fois de quartiers gentrifiés et de quartiers où les familles et les enfants sont surreprésentés numériquement et très visibles dans les espaces publics locaux. Ces trois quartiers, de plus, avaient déjà fait l'objet d'études, permettant de donner une utile profondeur historique à leurs transformations socio-spatiales récentes (Butler, 1995 ; Vincent et Ball, 2006 ; Bernard, 2004 ; Collet 2003 ; cf. textes 26 et 27).

Situé à Paris, dans le 17ème arrondissement, à proximité des anciennes banlieues industrielles du nord-ouest parisien (Clichy, Saint-Ouen, Saint-Denis), le quartier des Batignolles[122] est à la fois un quartier « central », à l'échelle de l'agglomération parisienne, et un quartier occupant une position péricentrale, à l'intérieur de la « ville capitale » (Pinçon, Pinçon-Charlot, 2001). Ancien quartier populaire, fortement marqué par les activités liées à la Gare de marchandises Cardinet dans les années 1950, il est progressivement devenu, à partir des années 1990, comme de nombreux autres quartiers parisiens (Clerval, 2008), un quartier gentrifié, investi par des ménages de couches moyennes de « retour en ville » (Bidou-Zachariasen, 2003). Aujourd'hui, les cadres et professions intellectuelles supérieures, parmi lesquels figurent de nombreux salariés travaillant dans le secteur de l'information et de la communication, mais aussi dans l'administration publique, l'enseignement, la santé et l'action sociale, forment ainsi à eux seuls plus de 52 % des actifs.

Contrairement à d'autres quartiers gentrifiés de Paris, plus centraux, plus « branchés », habités par de jeunes couples sans enfants ou par des personnes seules, il est en même temps un quartier familial et, plus encore, un quartier de jeunes enfants. Certes, globalement, les ménages avec enfants ne sont proportionnellement pas plus nombreux aux Batignolles qu'à Paris ou que dans le reste du 17ème arrondissement. Mais les enfants de moins de 15 ans sont ici surreprésentés (15,3 % contre 14,4 % à Paris) et 69 % des enfants du quartier (âgés de 18 ans au plus) ont entre 0 et 10 ans. La présence de ces jeunes enfants est très visible dans la vie quotidienne du quartier. Le samedi ou le dimanche matin, la circulation devient presque difficile sur les trottoirs étroits de la rue des Moines ou dans les allées du Marché couvert, très vite encombrés par des poussettes, des landaus, ou par les petits pas des jeunes enfants. Aux beaux jours, le square des Batignolles (pour les tout-petits) et le parc M. Luther King (pour les petits, les enfants d'âge moyen et les adolescents) attestent une densité de familles et d'enfants particulièrement élevée.

Mais le quartier des Batignolles, dont les habitants vantent volontiers le caractère de « village », n'est pas seulement un quartier composé de jeunes ménages de cadres avec de jeunes enfants. Il abrite également d'autres catégories d'actifs, des employés (14,8 %), des ouvriers (6 %), et d'autres catégories de ménages, en particulier des retraités (18,7 % des ménages), qui sont pour la plupart d'anciens ouvriers ou employés. Autrement dit, ce quartier, peuplé de 25 482 habitants, est aussi un quartier socialement mixte.

[122] Le quartier d'enquête des Batignolles est défini comme l'ensemble des IRIS « Batignolles » 1 à 6, 12 et 13 et les deux IRIS « Epinettes » 2 et 6 qui, tous ensembles, correspondent précisément à notre quartier d'enquête. Le périmètre de ce dernier est plus restreint que celui du quartier « Batignolles » de l'INSEE qui regroupe au total 16 IRIS. Les données sur la population du quartier citées dans cette section sont issues du recensement général de la population de l'INSEE de 2007

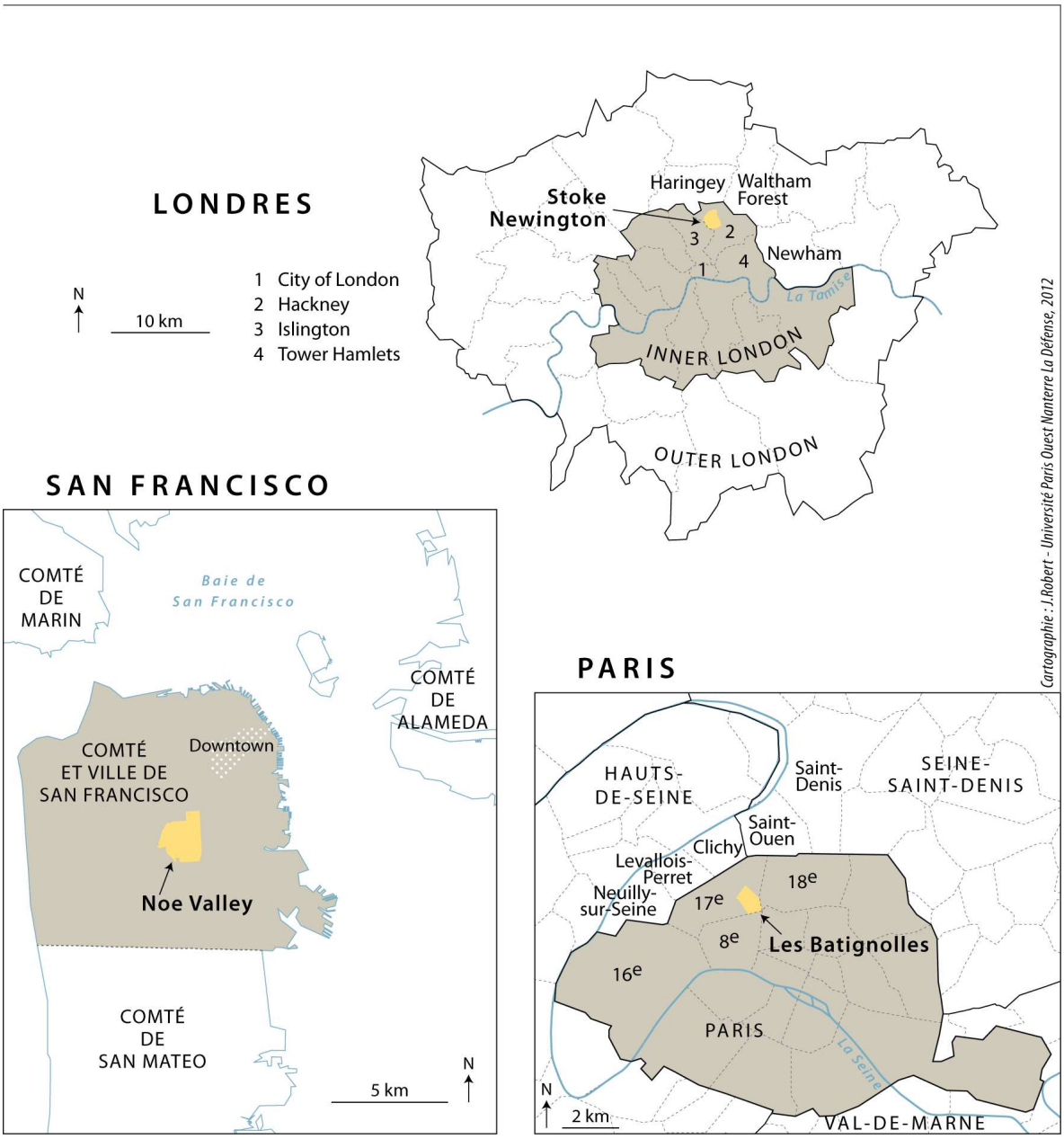

Figure 11 : Trois quartiers gentrifiés à Paris, Londres et San Francisco

Enfin, le quartier des Batignolles se distingue par sa position « intermédiaire » (Bernard, 2004) entre les deux quartiers qui l'entourent : le quartier populaire des Épinettes, au nord (de l'avenue de Clichy), et les quartiers « bourgeois » de Monceau et des Ternes, au sud (des voies ferrées).

Stoke Newington est situé au nord-est de l'Inner-London[123], sur le territoire de Hackney, le deuxième borough le plus pauvre d'Angleterre (en 2007). Ancien quartier populaire ayant subi un processus de détérioration et de dépeuplement dans les décennies

[123] L'Inner-City est constituée par les *boroughs* centraux de l'agglomération londonienne ; sa superficie est comparable à celle de Paris *intra-muros*.

suivant la Deuxième Guerre Mondiale, l'ancien borough autonome de Stoke Newington[124] a été le lieu d'une gentrification progressive à partir des années 1980, au point d'être qualifié de « quartier bohême » par l'administration du borough dès le début des années 1990.

Bordé à l'ouest par les quartiers aisés du borough d'Islington et à l'est et au sud par des quartiers solidement populaires, Stoke Newington atteste aujourd'hui d'une incontestable mixité sociale. Les classes moyennes et supérieures (définies comme les catégories AB et C1 les « *Approximate social groups* » par le recensement) y représentent 60 % de la population active et côtoient quotidiennement les classes populaires, parmi lesquelles une forte proportion d'individus appartenant aux couches les plus défavorisées de la population (18 % des actifs relèvent de la catégorie E, soit les « *on state benefit, unemployed, lowest grade workers* »). Cette mixité sociale correspond à une diversité des origines ethniques : à coté d'une majorité de « Blancs » (67 %), on recense des « Noirs » (18 %), des « Asiatiques » (8 %), des « Chinois ou autres groupes » (3 %) et des « groupes ethniques mixtes » (4 %), pour reprendre les catégories du recensement britannique[125]. La logements sociaux, qui abritent 38 % des foyers du quartier et que l'on reconnaît aisément à leur style architectural caractéristique : ce sont parfois des immeubles isolés de deux à trois étages, parfois des barres comportant une dizaine d'étages et groupés en ensembles imposants. Quoiqu'il en soit, ils contrastent nettement avec le reste de l'habitat du quartier, plutôt caractérisé par des petites maisons mitoyennes de deux étages maximum, aux murs de briques, aux fenêtres sans volets, et qui s'ouvrent sur de petits jardins.

Comme les Batignolles, Stoke Newington est un quartier gentrifié ostensiblement approprié par les familles, comme en témoigne le surnom que lui donnent certains de ses habitants : *Nappy Valley*[126]. Les moins de dix ans y sont surreprésentés dans le quartier (17 %) par rapport au reste de Londres (14 %) et à l'Angleterre en général (14 %). Les ménages familiaux avec enfants, qu'ils soient mariés ou non, bi-parentaux ou mono-parentaux, représentent environ 29 % des ménages du quartier. L'atmosphère du quartier s'en ressent et l'on repère à tout moment des enfants plus ou moins jeunes et leurs parents déambuler le long de la rue commerçante Church ou des allées du parc Clissold. Outre les commerces spécifiquement dédiés aux enfants, de nombreux restaurants prévoient des chaises hautes ou des coloriages pour les jeunes enfants, toujours prêts à accueillir les poussettes. Leurs panneaux d'affichage sont d'ailleurs remplis de petites annonces à destination des familles : offres de baby-sitting, recherche de nourrice, clubs artistiques pour enfants, spectacles pour jeune public, etc.

---

[124] Le quartier d'étude correspond aux *wards* Clissold, Stoke Newington Central et Lordship, soit 32 000 habitants selon des estimations de l'Office for National Statistics en 2007. Les chiffres cités sont issus du dernier recensement (2001), sauf indiqué autrement.

[125] L'Office for National Statistics recense les catégories raciales et ethniques depuis 1991. Le recensement de 2001, propose d'abord une catégorie reposant sur la « race » et la physionomie (« Blanc », « Asiatique »/« Britannique Asiatique », « Noir »/« Noir Britannique », « Mélangé », « Chinois », « Autres groupes ethniques »), puis une seconde catégorie reposant sur l'origine géographique (les « Asiatiques » peuvent choisir entre « Indien », « Pakistanais », « Bangladais » ou « autres » ; Les « Noirs » peuvent choisir entre « Caribéen », « africain » ou « autres »).

[126] *Nappy* signifie « couche ». *Nappy Valley* est à l'origine le surnom donné à Battersea, un quartier du sud de Londres. Il désigne un espace caractérisé à la fois par un fort taux de natalité et par la prédominance de classes moyennes-supérieures dans une atmosphère de néo-convivialité articulée notamment autour des cafés et restaurants.

A San Francisco enfin, Noe Valley apparaît comme une figure emblématique du quartier gentrifié de centre-ville, comme l'a montré le chapitre 3. Aujourd'hui, avec ses 30 669 habitants, c'est un quartier[127] central relativement dense (9 700 habitants par km^2), dont les habitants apprécient toujours le caractère de « village », bien relié au *downtown* par les transports en commun et fortement polarisé par sa rue commerçante principale, la 24ème rue. Bien que fortement gentrifié à partir des années 1990, les nouveaux habitants continuent de se réjouir de la « *diversity* » qu'ils y observent. Noe Valley cultive également son image de quartier familial : les habitants le surnomment volontiers « *Stroller Valley* » (la Vallée des Poussettes) et la rue commerçante en appelle ostensiblement aux enfants (magasins spécialisés dans des articles pour enfants, organisation d'événements à destination des familles, aménagement des magasins pour les accommoder...).

Pourtant la figure de Noe Valley comme quartier gentrifié central, mixte et familial est plus discutable qu'il n'y parait à première vue. Le chapitre 3 a déjà montré les ambiguïtés du caractère mixte ou « *diverse* » du quartier pourtant souvent mis en avant par les habitants. De même, les statistiques invitent à relativiser sa dimension familiale et la forte visibilité des enfants : les enfants de moins de 19 ans sont certes en légère augmentation depuis 2000 (13,1 % en 2010 contre 11,8 % en 2000), mais ils restent proportionnellement moins nombreux qu'à San Francisco (15,5 %), où les enfants sont sensiblement moins représentés que dans le reste de l'agglomération ou du pays. Notons enfin que par rapport aux Batignolles et à Stoke Newington, l'identité de Noe Valley comme quartier central, en opposition voire en rupture avec la banlieue, est à nuancer. La centralité de Noe Valley est remise en cause par une densité résidentielle plus faible et accentuée par la forte mobilité quotidienne (79 % des foyers du quartier disposent d'au moins un véhicule) et résidentielle (29,7 % des logements occupés le sont par des résidents installés depuis moins de quatre ans) des ménages. Le système d'affectation des élèves dans les écoles publiques de San Francisco contribue un peu plus à brouiller la cohérence du quartier, puisque la proximité du domicile à l'école entre à peine en compte dans l'attribution des places scolaires ; par conséquent, les écoles publiques de San Francisco ne sont pas des écoles de quartier au sens où on l'entend à Paris ou à Londres.

L'enquête auprès des enfants et des parents

Plusieurs raisons ont présidé à notre choix d'interroger des enfants âgés de 9 à 11 ans pour appréhender leurs manières d'habiter et de cohabiter dans les quartiers gentrifiés. D'une part, c'est à cet âge que les enfants commencent à acquérir une certaine autonomie spatiale, qu'ils développent une conscience plus aigüe de leur environnement, et qu'ils peuvent exprimer leur expérience de façon élaborée (Valentine, 2004 ; Depeau, 2003). D'autre part, il s'agissait de les saisir avant leur entrée au collège, qui marque une rupture dans les stratégies scolaires des parents (van Zanten, 2009) et une nouvelle étape du rapport des enfants au quartier (marquée par une accélération de leur autonomie spatiale et un élargissement de leur territoire, le collège pouvant être situé hors du quartier de résidence).

Pour saisir les enfants (et les parents) de ces trois terrains d'étude, nous avons sélectionné, dans chaque quartier, une école publique et une école privée ou

[127] San Francisco ne possède pas de subdivisions administratives équivalentes aux arrondissements à Paris. Le quartier d'enquête est défini comme l'ensemble des îlots 207, 210 à 216. Les données mentionnées dans ce paragraphe sont tirées du Recensement décennal 2010 et de l'American Community Survey 2005-2009.

confessionnelle : il s'agissait ainsi de diversifier les enfants interrogés et de saisir le jeu des évitements scolaires de certaines familles et les différenciations que ces choix scolaires révèlent au sein des couches moyennes. Dans chaque école, nous avons choisi une classe de CM1 ou de CM2 (ou d'un niveau équivalent, soit *4th Grade* et *5th Grade* à San Francisco*,* ou *5th Year* et *6th Year* à Londres). Les classes sélectionnées sont toutes socialement et culturellement hétérogènes (de façon plus ou moins marquée selon les classes et les écoles) et accueillent à la fois des enfants qui habitent aux Batignolles à Noe Valley ou à Stoke Newington et des enfants résidants à l'extérieur de ces quartiers. Ainsi, pour certains enfants, le quartier gentrifié constitue le quartier de résidence (ainsi que le quartier où se situe leur école), alors que pour d'autres, le quartier gentrifié est le quartier de leur école (mais pas leur quartier de résidence).

Compte-tenu de l'âge des enquêtés, nous avons mis en place un dispositif de recherche plus ludique que les entretiens traditionnels, et qui combinait plusieurs types d'outils, dans le but de mettre à la disposition des enfants différents moyens d'exprimer leurs rapports au quartier. Ainsi, nous avons réalisé, au sein de chaque classe, un « Atelier quartier », structuré en deux étapes distinctes. Dans un premier temps, nous avons demandé aux enfants de dessiner leur quartier. Cette formulation, volontairement ouverte, visait à laisser aux enfants le choix du mode et du contenu de leur production graphique. Dans un deuxième temps, nous avons réalisé avec chaque enfant des entretiens dans la bibliothèque de l'école. Ces entretiens individuels, d'une durée de quinze à trente minutes, reposaient sur la présentation d'un jeu de sept photos des quartiers d'enquête, dans lequel figuraient la bibliothèque du quartier, le parc, une rue commerçante, une station de transports publics (bouche de métro à Paris, entrée du BART[128] à San Francisco, arrêt de bus à Stoke Newington), l'autre école enquêtée dans le quartier, le marché couvert (sans équivalent à Noe Valley et à Stoke Newington) et une place située à la limite du quartier (remplacée, pour San Francisco, par la place centrale du centre-ville, Union Square, et pour Londres, par la place de la mairie de Hackney). Ces photos, que les enfants pouvaient commenter dans l'ordre qu'ils souhaitaient, permettaient de saisir leurs connaissances du quartier, mais aussi de recueillir, à partir de questions plus larges associées à chaque photo, des informations indirectement liées à leur contenu. Ainsi les enfants étaient-ils invités à exprimer leurs représentations et leurs usages du quartier, les fréquences et temporalités de ces pratiques, ainsi que leurs usages du logement et du reste de la ville. Toujours à partir de ces photos, ils étaient incités à raconter leurs mobilités dans et hors du quartier (et l'autonomie ou au contraire l'accompagnement plus ou moins systématique de leurs déplacements), ou bien encore leurs sociabilités et les différents lieux où elles se déploient (à l'école, dans le logement, ou dans le quartier, voire au-delà).

Les deux étapes de l'Atelier quartier ont globalement bien fonctionné, montrant ainsi qu'enquêter auprès d'enfants ne relève pas de l'impossible (Danic, Delalande, Rayou, 2006). Certes, l'entrée par l'école pose la question du biais que ce lieu particulier induit sur le matériau collecté, puisque les enfants ne produisent pas les mêmes réponses, et ne s'expriment pas de la même manière selon qu'ils sont enquêtés en milieu scolaire ou à leur domicile par exemple. De plus, on peut s'interroger sur les façons différenciées dont l'enquête est reçue selon les enfants en fonction de leur milieu social, dont on sait qu'il joue sur l'intérêt éprouvé par les enfants à l'égard de la consigne. Aussi avons-nous complété ces

[128] Le BART (Bay Area Rapid Transit) est l'équivalent du RER parisien dans l'agglomération de San Francisco.

informations en effectuant également des observations (notamment dans les parcs) et des entretiens avec les enseignants de ces enfants, ainsi que, par la suite, des entretiens auprès de leurs parents. Les entretiens auprès des enseignants (et des entretiens plus informels auprès des directeurs ou directrices d'écoles) ont aussi permis de recueillir d'indispensables informations sur la classe (sur les relations qu'entretiennent entre eux les enfants de la classe, sur les professions de leurs parents, etc.) et sur l'école (notamment sur la composition sociale).

A la suite des « Ateliers quartiers » réalisés auprès des enfants, nous avons réalisé des entretiens auprès de leurs parents, puis auprès d'autres parents de l'école, voire d'autres parents des trois quartiers d'enquête[129]. Ces entretiens[130] visaient à la fois à mieux saisir les territoires de la vie quotidienne des enfants dans le quartier et dans la ville, et à obtenir des données sur les manières d'habiter, de cohabiter et de vivre en ville des parents, lorsqu'ils sont avec ou sans leurs enfants. Plus précisément, une première série de questions semi-ouvertes interrogeait les rapports des enquêtés à leur logement : quelles sont leurs motivations résidentielles ? Quelles représentations et quels usages en ont-ils ? Un deuxième ensemble de questions portait sur leurs pratiques spatiales au-delà du logement : comment se représentent-ils le quartier gentrifié (à la fois spatialement et socialement) et ses évolutions ? Quel rapport à la mixité sociale du quartier ont-il ? Quels usages ont-ils du quartier et quelles pratiques déploient-ils plutôt en dehors du quartier (dans le reste de la ville, voire au-delà) ? Selon quelles temporalités ? Comment se représentent-ils leur vie sociale, qui sont leurs amis (en particulier socialement et ethniquement) et quel rôle leur(s) enfant(s) joue(nt)-il(s) dans leur réseau social actuel ? Quels sont les lieux de leurs sociabilités ? Enfin, ils étaient questionnés plus spécifiquement sur leur(s) enfant(s) : comment la vie quotidienne de leurs enfants est-elle organisée ? Quels types d'activités pratiquent-ils (activités parascolaires, culturelles, artistiques, sportives, etc. ; activités organisées ou libres) et où ont-elles lieu ? Comment leurs déplacements sont-ils assurés, au sein du quartier et éventuellement au-delà) ? Quel rapport à l'autonomie spatiale de leurs enfants les parents expriment-ils ? Qui sont les amis de leurs enfants et dans quel cadre les ont-ils rencontrés (à l'école, dans les activités, dans le quartier, par les amis de leurs parents) ? Dans quels lieux les fréquentent-ils ? De quelle stratégie scolaire (voire résidentielle) le choix de l'école de leur(s) enfant(s) est-il le résultat ? Quels rapports entretiennent-ils avec l'école (socialement et ethniquement mixte) et les familles qui la fréquentent?

Au total, nous avons ainsi collecté des dessins et des entretiens individuels auprès de 145 enfants de 9 à 11 ans (47 aux Batignolles, 59 à Stoke Newington et 39 à Noe Valley). Du coté des parents, nous avons réalisé 94 entretiens dans les trois quartiers (33 aux Batignolles, 29 à Stoke Newington et 32 à Noe Valley).

[129] Le parti pris initial était d'interroger uniquement les parents des enfants enquêtés. N'en ayant pas obtenu suffisamment, nous avons élargi l'enquête à d'autres parents de l'école puis à d'autres parents du quartier.

[130] Ces entretiens, d'une durée moyenne d'une heure et demie, se sont déroulés la plupart du temps au domicile des parents, et parfois, à leur demande, au sein de l'école ou dans un café du quartier ou à proximité de leur lieu de travail.

Résultats

L'analyse de ces entretiens a permis de saisir les manières d'habiter et de cohabiter des enfants et de leurs parents ainsi que leurs rapports à la mixité sociale sous différents angles. Cette section examine d'abord les représentations de ces quartiers gentrifiés par les parents et les enfants interrogés. Elle s'arrête ensuite sur les manières d'habiter et de cohabiter des enfants, avant de présenter les choix résidentiels de leurs parents, et plus largement leurs pratiques et leurs sociabilités au sein des quartiers gentrifiés. Enfin, elle s'intéresse à la façon dont les enfants et leurs parents co-construisent leurs manières d'habiter le quartier, et montre que celles-ci révèlent des rapports différenciés à la mixité sociale.

Regards de parents, regards d'enfants : les quartiers des enquêtés

Les profils socio-démographiques des Batignolles, de Stoke Newington et de Noe Valley font apparaître ces territoires comme des quartiers gentrifiés, socialement diversifiés et marqués par une surreprésentation des familles avec enfants. Ces attributs correspondent-ils à ceux mis en avant par les parents et les enfants ? C'est ce que l'analyse des représentations des familles doit permettre de mettre en avant. Il s'agit ici de s'intéresser aux regards que les parents et les enfants portent respectivement sur les trois quartiers, et de mettre en lumière un certain nombre de convergences et de décalages entre les représentations des uns et des autres.

Les entretiens réalisés avec les parents, et plus particulièrement avec ceux qui habitent le quartier, apportent de nombreux éléments sur les manières dont ils se représentent leur quartier. De façon convergente dans les trois quartiers, les parents des quartiers gentrifiés attestent ainsi d'une appréciation très positive du quartier, reposant sur un certain nombre de caractéristiques partagées par de nombreux autres quartiers gentrifiés dans les grandes villes des pays du Nord (forte identité de « quartier-village », accessibilité aux pôles d'emploi, proximité des commerces et des services, inter-connaissance, sentiment de quartier, mixité sociale, etc.), confirmant les résultats d'une partie de la littérature sur la gentrification (Ley, 1996 ; Authier, 2001 ; Butler, Robson, 2003). Mais les entretiens révèlent que l'attachement de ces parents pour ces quartiers repose aussi en grande partie sur le sentiment que leurs qualités urbaines sont particulièrement compatibles avec la vie de famille. Ils reconnaissent volontiers que ce ne sont pas des quartiers où l'on trouve une grande variété de galeries artistiques, de bars ou autres lieux nocturnes, et qu'en cela ils se distinguent d'autres quartiers gentrifiés non familiaux. Ces quartiers sont en revanche considérés comme « *super appropriate for kids* » (super adaptés aux enfants) (Noe Valley), pour plusieurs raisons : la proximité des parcs ; la forte concentration des familles en elle-même, qui a conduit les restaurants, les cafés, les commerces à s'adapter à une clientèle de familles et d'enfants, et qui participe plus largement à la construction d'un sentiment de communauté familiale dans le quartier ; la présence de la bibliothèque et la diversité des activités destinées aux enfants ; la qualité des écoles locales publiques (bien que les avis soient plus nuancés à Noe Valley, dans une ville où la réputation des écoles publiques effraie de nombreux parents) ; enfin, le sentiment de sécurité (parce qu'il y a toujours du monde, parce qu'il existe un système de « coveillance » (Rosenberg, 1980)). Finalement, la concentration même des familles dans les Batignolles, Stoke Newington et Noe Valley, est au cœur de l'identité du quartier, comme le suggère l'expression d'un parent, qui évoque « *a villagy-family feel* » (une atmosphère de village familial) ; en même temps, elle constitue,

aux yeux des parents interrogés, une distinction majeure de ces quartiers par rapport à d'autres quartiers gentrifiés de Paris, Londres ou San Francisco.

Figure 12 : La rue des Moines dans les Batignolles à Paris (SLF, 2011)

De leur côté, les enfants font écho à l'image positive relativement consensuelle que leurs parents ont des quartiers gentrifiés, l'immense majorité des enfants enquêtés, qui s'avèrent être de fins connaisseurs du quartier pour une large majorité d'entre eux, affirment, eux aussi, apprécier les quartiers gentrifiés. Dans le quartier parisien, qu'un des enfants nomme sur son dessin « le quartier du bonheur », les enfants associent cette appréciation positive à la présence des parcs et des squares, et en particulier au parc Cardinet qui constitue le lieu préféré le plus souvent cité, à la présence des amis, à la présence parfois aussi de la famille élargie ou bien encore, à la proximité des commerces (et notamment du marché des Batignolles). À Stoke Newington et Noe Valley, on retrouve également ces lieux, avec une forte insistance, dans le quartier londonien, sur les maisons des amis, très fréquentées, au moins pour les enfants des classes moyennes et moyennes supérieures. Contrairement aux Batignolles, les enfants de Stoke Newington, et, plus encore, ceux de Noe Valley, mettent aussi en avant la dimension sécuritaire pour expliquer leur attachement au quartier, faisant ainsi référence, en creux, à la réputation de dangerosité des quartiers centraux (*inner city*) des grandes villes des Etats-Unis et du Royaume-Uni, encore fortement ancrée dans les représentations (voire dans le quotidien) des adultes… et

des enfants. Dans les trois quartiers, chez certains de ces enfants, cette appréciation positive est en même temps nuancée parfois par l'énoncé de quelques critiques. L'insécurité liée à la présence de jeunes en bandes est par exemple l'un des quelques (rares) reproches adressés par deux enfants (de milieu populaire) au quartier de Stoke Newington. Plus généralement, quelques enfants, dans les trois quartiers, regrettent parfois l'absence de lieux adaptés aux enfants de leur âge, la présence de personnes « peu agréables », la saleté du quartier, etc.

Sans surprise, certains de ces éléments d'appréciation apparaissent dans leurs dessins du quartier ; mais l'analyse de ces derniers, combinée à celle des entretiens individuels, permet de saisir plus finement les représentations du quartier des enfants. L'examen des 27 dessins produits par les enfants de la classe de CM1 de l'école Lemercier aux Batignolles fait apparaître deux résultats (cf. texte 36). Premièrement, l'hétérogénéité des dessins est frappante au premier abord : certains, que l'on peut qualifier de « sommaires », semblent offrir une matière bien plus limitée pour l'analyse (simplicité du graphisme, rareté des détails et absence de dénominations), que d'autres que l'on peut, par opposition, qualifier de « détaillés». Mais l'analyse montre que cette hétérogénéité peut être révélatrice de la diversité des rapports au quartier des enfants de l'école Lemercier. Certains dessins « sommaires » apparaissent ainsi comme les justes reflets de rapports au quartier ténus pour certains enfants. Deuxièmement, les dessins font ressortir plusieurs points communs des représentations que ces enfants ont des Batignolles. Ils révèlent en effet une sensibilité particulière aux paysages urbains, c'est-à-dire au bâti du quartier (densité, caractéristiques architecturales), aux éléments de nature (parcs, et au-delà, végétation ou animaux), mais aussi aux activités et aux usagers qui les animent quotidiennement. Ils font apparaître également que le quartier est pour eux un territoire principalement articulé autour du domicile, de l'école et du parc, et que leurs représentations reposent sur des jugements d'ordre à la fois fonctionnel, social et sensible. Autrement dit, le quartier, pour ces enfants, est constitué de ce qu'ils voient, de ce qu'ils font, de ce qu'ils ressentent, et des gens qu'ils rencontrent.

Au total, il s'avère que le quartier n'est pas une *terra incognita* pour les enfants enquêtés, qui expriment, comme les adultes, une appréciation très positive de leur quartier. Comme eux, ils mettent en avant les espaces publics (les parcs, les rues commerçantes) et leur animation, ainsi que la sécurité des lieux. Comme eux, ils apportent certaines nuances à cette appréciation. Mais d'autres éléments différencient les appréciations du quartier selon les enfants et selon les parents. Ainsi, contrairement aux parents pour qui cela constitue un atout important, ils évoquent très peu la question de l'accessibilité du quartier à l'échelle de la ville. De plus, de façon nettement plus marquée que leurs parents, les enfants fondent leur appréciation du quartier sur la proximité de leurs amis. Ces différences sont à relier au fait que leurs vies quotidiennes, leurs pratiques et leurs sociabilités, sont nettement plus ancrées localement que celles de leurs parents.

Les manières d'habiter et les sociabilités des enfants

Alors que les manières d'habiter des habitants des quartiers gentrifiés ont été abondamment explorées (cf. chapitre 3), celles des enfants résidant dans ces territoires particuliers restent à ce jour une énigme scientifique. Quelles pratiques les enfants ont-ils de ces quartiers ? Quelles relations sociales entretiennent-ils ? Observe-t-on, dans cette

population, un plus grand mélange social que celui que donne généralement à voir la littérature adulte sur la gentrification ? C'est ce qu'il s'agit d'examiner[131] (cf. textes 33 à 35).

L'analyse des pratiques des enfants révèle que ces quartiers sont intensément habités par les enfants. Ils sont en effet très nombreux à cumuler plusieurs types de pratiques (la fréquentation des commerces, des parcs ou de la bibliothèque, ou encore la pratique d'activités périscolaires). Mais ils ne déploient pas leurs pratiques au sein des quartiers gentrifiés en toute liberté : les deux tiers d'entre eux sont fortement encadrés par leurs parents, qui les accompagnent lors de leurs déplacements et ne les laissent pas fréquenter seuls les parcs, les commerces ou la bibliothèque seuls.

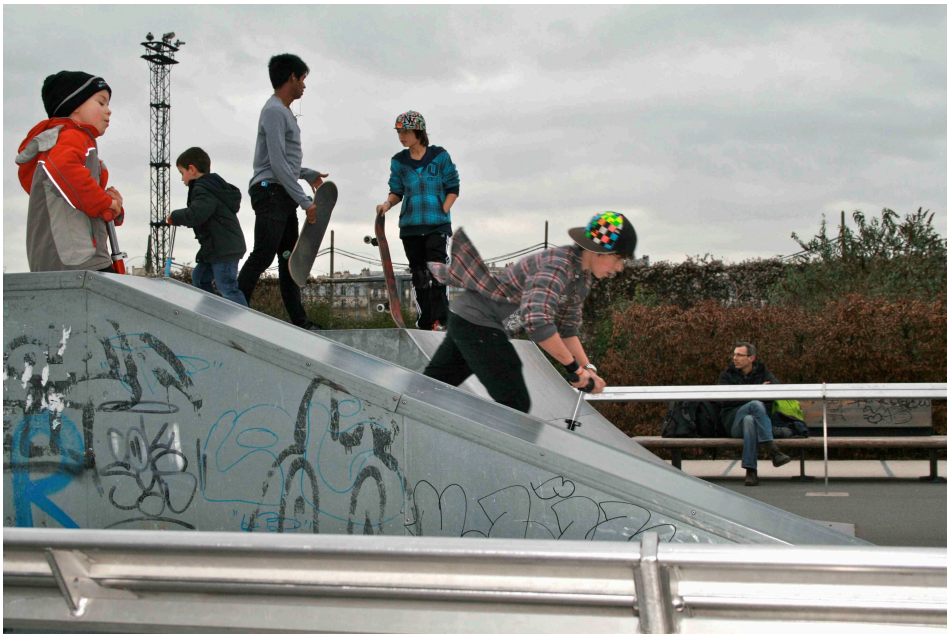

Figure 13 : La parc Cardinet aux Batignolles (SLF, 2011)

En même temps, leurs manières d'habiter sont traversées par de nettes différenciations, qui tiennent pour partie à leurs contextes résidentiels. Ainsi, plus les enfants habitent près de l'école, plus ils ont des usages intenses et variés du quartier gentrifié, suivant une corrélation linéaire. Sans surprise, avec l'éloignement géographique, les parents renforcent l'encadrement des usages de leurs enfants, avec un seuil très net à deux kilomètres : les enfants habitant au-delà de cette limite sont plus nombreux à être fortement ou très fortement encadrés que les enfants habitant plus près. À une échelle plus petite, les Batignolles, Stoke Newington et Noe Valley sont très diversement pratiqués par les enfants enquêtés. L'influence de la localisation du domicile a sa part dans l'explication de ces variations : alors que la plus de la moitié des enfants enquêtés aux Batignolles et à Stoke Newington habitent dans le quartier gentrifié, ce n'est le cas que du tiers environ des enfants à Noe Valley. Mais au-delà de ce facteur, certaines différences d'usage émergent, qui paraissent plus directement liées à la spécificité de chaque quartier. Par exemple, alors que pour les trois quartiers, les pratiques locales des enfants reposent principalement sur les

[131] L'analyse porte ici sur les enfants qui habitent dans les limites de la ville, soit un total de 125 individus.

activités extrascolaires, à Noe Valley et à Stoke Newington, celles-ci concernent une proportion bien plus considérable d'enfants que dans les Batignolles : malgré un développement général des activités périscolaires dans les pays occidentaux depuis les années 1990 (Wimer et al., 2006 ; Ananian et Bauer, 2007 ; Sautory *et al.*, 2011), les enfants semblent donc moins systématiquement engagés dans des activités extrascolaires en France qu'aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni, sans doute en lien avec la durée plus longue de leur journée scolaire.

Mais la géographie n'explique pas tout, et les différenciations sociales des enfants influencent elles aussi leurs usages des quartiers gentrifiés. Ainsi, si les usages du quartier sont globalement aussi intenses pour les filles que pour les garçons, les enfants n'attestent pas nécessairement des mêmes pratiques selon leur genre. Par exemple, les garçons ont davantage tendance à fréquenter les parcs et jardins publics que les filles, et les filles à fréquenter les activités périscolaires du quartier. Le rapport au quartier des filles est donc plus institutionnalisé que celui des garçons. Il est aussi beaucoup plus encadré que celui des gaçons, comme cela a été montré dans d'autres espaces urbains non gentrifiés (Valentine, 2004). De plus, les rapports aux quartiers des enfants est différencié selon les configurations familiales dans lesquelles ils vivent (par exemple, les enfants qui habitent avec leur mère seule ont ainsi plus tendance à avoir un usage relativement faible du quartier). Ces différenciations individuelles et familiales traversent les trois quartiers de l'enquête. Elles mitiguent aussi les effets du milieu social sur les manières d'habiter des enfants, qui s'avère être un critère important des variations observées.

Notons d'abord que, dans notre échantillon, si les enfants de classes moyennes supérieures (26,3 %) et les enfants de classes moyennes (30,5 %) pris ensemble sont majoritaires, les enfants de classes populaires constituent la catégorie la plus nombreuse (43,2 %)[132], attestant d'un « agréable mélange d'enfants » (Ball *et al.*, 2004). Or selon qu'ils sont issus des classes populaires, moyennes ou moyennes supérieures, ils attestent de pratiques relativement différenciées. En particulier, on retrouve bien ici certaines pratiques quotidiennes des enfants des couches moyennes supérieures et des enfants de milieux populaires observées dans d'autres contextes urbains. Ainsi, il apparaît que les pratiques des enfants des classes moyennes sont fortement encadrées, alors que, à l'inverse, les enfants de milieux populaires jouissent d'une plus grande autonomie de mouvement dans le quartier (Lareau, 2003).

Pourtant, les manières d'habiter et de cohabiter des enfants des classes moyennes supérieures et des enfants de milieux populaires des Batignolles, de Stoke Newington et de Noe Valley sont loin de correspondre pleinement aux manières d'habiter et de cohabiter des enfants de leur catégorie sociale. Comparativement aux enfants de classes moyennes supérieures observés dans d'autres contextes urbains (plus homogènes socialement), les premiers se caractérisent en effet par une vie de quartier et des sociabilités locales beaucoup plus développées. De même, par rapport aux enfants de milieux populaires observés dans d'autres contextes, les seconds sont moins rarement impliqués dans des activités organisées, même si c'est loin d'être le cas de tous. De surcroît, si globalement les enfants de classes moyennes supérieures, d'un côté, et les enfants de milieux populaires, de l'autre, se distinguent par leurs manières d'habiter et de cohabiter dans les trois quartiers

[132] Ce qui tend à confirmer l'idée selon laquelle la gentrification agirait sur l'espace scolaire avec un certain décalage temporel par rapport à l'espace social urbain (Clerval, 2008, p. 403).

gentrifiés, il existe parfois de fortes proximités entre les pratiques et sociabilités locales d'un enfant de classe moyenne supérieure et celles d'un enfant de milieu populaire. Finalement, dans ces quartiers gentrifiés, on assiste à un certain brouillage des effets du milieu social.

Il faut probablement y voir un effet du quartier gentrifié et de la gentrification. Cohabitant dans un même espace et ayant effectivement entre eux des relations, à l'école et parfois hors de l'école, les enfants de classes moyennes supérieures des Batignolles, de Stoke Newington et de Noe Valley peuvent parfois partager des pratiques avec les enfants de milieux populaires qui résident dans ces quartiers, et réciproquement. Ainsi, les sociabilités entretenues entre enfants de classes moyennes supérieures et enfants de milieux populaires peuvent-elles parfois, par exemple, favoriser la fréquentation des espaces publics du quartier de tel ou tel enfant de classes moyennes supérieures, ou conduire tel ou tel enfant de milieu populaire à participer à des activités organisées, à l'école ou hors de l'école – ce qui, dans les deux cas, constitue une pratique plus rare dans d'autres contextes urbains (Lareau, 2003).

En cela, ces deux quartiers gentrifiés apparaissent, pour les enfants (qui y résident et qui les investissent), comme des contextes relativement singuliers de socialisation. C'est ce que montre aussi, par contraste, le cas des enfants des milieux populaires scolarisés aux Batignolles, à l'école Lemercier, et qui habitent dans le quartier voisin – et populaire – des Epinettes. Contrairement aux enfants des milieux populaires habitant les Batignolles, ces enfants ont souvent peu de relations avec les enfants des classes moyennes supérieures, y compris à l'école, et ne participent pas (pour la plupart) à des activités organisées, ni à l'école, ni dans le quartier des Batignolles, ni dans leur quartier de résidence. Ici, la proximité spatiale joue donc un rôle central dans la proximité sociale. Cela contribue à expliquer, notamment, qu'à Noe Valley, où les enfants sont résidentiellement plus dispersés, la cohabitation entre enfants de classes moyennes supérieures et enfants de milieux populaires est moins active.

Mais cet « agréable mélange d'enfants » a des limites. En effet, hors de leur quartier de résidence, les enfants des classes moyennes supérieures et les enfants des milieux populaires ont des pratiques et des relations à la fois très différentes et très marquées socialement. De surcroît, les vies de quartier des enfants sont elles-mêmes en partie délimitées par leurs parents, vers lesquels il est donc nécessaire de se tourner.

Les rapports au quartier des parents

Tous les parents interrogés aux Batignolles, à Stoke Newington et à Noe Valley ont en commun d'avoir un ou plusieurs enfants et en particulier au moins un enfant dont l'âge se situe entre 6 et 11 ans au moment de l'entretien. L'analyse des entretiens des parents habitant au sein des trois quartiers gentrifiés permet de dégager quelques lignes fortes qui structurent leurs motivations résidentielles d'une part, et leurs pratiques et leurs sociabilités d'autre part (cf. texte 37).

Dans les trois quartiers, les parents enquêtés ne sont pas arrivés dans le quartier à la même période. Ils ne se sont donc pas installés au même moment de leur cycle de vie, et ils n'ont pas non plus emménagé dans le même quartier : installés à dix ans ou vingt ans d'écart les uns par rapport aux autres, ils ont été confrontés à un quartier profondément différent. Les trois quartiers étudiés ont été transformés en effet, selon des modalités et des temporalités un peu différentes, par un puissant mouvement de gentrification en même temps qu'une concentration croissante des familles. En toute logique, les motivations

résidentielles des parents varient fortement selon le moment de leur installation dans le quartier : dans la première période (globalement avant 2000), le critère du logement est primordial alors que le quartier est encore peu affecté par la gentrification. Dans la seconde, le critère du quartier l'emporte, dans des quartiers nettement gentrifiés et où les familles sont très visibles et qui sont devenus très valorisés. Mais globalement, les enfants constituent un critère de choix majeur, du logement et du quartier, même pour les parents les plus anciennement installés, ne serait-ce que par leur prise en compte dans leur choix de rester ou non dans le quartier (voire dans leur logement). Les enfants grandissant, la question scolaire devient très importante dans le choix de s'implanter, de rester ou de quitter le quartier gentrifié.

Figure 14 : La rue Church à Stoke Newington, Londres (Colin Giraud, 2010)

Les parents enquêtés, qu'ils soient installés dans le quartier depuis plusieurs décennies ou depuis quelques mois seulement, et quelles que soient leurs motivations résidentielles initiales, sont amenés à déployer au moins une partie de leurs pratiques et de leurs sociabilités quotidiennes, avec ou sans leurs enfants, dans les quartiers gentrifiés. Tous reconnaissent ainsi que l'arrivée de leurs enfants a sensiblement modifié leurs pratiques dans le sens d'un plus fort centrage local. Mais cet ancrage sur le quartier n'est pas figé, et il évolue avec l'âge des enfants. De plus, il est plus marqué dans l'ensemble dans les Batignolles et à Stoke Newington qu'à Noe Valley, où les pratiques tendent à être plus dispersées. Au-delà, en dépit de ces bouleversements communs, qui réorganisent en profondeur leurs rapports au quartier, et de ces divergences au fil du temps entre quartiers,

tous les parents n'habitent pas un même quartier gentrifié de la même manière. L'examen de leurs pratiques locales, effectuées avec ou sans leurs enfants, de leurs relations de sociabilité autour de leur domicile et, aussi, de leurs pratiques et relations sociales hors du quartier, dans le reste de la ville ou dans des lieux plus éloignés, permet de distinguer trois manières d'habiter le quartier et de vivre en ville (et une intermédiaire, qui peut être distinguée aux Batignolles). On peut ainsi distinguer un premier groupe de parents attachés à « une culture de quartier », déployant une intense vie de quartier, avec ou sans leurs enfants ; un type intermédiaire regroupe les parents ayant un « rapport intermittent au quartier », c'est-à-dire attestant de rapports étroits avec le quartier, mais « intermittents », parce qu'ils ne sont pas toujours présents dans leur quartier ; un troisième groupe de parents ont un rapport plus distant au quartier, qui constitue pour eux une « unité relative » dans leurs pratiques urbaines ; enfin, une dernière catégorie de parents atteste d'une vie de quartier très limitée. Finalement, il apparaît que c'est le premier groupe de parents, les plus présents et très enracinés localement, qui donne le ton aux Batignolles, à Stoke Newington comme à Noe Valley.

Un certain nombre de points communs dans les rapports au quartier des parents émerge de l'analyse. Tout d'abord, les parents étudiés, dans leur ensemble, et comparativement à d'autres habitants de quartiers gentrifiés, sont des habitants qui habitent assez intensément, voire intensément, leurs quartiers respectifs. De plus, dans les trois quartiers, les manières d'habiter le quartier sont fortement articulées autour des enfants, qui jouent notamment un rôle important dans les relations de sociabilités locales des parents, à l'exemple des relations de voisinage – y compris parfois comme sources de conflits. Elles se combinent aussi, dans les trois quartiers, avec d'importantes pratiques hors quartier sans enfants (avec des nuances : des parents ont aussi des pratiques du quartier sans enfants, et d'autres ont aussi des pratiques et des relations hors quartier avec enfants). Autre point commun : on observe un très fort entre-soi social dans les trois quartiers, en dépit des côtoiements entre groupes sociaux, en particulier ceux permis ou contraints par l'école comme cela a été observé à Rotterdam (Karsten, 2007). De nombreux enquêtés font état de relations de voisinage tendues avec d'autres habitants socialement différents d'eux, ou, surtout, au minimum, de relations indifférentes ou distantes, que ce soit du point de vue des couches moyennes supérieures ou du point de vue des personnes de milieu populaire. A l'inverse, dans notre échantillon, les parents faisant état de relations socialement mixtes assez fortes sont très rares.

Quelques différences notables apparaissent cependant entre les trois quartiers. Ainsi, à Noe Valley, pour toutes les catégories de parents, même les plus ancrés localement, les pratiques sont plus ouvertes sur le reste de la ville (ou dispersées) qu'aux Batignolles ou à Stoke Newington. Cela repose d'une part sur le fait que les activités des enfants, très nombreuses, se déroulent le plus souvent dans divers lieux de la ville (et induisent donc de multiples accompagnements par les parents, en semaine et en weekend), alors qu'aux Batignolles et surtout à Stoke Newington, elles ont un cadre spatial beaucoup plus resserré. Cela s'explique également par le fait que les amis d'école des enfants n'habitent pas en majorité le quartier (alors que c'est l'inverse aux Batignolles comme à Stoke Newington). Les sorties familiales dans la ville (voire hors de la ville) sont plus fréquentes, en particulier le weekend. On peut y voir une spécificité de San Francisco (et plus largement des villes nord-américaines), avec des déplacements beaucoup plus intenses dans l'ensemble de la région

urbaine par rapport à Paris et Londres, villes européennes plus compactes, et aux mobilités plus limitées.

Autre différence, à Noe Valley et à Stoke Newington, l'ancrage des pratiques et des sociabilités des parents dans le quartier apparaît bien plus étroitement lié à l'école qu'aux Batignolles (même si cela n'est pas exclusif). C'est à mettre en lien avec un rapport différent à l'école, où les parents sont fortement requis de participer à la vie de l'école, et où la revendication d'une « *community* » autour de l'école est récurrente. Ainsi, à Noe Valley, la *community* évoquée par les parents est d'abord celle de l'école avant d'être celle du quartier. Lorsque ces deux *communities* coïncident, le rapport au quartier est considérablement renforcé. C'est ce qui se produit à Stoke Newington, les écoles publiques fonctionnant sur un principe proche de la carte scolaire française (*catchment area*), la *community* de l'école (publique) et celle du quartier se recouvrant systématiquement. Mais ce n'est pas toujours le cas à San Francisco, puisque le système d'affectation scolaire déconnecte l'école des enfants du quartier où ils résident, la plupart du temps. Finalement, pour nombre des parents de l'échantillon, la décision de scolariser leurs enfants dans une école locale (et la mise en œuvre, par conséquent, de stratégies parfois très sophistiquées pour contourner le système d'affectation) est souvent lié à un fort désir d'ancrer davantage leurs pratiques familiales dans le quartier.

Enfants, parents : co-construction des pratiques et des sociabilités du quartier et rapport à la mixité

Les enfants ne déploient pas leurs manières d'habiter et leurs sociabilités en toute indépendance. L'analyse croisée de leurs discours avec ceux de leurs parents révèle au contraire qu'ils co-construisent leurs rapports au quartier avec leurs parents (cf. texte 34). Les parents de onze enfants enquêtés aux Batignolles, à Stoke Newington et à Noe Valley, et résidant dans ces quartiers, se sont ainsi prêtés au jeu de l'entretien. Il s'agit, à une exception près, de mères – ce qui atteste leur rôle important dans la vie quotidienne des enfants – et, à une exception près également, de parents issus des classes moyennes supérieures – ce qui illustre la réticence des couches populaires résidant dans les quartiers gentrifiés vis-à-vis de la démarche d'enquête (Oberti, 2007 ; Clerval, 2008).

Il ressort d'abord de cette analyse croisée que les enfants structurent le rapport au quartier de leurs parents (Karsten, 2007) : les pratiques de ces derniers se recentrent localement avec l'arrivée de leurs enfants, l'espace et le temps de leur quotidien sont nettement articulés autour d'eux, et leurs enfants sont l'occasion de nouvelles sociabilités. Parfois, les pratiques et les sociabilités locales des parents et des enfants sont très imbriquées : les trajets à l'école, les courses, le parc, les restaurants, etc., donnent lieu à de nombreuses pratiques conjointes qui peuvent évoluer en « traditions familiales » ; des « sociabilités de famille » se développent, renforcées par la proximité socio-spatiale et par les amitiés croisées des enfants et des parents. Dans ce système, les mères jouent souvent un rôle clef, et plus elles sont impliquées dans l'école, plus le recouvrement de leur quartier avec celui de leurs enfants est fort. Il arrive cependant que les enfants déploient des pratiques et des sociabilités en dehors du contrôle de leurs parents : ils développent notamment une sociabilité « entre pairs » qui leur est propre, à l'école, sur le chemin de l'école ou au parc. Bref, on observe une plus ou moins grande continuité entre le quartier des enfants et celui des parents. Mais globalement, les pratiques et les sociabilités des enfants dans le quartier sont plus intenses que celles des parents.

Figure 15 : un dimanche familial sur la 24ème rue dans Noe Valley (SLF, 2010)

Inversement, le quartier des enfants est fortement structuré par les stratégies éducatives de leurs parents (Lareau, 2003 ; Valentine, 2004) : il dépend de leurs représentations du quartier et de ses habitants ; il dépend aussi de l'importance qu'ils accordent, dans leurs projets éducatifs, à la vie de quartier de leurs enfants, voire à leur intégration à une communauté locale. Il est enfin fonction de leur rapport à la mixité sociale, considérée comme simple « effet paysage » (Simon, 1995) ou investie d'une dimension éducative structurante – et qui permet aussi à leurs enfants d'envisager éventuellement leur propre différence avec sérénité. Les parents insistent ainsi de façon assez convergente sur la nécessité d'« un apprentissage de la diversité ». Ils ont cependant des conceptions variées de la diversité (sociale, ethnique ou culturelle, d'orientation sexuelle, de performance scolaire, voire de handicaps). De plus, ils sont plus ou moins enclins à exposer leurs enfants à la diversité selon les cadres où elle se déploie (école, quartier, ville, voire au-delà), mais globalement l'école joue un rôle important, sous réserve que la mixité sociale n'altère pas la performance scolaire. Au total, cette influence des parents sur le quartier des enfants se traduit par un fort encadrement de leurs usages du quartier, mais aussi par une « maîtrise » de leurs pratiques, de leurs relations et de leurs activités, qui passe en partie par les choix scolaires.

Au total, cette recherche a montré que les enfants sont des acteurs importants des quartiers gentrifiés : ils habitent pleinement le quartier, souvent davantage que leurs

parents, et les stratégies (résidentielles, scolaires, ou relatives aux pratiques et aux sociabilités quotidiennes) que leurs parents mettent en œuvre autour d'eux contribuent activement à modeler ces territoires et à leur « donner le ton ». En même temps, les manières d'habiter des enfants (et de leurs parents) sont sensiblement différenciées socialement (en fonction de leur milieu social, de leur sexe, de leur âge) et elles sont révélatrices du rapport à la mixité sociale qu'entretiennent leurs parents. Cela soulève *a contrario* la question des effets de l'absence de mixité sociale sur les manières d'habiter et de cohabiter des enfants et de leurs parents dans les quartiers ségrégués.

Les enfants face à la ségrégation : des quartiers populaires aux quartiers bourgeois

A l'instar d'un certain nombre de chercheurs (Préteceille, 2006 ; Pinçon et Pinçon-Charlot, 2001), j'entends la ségrégation comme un processus n'affectant pas seulement les quartiers pauvres, mais transformant également des quartiers aisés qui tendent à devenir de plus en plus exclusifs. Aussi le second volet de cette recherche vise-t-il à étudier les représentations, les pratiques et les sociabilités des enfants et de leurs parents dans des quartiers paupérisés d'une part et dans des quartiers bourgeois d'autre part. Il est au cœur d'une recherche que je dirige actuellement. Cette recherche en cours, intitulée « 30 ans en 2030 : quelle place pour les enfants dans la ville de demain ? Perspectives comparées (Paris et San Francisco) » et financée par la Ville de Paris (2011-2013), implique également Jean-Yves Authier, Isabelle Mallon et Anaïs Collet. Je la présente ici brièvement.

Les enfants dans la littérature sur la ségrégation

De même que presque aucune recherche ne s'est encore penchée sur la façon dont la gentrification était vécue au quotidien dans les quartiers gentrifiés par les enfants issus de différents milieux sociaux, les effets de la ségrégation sur les territoires urbains et les manières de cohabiter des enfants n'ont donné lieu à ce jour qu'à de rares publications.

Aux Etats-Unis (comme en France), les recherches sur la ségrégation se sont davantage intéressées aux adolescents qu'aux enfants plus jeunes (Bunge, 1973). Nombre d'entre elles se sont concentrées en particulier sur les comportements déviants des adolescents : de nombreuses études ont ainsi été consacrées au phénomène des gangs (voir par exemple Vigil, 1988 et 2002 ; Klein, 1995 ; Hagedorn, 2007 et 2008). Les rares auteurs à s'être penchés sur la question des enfants plus jeunes ont surtout interrogé les effets de la ségrégation scolaire sur leur performance et leur avenir professionnel.

Finalement, c'est peut-être à la marge du domaine universitaire que l'on trouve les observations les plus fines concernant les manières d'habiter et de cohabiter des enfants dans les quartiers pauvres ségrégués des grandes villes états-uniennes. Je voudrais mentionner brièvement deux livres marquants, qui portent sur la vie quotidienne d'enfants habitant dans des cités de logements sociaux. Le premier, *There Are No Children Here* (1991), écrit par un journaliste écrivain Alex Kotlowitz, relate les chroniques de deux jeunes gaçons noirs dans le ghetto de Chicago (cf. Encadré 7). Dans le second, *Honkey* (2000), Dalton Conley, devenu depuis sociologue à l'Univversité de New York (NYU) et à l'University of the People, raconte sa propre enfance dans une cité de Lower East Side à Manhattan,

New York, peuplée principalement de « Noirs » (Afro-américains et Porto-ricains) alors qu'il est lui-même issu d'une famille blanche désargentée des classes moyennes : il décrit sa vie quotidienne, sa découverte de la question des relations raciales et sa difficulté à trouver sa place dans le quartier et à l'école publique locale.

Encadré 7 : *There Are No Children Here: The Story of Two Boys Growing Up In the Other America*

Dans *There Are No Children Here: The Story of Two Boys Growing Up in the Other America*, Alex Kotlowitz (1991) décrit la (vraie) vie quotidienne de deux enfants des cités de logement social Henry Horner Homes à Chicago à la fin des années 1980. Avec ce livre, le journaliste a l'ambition de faire saisir concrètement l'impact de la concentration de la pauvreté sur les modes de vie des enfants, dont il rappelle dans sa préface qu'au moment où il écrit, un sur cinq vit au-dessous du seuil de pauvreté, soit environ douze millions d'enfants.

A partir d'une enquête qu'il a menée pendant deux ans, dans une cité noire réputée pour sa pauvreté et sa violence, auprès de deux frères de 12 et 9 ans, Lafayette et Pharoah, et de leur mère, LaJoe, il relate la vie quotidienne des enfants de ces quartiers ségrégués, leur rapport à l'école, leurs tentatives de résister à l'attrait des gangs, leur expérience de la mort de leurs amis, mais aussi leurs jeux et leurs joies. En adoptant une approche ethnographique qui se démarque nettement de l'approche statistique et quantitative adoptée par le plupart des études sur la ségrégation à cette époque, il a l'ambition d'attirer l'attention de la société sur les conditions de vie des enfants de « l'Autre Amérique », comme l'indique le sous-titre[133] et comme il le précise dans son introduction :

> Many (children) grow up in neighborhoods similar to Lafayette and Pharoah's. By the time they enter adolescence, they have contended with more terror than most of us confront in a lifetime. They have had to make choices that most experienced and educated adults would find difficult. They have lived fear and witnessed death. Some of them have lashed out. They have joined gangs, sold drugs, and, in some cases, inflicted pain on others. But they have also played basketball and gone on dates and shot marbles and kept diaries[134] (p. xi).

Ce livre montre bien la façon dont la vie quotidienne des enfants est spatialement confinée au ghetto. Les enfants évoluent relativement librement dans le territoire de leur cité de logements sociaux, mais lorsque la violence éclate (souvent) dans le quartier, en lien avec les gangs pour qui le quartier constitue la base de leur trafic de drogues, et qui se livrent souvent à des attaques criminelles, c'est sur le logement que les enfants et leur familles se replient pour un temps. Pourtant, le logement lui-même n'offre pas toute la sécurité dont rêvent les enfant : il n'est pas rare que des balles le traversent et les membres de la famille ont pris l'habitude de s'écarter des fenêtres, et en

---

[133] Le sous-titre fait référence au livre du sociologue Michael Harrington intitulé *The Other America* (1962), qui a fait découvrir aux Etats-Unis l'ampleur du phénomène de pauvreté au début des années 1960, et dont la lecture aurait inspiré au Président Lyndon B. Johnson sa politique de « Guerre contre la pauvreté ». Au-delà, il se réfère aussi à l'œuvre célèbre d'un autre journaliste et photographe de la fin du XIX^{e} siècle, Jacob Riis, qui dans *How the Other Half Lives : Studies Among the Tenements of New York* (1890) présente une série de photographies et décrit les conditions de vie des habitants des taudis de New York. L'objectif était là aussi d'alerter l'opinion et s'inscrivait dans le contexte du mouvement des réformateurs sociaux de la fin du siècle.

[134] « Bien des enfants grandissent dans des quartiers qui ressemblent à celui de Lafayette et de Pharoah. A l'heure où ils entrent dans l'adolescence, ils ont déjà été confrontés à plus de terreur que la plupart d'entre nous n'expérimenterons jamais au cours de notre vie entière. Ils ont dû faire des choix que la plupart des adultes expérimentés et éduqués trouveraient particulièrement difficiles. Ils ont vécu dans la peur et ont vu la mort. Certains d'entre eux ont déraillé. Ils ont rejoint des gangs, vendu de la drogue, et, parfois, ils ont fait du mal à d'autres. Mais ils ont aussi fait du basket, ils sont sortis avec des filles, ils ont joué aux billes et tenu des journaux intimes ».

cas de fusillade, de s'abriter derrière des meubles ou de se jeter au sol ; de plus, l'appartement est en proie à des effractions régulières, qui peuvent elles aussi finir dans le sang. Les enfants ne sortent qu'exceptionnellement du ghetto : lorsque sa mère emmène Pharoah (et huit autres enfants) *downtown* pour regarder les vitrines de Noël, le jeune garçon voit cette expédition comme un moment irréel, magique, hors de l'espace et du temps quotidien. Les (rares) autres sorties du ghetto sont moins positives et renvoient au contraire les enfants à leur position d'exclus (socialement et spatialement) de la société. Ainsi, le stade, limitrophe au quartier, vers lequel convergent une population nombreuse de classes moyennes blanches les jours de matchs, voient affluer les enfants du quartier cherchant à gagner quelques pièces et à se divertir : mais ils sont souvent chassés par les policiers chargés de la surveillance de l'événement. Lorsqu'ils deviennent plus grands et sont arrêtés pour diverses raisons, ils sont alors amenés à sortir du quartier pour se rendre au tribunal où ils seront jugés :

> « For many young men at Horner, their only contact with the world outside their own immedialte environments is the courts. It can be a cold and humilating liaison »[135] (p. 226).

Finalement, les enfants souvent ne voient pas d'autre perspective de sortie du ghetto que par la prison ou par les pompes funèbres. Le *Boys Club* (la branche locale d'une association nationale proposant des activités extra-scolaires aux enfants) est finalement l'un des rares lieux à offrir aux enfants du quartier un certain répi, en dépit de son état fortement dégradé, constituant une véritable « *oasis* » (p. 180) au milieu des violences quotidiennes de quartier. Autre lieu du quartier (à la marge de la cité mais accueillant exclusivement des enfants du quartier), l'école est vécue par Pharoah comme un autre îlot de sécurité et d'épanouissement. Mais ce n'est pas le cas de nombreux enfants qui sont en situation de décrochage scolaire, tandis que certains élèves cessent parfois de s'y rendre pour échapper au lycée où ils sont ensuite affectés, et dont la réputation de violence les terrifie.

Finalement, le titre rappelle à quel point l'enfance n'est pas une condition biologique mais bien une condition construite socialement. Tout le livre montre comment le fait de vivre dans un quartier ségrégué extrêment pauvre et violent, au cœur d'un pays riche et puissant, prive finalement Lafayette et Pharoah de leur enfance et fait d'eux très vite des adultes malgré eux.

Reste que ces deux livres partagent avec la plupart des recherches portant sur les enfants et la ségrégation la caractéristique de s'intéresser principalement aux ghettos noirs et de reposer, de façon plus ou moins directe, sur la question raciale (entendue comme celle des relations entre les Noirs et les Blancs), un phénomène très spécifique à l'histoire des Etats-Unis et difficilement transposable à d'autres contextes nationaux. Notons aussi qu'ils relatent l'expérience de garçons et ne disent rien sur les territoires des filles dans ces quartiers.

Dans les *Children's Studies* (et hors du contexte états-unien), Lia Karsten est l'une des seules géographes à s'être penchée sur la question des effets de la ségrégation sur les territoires des enfants. A partir d'une enquête menée auprès d'enfant de 7 à 12 ans dans 7 écoles et 8 aires de jeux de 5 quartiers de l'agglomération d'Amsterdam aux caractéristiques sociales, ethniques et urbaines variées, elle a analysé la manière dont cette ségrégation est vécue au quotidien par les enfants en interrogeant en particulier leur fréquentation des espaces publics, leur engagement dans des activités péri-scolaires et leur autonomie de déplacement (Karsten, 1998). Elle montre notamment que la vie quotidienne des minorités

---

[135] « Pour de nombreux jeunes de Horner, le seul contact avec le monde extérieur à leur propre environnement immédiat, c'est le tribunal. Une relation qui peut être froide et humiliante ».

est globalement moins diversifiée et moins mobile que celle des enfants d'origine hollandaise (quoique ce constat soit à nuancer si l'on tient compte des différences de genre et de classe sociale). Et c'est dans les quartiers défavorisés, où les minorités sont aussi les plus concentrées, que la vie quotidienne des enfants est la moins variée et la moins mobile, réalisant la situation d'« apartheid de loisirs » décrite par Mike Davis à propos de Los Angeles (Davis, 1992). L'article conclut à l'accroissement des inégalités vécues par les enfants : c'est pour les enfants des minorités, et en particulier ceux qui résident dans des quartiers ségrégués, que les interactions avec des enfants d'autres origines sociales et ethniques sont les moins fréquentes.

Dans un article plus récent, Lia Karsten revient sur cette question : rappelant que la ségrégation n'est pas une situation urbaine nouvelle, elle propose de questionner le rôle respectif de l'école et du quartier dans la formation du « *bridging social capital* » (Putnam, 2000), c'est-à-dire des liens (faibles) unissant les individus à des groupes sociaux différents du leur en termes de classe sociale et d'ethnicité. Elle montre que, plus que l'école, qui est incontestablement ségréguée, c'est surtout le déclin de l'autonomie de déplacement des enfants dans la ville qui explique la diminution du « *bridging social capital* », ou, autrement dit, l'homogénéisation croissante des réseaux sociaux des jeunes citadins d'aujourd'hui (Karsten, 2010).

Si les recherches sur la façon dont la ségrégation est vécue par les enfants dans les quartiers défavorisés sont rares, ce constat est encore plus frappant en ce qui concerne les quartiers les plus aisés, où aucune étude ne s'est jamais penchée sur les modes de vie et les rapports au quartier des enfants issus des classes supérieures. Une des seules recherches, à ma connaissance, ayant tenté d'identifier systématiquement l'impact des grandes structures sociales et culturelles sur la vie quotidienne des enfants est l'ouvrage remarquable d'une sociologue états-unienne, Annette Lareau (2003) (cf. texte 22). Son objectif était de révéler les grands principes éducatifs mis en œuvre par différents groupes sociaux, et non de comprendre les rapports des enfants à l'espace urbain, mais elle a sélectionné les familles de son étude en choisissant d'abord leurs quartiers de résidence (qu'elle a définis respectivement comme quartiers de classes moyennes-supérieures, quartiers populaires, et quartiers pauvres, dans une ville anonyme des Etats-Unis). Indirectement, elle a ainsi tout de même mis en évidence les pratiques territoriales et les sociabilités différenciées des enfants pauvres et celles des enfants des classes moyennes supérieures : la grande autonomie de déplacement et le fort centrage sur le quartier des premiers, et la dépendance appuyée des seconds par rapport à leurs parents (dans le contexte de nombreux déplacement automobiles) pour pratiquer leurs multiples activités dispersées dans la ville.

Face à cette carence de la littérature scientifique, il semble particulièrement important d'examiner les pratiques et des sociabilités quotidiennes des enfants des quartiers ségrégués, quartiers pauvres et quartiers bourgeois.

Analyser les manières d'habiter des enfants dans les quartiers ségrégués

Pour étudier les territoires de la vie quotidienne des enfants des quartiers ségrégués, nous avons sélectionné quatre quartiers à Paris et à San Francisco. Les deux quartiers aisés (c'est-à-dire solidement investis par les classes moyennes et supérieures) sont le quartier d'Auteuil dans le 16ème arrondissement à Paris, et le quartier de Pacific Heights à San Francisco. Les deux quartiers paupérisés, caractérisés par un taux de chômage élevé, une

forte proportion de la population sous le seuil de pauvreté et la concentration d'immigrés, sont le quartier de Crimée dans le 19ème arrondissement à Paris, et celui d'Excelsior à San Francisco.

Il s'agit d'analyser les pratiques et représentations que ces enfants ont de ces deux types de quartiers ségrégués et des différents espaces de la ville dans laquelle ils résident, d'étudier leurs mobilités urbaines, de comprendre comment se structurent ces pratiques, représentations et mobilités, de voir comment les territoires de la vie urbaine de ces enfants se différencient (selon les lieux où ils résident, selon les milieux familiaux dans lesquels ils sont insérés), de voir également comment les usages du quartier de ces enfants, leurs sociabilités locales, leurs activités dans le quartier et hors du quartier structurent en partie les manières d'habiter, de cohabiter et de vivre en ville de leurs parents, et enfin d'examiner la place et le rôle de la question des enfants dans la transformation de ces espaces urbains.

Pour saisir les enfants et leurs parents situés aux deux extrémités sociales de ces quartiers socialement ségrégués, nous avons choisi de passer par des écoles privées dans les quartiers bourgeois, et par des écoles publiques dans les quartiers populaires. Le dispositif d'enquête mis en place est fondé sur la méthode utilisée pour le premier volet de la recherche (sur les enfants dans les quartiers gentrifiés), afin de rendre possible la comparaison non seulement entre les quartiers aux caractéristiques similaires (gentrifiés, ségrégués pauvres, et ségrégués aisés), mais aussi entre les quartiers d'une même ville (Paris et San Francisco). Je me contenterai donc ici de rappeler brièvement qu'elle reposera principalement, au-delà d'une caractérisation socio-urbaine des quartiers sélectionnés, sur les mêmes matériaux qualitatifs collectés dans les quartiers gentrifiés : par le biais d' « ateliers quartier » organisés dans une école de chaque quartier, nous collectons des dessins du quartier, puis nous réalisons des entretiens individuels avec les enfants en nous appuyant sur une série de photographies du quartier. Enfin, nous réalisons des entretiens avec les enseignants d'une part, et avec les parents de ces enfants d'autre part. Enfin, nous menons des observations, dans les parcs du quartier notamment, en suivant la méthodologie utilisée par Lia Karsten à Amsterdam (Karsten 1998).

Au total, nous prévoyons de réaliser environ 80 entretiens d'enfants (d'une heure environ) et une cinquantaine d'entretiens de parents (d'une heure et demie en moyenne) d'ici la fin du printemps 2012. Le rapport final doit être achevé à la fin de l'année 2013.

Conclusion

Avec cette recherche collective (en progrès) sur les expériences citadines des enfants, je souhaite contribuer aux sciences sociales à trois points de vue. Tout d'abord, j'espère contribuer aux études urbaines internationales, et en particulier aux recherches sur la ségrégation et sur la gentrification. En interrogeant la place et le rôle des enfants dans la production de certains quartiers, je voudrais légitimer les enfants comme agents importants de ces transformations urbaines majeures. En même temps, à travers la figure des enfants, j'ai l'ambition d'appréhender ces deux processus ensemble (et non pas séparément, comme la quasi totalité des travaux tendent à le faire aujourd'hui), afin de saisir le sens (et la

dynamique) des inégalités, voire des injustices, inscrites dans et portées par les territoires urbains.

Deuxièmement, je souhaite participer au développement d'une « géographie des enfants » en France, qui interroge la spécificité et la diversité des rapports des enfants au territoire (et à la ville en particulier). Ces toutes dernières années semblent attester d'un regain d'intérêt des sciences sociales pour les enfants en France, et j'aimerais contribuer à consolider ce mouvement tout en œuvrant pour une meilleure visiblité des travaux français dans la communauté scientifique internationale. C'est ce que j'ai commencé à faire en coordonnant, avec Jeanne Vivet, un numéro spécial de *Carnets de Géographes* sur « Géographies des enfants et des jeunes » (cf. texte 31), et en co-dirigeant par ailleurs une thèse sur le rapport des enfants au territoire et à la mobilité dans les écoles internationales de Stockholm[136]. J'envisage d'organiser d'autres activités pour poursuivre dans cette voie.

Enfin, j'aimerais que cette recherche soit l'occasion d'améliorer le dialogue entre la recherche et les politiques publiques. Les contrats de recherche que j'ai obtenus respectivement avec la Caisse Nationale des Allocations Familiales et avec la Ville de Paris et les sollicitations subséquentes que j'ai reçues d'un certain nombre d'organismes pour contribuer à leurs réflexions (ABAG à San Francisco, et, en France, l'Agence d'Urbanisme de Lyon, le Conseil consultatif des familles de Paris ou la municipalité de Roubaix par exemple) attestent d'une demande sociale de plus en plus pressante concernant la question des rapports des enfants à la ville. Il sera important de penser concrètement « l'utilité » de cette recherche dans les domaines des politiques urbaines, familiales ou scolaires.

Je voudrais souligner, pour terminer, que cette recherche n'est pas seulement prometteuse du point de vue de la production scientifique. Elle a été aussi très enrichissante pour moi du point de vue des méthodes de travail. J'avais déjà réalisé des recherches individuelles, bien sûr ; j'avais aussi participé à des séminaires de recherche collectifs (notamment ceux d'« Urbanité et Vies Citadines », et de « L'Atelier Quartier », cf. chapitre 1) et à des travaux d'écriture à plusieurs mains. Cette nouvelle recherche a été pour moi l'occasion de me former à un autre type d'activité scientifique : l'animation d'une enquête collaborative menée sur trois terrains internationaux. J'ai appris à monter un projet pour candidater à des financements, à établir un calendrier de travail, à planifier et à préparer les missions d'une équipe, à recruter des étudiants ou des jeunes chercheurs pour des opérations ponctuelles, à tenir un budget, à comprendre les rouages de l'université et à y trouver les interlocuteurs adéquats, à réaliser les rapports intermédiaires et finaux demandés par les financeurs en tenant les délais imposés, et aussi à faire face à certains obstacles (administratifs, scientifiques ou organisationnels)... En tant que responsable scientifique, j'ai coordonné l'ensemble des deux enquêtes (et je continue de le faire), mais j'ai aussi participé activement à la collecte des données sur les trois terrains : outre les six missions (en solitaire ou collectives) que j'ai effectuées à Londres entre janvier 2009 et novembre 2010, j'ai passé trois mois comme Visiting Scholar à l'Université de Berkeley entre avril et juin 2009, quatre mois en tant que Fulbright Visiting Scholar entre avril et juillet 2010, et près de trois mois à nouveau au printemps 2012. Bref, cette recherche a aussi été

[136] Estelle Conraux fait actuellement une thèse intitulée *Le rapport au territoire et à la mobilité des élèves des lycées internationaux à Stockholm*, sous la co-direction de Sid-Ahmed Souiah, professeur à l'Université de Cergy-Pontoise, et de moi-même. Elle est également en co-tutelle avec Bö Malmberg, professeur à l'Université de Stockholm.

(est encore) pour moi l'occasion d'un apprentissage très stimulant des « *tricks of the trade* » (ficelles du métier), comme l'a formulé Howard Becker (1998).

Conclusion

Ce point d'étape sur mes recherches a bien mis en lumière le rôle charnière de mon expérience californienne à Berkeley et à San Francisco, entre 1998 et 2001, dans mon cheminement intellectuel. C'est dans la confrontation entre mon éducation française et le milieu universitaire états-unien qu'ont germé mon rapport préférentiel avec un terrain (San Francisco et les villes états-uniennes), mes thèmes de recherches privilégiés (les expériences citadines, la ségrégation, la justice spatiale, la gentrification) et mon approche particulière de ces questions, à la frontière de la géographie et de la sociologie. J'ai montré en même temps l'importance de ma rencontre avec certaines figures universitaires, géographes et sociologues, pendant et après ce séjour états-unien, dans mon itinéraire de chercheure. Ainsi, je ne crois pas en la possibilité d'une véritable aventure intellectuelle en solitaire, et il me semble important de reconnaître ce que mon parcours doit à des opportunités, voire à des hasards, liés ou non au domaine académique, et aussi, et surtout, à des gens.

En établissant ce bilan, j'ai montré d'autre part la manière dont mes travaux contribuent à une meilleure connaissance des grandes villes états-uniennes, grâce à une analyse de la « *Daily Life in Great American Cities* », c'est-à dire de la manière dont les citadins habitent et cohabitent au quotidien, à partir du cas de San Francisco. J'ai confirmé la pertinence de l'échelle du quartier pour comprendre la ville et le rapport à la ville des habitants, tout en montrant concrètement à la fois la transformation (dans le temps) et la différenciation (dans l'espace) des expériences quotidiennes des citadins au sein des quartiers.

Cette transformation et cette différenciation croissante des représentations et des pratiques habitantes doivent être appréhendées à la lumière de la ségrégation et de la gentrification, qui constituent deux processus majeurs affectant les grandes villes contemporaines des Etats-Unis (et de nombreux pays du Nord). Autrement dit, et c'est un autre apport de mes recherches, j'ai mis en avant la nécessité d'articuler finement l'échelle globale et l'échelle locale, et, plus précisément, j'ai montré l'importance d'observer la manière dont ces vastes processus urbains sont vécus, interprêtés, produits et remaniés par les habitants à l'échelle du quartier.

Avec ce mémoire, j'ai également contribué aux études urbaines en proposant une passerelle relativement inédite entre les travaux portant sur la ségrégation et ceux portant sur la gentrification, qui jusqu'ici se sont développés de façon remarquablement autonome. En appréhendant à la fois la question de la ségrégation et celle de la gentrification, en observant ces processus se déployer dans différents quartiers de San Francisco, et parfois successivement voire conjointement dans un même quartier, j'ai remis en cause l'approche simpliste et trop généralisante des grands processus urbains adoptée par la plupart des recherches sur la ségrégation d'une part et sur la gentrification d'autre part. J'ai ainsi montré

de façon décisive que ni la ségrégation, ni la gentrification ne sont des processus uniformes ; j'ai établi que les quartiers qui en résultent ne sont pas réductibles à un modèle unique (comme si on avait d'un côté le modèle du « quartier gentrifié » et de l'autre celui du « quartier ségrégué ») ; et, enfin, à une échelle plus fine, j'ai révélé que ces quartiers ne constituent pas des territoires homogènes. C'est alors qu'apparaît la grande complexité de ces processus, des territoires qui en résultent, et des rapports au quartier des habitants, qui ne peut être saisie qu'en prêtant attention aux temporalités et aux contextes locaux à différentes échelles (y compris à l'échelle des individus).

J'ai tenu, de surcroît, à mener cette analyse auprès de différentes catégories d'habitants, définies d'abord par leur milieu social, mais également par leur âge (et par leur genre). Ainsi ce mémoire a-t-il consacré tout un chapitre aux enfants, qui constituent un groupe social encore très peu pris en compte par les études urbaines, tout particulièrement dans la recherche francophone. J'y ai montré qu'ils doivent pourtant être considérés comme des acteurs citadins à part entière : ils sont en effet porteurs de pratiques, de représentations et de sociabilités qui contribuent elles aussi à construire le quartier et la ville. En même temps, il est apparu que les enfants constituent un prisme d'analyse des grandes transformations urbaines (et notamment de la ségrégation et de la gentrification) particulièrement révélateur en ce qu'ils sont également au cœur des stratégies, des valeurs et des manières d'habiter et de cohabiter de leurs parents.

Finalement, ayant montré la différenciation croissante des expériences citadines des habitants, et tout particulièrement celles des enfants, dans les villes-centres états-uniennes, il devient nécessaire de repenser ces inégalités et leurs modalités urbaines quotidiennes à la lumière de la question de la justice (spatiale). Dans quelle mesure le rapport au quartier et à la ville constitue-t-il une contrainte ou une opportunité dans la construction du destin social des individus ? Quand traduit-il une simple expression de différences légitimes et quand révèle-t-il des formes d'oppressions inacceptables, pour reprendre les termes de Iris Young ? Sur quoi reposent concrètement ces inégalités et en quoi représentent-elles des injustices ? Comment agir pour une meilleure justice sociale ? Faut-il pour cela agir sur le territoire urbain et de quelle manière, ou des politiques a-territoriales (sociales, familiales, scolaires, etc.) pourraient-elles suffire ? C'est sur cette série de questionnements fondamentaux, dont l'intérêt dépasse le seul cadre des villes états-uniennes, que je souhaite fonder mes recherches en cours et futures, en poursuivant mes travaux sur les enfants et en poussant la comparaison que j'ai déjà engagée avec d'autres villes de pays du Nord. A plus long terme, je voudrais prolonger ces questionnements en les élargissant à d'autres types de territoires urbains (banlieues, périurbain, villes moyennes, etc.) voire à d'autres aires culturelles. Au fond, il s'agit d'essayer d'œuvrer utilement pour plus de justice sociale en mettant cette recherche au service des citadins.

Bibliographie

ACUNA Rodolfo, *Occupied America : A History of Chicanos*, San Francisco, Canfield Press, 1972

AMRANI Younès, BEAUD Stéphane, *'Pays de malheur !' Un jeune de cité écrit à un sociologue*, Paris, La Découverte, 2005

ANANIAN Sévane, BAUER Denise, « Les temps périscolaires », DREES, *Etudes et résultats*, n°611, novembre 2007

ANDERSON Elijah, *Streetwise: Race, Class and Change in an Urban Community*, Chicago, University of Chicago Press, 1990

ANDERSON Elijah, *Code of the Steet: Decency, Violence and the Moral Life of the Inner City*, New York, W.W. Norton, 1999

ANDERSON Kay J, « Hégémonie culturelle et processus de définition de la race à Chinatown, Vancouver: 1880-1980 » (1988), *in* Staszak *et al.*, *Géographies anglo-saxonnes: Tendances contemporaines*, Paris, Belin, 2001, pp. 40-56

ANDRE Yves, BAILLY Antoine, FERRAS Robert, GUERIN Jean-Paul et GUMUCHIAN Hervé (dir.), *Représenter l'espace : L'imaginaire spatial à l'école*, Paris, Anthropos, 1989

APPARICIO Philippe, « Les indices de ségrégation résidentielle: un outil intégré dans une système d'information géographique », *Cybergeo : European Journal of Geography, Espace, Société, Territoire*, article 134, mis en ligne le 16 juin 2000, modifié le 05 novembre 2007

APUR, INSEE Ile-de-France, « Paris gagne à nouveau des familles », janvier 2010

ARIES Philippe, *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*, Paris, Seuil, 1975 (1ère éd. 1960)

ARREOLA Daniel, *Tejano South Texas: A Mexican-American Cultural Province*, University of texas Press, 2002

ARREOLA Daniel (ed.), *Hispanic Spaces, Latino Places: Community and Cultural Diversity in Contemporary America, University of Texas Press*, 2004

ASCHER François, « La fin des quartiers », *in* Haumont Nicole (éd), *L'urbain dans tous ses états*, Paris, L'Harmattan, 1998, pp. 183-201

ATKINSON Rowland, BRIDGE Gary (ed.), *Gentrification in a Global Context*, Londres, Routledge, 2005

AUTHIER Jean-Yves, « Formes et processus de ségrégation dans les quartiers centraux réhabilités : L'exemple du quartier Saint-Georges à Lyon », *Sociétés Contemporaines*, n°22-23, 1995, pp. 107-126

AUTHIER Jean-Yves, « Mobilités résidentielles et effets de composition dans les processus de réhabilitation des quartiers anciens centraux », *in* HAUMONT Nicole (éd.), *La Ville : agrégation et ségrégation sociales*, Paris, L'Harmattan, 1996, pp. 143-159

AUTHIER Jean-Yves, articles « Quartier » et « Les relations de voisinage », *in* SEGAUD Marion), BRUN Jacques, DRIANT Jean-Claude, *Dictionnaire de l'habitat et du logement*, Paris, Armand Colin, 2003

AUTHIER Jean-Yves, « Le quartier : un espace de proximité ? », *in* BOURDIN Alain, LEFEUVRE Marie-Pierre, GERMAIN Annick, *La proximité : construction politique et expérience sociale*, Paris, L'Harmattan, 2006

AUTHIER Jean-Yves, « La question des 'effets de quartier' en France : Variations contextuelles et processus de socialisation », *in* AUTHIER Jean-Yves, BACQUE Marie-Hélène, GUERIN Pace France (dir.), *Le quartier : Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, 2007, pp. 206-217

AUTHIER Jean-Yves, « Les citadins et leur quartier. Enquêtes auprès d'habitants de quartiers anciens centraux en France », *L'Année sociologique*, vol. 58, n° 1, 2008, p. 21-46

AUTHIER Jean-Yves (dir.), *Du domicile à la ville: Vivre en quartier ancien*, Paris, Anthropos, 2001

AUTHIER Jean-Yves (dir.), *Habitat et vie urbaine : L'évolution des rapports de proximité – Note de synthèse*, rapport, PUCA, 2006

AUTHIER Jean-Yves, BACQUE Marie-Hélène, GUERIN PACE France (dir.), *Le quartier : Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, 2007

AUTHIER Jean-Yves, VERMEERSCH Stéphanie (dir.), « L'espace des classes moyennes », *Espaces et Sociétés*, n°148-149, 2012

BACQUE Marie-Hélène, « De la réforme urbaine au management social: le développement communautaire aux »tats-Unis", *Annales de la recherche urbaine*, n°86, 2000, pp. 67-76

BACQUE Marie-Hélène, « Associations "communautaires" et gestion de la pauvreté: Les Community Development Corporations à Boston », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°160 - 5, 2005, pp. 46-65

BACQUE Marie-Hélène, « *Empowerment* et politiques urbaines aux Etats-Unis », *Géographie, Economie, Société*, vol. 8, 2006, pp. 107-124

BACQUE Marie-Hélène, FIJALKOW Yankel, LAUNAY Lydie, Vermeersch Stéphanie, « Social mix policies in Paris : discourses, policies and social effects », *International Journal of Urban Regional Research*, vol 35 n°1, 2011.

BACQUE Marie-Hélène, FOL Sylvie, « Effets de quartier : enjeux scientifiques et politiques de l'importation d'une controverse », *in* AUTHIER J.-Y., BACQUE M.-H., GUERIN-PACE F. (ed.), *Le quartier : Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, 2007, pp. 181-193

BAILLY Antoine, DOREL Gérard, *Géographie Universelle : Etats-Unis-Canada*, Belin-Reclus, 1992

BALL Stephen, VINCENT Carol, KEMP Sophie, « "Un agréable mélange d'enfants" : Prise en charge de la petite endance, mixité sociale et classes moyennes », *Education et Sociétés*, n°14, 2004, pp. 13-31

BARRERA Mario, *Race and Class in the Southwest*, Notre Dame, Ind., University of Notre-Dame Press, 1979

BEAUD Stéphane, *80% au bac… Et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*, Paris, La Découverte, 2002

BEAUD Stéphane, PIALOUX Maurice, *Violences urbaines, violences sociales : Genèse des nouvelles classes dangereuses*, Fayard, 2003

BEAUREGARD Robert, *Voices of Decline: The Postwar Fate of U.S. Cities*, Oxford, UL, Cambridge, USA, Blackwell, 1993

BEAUREGARD Robert, « Break Dancing on Santa Monica Boulevard », *Urban Geography*, vol. 20 n°5, 1999, pp. 396-399

BECKER Howard S., *Tricks of the Trade: How to Think About Your Research While You're Doing It*, Univerity of Chicago Press, 1998

BELL Daniel, *The Coming of Post-Industrial Society*, New York, Basic Books, 1976

BELL W., « A probability Model for the Measurement of Ecological Segregation », *American Sociological Review*, n°32, 1954, pp. 357-364

BENJAMIN Walter, *Paris, capitale du XIXème siècle: Le livre des passages*, Paris, Editions du Cerf, 1989 (1ère éd. 1941)

BENNETT Larry, *Fragments of Cities: The New American Downtown and Neighborhoods*, Columbus, Ohio University Press, 1990

BERNARD Lise, *Le XVIIe arrondissement de Paris : des cicatrices profondes, une mixité introuvable,* Mémoire de Master, University René Descartes-Paris V, 2004

BERRY Brian J. L., « Internal Structure of the City », *Law Contemporary Problems*, vol. 30, 1965, pp. 111-119

BERRY Brian J. L., « Comparative Factorial Ecology », *Economic Geography*, vol. 47, no 2, 1971, pp. 209-367

BERRY Brian J. L., *Urbanization and Counterurbanization*, Sage, Londres, 1976

BERRY Brian J. L., « Islands of Renewal in Seas of Decay », *in* PETERSON Paul (ed.), *The New Urban Reality*, Washington DC, Brookings, 1985, pp. 69-96

BERRY Brian J. L., « The Chicago School in retrospect », *Urban Geography*, n°20, 2002, pp. 559-561

BERRY Brian J. L., REES Philip, « The factorial ecology of Calcutta », *American Journal of Sociology*, vol. 74, 1969, pp. 445-491

BERTRAND Michel-Jean et METTON Alain, « La perception de l'espace urbain: de l'enfant à l'homme », *L'espace géographique*, 1-4, 1972, pp. 283-285

BETHEMONT Jacques, BREUIL Jean-Michel, *Les Etats-Unis : une géographie thématique*, Paris, Masson, 1989

BIDOU Catherine, *Les aventuriers du quotidien : Essai sur les nouvelles classes moyennes*, Paris, Descartes & Cie, 1984

BIDOU Catherine (dir.), *Retours en ville : Des processus de gentrification urbaine aux politiques de revitalisation des centres*, Paris, Descartes & Cie, 2003

BISHAW Alemayehu, « Areas with Concentrated Poverty: 1999 » Us Census Bureau, *Census 2000 Special Reports*, CENSR-16, juillet 2005

BLANC Maurice, Bidou-Zachariasen Catherine (dir.), « Paradoxes de la mixité sociale », numéro spécial, *Espaces et Sociétés* n°140-141, 2010

BLANCHON David, MOREAU Sophie, VEYRET Yvette, « Comprendre et construire la justice environnementale », *Annales de géographie* n°665-666, 2009, pp. 35-60

BLASH Lisel, SHAFER Holley, NAKAGAWA Monique, JARRETT September, *Getting Beyond the Headlines : Families Leaving San Francisco*, Pubic Research Institute, San Francisco State University*, 2005*

BLAUNER Robert, *Racial Oppression in America*, New York, Harer and Row, 1972

BLAUT James, STEA David, "Studies of Geographical Learning", *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 61, 1971, pp. 387-393

BODY-GENDROT Sophie, *Les villes : la fin de la violence?* Paris, Presses de Science Po, 2001

BODY-GENDROT Sophie, *Les villes américaines: Les politiques urbaines*, Paris, Hachette, Les fondamentaux, 1998

BODY-GENDROT Sophie, *Les villes face à l'insécurité: des ghettos américains aux banlieues françaises*, Paris, Bayard Presse, 1998

BONDI Liz, « Gender Divisions and Gentrification: A Critique », *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol 16 n°2, 1991, pp. 190-198

BONVALET Catherine, « La famille-entourage local », *Population*, vol 58 n°1, pp. 9-44

BOURDIEU Pierre, « Effets de lieu », *in* BOURDIEU Pierre (ed), *La Misère du Monde*, Paris, Le Seuil, 1993, pp. 249-262

BOURDIEU Pierre, *La distinction : Critique sociale du jugement*, Editions de Minuit, 1979

BOURDIN Alain, *Le patrimoine réinventé*, PUF, 1984

BOURDIN Alain, « Comment analyser la transformation de l'espace urbain ? L'exemple de la réhabilitation de l'habitat », *Esaces et Sociétés,* n°52-53, 1989, pp. 85-105

BOURDIN Alain, « Gentrification : Un 'concept' à déconstruire », *Espaces et Sociétés* n_132-133, 2008, pp. 23-38

BOURGOIS Philippe, *En quête de respect : Le crack à New York*, Paris, Seuil, 2001

BOYER Marie-Christine, « Cities for Sale: Merchandising History at South Street Seaport », *in* SORKIN Michael (ed.), *Variations on a Theme Park: The New American City and the End of Public Space,* 1992, pp. 181-204

BRAHINSKY Rachel, CHION Miriam, FELDSTEIN Lisa, « Reflections on Community Planning in San Francisco », *Justice Spatiale/Spatial Justice*, n°5, 2013

BRENNER Neil, THEODORE Nik, « Cities and the geographies of 'actually existing neoliberalism' », *Antipode*, vol. 34 n°3, 2002, pp. 349-379

BRET Bernard, *Justice et territoire : Essai d'interprétation du Nordeste brésilien*, thèse d'Etat non publiée, Université Paris 1, 2000

BRET Bernard, « Justice et territoire : une réflexion à partir du cas brésilien », *Strates*, hors-série, 2002

BREUX Sandra, LOISEAU Hugo, REUCHAMPS Min, « Les potentialités de l'utilisation de la carte mentale en science politique », *Transeo Review*, n°2/3, 2010

BRIDGE Gary, WATSON Sophie, *A Companion to the City*, Blackwell, 2000

BRODKIN Elizabeth, « The City without Children », *SPUR Newsletter*, San Francisco, 2001

Brooks David, *Bobos in Paradise : The New Upper Class and How They Got There*, Simon & SCHUSTER, 2000

BRUEGMANN Robert, *Sprawl : A Compact History*, University of Chicago Press, 2005

BRUN Jacques, FAGNANI Jeanne, « Lifestyles andLocational Choices. Trade-Offs and Compromises : A Case Study of Middle Class Couples Living in the Ile-de-France Region », *Urban Studies*, vol. 31 N°3, 1994, pp. 921-934

BRUTER Annie, « Les abrégés d'histoire d'Ancien Régime en France (XVIIe-XVIIIe siècles) », *in* JAMES Guillaume, *Procès-verbaux du Comité d'Instruction Publique de la Convention nationale*, t.V, Paris: Imprimerie nationale, 1994

BUNGE William, *Fitzgerald : Geography of a Revolution*, Cambridge, Mass., Schenkman Publishing Co., 1971

BUNGE William, « The Geography », *The Professional Geographer*, vol. 25 n°4, 1973, pp. 331-337

BURGESS Ernest, « The Growth of the City », *in* PARK Robert E., BURGESS Ernest W., *The City : Suggestions for the Study of Human Behaviour in the Urban Environment*, University of Chicago Press, 1967 (1ère éd. 1925), pp. 47-62

BUTLER Tim, « Gentrification and the Urban Middle Class », in BUTLER T., SAVAGE M., *Social Change the Middle Classes*, Londres, Routledge, 1995, pp. 188-204

BUTLER Tim, « Living in the Bubble: Gentrification and its "Others" in North London », *Urban Studies*, 40-12, 2003, pp. 2469-2486

BUTLER Tim, ROBSON Gary, « Social Capital, gentrification and Neighbourhood Change in London: A comparison of three South London Neighbourhoods », *Urban Studies*, vol 38, n°2, 2001, pp. 2145-2162

BUTLER Tim avec ROBSON Gary, *London Calling: The Middle Classes and the Re-Making of Inner-London*, Londres, Berg, 2003

CAHILL Caetlin, « Doing Research *With* Young People: Participatory Research and the Rituals of Collective Work », *Children's Geography*, vol. 5 n°3, 2007, pp. 297-312

CAHILL Caitlin, « Negociating Grit and Glamour: Young Women of Color and the Gentrification of the Lower East Side », *City & Society*, vol. 19 n°2, 2007, pp. 202-231

CALENGE Christian, LUSSAULT Michel, PAGAND Bernard (dir.), *Figures de l'urbain : Des villes, des banlieues et de leurs représentations*, Tours, Maison des Sciences de la Ville, 1997

CARPENTER Juliet, LEES Loretta, « Gentrification in New York, London and Paris: An International Comparison », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol 19, n°2, 1995, pp. 287-303

CASTELLS Manuel, *La question urbaine*, Paris, François Maspéro, 1972

CASTELLS Manuel, *The City and the Grassroots*, Berkeley, Los Angeles, University of California Press, 1983

CASTELLS Manuel, *The Informational City: Information Technology, Economic Restructuring adn the Urban-Regional Process*, Wiley-Blackwell, 1989

CASTELLS Manuel, *The Rise of the Network Society*, Malden, Ass., Blackwell, 1996

CASTELLS Manuel, *La société en réseaux : L'ère de l'information*, Fayard, 1998

CAULFIELD Jon, « Gentrification and Desire », *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, n°26, 1989, pp. 617-632

CHALVON-DEMERSAY Sabine, *Le triangle du XIVème : De nouveaux habitants dans un vieux quartier de Paris*, Paris, MSH, 1984

CHAMBOREDON Jean-Claude, LEMAIRE Madeleine, « Proximité spatiale, distance sociale: les grands ensemble et leur peuplement », *Revue française de sociologie,* 1970, pp. 3-33

CHAPOULIE Jean-Michel, *La tradition sociologique de Chicago, 1892-1961*, Paris, Seuil, 2001

CHARMES Eric, « Le retour à la rue comme support de la gentrification », *Espaces et Sociétés*, n°122, 2005, pp. 115-135

CHARMES Eric, *La rue, village ou décor? Enquêtes sociologiques sur deux rues de Belleville*, Paris, Creaphis, 2006

CHAUVEL Louis, *Les classes moyennes à la dérive*, Paris, Seuil, République des idées, 2006

CHAUVEL Louis, CHENU Alain, OBERTI Marco, PRETECEILLE Edmond, « Enjeux et usages des catégories socioprofessionnelles : Traditions nationales, comparaisons internationales et standardisation européenne », *Sociétés contemporaines*, n°45-46, 2002, pp. 157-185

CHAWLA Louise (ed.), *Growing Up in an Urbanizing World*, London, UNESCO Publishing/Earthscan, 2002

CHEVALIER Jacques, « Les contradictions d'une renaissance au coeur des villes nord-américaines », *in* PEYON J.-P., CHEVALIER J. (dir.), *Au centre des villes : dynamiques et recompositions*, Paris, L'Harmattan, 1994, pp. 213-260

CHEVALIER Jacques, *Grandes et très grandes villes en Amérique du Nord*, Ellipses, 2000

CHEVALIER Jacques, PEYON Jean-Claude (dir.), *Au centre des villes : dynamiques et recompositions*, Paris, L'Harmattan, 1994

CHION Miriam, « Urban vitality in San Francisco », *in* Sylvie FOL, Sonia LEHMAN-FRISCH, Marianne MORANGE (coord.), *Ségrégation et Justice Spatiale*, Nanterre, Presses Universitaires de Paris Ouest, 2012

CHOAY Françoise, « Le règne de l'urbain et la mort de la ville », *in La ville : art et architecture en Europe, 1870-1993*, Paris, Centre Georges Pompidou, 1994, pp. 26-35

CHOMBART DE LAUWE Marie-José, *Dans la ville, des enfants*, Paris, Autrement, 10, 1977

CHOMBART DE LAUWE M.-J. (1987), *Espaces d'enfants, la relation enfant-environnement*, *ses conflits*, Delval, 1987

CHOPPIN Alain, « Le manuel scolaire, une fausse évidence historique », *Histoire de l'éducation*, 117, 2008, pp.7-56

CHOPPIN Alain, *Les manuels scolaires: histoire et actualité*, Paris: Hachette Education, 1992

CHRISTENSEN Pia, O'BRIEN Margaret (ed.), *Children in the City: Home, Neighborhood and Community*, Londres et New York, Routledge, 2003

CLAVAL Paul, *La conquête de l'espace américain : du Mayflower au Disneyworld*, Paaris, Flammarion, 1989

CLAVAL Paul, *Géographie culturelle : une nouvelle approche des sociétés et des milieux,* Paris, A. Colin*,* 2003

CLAY Philipp, *Neighborhood Renewal: Middle-Class Resettlement and Incumbent Upgrading in American Neighbohroods*, Lexington, Lassachussetts, Lexington Books, 1979

CLERVAL Anne, « David Brooks, 2000, *Les Bobos, Les bourgeois bohèmes*, trad.. par M. THIRIOUX et A. NABET, Paris, Florent Masot, coll. Le livre de poche, 314 p. », *Cybergeo : European Journal of Geography,* 2005

CLERVAL Anne, *La gentrification à Paris intra-muros : dynamiques spatiales, rapports sociaux et politiques publiques*, thèse de doctorat, Université de Paris 1, 2008

CLOUTIER Marie-Soleil, TORRES Juan (dir.), « L'enfant et la ville », *Enfance, Familles et Générations*, n°12, 2010

COING Henri, *Rénovation urbaine et changement social*, Paris, Les éditions ouvrières, 1966

COLLET Anaïs, *Le phénomène de gentrification : D'une époque à l'autre. Anciens et nouveaux habitants dans un quartier central de Londres (Stoke Newington)*, Mémoire de DEA non publié, Université Lyon 2, 2003

COLLET Anaïs, *Générations de classes moyennes et travail de gentrification. Changement social et changement urbain dans le Bas-Montreuil et à la Croix-Rousse, 1975-2005*, thèse de doctorat, Université de Lyon 2, 2010

CONLEY Dalton, *Honky*, New York, Vintage Books, 2000

COULAIS Jean-François, GENTELLE Pierre, *San Francisco*, Belin, collection « Terre des villes », 2003

CURTIS James, « Barrio Space and Polace in Southeast Los Angeles », *in* ARREOLA Daniel (ed.), *Hispanic Spaces, Latino Places : Community and Cultural Diversity in Contemporary America*, Texas University Press, 2004, pp. 125-142

CUTTER Susan, « Race, class and environmental justice », *Progress in Human Geography*, vol. 19 n°1, 1995, pp. 111-122

DAMON Julien (dir), *Vivre en ville*, Paris, PUF, 2008

DANIC Isabelle, DELALANDE Julie, RAYOU Patrick, *Enquêtes auprès d'enfants et de jeunes : Objets, méthodes et terrains de recherche en sciences sociales*, Presses Universitaires de Rennes, 2006

DANSEREAU Françoise, « La réanimation urbaine et la reconquête des quartiers anciens par les couches moyennes : tour d'horizon de la littérature nord-américaine », *Sociologie du Travail*, vol. 27 n°2, 1985, pp. 191-205

DARIS Alexandra, « Mobilité et vie sociale, entre le quartier et l'ailleurs », *in* Fortin A., Després C., Vachon G. (dir.), *La Banlieue revisitée*, Editions Nota Bene, Québec, pp. 181-212

DAVIS Mike, *City of Quartz: Excavating the Future in Los Angeles*, Vintage, 1992

DE CASABIANCA Rose-Marie, *Enfants sans air : Etude sociologique des enfants d'un quartier urbain*, Paris, Fleurus, 1959

DE CERTEAU Michel, *L'invention du quotidien, 1 : Arts de faire*, Paris, Gallimard, coll. « Folio Essai », 1990 (1ère éd. 1980)

DE CERTEAU Michel, GIARD Luce, MAYOL Pierre, *L'invention du quotidien, 2 : Cuisiner, Habiter,* Paris, Gallimard, coll. « Folio Essai », 1994 (1ère éd. 1980)

DE SINGLY François, *Habitat et relations familiales*, Paris, Plan construction et architecture, 1998

DEAR Michael (ed.), *From Chicago to L.A. : Making Sense of Urban Theory*, Californie, Thousand Oaks, Sage Publications, 2002

DEAR Michael, FLUSTY Stephen, « Los Angeles as Postmodern Urbanism », *Annals of the Association of American Geograhers,* vol. 88, n°1, 1998, pp. 50-72

DEFILIPPIS James, « From a Public Re-Creation To Private Recreation: The Transformation of Public Space in South Street Seaport »*, Journal of Urban Affairs*, 19, 1997, pp. 406-410

DEGENNE Alain, « Un langage pour l'étude des réseaux sociaux », dans Collectif, *L'Esprit des lieux : Localités et changement social en France*, éditions du CNRS, Paris, 1986, p. 291-312

DELALANDE Julie, *La cour de récréation : Pour une anthropologie de l'enfance*, Rennes, PUR, 2001

DELALANDE Julie, *La récré expliquée aux parents*, Paris, Audibert, 2003

DELALANDE Julie, « La socialisation des enfants dans la cour d'école : une conquête consentie ? », in DANIC I., DAVID O. et DEPEAU S. (dir.), *Enfants et jeunes dans les espaces du quotidien*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, pp. 35-48.

DEPEAU Sandrine, *L'enfant en ville : Autonomie de déplacement et accessibibilité environnementale*, Thèse de doctorat en psychologie, Université R. Descartes-Paris 5, 2003

DEPEAU Sandrine, « Radioscopie des territoires de la mobilité des enfants en milieu urbain : Comparaison entre Paris intra-muros et banlieue parisienne », *Enfances, Familles, Générations*, n° 8, 2008

DELEON Richard, *Left Coast City: Progressive Politics in San Francisco, 1975-1991*, University Press of Texas, 1992

DI MEO Guy, « Les paradigmes du quartier urbain », *Sciences de la société*, n°30, 1993, pp. 55-72

DI MEO Guy, « Epistémologie des approches géographiques et socio-anthropologiques du quartier urbain », *Annales de géographie, n°577*, 1994, pp. 255-275

DI MEO Guy, *Géographie sociale et territoire*, Paris, Nathan, 1998

DI MEO Guy, « Géographies tranquilles du quotidien. Une analyse de la contribution des sciences sociales et de la géographie à l'étude des pratiques spatiales », *Cahiers de géographie du Québec*, vol 43, n°118, 1999, pp. 76-93

DI MEO Guy, « Composantes spatiales, formes et processus géographiques des identités », *Annales de géographie*, n°638-639, 2004, pp. 339-362

DI MEO Guy, « Identités et territoires : Des rapports accentués en milieu urbain ? », *Métropoles*, n°1, 2007

DI MEO Guy et BULEON Pascal, *L'espace social : lecture géographique des sociétés*, Paris, A. Colin, 2005

DONZELOT Jacques, « La nouvelle question urbaine », *Esprit*, n°258, 1999, pp. 87-114

DONZELOT Jacques, « La ville à trois vitesses : relégation, périurbanisation, gentrification », *Esprit*, n°303, 2004, pp. 14-39

DONZELOT Jacques, MEVEL Catherine, « La politique de la ville, une comparaison entre les USA et la France : Mixité sociale et développement communautaire », *2001 Plus... veille internationale* n°56, Centre de prospective et de veille scientifique, Plan Urbanisme Construction et Architecture, Ministère de l'Equipment, des Transports et du Logement, mai 2001

DONZELOT Jacques, MEVEL Catherine, WYVEKENS Anne, *Faire Société: La politique de la ville aux Etats-Unis et en France*, Paris, Seuil, 2003

DONZELOT Jacques, MONGIN Olivier (coord.), *Quand la ville se défait, Esprit*, n°258, 1999

DONZELOT Jacques, MONGIN Olivier (coord.), *La ville à trois vitesses, Esprit*, n°303, 2004

DORIER-APPRILL Elisabeth, GERVAIS-LAMBONY Philippe (dir.), *Vies citadines*, Paris, Belin, 2007

DOUZET Frédérick, *La Couleur du Pouvoir*, *Géopolitique de l'immigration et de la ségrégation à Oakland, Californie*, Paris, Belin, collection « Histoire & Société », 2007

DUBET François, *La Galère : Jeunes en survie*, Paris, Fayard, 1987

DUBET François, LAPEYRONNIE Didier, *Les quartiers d'exil*, Paris, Seuil, 1992

DUBOIS-TAINE François, CHALAS Yves, *La ville émergente*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 1997

DUBRESSON Alain, VEYRET Yvette (dir.), *10 défis pour la planète*, Paris, Autrement, 2012

DUMONT Louis, *Homo hierarchicus : Essai sur le système des castes*, Paris, Gallimard, 1966

DUNCAN O.D., DUNCAN B., « A Methodological Analysis of Segregation Indexes », *American Sociological Review*, n°41, 1955, pp. 210-217

DUNEIER Mitchell, *Sidewalk*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 1999

DUPUY Jean-Pierre, *Le sacrifice et l'envie : Le libéralisme aux prises avec la justice sociale*, Paris, Calmann-Lévy, 1992

DUPUY Jean-Pierre, « Inégalité, humiliation, ressentiment », conférence à l'ENS, Paris, octobre 2005

DWYER Claire, BRESSEY Caroline, *New Geographies of Race and Racism*, Ashgate, 2008

ENAUX Chritophe, LEGENDRE Alain, « Méthode d'identification des lieux investis par des enfants de six à onze ans dans leur espace de vie urbain quotidien », DANIC I., DAVID O. et DEPEAU S. (dir.), *Enfants et jeunes dans les espaces du quotidien*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, pp. 89-100

ENNIS Sharon R., RIOS-VARGAS Merarys, ALBERT Nora G., « The Hispanic Population: 2010 », *2010 Census Briefs*, US Census Bureau, mai 2011

FAINSTEIN Susan, « Planning and the Just City », communication à la conférence *Searching for the Just City*, GSAPP, Columbia University, 2006

FAINSTEIN Susan, *The Just City*, Cornell University Press, 2010

FEDERAL WRITERS PROJECT, *San Francisco, the Bay and its Cities,* 1940

FERRAS Robert, « 'Ecusson' et 'polygone' : Enfants et retraités dans le centre de Montpellier », Montpellier, *Bulletin de la Société Languedocienne de Géographie*, 101-1, 1978

FIJALKOW Yankel, PRETECEILLE Edmond, « Gentrification : Discours et politiques urbaines », *Sociétés Contemporaines*, n°63, 2006, pp. 5-13

FISCHER Claude, *To Dwell Among Friends: Personal networks in Town and City*, Chicago, The University of Chicago Press, 1982

FISHMAN Robert, *Bourgeois Utopias: The Rise and Fall of Suburbia*, Basic Books, 1987

FLORIDA Richard, *The Rise of the Creative Class: And How it is Transforming Work, Leisure, Community and Everyday Life*, Basic Books, 2002

FOL Sylvie, *Mobilité des pauvres et rapports au territoire*, Mémoire pour l'Habilitation à Diriger des Recherches, Université Paris 1, 2005

FOL Sylvie, *La mobilité des pauvres*, Paris, Belin, 2009

FOL Sylvie, « Mobilité et ancrage dans les quartiers pauvres: les ressources de la proximité », *Regards sociologiques,* n°40, 2010, pp. 27-43

FOUCAULT Michel, *Surveiller et Punir*, Gallimard, 1998 (1ère éd. 1975)

FRASER Nancy, *Qu'est-ce que la justice? Reconnaissance et redistribution*, Paris, La Découverte, 2005

FREEMAN Lance, « Neighborhood Diversity, Metropolitan Segregation and Gentrification: What Are the Links in the US? », *Urban Studies*, vol. 46, n°10, 2009, pp. 2079-2101

FREEMAN Lance, BRACONI Lance, « Gentrification and Displacement: New York City in the 1990s », *Journal of the American Planning Association*, vol. 70 n°1, 2004, pp. 39-52

FREMONT Armand, *La région, espace vécu*, Paris, Flammarion, 2ème éd., 1999 (1ère éd. 1976)

FREY W. H.., « Diversity Spreads Out: Metropolitan Shifts in Hispanic, Asian, and Black Populations Since 2000 », *Living Cities Census Series*, The Brookings Institution, mars 2006

FRIEDEN Bernard J., SAGALYN Lynne B., *Downtown, Inc.: How America Rebuilds Cities*, MIT Press, 1991

FYFE Nick, KENNY Jennifer, *The Urban Geography Reader*, Routledge, 2005

GALLAND Olivier, *Sociologie de la jeunesse*, Paris, Armand Colin, 2006

GANS Herbert, *The Urban Villagers : Group and Class in the ife of Italian Americans*, The Free Press, 1982 (1ère éd. 1962)

GANS Herbert, *The Levittowners : Ways of Life and Politics in a Suburban Community,* Columbia University Press, 1982 (1ère éd. 1967)

GARREAU Joel, *Edge City: Life on the New Frontier*, Anchor Books, 1992

GERMAIN Annick, *The Fragmented or Cosmopolitan Metropolis ? A Neighbourhood Story of Immigration in Montréal*, Publication CMQ-IM n°44, 2011

GERVAIS-LAMBONY Philippe, *De Lomé à Harare : Le fait citadin*, Paris, Karthala-IFRA, 1994

GERVAIS-LAMBONY Philippe, « La citadinité ou comment un mot peut en cacher un autre », *in* DORIER-APPRILL Elizabeth (coord.), *Vocabulaire de la ville: notions et références*, Paris, Editions du Temps, 2001, pp. 123-145

GERVAIS-LAMBONY Philippe, *Territoires citadins : 4 villes africaines*, Paris, Belin, 2003

GERVAIS-LAMBONY Philippe, « De l'usage de la notion d'identité en géographie. Réflexions à partir d'exemples sud-africains », *Annales de géographie*, n°638-639, 2004, pp. 469-488

GERVAIS-LAMBONY Philippe, DUFAUX Frédéric, « Justice...spatiale ! », *Annales de Géographie,* n°665-666, 2009

GHORRA-GOBIN Cynthia, « La ville américaine : De l'idéal pastoral à l'artificialisation de l'espace naturel », *Annales de la recherche urbaine*, n°74, 1995, pp. 69-74

GHORRA-GOBIN Cynthia, *Los Angeles : le mythe américain inachevé*, Paris, CNRS, 1997

GHORRA-GOBIN Cynthia, *La ville américaine : Espace et société*, Nathan, 1998

GHORRA-GOBIN Cynthia, « Los Angeles San Francisco bien des différences mais aussi des ressemblances », *Hérodote*, n°2, 2001, pp. 76-95

GLASS Ruth, « Introduction : Aspects of change », *in* Center for Urban Studies (Ed.), *London: Aspects of Change*, London, McKibbon and Kee, 1964, pp. 12-41

GLAZER Nathan, MOYNIHAN Daniel, *Beyond the Melting Pot: The Negroes, Puerto Ricans, Jews, Italians and Irish of New York City*, Cambridge, Massachussetts, 1963

GLUCKMAN Max, « Tribalism in modern British Central Africa », *Cahiers d'études africaines*, 1960, vol. 1, n°1, pp. 55-70

GODFREY Brian, *Neighborhoods in Transition: The Making of San Francisco's Ethnic and Nonconformist Communities*, University of California Press, 1988

GOFFMAN Erving, *Stigmate : Les usages sociaux des handicaps*, Editions de Minuit, 1975 (1ère éd. 1963)

GOODY Jack, *Pouvoirs et savoirs de l'écrit*, Paris, La Dispute, 2007

GOTTMANN Jean, *Megalopolis: The Urbanized Northeastern Seaboard of the United States*, New York, Twentoeht Century Fund, 1961

GOULD Peter, WHITE Rodney, *Mental Maps*, Harmondsworth, Penguin Books, 1974

GRAFMEYER Yves, AUTHIER Jean-Yves, *Sociologie urbaine*, Paris, Armand Colin, 2ème édition, 2008

GRAFMEYER Yves, JACOB Isaac, (éd. et trad.), *L'Ecole de Chicago: Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier, 1984 (1ère éd. 1979)

GRAHAM Stephen, MARVIN Simon, *Splintering Urbanism*, New York, Routledge, 2001

GRAVARI-BARBAS Maria, « La *'Festival Market Place'* ou le tourisme sur le front d'eau. Un modèle urbain américain à exporter ? », *Norois*, n°178, 1998, pp. 261-278

GRAVARI-BARBAS Maria, « Les enclaves ludiques dans la ville contemporaine : Le cas du Navy Pier à Chicago », in C.Ghorra-Gobin (dir) *Réinventer la ville : les espaces publics à l'heure globale*, L'Harmattan, 2001, pp 159-168.

GREATER LONDON AUTHORITY, *The State of London's Children Report*, Londres, 2004

GREATER LONDON AUTHORITY, *The State of London's Children Report*, Londres, 2007

GREGSON Nicky, ROSE G, "Contested and Negotiated Histories of Feminist Geographies" *in* Women and Geography Study Group (ed.), *Feminist Geographies: Exploration in Diversity and Difference*, Harlowe, Longman, 1997, pp. 13-48

GROTH Paul, WILSON Chris (ed.), *Everyday America : J. B. Jackson and Recent Cultural Landscape Studies,* Berkeley, University of California Press, 2003

GUEST Avery M., WIERZBICKY Susan K., « Social Ties at the Neighborhood Level: Two Decades of GSS Evidence », *Urban Affairs Review*, vol 35 n°1, 1999, pp. 92-111

HAGEDORN John (ed.), *Gangs in the Global City: Alternatives to Traditional Criminology*, University of Illinois Press, 2007

HAGEDORN John, *A World of Gangs: Armed Young Men and Gangsta Culture*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2008

HALL Peter, *Cities in Civilization*, Pantheon Books, 1998

HAMNETT Chris, « The Blind Men and the Elephant: The Explanation of Gentrification », *Transactions of the Institute of British Geographers, New Series*, 16 (2), 1991, pp. 173-189

HAMNETT Chris, « Les changements socio-économiques à Londres : croissances des catégories intermédiaires qualifiées ou polarisation ? », *Sociétés contemporaines*, n°22-23, 1995, pp. 15-32

HAMNETT Chris, *Unequal City : London in the Global Arena*, Londres, New York, Routledge, 2003

HARRINGTON Michael, *The Other America*, Penguin Books, 1962

HARRIS Chauncy, ULLMAN Edward, « The Nature of Cities », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 242, 1945, pp. 7-17

HART Roger, *Children's Experience of Place,* New York, Irvington, 1979

HARTMAN Chester, *City for Sale: The Transformation of San Francisco*, University of California Press, 2002

HARVEY David, *Social Justice and the City,* Johns Hopkins University, 1973

HARVEY David, *The Urban Experience*, Johns Hopkins University, 1989

HARVEY David, « Social Justice, Postmodernism and the City », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 16 n°4, 1992, pp. 588-601

HERAN François, *Inégalités et discriminations - Pour un usage critique et responsable de l'outil statistique: rapport du comité pour la mesure de la diversité et l'évaluation des discriminations (COMEDD)*, La Documentation Française, 2010

HIRSCH Arnold, *Making the Second Ghetto: Race and Housing in Chicago, 1940-1960*, Cambridge, UK, Cambridge University Press, 1983

HOLCOMB Briavel, BEAUREGARD Robert A., *Revitalizing Cities*, Washington, D.C., Association of American Geographers, 1981

HOLLOWAY Sarah, VALENTINE Gill, *Children's Geographies : Playing, Living, Learning,* Londres, New York, Routledge, 2000

HOLT Louise (ed.), *Geographies of Children, Youth & Families*, Londres et New York, Routledge, 2011

HOPKINS Peter, BELL Nancy, « Interdisciplinary Perspectives: Ethical Issus and Child Research », *Children's Geographies*, vol 6, n°1, 2008, pp. 1-6

HUNTINGTON Samuel, *Who Are We? The Challenges to America's National Identity*, Simon & Schuster, 2004

IAURIF, « Les relations parents-enfants après décohabitation », *Note Rapide - Population-Modes de vie*, n°376/G, juillet 2006

ICELAND John, DOUZET Frédérick, « Mesurer la ségrégation raciale et ethnique dans les milieux résidentiels », *Hérodote* n°122, 2006, pp. 25-43

IMRIE Rob, LEES Loretta, RACO Mike, *Regenerating London : Governance, Sustainability and Community in a Global City*, Londres, New York, Routledge, 2009

INSPECTION GENERALE DE L'EDUCATION NATIONALE (IGEN), *Le manuel scolaire à l'heure du numérique: Une nouvelle « donne » de la politique des ressources pour l'enseignement*, Rapport n° 2010-087, juillet 2010

JACKSON Kenneth, *Crabgrass Frontier : The Suburbanization of the United States*, Oxford University Press, 1985

JACKSON Peter, « Postmodern Urbanism and the Ethnographic Void », *Urban Geography*, vol. 20 n°5, 1999, pp. 400-402

JACKSON Turner Frederick, *The Frontier in American History*, 1893

JACOBS Jane, *Death and Life of Great American Cities*, New York, Random House, 1961

JARGOWSKY Paul A., « Stunning Progress, Hidden Problems: The Dramatic decline of Concentrated Poverty in the 1990s », The Brookings Institution, Center on Urban and Metropolitan Policy, *Living Cities Census Series*, mai 2003

JARGOWSKY Paul A., *Poverty and Place: Ghettos, Barrios and the American City*, New York, The Russel Sage Foundation, 1997

JENKS Chris, *Childhood*, Londres, Routledge, 1996

JOHNS Michael, *Moment of Grace: The American City in the 1950s*, Berkeley, Los Angeles, London, University of California Press, 2003

JOHNS Michael, « The Retro City », *New York Times*, 4 janvier 2004

JOHNSTON Ron J., DEREK Gregory, PRATT Geraldine, WATTS Michael (ed.), *The Dictionary of Human Geography*, Blackwell, 4ème édition, 2000

JOHNSTON John, SIDAWAY D., *Geography & Geographers: Anglo-American Geography since 1945,* 6ème édition, Arnold, 2004

KAIN John, « Housing Segregation, Negro Employment and Metropolitan Decentralization », *The Quaterly Journal of Economics*, vol. 82 n°2, pp. 175-197

KARSTEN Lia, « Growing Up in Amsterdam : Differentiation and Segregation in Children's Daily Lives », *Urban Studies*, vol. 35 n° 3, 1998, pp. 565-581

KARSTEN Lia, « Mapping childhood in Amsterdam : the spatial and social construction of children's domains in the city », *Tidjschrift voor Economische en Sociale Geografie*, 93, 2002, pp. 231-241

KARSTEN Lia, « Family Gentrifyers : Challenging the City as a Place Simultaneously to Build a Career and to Raise Children », Urban Studies, 40 n°12, 2003, pp. 2573-2584

KARSTEN Lia, « It All Used to be Better ? Different generations on Continuity and Change in Urban Children's Daily Use of Space », *Children's Geographies*, vol. 3 n°3, 2005, pp. 275-290

KARSTEN Lia, « Housing as a Way of Life : Tawards an understanding of Middle-Class Families », *Housing Studies*, 22 n°1, 2007, pp. 83-98

KARSTEN Lia, « From a top-down to a bottom-up urban discourse: (Re)constructing the city in a family inclusive way », *Journal of Housing and the Built Environment*, n°24, 2009, pp. 317-329

KARSTEN Lia, « Children's Social Capital in the Segregated Context of Amsterdam: An Historical-gographical Approach », *Urban Studies*, août 2010, pp.1-16

KARSTEN Lia, VAN VILET Willem, « Increasing Children's Freedom of Movement: Reclaiming the Street », Children, *Youth and Environment*, vol 16 n°1, 2006, pp. 69-73

KATZ Cindy, *Growing Up Global : Economic Restructuring and Children's Everyday Lives*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2004

KLEIN Malcolm, *The American Street Gang : Its Nature, Prevalence and Control*, Oxford University Press, 1995

KOKOREFF Michel, *La Force des quartiers : De la délinquance à l'engagement politique*, Paris, Payot, 2003

KORSU Emre, WENGLENSKI Sandrine, « Distance physique, proximité sociale et inégalités devant le chômage », in FOL Sylvie, LEHMAN-FRISCH Sonia, MORANGE Morange (dir.), Ségrégation et justice spatiale, Nanterre, Presses Universitaires de Paris Ouest, 2012

KOTLOWITZ Alex, *There Are No Children Here: The Story of Two Boys Growing Up in the Other America*, New York, Anchor Books, 1992

LAGRANGE Hugues, OBERTI Marco, *Emeutes urbaines et protestations: Une singularité française*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006

LANG Robert E., SIMMONS Patrick, « Boomburbs: The Emergence of Large, Fast-Growing Suburban Cities in the United States », Fannie Mae Foundation, *Census Note* n°6, 2001

LAREAU Annette, *Unequal Childhoods: Class, Race and Family Life*, University of California Press, 2003

LASKA Shirley B., SPAIN Daphne (ed.), *Back to the City: Issues in Neighborhood Renovation*, Elmsford, New York, Pergamon, 1980

LAURIA Mickey, KNOPP Lawrence, « Towards an Analysis of the Role of Gay Communities in the Urban Renaissance », *Urban Geography*, 6-2, 1985 pp. 152-169

LAW Christopher M., *Urban Tourism: The Visitor Economy and the Growth of Large Cities*, London, Continuum, 2002

LE TEXIER Emmanuelle, « Barrios des Etats-Unis: des logiques d'exclusion aux logiques communautaires? », *Raisons politiques* n°15, 2004, pp. 25-36

LE TEXIER Emmanuelle, « L'engagement impossible ? Femmes du *barrio* face à la gentrification », *Politique et Sociétés*, vol. 24, n°1, 2005, pp. 3-21

LE TEXIER Emmanuelle, *Quand les exclus font de la politique : le barrio mexicain de San Diego, Californie*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2006

LEBRUN Monique (dir.), *Le manuel scolaire, d'ici et d'ailleurs, d'hier à demain*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2007

LEE N' Tanya, *Families Struggle to Stay: Why Families are Leaving San Francisco*, Coleman Advocates for Children and Youth, San Francisco, 2006

LEE N' Tanya, *Is There a Future for Children in San Francisco? An Analysis of Family Income, Race & Opportunity*, Coleman Advocates for Children and Youth, San Francisco, 2008

LEES Loretta, « A Reappraisal of Gentrification: Towards a Geography of Gentrification », *Progress in Human geography*, vol. 24 n°3, 2000, pp. 389-408

LEES Loretta, « Supergentrification : The Case of Brooklyn Heights, NYC », *Urban Studies*, vol. 40 N°2, 2003, pp. 2487-2509

LEES Loretta, « Gentrification and Social Mixing: Towards an Urban Renaissance? », *Urban Studies*, vol. 45 n°12, 2008, pp. 2449-2470

LEES Loretta, « The geography of Gentrification: Towards Comparative Urbanism », communication au séminaire de Patrick LEGALES, « Cities are back in town" », Institut d'Etudes Politiques, Paris, 15 décembre 2010

LEES Loretta, SLATER Tom, WYLY Elvin, *Gentrification*, New York, Londres, Routledge, 2008

LEES Loretta, SLATER Tom, WYLY Elvin (ed.), *The Gentrification Reader*, New York, Londres, Routledge, 2010

LEFEBVRE Henri, *Critiques de la vie quotidienne, 1 : Introduction*, Paris, L'Arche, 1958

LEFEBVRE Henri, *Critiques de la vie quotidienne, 2 : Fondements d'une sociologie de la quotidienneté*, Paris, L'Arche, 1961

LEFEBVRE Henri, *Le droit à la ville*, Paris, Anthropos Economica, 3ème éd. 2009 (1ère éd. 1967)

LEFEBVRE Henri, *La production de l'espace*, Paris, Anthropos, 4ème éd., 2000 (1ère éd. 1974)

LEGATES Richard, STOUT Frederic (ed.), *The City Reader*, 2ème éd., 2000 (1ère éd. 1996)

LEGENDRE Alain, « Evolution de la connaissance et de l'utilisation des espaces publics extérieurs entre 6 et 11 ans : le cas d'Arpajon, une petite ville de la banlieue parisienne », in DANIC I., DAVID O. et DEPEAU S. (dir.), *Enfants et jeunes dans les espaces du quotidien, Rennes, Presses Universitaires de Rennes,* 2010, pp. 75-88

LEIGHLY John, « Drifting into Geography in the Twenties », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 69, n° 1, 1979, pp. 4-9,

LEPETIT Bernard, TOPALOV Christian (dir.), *La ville des sciences sociales*, Paris, Belin, 2001

LEPOUTRE David, *Cœur de banlieue*, Paris, O. Jacob, 2001

LEVY Jean-Paul, *Centres villes en mutation*, Paris, éditions CNRS, 1987

LEWIS Oscar, *The Children of Sanchez : Autobiography of a Mexican Family*, New York, Vintage Edition, 1963

LEY David, « Gentrification: A Ten Year Overview », *in* GERECKE Kent (ed), *The Canadian City*, Montreal, Black Rose Books, 1991, pp. 181-196

LEY David, « Inner-City" »*, in* BUNTING Trudi E. (ed.) *Canadian Cities in Transition*, 1991, pp. 313-348

LEY David, *The New Middle Class and the Remaking of the Central City*, New York, Oxford University Press, 1996

LIGNIER Wilfried, « Des chambres intelligentes? Un regard sociologique sur l'espace personnel des enfants dits "intellectuellement précoces" », in DANIC I., DAVID O. et DEPEAU S. (dir.), *Enfants et jeunes dans les espaces du quotidien*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010 pp. 119-128

LIPSKY Florence, *San Francisco : La grille sur les collines*, Marseille, Editions Parenthèses, 1999

LLOYD Carol, « Whatever happened to 24th Street? », *San Francisco Chronicle*, 27 février 2001

LOCKWOOD Charles, *Suddenly San Francisco: The Early Years of an Instant City,* San Francisco, A California Living Book, 1978

LOGAN John, *Separate and Unequal: The Neighborhood Gap for Blacks, Hispanics and Asians in Metropolitan America*, rapport « US2010 Project », Russell Sage Foundation, Brown University, juillet 2011

LOGAN John, RICHARD Alba, WENQUAN Zhang, « Immigrant enclaves and ethnic communities in New York and Los Angeles », *American Sociological Review*, n°67, 2002, pp. 299-322

LONDON CHILD POVERTY COMMISSION, *Legacy Report*, Londres, 2010

LUGADET-AGRAZ Jean-Bernard, « Représentations enfantines de l'espace urbain : Exemples clermontois », in ANDRE Y., BAILLY A., FERRAS R., GUERIN J.-P. et GUMUCHIAN H. (dir.), *Représenter l'espace : L'imaginaire spatial à l'école*, Paris, Anthropos, 1989, pp. 179-190

LYNCH Kevin, *The Image of the City*, Cambridge, Massachussetts, MIT Press 1960

LYNCH Kevin (dir.), *Growing Up in Cities*, Cambridge, Massachussetts, MIT Press, 1977

LYNCH Kevin, *L'image de la cité*, trad.. par Marie-François VENARD et Jean-Louis VENARD, Paris, Dunod, 1999

LYNNE Elizabeth, GOLDSMITH Stephen (ed.), *What We See: Advancing the Observations of Jane Jacobs*, New Village Press, 2010

MARCUSE Peter, CONNOLLY James, NOVY Johannes, OLIVO Ingrid, POTTER Cuz, *Searching for the Just City*, Routledge, 2011

MARIE Alain (dir.), *L'Afrique des individus : Itinéraires citadins dans l'Afrique contemoraine (Abidjan, Bamako, Dakar, Niamey)*, Paris, Karthala, 2008

MARPSAT Maryse, LAURENT R., « Le chômage des jeunes est-il aggravé par l'appartenance à un quartier en difficulté ? », *in* Collectif, *Ces quartiers dont on parle*, Paris, L'Aube 1997, pp. 321-346

MASSEY Douglas S. (ed.), *New Faces in New Places : The Changing Geography of American Immigration*, Russel Sage Foundation, 2008

MASSEY Douglas S., DENTON Nancy A., « The Dimensions of Residential Segregation », *Social forces*, vol. 67 n°2, 1988, pp. 281-315

MASSEY Douglas S., DENTON Nancy A., *American Apartheid : Segregation and the Making of the Underclass*, Harvard University Press, 1993

MASSON-VINCENT Michelle, *L'enfant et la montagne : Savoirs géographiques et représentations spatiales sur la montagne*, Paris, Anthropos, 1995

MATTHEWS Hugh, « Cognitive Maps of Young Children: A comparison of Graphic and Iconic Techniques », *Area*, n°16, 1984, pp. 31-41

MATTHEWS Hugh, « Young Children's Representation of the Environment: A comparison of Techniques », *Journal of Environmental Psychology*, n°5, 1985, pp. 262-278

MATTHEWS Hugh, *Making Sense of Place: Children's Understandings of Large-Scale Evironment,* Hemel Hempstead, Harvester Wheatsheaf, 1992

MATTHEWS Hugh, « Power Games an Moral territories: Ethical Dilemmas When Working with Children and Young People », *Ethics, Place and Environment*, vol 4 n°2, 2011, pp. 117-178

MATTHEWS Hugh, LIMB Melanie, TAYLOR M., « The Geography of Children Some Ethical and Methodological Considerations for Projects and Dissertation Work », *Journal of Geography in Higher Education*, vol 22, n°3, 1998 , pp. 311-324

MAYOL Pierre, « Habiter », *in* DE CERTEAU Michel, GIARD Luce, MAYOL Pierre *L'invention du quotidien : Habiter, cuisiner*, Paris, Folio, 1994, pp. 15-188

MAZDOU Lamence, BACQUE Marie-Hélène, *J'étais un chef de gang*, Paris, La Découverte, 2008

MCKENDRICK John H., « The Geography of Children : An Annotated Bibliography », *Childhood*, vol. 7 n°3, 2000, pp. 359-387

MCKENDRICK John, BRADFORD Michael G., FIELDER Anna V., « Time for a party ! Making Sense of the Commercialisation of Leisure Space for Children », in HOLLOWAY Sarah, VALENTINE Gill (ed.), *Children's Geographies : Playing, Living, Learning*, Routledge, 2000, pp. 100-118.

MCKENZIE Robert, « The Neighborhood : A Study of Local Life in the City of Columbus, Ohio », *American Journal of Sociology*, n°27, 1921, pp. 145-168

MEKDJIAN Sarah, *De l'enclave ethnique au kaléidoscope urbain : Los Angeles au prisme de l'immigration arménienne,* thèse de doctorat en géographie, Université Paris Ouest-Nanterre-La Défense, 2009

METTON Alain, *L'Espace vécu par les enfants de Courbevoie*, Paris, CNAC Georges-Pompidou, CCI, 1976

METZGER John, « The Failed Promise of a Festival Marketplace: South Street Seaport in Lower Manhattan« , *Planning Perspectives*, 16, 2001, pp. 25-46

MICHAEL Ian, « Aspects of Textbook Research », *Paradigm 2*, March 1990

MILLS C. Wright, SENIOR Clarence, GOLDSEN Rose K., *The Puerto Rican Journey: New York's Newest Migrants*, New York, Oxford University Press, 1950

MILLS Caroline, « Life on the Upslope: The Postmodern Landscape of Gentrification », *Environment and Planning D: Society and Space*, n°6, 1988, pp. 169-189

MOLLENKOPF John, *The Contested City*, Princeton University Press, 1983

MONNET Jérôme, « Du local au global : Quelles territorialités pour les 'latinos' de Los Angeles ? », *in* PREVOT-SCHAPIRA M.-F., RIVIERE D'ARC H. (dir.), *Les territoires de l'Etat-Nation en Amérique latine*, Paris, IHEAL, 2001, pp. 243-268

MOORE Joan, « Latino/a Studies: The Continuing Need for New paradigms », The Julian Samora Research Institute, Michigan State University, *JSRI Occasional Paper*, n°29, 1997

MOORE Joan, PINDERHUGHES Raquel (ed.), *In the Barrios: Latinos and the Underclass Debate*, New York, Russell Sage Foundation, 1993

MOORE Joan, VIGIL Diego, « Barrios in transition », *in* MOORE Joan, PINDERHUGHES Raquel (ed.), *In the Barrios: Latinos and the Underclass Debate*, New York, Russell Sage Foundation, 1993, pp. 27-49

MORELLE Marie, *La rue des enfants, les enfants des rues*, Paris, CNRS éditions, 2007

MUMFORD Lewis, *The Culture of Cities*, Harcourt Brace Jovanitch, (1938) 1970

MURRAY Charles, *Losing Grounds: American Social Policy, 1950-1980*, Basic Books, 1984

NEITZERT Françoise, La chambre d'enfant : représentations et pratiques qui en affectent l'usage dans une catégorie sociale en évolution, les professions intermédiaires, Recherche à la demande du Plan et Construction, Ministère de l'Equipement, du Logement de l'Aménagement du Territoire et des Transports, Fédération nationale des écoles des parents et des éducateurs, Paris, 1990

NEWMAN Kathe, WYLY Elvin, « The Right to Stay Put, revisited: Gentrification and Resistance to Displacement in New York City », *Urban Studies*, 43-1, 2006, pp. 23-57

NIEVES Evelyne, « Mission District Fights Case of Dot-Com Fever », *The New York Times*, 5 novembre 2000

NIJMAN Jan, « The Paradigmatic City », *Annals of the Association of Geographers*, vol. 90 n°1, 2000, pp. 135-145

NYDEN Philip, MALY Michael, LUKEHART, « The Emergence of Stable Racially and Ethnically Diverse Urban Communities: A Case Study of Nine U.S. Cities », *Housing Policy Debate*, vol. 8, n°2, 1997, pp 491-534

OBERTI Marco, *L'école dans la ville: ségrégation-mixité-carte scolaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007

OBSERVATOIRE DES FAMILLES PARISIENNES, APUR, *Analyse des données statistiques sur les familles parisiennes*, juin 2007.

OBSERVATOIRE DES FAMILLES PARISIENNES, APUR, *Analyse des données statistiques sur les familles parisiennes*, juin 2010.

OCQUETEAU Frédéric, « Les émeutes urbaines de l'automne 2005 : cadre d'analyse et points aveugles de la sociologie française », *Sociologie du travail*, n°49, 2007, pp. 531-543

PALEN John J., LONDON Bruce, *Gentrification Displacement and Neighborhood Revitalization*, Albany, State of New York University Press, 1984

PARK Robert E., BURGESS Ernest W., *The City : Suggestions for the Study of Human Behaviour in the Urban Environment*, University of Chicago Press, 1967 (1ère éd. 1925)

PARK Robert E., « The City : Suggestions for the Study of Human Behaviour in the Urban Environment », *in* PARK Robert E., BURGESS Ernest W., *The City : Suggestions for the Study of Human Behaviour in the Urban Environment*, University of Chicago Press, 1967 (1ère éd. 1925), pp. 1-46

PARKER Simon, *Urban Theory and the Urban Experience : Encountering the City*, Blackwell, 2004

PARSONS James J., « The Later Sauer Years », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 69, n° 1, 1979, pp. 9-15

PATTILLO Mary, *Black on the Block: The Politics of Race and Class in the City*, Chicago, The University of Chicago Press, 2007

PETSIMERIS Petros, « Le Grand Londres entre polarisation sociale et gentrification », *in*, Chevalier J. et Peyon J.-C., *Au centre des villes: dynamiques et recompositions*, Paris, L'Harmattan, 1994, pp. 151-172

PETSIMERIS Petros, « Une méthode pour la division sociale et ethnique de l'espace intra-métropolitain du Grand Londres" », *L'Espace géographique*, tom 16 vol 24, n°2, 1995, pp. 139-153

PETSIMERIS Petros, « Out of squalor and towards another urban renaissance? Gentrification and neighbourhood transformations in southern Europe », in ATKINSON Rowland, BRIDGE Gary, *Gentrification in a global context*, Routledge, Londres, 2005, pp.240-255

PETSIMERIS Petros, BALL Susan, « Greater London Cosmopolis ou cité des communautés ? », *in* DA CUNHA A., MATTHEY L. (éd.), *La ville et l'urbain: des savoirs émergents. Textes offerts à Jean-Bernard Racine,* Lausanne, Presses Polytechniques et universitaires romandes, 2007, pp. 341-356

PIAGET Jean, INHELDER Bärbel, *La représentation de l'espace chez l'enfant*, Paris: Presses Universitaires de France, 4ème édition, 1982 (1ère éd. 1926)

PINÇON Michel, PINÇON-CHARLOT Monique, *Dans les beaux quartiers*, Paris, Seuil, 1989

PINÇON Michel, PINÇON-CHARLOT Monique, *Paris Mosaïque*, Paris, Calmann-Lévy, 2001

PINÇON Michel, PINÇON-CHARLOT Monique, *Les Ghettos du Gotha: Comment la bourgeoisie défend ses espaces*, Paris, Seuil, 2007

PIOLLE Xavier, « Proximité géographique et lien social, de nouvelles formes de territorialité ? », *L'espace géographique* n°4, 1990-1991, pp. 349-358

PRED Allan R., *The Spatial Dynamics of US Urban Industrial Growth 1800-1914*, 1966

PRED Allan R., *Urban Growth and the Circulation of Information 1770-1840*, 1973

PRED Allan R., *Urban Growth Theory and City Systems in the US 1840-1860*, 1980

PRETECEILLE Edmond, « Division sociale de l'espace et globalisation », *Sociétés contemporaines*, n°22-23, 1995, pp. 33-67

PRETECEILLE Edmond, « La ségrégation sociale a-t-elle augmenté ? », *Sociétés Contemporaines*, n°62, 2006, pp. 69-93

PRETECEILLE Edmond, « Is Gentrification a Useful Paradigm to Analyse Soial Changes in Paris Metropolis ? », *Environment and Planning A*, vol. 39, 2007, pp. 10-31

PROUT Alan et JAMES Allison, « A New Paradigm for the Sociology of Childhood ? Provenance, Promise and Problems », *in* JAMES A., PROUT A. (eds), *Constructing and Reconstructing Childhood*, Londres, Falmer Press, 1990

PUTNAM Robert, *Bowling Alone: The Collapse and Survival of Community*, New York, Simon & Schuster, 2000

RAMADIER Thierry, DEPEAU Sandrine, « Approche méthodologique (JRS) et développementale de la représentation de l'espace quotidien de l'enfant», in DANIC I., DAVID O. et DEPEAU S. (dir.), Enfants et jeunes dans les espaces du quotidien, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, pp.61-74

RAMIREZ Robert, DE LA CRUZ Patricia, « The Hispanic Population in the United States, March 2002: Population Characteristics », US Census Bureau, juin 2003

RAWLS John, *Théorie de la Justice*, Paris, Le Seuil, 1987 (éd. originale 1971)

RAYOU Patrick, « Ni tout à fait les mêmes, ni tout à fait autres. Les territoires et calendriers scolaires des enfants et des jeunes », in SIROTA R. (dir.), *Eléments pour une sociologie de l'enfance*, Presses universitaires de Rennes, 2006 pp. 217-224.

RAZY Elodie, DE SUREMAIN Charles-Edouard, PACHE HUBERT Véronique, « Anthropologie de l'enfance et des enfants à travers le monde », *AnthropoChildren*, n°1, 2012

REMY Jean, « Retour aux quartiers anciens : Recherches sociologiques », *Recherches sociologiques*, vol. 14 n°3, 1983, pp. 297-319

RENAHY Nicolas, *Les gars du coin : Enquête sur une jeunesse rurale*, Paris, La Découverte, 2010

REYNAUD Alain, *Société, Espace et Justice*, Paris, Presses Universitaires de France, 1981

RHEIN Catherine, « La ségrégation et ses mesures », *in* BRUN Jacques, RHEIN Catherine (dir.), *La ségrégation dans la ville*, L'Harmattan, Paris, 1994, pp. 121-161

RHEIN Catherine, « Remarques préliminaires », *Strates*, n°9, 1997

RIIS Jacob, *How the Other Half Lives*, New York, Dover Books, 1971 (1ère éd. 1901)

ROFE Matthews, « 'I want to be Global': Theorising the Gentrifying Class as an Emergent Elite Global Community », *Urban Studies*, vol. 40 n°12, 2003, pp. 2511-2526

ROJAS James, « The Cultural Landscape of a Latino Community », *in* Schein Richard (ed.), *Landscape and Race in the United States*, Routledge, 2006, pp. 177-186

RONCAYOLO Marcel, « La division sociale de l'espace urbain », *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, n°395-396, 1972

RONCAYOLO Marcel, « Mixité sociale et ségrégation : la dimension historique », IAURIF, 2001

RONCAYOLO Marcel (dir.), *L'histoire de la France urbaine : La ville aujourd'hui*, Seuil, 2ème éd., 2001 (1ère éd. 1985)

RONCAYOLO Marcel, PAQUOT Thierry (dir.), *Villes et civilisation urbaine, XVIIIème-XXème siècle*, collection « Textes essentiels », éditions Larousse, 1992

ROSE Damaris, « Rethinking Gentrification : Beyond the Uneven Development of Marxist Urban Theory », *Environment and Planning D: Society and Space*, 2, n°1, 1984, pp. 47-74

ROSE Damaris, « Discourses and experiences of social mix in gentrifying neighbourhoods : a Montréal case study », *Canadian Journal of Urban Research / Revue canadienne de recherche urbaine*, vol.13, no 2, 2004, pp. 278-316

ROSE Damaris, « Les atouts des quartiers en voie de gentrification : Du discours municipal à celui des acheteurs. Le cas de Montréal », *Sociétés contemporaines*, no 63, 2006, p. 39-61

ROSE Damaris, « *Gentrification*, L. LEES, T. SLATER et E. WYLY (London, Routledge, 2007) », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 100, no 3, 2010, pp. 695-697

ROSE Damaris, IANKOVA K., RAY B., « Proximité spatiale, distance sociale : Les rapports interethniques dans un secteur défavorisé à Montréal vus à travers les pratiques de voisinage » *in* A. BOURDIN, A. GERMAIN, M.-P. LEFEUVRE (dir.), *La proximité. Construction politique et expérience sociale*, Paris, L'Harmattan, 2005, pp. 135-157

ROSE Damaris, LAVOIE J.-P., Burn V., COVANTI V., « Assessing gentrification's effects on the daily lives of autonomous elderly long-established residents : The case of Montréal's Petite-Patrie neighbourhood »,*in* J. M. PIWOWAR (ed.), *Proceedings The Prairie Summit / Actes Le sommet des Prairies* (Regina, Saskatchewan, 1-5 juin), Regina, Department of Geography, University of Regina, 2010, pp. 269-272

ROSE Gillian, « Situating Knowledges: Positionality, Reflexivities and Other Tactics », *Progress in Human Geography*, vol 21 n°3, pp. 305-320

ROSENBERG Suzanne, « Vivre dans son quartier… quand même », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 9, 1980, p. 55-75

ROTHENBERG Tamar, « 'And she told two friends': Lesbians creating uban social space », *in* BELL Daniel, VALENTINE Gill, *Mapping Desirs: Geographies of Sexualities*, London, Routledge, 1995, pp. 165-181

ROTMAN Steve, *San Francisco Street Art*, Prestel Pub, 2009

SALEM Gérard, RICAN Stéphane, JOUGLA Eric, *Atlas de la santé en France. Tome 1: Les causes de décès*, Paris, John Libbey Ed, 2000

SANCHEZ-JANKOVSKI Martin, *Islands in the Street : Gangs in American Urban Society*, Wadsworth Publishing Company, 1991

SASSEN Saskia, *The Global City : New York, London, Tokyo*, Princeton University Press, 1991

SAUTORY Olivier, DREES, BIAUSQUE Vincent, VIDALENC Joëlle, « Le temps périscolaire et les contraintes professionnelles des parents », *INSEE Première*, 1370, 2011

SCHELLING Thomas C., *Micromotives and Macrobehaviour*, New York, Norton, 1978

SCHEMO Diana Jean, « Mission shrinking », *Remapping Debate*, 19 juillet 2011 (http://www.remappingdebate.org/article/mission-shrinking?page=0,1)

SCOTT Allen J., SOJA Edward (ed.), *The City: Los Angeles and Urban Theory at the End of the Twentieth Century,* Berkeley, Los Angeles, University of California Press, 1996

SCOTT Allan J., « Industrial Urbanism in the Late twentieth Century Southern California », in DEAR Michael (ed.), *From Chicago to L.A. : Making Sense of Urban Theory*, Californie, Thousand Oaks, Sage Publications, 2002, pp. 163-179

SENECAL Gilles, « Métaphores et modèles en géographie urbaine : le continuum de l'école de Chicago à celle de Los Angeles », *Annales de géographie*, n°657, 2007, pp. 513-532

SGARD Anne et HOYAUX André-Frédéric (2006), « L'élève et son lycée : De l'espace scolaire aux constructions des territoires lycéens », *L'Information géographique*, vol. 70, pp. 87-106

SHUMSKY Neil Larry (éd.), *Encyclopedia of Urban America: The Cities and Suburbs*, 2 volumes, Santa Barbara, Cal., ABC Clio, 1998

SIBLEY David, « Children's Geographies : Some Problems of Representation », *Area*, n° 23, 1991, pp. 269-270

SIMON Patrick, « La société partagée : Relations interethniques et interclasses dans un quartier en rénovation », *Cahiers internationaux de sociologie*, n°98, 1995, pp. 21-62

SIMON Patrick, 1997, « Les usages sociaux de la rue dans un quartier cosmopolite »*, Espaces et Sociétés*, n°90-91, 1997, pp. 43-68

SINCLAIR Robert, THOMPSON Bryan, *Metropolitan Detroit: An Anatomy of Social Change*, Cambridge, Mass., Ballinger Pub. Co, 1977

SIROTA Régine, « Les copains d'abord : Les anniversaires de l'enfance, donner et recevoir », *Ethnologie française*, 28-4, 1998, pp. 457-471

SIROTA Régine (dir.), *Eléments pour une sociologie de l'enfance*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006

SLATER Tom, « The Eviction of Critical Perspectives and resistance to Displacement », *International Journal of Urban and Regional Research*, 30-4, 2006, pp. 737-757

SLATER Tom, CURRAN W., LEES Loretta, « Gentrification Research: New Directions and Critical Scholarhsip », *Environment and Planning A*, vol 36, 2004, pp. 1141-1150

SMITH Neil, « Toward a Theory of Gentrification: A Back to the City Movement by Capital not People », *Journal of the American Planning Association*, vol 45 n°4, 1979, pp. 538-548

SMITH Neil, *The New Urban Frontier: Gentrification and the Revanchist City*, Routledge, 1996

SMITH Neil, « La gentrification généralisée: d'une anomalie locale à la 'régénération urbaine' », *in* BIDOU Catherine (dir.), *Retours en ville*, Editions Descartes & Cie, 2003, pp. 45-72

SMITH Neil, LEFAIVRE N., « A Class Analysis of Gentrification », *in* PAILEN J.J., LONDON B. (ed.), *Gentrification, Displacement and Neighborhood Revitalization*, 1984, pp. 43-63

SOJA Edward, *Postmodern Geographies: The Reassertion of Space in Critical Social Theory*, Verso, 1989

SOJA Edward, *Postmetropolis : Critical Studies of Cities and Regions*, Oxford, Blackwell Publishers, 2000

SOJA Edward, « Six Discourses on the Postmetropolis » (1997), *in* BRIDGE Gary, WATSON Sophie, *The Blackwell City Reader*, Blackwell Publishing, 2002, pp. 188-196

SOJA E. W., *Seeking Spatial Justice*, Minnesota University Press, 2010

SORKIN Michael (ed.), *Variations on a Theme Park: The New American City and the End of Public Space*, Noonday Press, 1992

STASZAK Jean-François, « Détruire Détroit : La crise urbaine comme produit culturel », *Annales de géographie*, n°607, 1999, pp. 277-299

STASZAK Jean-François, « La ville américaine comme miroir », *Espaces et Sociétés*, vol. 107 n°4, 2001, pp. 9-14

STASZAK Jean-François, COLLIGNON Béatrice, CHIVALLON Christine, DEBARBIEUX Bertrand, GENEAU DE LAMARLIERE Isabelle, HANCOCK Claire, *Géographies Anglo-saxonnes: Tendances contemporaines*, Paris, Belin, 2001

STRAUGHAN Jerome, HONDAGNEU-SOLETO Pierrette, « From Immigrant City, to Immigrant City », *in* DEAR Michael (ed.), *From Chicago to L.A. : Making Sense of Urban Theory*, Sage, 2002 ; pp. 183-212

SUAREZ-OROZCO Marcelo, PAEZ Mariela, *Latinos in the 2Ist Century*, University of California Press, 2002

TAYLOR Monique M., « Can you go home again? Black gentrification and the dilemma of difference », *Berkeley Journal of Sociology*, 1992, pp. 101-127

TEAFORD Jon C., *The Twentieth Century American City*, Johns Hopkins University Press, 1993 (1ère éd. 1986)

TESSIER Stéphane (dir.), *L'enfant des rues, Contribution à une socio-anthropologie de l'enfant en grande difficulté dans l'espace urbain*, Paris, L'Harmattan, 2005

TISSIER Jean-Louis, ROBIC Marie-Claire et PINCHEMEL Philippe, *Deux siècles de géographie française : Une anthologie*, Paris, CTHS, (1ère édition 1984) 2011

THRASHER Frederick, *The Gang*, Chicago, University of Chicao Press, 1927

TOPALOV Christian, « 'Traditional working-class neighbourhoods' : An inquiry into the emergence of a sociological model in the 1950s and 1960s », Chicago, *Osiris*, vol. 18, 2003, pp. 212-233

TOPALOV Christian, *Les constructions savantes du quartier (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis)*, Paris, CSU, 2003

TOPALOV Christian, COUDROY DE LILLE Laurent, Depaule Jean-Charles et Marin Brigitte (dir.), *L'aventure des mots de la ville à travers le temps, les langues et les sociétés*, Paris, Robert Laffont, 2010

TREBITSCH Michel, « Préface », préface à LEFEBVRE Henri, *Critique of Everyday Life, volume I : Introduction*, traduction anglaise, Verso, 1991

TREBITSCH Michel, « Préface : Le temps de la critique radicale », préface à LEFEBVRE Henri, *Critique of Everyday Life, volume II : Foundations for a Sociology of the Everyday*, traduction anglaise, Verso, 2002

TSOUKALA Kyriaki, *Les territoires urbains de l'enfant*, Paris, L'Harmattan, 2007

USAID, *Central America and Mexico Gang Assessment*, rapport, avril 2006

VALENTINE Gill, « Beign Seen and Heard? Ethical Dilemmas of Research with Children and Young People », *Journal of Ethics, Place and Environment*, vol. 2 n°2, 1999, pp. 141-155

VALENTINE Gill, *Public Space and the Culture of Childhood*, London, Ashgate, 2004

VAN CRIEKINGEN Mathieu, DECROLY Jean-Michel, « Revisiting the Diversity of Gentrification: Neighborhood Renewal Processes in Brussels and Montreal », *Urban Studies*, vol. 40 n°2, 2003, pp. 2451-2468

VAN KEMPEN Eva T., « 'Poverty Pockets' and Social Exclusion: On the Role of Place in Shaping Social Inequality », *in* P. MARCUSE, R. VAN KEMPEN (ed), *Of States and Cities: The Partitioning of Urban Space*, London, New York: Oxford University Press, 2002, pp. 240-257

VAN ZANTEN Agnès, *Choisir son école : Les stratégies éducatives des classes moyennes*, Paris, PUF, 2009

VANCE James E., *Geography and Urban Evolution in the San Francisco Bay Area*, Berkeley, Institute of Governmental Studies, University of California, 1964

VARADY David P., *Neighborhood Upgrading: A Realistic Assessment*, Albany, State University of New York, 1986

VERGNAUX, Camille, *Syracuse University face aux Communities : L'intervention, l'engagement... l'activisme ?* Mémoire de géographie non publié, Master 2, Lyon, ENS-LSH, 2011

VIGIL James Diego, *Barrio Gangs : Street Life and Identity in Southern California*, University of Texas Press, 1988

VIGIL James Diego, *A Rainbow of Gangs : Street Cultures in the Mega-City*, University of Texas Press, 2002

VINCENT Carol, BALL Stephen, *Childcare, Choice and Class Practice*, Londres, Routledge, 2006

VINING Daniel, KONTULY Thomas, « Population Dispersal from Major Metropolitan Regions: An International Comparison », *International Regional Science Review*, vol 3 n°1, 1978, pp. 49-73

WACQUANT Loïc, « Scrutinizing the Street: Poverty, Morality and the Pitfalls of Urban Ethnography », *American Journal of Sociology*, vol. 107 n°6, 2002, 1468-1532

WACQUANT Loïc, *Parias urbains : Ghetto, banlieues, Etat*, Paris, La Découverte, 2006

WALDINGER Roger, « Le débat sur l'enclave ethnique : Revue critique », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 9 n°2, 1993, pp. 15-29

WALDINGER Roger, *Strangers at the Gates : New Immigrants in Urban America*, Berkeley, Los Angeles, University of California Press, 2001

WALKER Richard, « Landscape and city life: Four ecologies of residence in the San Francisco Bay Area », *Ecumene*, 1995, vol. 2 n°1, pp. 33-64

WALKER Richard, *The Conquest of Bread : 150 Years of Agribusiness in California*, New Press, 2004

WALKER Richard, *The Country in the City: The Greening of the San Francisco Bay Area*, University of Washington Press, 2007

WALKER Richard, WATTS Michael, « Allan Pred: Friend and Rebel », *Antipode*, Anti-Obits, 2007

WARD Colin, *The Child in the City*, Londres, Architectural Press, 1978

WARF Barney, ARIAS Santa (dir.), *The Spatial Turn : Interdisciplinary Perspectives,* Routledge, 2009

WARNER Sam Bass, *The Urban Wilderness: A History of the American City*, New York, Harper and Row, 1972

WELLER Susie, BRUEGEL Irene, 2009, « Children's 'Place' in the Development of Neighbourhood Social Capital », *Urban Studies*, 46-3, 2009, pp. 629-643

WELLMAN Barry, « Networks, Neighborhoods and Communities », *Urban Affairs Quarterly*, n°14, 1979, pp. 363-390

WHITE M. J., *American neighborhoods and residential différentiation : The population of the United States in the 1980s : A Census Monograph Series*, 1987

WILSON Gilmore Ruth, *Golden Gulag: Prisons, Surplus, Crisis and Opposition in Globalizing California*, University of California Press, 2007

WILSON James Q. (ed.), *Urban Renewal*, MIT Press, 1966

WILSON William Julius, *The Declining Significance of Race: Blacks and Changing American Institutions*, Chicago, University of Chicago Press, 1976

WILSON William Julius, *The Truly Disadvantaged: The Inner-City, the Underclass and Public Policy*, Chicago, University of Chicago Press, 1987

WIMER Christopher, BOUFFARD Suzanne, CARONONGAN Pia, DEARING Eric, SIMPKINS Sandra, LITTLE Priscilla, WEISS Heather, *What Are Kids Getting Into These Days? Demographic Differences in Youth Out-of School Time Participation*, Harvard Family Research Project, mars 2006

YOUNG Marion I., *Justice and the Politics of Difference*, Princeton University Press, 1990

ZACCAÏ-REYNERS Nathalie, « Expérience vécue », *in* MESURE Sylvie, SAVIDAN Patrick (dir.), *Le dictionnaire des sciences humaines*, PUF, 2006, pp. 439-441

ZEIHER Helga, « Shaping Daily Life in Urban Environments », *in* CHRISTENSEN P., O'BRIEN M. (dir.), *Children in the City: Home, Neighbourhood and Community*, London and New York, Routledge, 2003, pp. 66-81

ZORBOUGH Harvey Warren, *The Gold Coast and the Slum : A Sociological Study of the Chicago's Near North Side*, Chicago, University of Chicago Press, 1929

ZUKIN Sharon, *Loft Living: Culture and Capital in Urban Change*, Rutgers University Press, 1982

ZUKIN Sharon, *Landscapes of Power: From Detroit to Disneyland*, Berkeley, Los Angeles, University of California Press, 1991

Table des encadrés

Encadré 1 : Cal, université publique, université d'élite 15

Encadré 2 : La notion de quartier 32

Encadré 3 : Brève histoire des modèles de la structure intra-urbaine : de Chicago à L.A. .. 48

Encadré 4 : Ségrégation et politiques urbaines 55

Encadré 5 : La terminologie employée pour décrire les transformations urbaines des quartiers 86

Encadré 6 : « Théories urbaines et dynamiques des villes américaines » : un séminaire transatlantique 90

Encadré 7 : *There Are No Children Here: The Story of Two Boys Growing Up In the Other America* 150

Table des illustrations

Figure 1 : Le campanile de la Sather Tower sur le campus de Berkeley (Catherine Blocher, 2012) 14

Figure 2 : Le downtown de San Francisco vu des Twin Peaks (SLF, 2010) 29

Figure 3 : Union Square, dans le centre-ville de San Francisco (SLF, 2012)..... 31

Figure 4 : Les trois modèles urbains selon Harris et Ullman (1945) 49

Figure 5 : Le « Keno Capitalism » selon Dear et Flusty (2002)..... 50

Figure 6 : les « murals » de la 24ème rue (SLF, 2007) 64

Figure 7 : Les commerces hispaniques de la 24ème rue dans la Mission (SLF, 2010)..... 70

Figure 8 : L'affiche du colloque « Justice et injustice spatiales » (réalisée par J. Robert, d'après des collages de M. Coquery) 74

Figure 9 : Sociabilité sur les bancs situés devant un café de la 24ème rue (SLF, 2010) 103

Figure 10 : Affiche apposée sur la façade d'une galerie et présentant les habitants hispaniques comme des superhéros, dans le contexte de la lutte contre la gentrification (SLF, 2006) 113

Figure 11 : Trois quartiers gentrifiés à Paris, Londres et San Francisco..... 134

Figure 12 : La rue des Moines dans les Batignolles à Paris (SLF, 2011)..... 140

Figure 13 : La parc Cardinet aux Batignolles (SLF, 2011)..... 142

Figure 14 : La rue Church à Stoke Newington, Londres (Colin Giraud, 2010)..... 145

Figure 15 : un dimanche familial sur la 24ème rue dans Noe Valley (SLF, 2010) 148

Table des matières

REMERCIEMENTS **3**

INTRODUCTION **5**

CHAPITRE I : « I LEFT MY HEART IN SAN FRANCISCO » **11**

Une formation aux études urbaines « made in Cal » **13**

Etudier la géographie à Berkeley 14
Villes états-uniennes à la carte 18
Readers et manuels universitaires : deux outils, deux rapports au savoir 22

Dans « les rues de San Francisco » **28**

Expériences subjectives de San Francisco 28
Apprentie urbaniste au San Francisco Planning Department 33

Enquête doctorale sur l'évolution des quartiers de San Francisco **36**

Comprendre l'évolution des quartiers états-uniens à la lumière des débats sur la « déterritorialisation » et « la fin du voisinage » 37
Le choix de San Francisco – ses quartiers, ses rues commerçantes 38
Les résultats : « Neighborhood matters » 40

Conclusion **42**

CHAPITRE II : « A CRAZY LITTLE WORLD » : HABITER DES QUARTIERS SEGREGUES **45**

Dynamiques de ségrégation et théorie urbaine aux Etats-Unis **46**

La ségrégation comme processus urbain « naturel » et transitoire : les sociologues de Chicago 46
La ségrégation comme problème urbain : la crise urbaine des années 1960 à 1980 51

Les *barrios*, quartiers « ethniques » des villes états-uniennes **57**

Penser les *barrios* 57
L' « hispanisation » des Etats-Unis et le développement des *barrios* 59
Les transformations d'un ancien quartier populaire blanc en *barrio* : le quartier de la Mission à San Francisco 61
La question de l'identité ethnique du *barrio* 63

Quartiers pauvres ségrégués : contraintes ou ressources ?..... 65
Les contraintes liées à la ségrégation..... 66
La violence et ses impacts sur les relations sociales 67
Les ressources locales des quartiers ségrégués 70
La ségrégation à l'aune de la question de la justice spatiale 73
L'émergence de la question de la justice spatiale..... 73
Justice spatiale, ville et ségrégation..... 75
Conclusion 79

CHAPITRE III : « LIKE A VILLAGE » : HABITER DES QUARTIERS GENTRIFIES..... 83
La gentrification ou le renversement de la ségrégation et de la crise urbaine ? 84
« Downtown renaissance »..... 84
« Neighborhood revitalization » ou « gentrification » ? 86
Retour en Francce, « retour en ville » : la gentrification est-elle un phénomène français ? 92
Gentrification et processus de changement des quartiers 95
Noe Valley : du quartier populaire au quartier « supergentrifié »..... 95
La Mission : un *barrio* soumis à une gentrification « sporadique » 97
Les manières d'habiter des gentrifieurs..... 101
« Retour à la rue commerçante », « néo-convivialité » et appréciation du quartier..... 101
Une « culture de la gentrification mondialisée »? La part du local..... 105
« Les géographies morales troubles » des gentrifieurs et des gentrifiés..... 107
Les rapports ambigus des gentrifieurs à la mixité sociale et à la diversité 108
Gentrifiés : indifférence, satisfaction ou résistance..... 111
Conclusion 115

CHAPITRE IV : « UNEQUAL CHILDHOODS, UNEQUAL NEIGHBORHOODS ? » : LES EXPERIENCES CITADINES CONTRASTEES DES ENFANTS..... 117
« The city without children »..... 118
Les enfants, des citadins en péril ?..... 118
Les enfants, la ville et les sciences sociales..... 120
« Unequal Childhoods, unequal neighborhoods » ? Le projet..... 125
Les enfants et leurs parents dans les quartiers gentrifiés 128
Les quartiers gentrifiés au regard de la question des enfants et de leur famille..... 129
Une enquête comparative auprès d'enfants et de parents 132
Résultats..... 139
Les enfants face à la ségrégation : des quartiers populaires aux quartiers bourgeois..... 149
Les enfants dans la littérature sur la ségrégation 149
Analyser les manières d'habiter des enfants dans les quartiers ségrégués..... 152
Conclusion 153

CONCLUSION **157**

BIBLIOGRAPHIE **159**

TABLE DES ENCADRES **183**

TABLE DES ILLUSTRATIONS **185**

TABLE DES MATIERES **187**